TEMPUS FUGIT

"'A iunarta è 'nu muorzo"

Publication apériodique - mai 2003

TEMPUS FUGIT.....1
Présentation 5
Lucien Laugier, Textes II, Matériaux pour une histoire de la Gauche Italienne, Volume II, tome 2.....7
Présentation 7
"Socialisme ou Barbarie" et l'écroulement du groupe parisien 26
Documents tirés des archives de Lucien Laugier. 54
Deux ans de bavardage 54
Lettre de Suzanne Voute à Lucien Laugier de mai 1949 64
Lettre de Daniel Dumatheray au groupe de Marseille du 18 juin 1949. 65
Discussions, informations, numéro 1, septembre 1949 (intérieur à la FFGCI).....67
Lettre de Ottorino Perrone à Lucien du 04 septembre 1949.....76
Lettre du PCInt aux organisations de la GCI du 06 septembre 1949 77
Projet de lettre au PCInt de Lastérade 77
Réponse de Lucien au "Projet de lettre" de Lastérade.....84
Lettre du PCInt d'Italie à la Fraction Française du 14 octobre 1949.(Traduction Jean-Pierre Laffitte). 89
Lettre de la FFGC au PCInt du 20 octobre 1949.....93
Lettre du PCInt à la Fraction Française du 30 octobre 1949 95
Lettre de Daniel Dumartheray à Lucien du 27 novembre 1949. 97
Lettre de Lucien à Ottorino Perrone du début janvier 1950 100
Bourgeoisie et bureaucratie (janvier 1950) (Texte de Suzanne Voute pour la discussion avec le groupe Chaulieu) 102
Classe et Parti (janvier 1950 de Frédérique/Suzanne).....107
La perspective et les tâches. Texte de "Socialisme ou Barbarie" (février 1950).....112
Classe et Parti. Texte de "Socialisme ou Barbarie" (février 1950).....117
Documents provenant des archives de Cornélius Castoriadis 121
Lettre de Chazé à Chaulieu du 01 décembre 1949 122
Lettre de Chazé à Chaulieu du 05 décembre 1949. 123
Lettre de Chazé à Chaulieu du 08 décembre 1949 124
Résolution de la FFGC sur les discussions avec "Socialisme ou Barbarie".....126
Lettre de Suzanne à Vega (?).....130
Lettre de Mothé à Lucien du 20 février 1950.....130
Lettre de Pierre Lanneret à Lucien du 28 février 1950.....135
Lettre de la Fraction Française au PCInt du 03 mars 1950 137
Perspectives et tâches 139
Lettre du PCInt à la Fraction Belge et au Groupe de Marseille (Traduction Jean-Pierre Laffitte).....147
Lettre de Daniel Dumartheray à Lucien Laugier du 26 mars 1950 149
Lettre de la Fraction Française à "socialisme ou Barbarie" datée fin mars 1950.....150
Lettre de Daniel Dumartheray à Lucien Laugier du 24 avril 1950 153
Lettre de la C. E. du PCInt à la Fraction Française du 25 avril 1950 (Traduction de Jean-Pierre Laffitte) 155
Lettre de Vega à Lucien du 25 juin 1950. 156
Lettre de Vega à Lucien du 06 août 1950.....159
Lettres de Suzanne Voute citées dans la lettre de Vega ci-dessus.....160
Lettre du mois de mai 1950 160
Lettre du mois de Juillet 1950 161

Lettre du mois de Juillet 1950 161
Lettre du mois d'Août 1950 163
Lettre de Lucien à Bruno Maffi du 17 octobre 1950 163
Lettre de Lucien à Bruno Maffi d'octobre 1950. 167
Lettre de Lucien Laugier à Suzanne Voute du 10 octobre 1950. 169
Lettre de Lucien à Daniel Dumartheray du 28 novembre 1950. 171
Lettre de Vega à Lucien Laugier du 11 avril 1951 172
Lettre de Lucien Laugier à Daniel Dumartheray du 15 mai 1951 174
Lettre de Daniel Dumartheray à Lucien Laugier du 21 septembre 1953 175
Annexes 177
Résolution sur la question syndicale (avril 1948) 177
Coup d'œil sur l'activité syndicale 181
Révolution "en retard" et tactique du prolétariat. 187
Résolution sur le texte "La formation du parti de classe" du camarade Lucain. 197
"Où en sommes-nous ?" ("Internationalisme" numéro 41, janvier 1949,extrait) 201
"Salut à "Socialisme ou Barbarie"" ("Internationalisme", numéro 43, juin-juillet 1949) 202
Compte-rendu du premier congrès du Parti Communiste Internationaliste de florence (06 au 09 mai 1948). (Traduction Jean-Pierre Laffitte). 209
L'OCR & les RKD : textes 242
Présentation 242
Version non tronquée de notre article publié dans le numéro 13 de la revue "Dissidences" 252
Textes de l'OCR et des RKD 261
Tract pour le Premier mai 1945 262
Tract contre Pétain 263
Maurice Thorez a dit 265
Thorez dissout les Jeunesses Communistes 267
REPONSE AU PROJET DE CHARTE D'UNITE de la classe ouvrière de France présenté par le Parti Communiste Français. 269
A tous les camarades de la minorité du PCI et de LSV 284
Communisme, numéro 3 ; numéro spécial : DECLARATION DE PRINCIPES. Mai 1945 299
Dictature du prolétariat ou dictature du parti, "Communisme" numéro 6. 305
Contribution à la discussion sur la déclaration de principes, "Communisme" numéro 6 309
La vie de l'organisation, "Communisme" numéro 6 320
"Communisme" numéro spécial, octobre 1945 326
La question du parti, "Communisme" numéro 7 356
Résolution sur nos rapports avec les organisations et groupes de "Gauche", "Communisme " numéro 7 358
Position de principe sur les "tribunaux d'honneur révolutionnaire", "Communisme" numéro 7. 360
Résolution sur les syndicats, "Communisme numéro 7. 361
"Internationale " et Internationale, "Communisme" numéro 8. 363
Lettre de la délégation fractionnelle de l'OCR aux camarades RKD (Communistes Révolutionnaires d'Allemagne), "Communisme" numéro 9. 378
Position de la région sud sur les divergences concernant la question du parti, "Communisme" numéro 9. 392
RKD Bulletin, VIe année, numéro 2, mars-avril 1946 397

Textes d'autres minorités révolutionnaires 408
Combats Ouvriers 408
Texte du Rassemblement Communiste Révolutionnaire 412
Texte du groupe "Fraternisation Prolétarienne" 415
BULLETIN DES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES DE FRANCE (IVe Internationale Communiste) 416
Arturo Peregalli - Textes 428
Présentation 428
Hommage de Sandro Saggioro en hommage à la mémoire d'Arturo Peregalli. 428
Présentation des "Cahiers du CERMTRI" numéro 101 437
Traduction du chapitre 2 du livre "Bordiga la sconfitta e gli anni oscuri 1926-1945"(version complète) 443
Togliatti guardasigilli (traduction de Jean-Pierre Laffitte) 471
PCI 1946-1970 Femme Famille et Morale sexuelle (Traduction Jean-Pierre Laffitte) 544

Présentation

"Sache à quel rythme sont soumis les hommes"
Archiloque.

"*Lui aussi aurait voulu arrêter l'aiguille au milieu du cadran. Mais il savait d'expérience que, du temps, il n'était que le comptable, que la vague reviendrait, qu'elle était proche, et les emporterait*."
Marie Desplechin.

Nous avons placé en exergue à cette introduction deux citations qui nous semble correspondre au projet éditorial de notre revue. En effet, le temps nous manque pour pouvoir mener à bien notre projet éditorial sous sa forme première ("gros pavé" mal ficelé par le manque et temps et la précipitation) ; dans une belle et juste formule Jacques Camatte exprimait le fait que le temps était devenu purement quantitatif, c'est-à-dire le temps du Capital. Cela illustre parfaitement notre situation et, devant la difficulté à voler du temps au Capital, nous optons pour cette formule. "Tempus fugit" sera donc une nouvelle revue qui sera proposée exclusivement au format PDF sur un support Cdrom et diffusée par voie postale sur un support CDrom. Pour des raisons de coût, aucune version papier ne sera proposée à la diffusion.

Cette revue sera entièrement dédiée aux minorités révolutionnaires de la première moitié du XXe siècle à la seule exception de l'histoire de la Gauche italienne, qui se prolongera jusqu'à l'éclatement de 1982 du Parti communiste International "Programma comunista".

Dans un premier temps, nous nous consacrerons à la publication de textes des minorités internationalistes qui restèrent fidèles aux idéaux révolutionnaires dans la tourmente de la barbarie capitaliste de la seconde guerre mondiale (siècle XX). Cependant nous espérons pouvoir, par exemple, remonter jusqu'au XIXe siècle en abordant par exemple la question de l'impérialiste dans la Social-Démocratie allemande ou bien encore l'histoire peu connue des "Jungen".

Nous pensons que la publication de tels documents peut permettre à des militants où des personnes impliquées dans les problèmes actuels de la lutte de classe de trouver des éléments de réponse aux questions qui peuvent surgir au cours de ces mouvements.

Une autre optique de la revue est de ne pas laisser cette mémoire prolétarienne disparaître, s'éteindre. Dans cet ordre d'idée, la numérisation de revues sera l'un des axes de notre travail, il va s'en dire que les sauvegardes ainsi réalisées seront proposées dans le cadre de la revue.

Jusqu'à présent nous n'avons publié que deux études dans des cadres imposés. Par deux fois ce fut un échec, la première fut la publication d'un cahier du CERMTRI[1] consacré au VIe Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste. La seconde une étude consacrée aux Communistes Révolutionnaires en France dans les années 1943-1946. dans les deux cas, notre travail fut partiellement coupé et ré écrit, parfois sans notre accord.

Cette revue nous permettra de nous affranchir des fourches caudines des autres et d'être ainsi seul responsable de notre travail.

François Langlet[2]

[1] Le CERMTRI est le Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux. Il fut créé par l'OCI, il y a maintenant plus dizaines d'années. J'ai milité quelques mois dans les rangs du CCI du PT. En étudiant l'histoire de l'Opposition de Gauche dans les années vingt, j'ai découvert l'existence de Bordiga et de la Gauche italienne, j'ai alors quitté cette organisation. Durant ce passage de quelques mois, je me suis intéressé au CERMTRI qui possède des archives très riches sur le mouvement ouvrier des années 20, 30 et 40 et aussi de manière surprenante des cartons très complet sur les groupes ce réclamant de la Gauche communiste des années 70 et 80. En quittant le CCI je suis resté au CERMTRI, continuant à utiliser les archives et la bibliothèque pour mes recherches propres. La réalisation du cahier fut pour moi une expérience décevante. Depuis, j'ai pris mes distances (le cahier sur la gauche du trotskysme non retenu dans le dernier compte-rendu de l'AG du premier février 2003, à laquelle je n'étais pas présent), est une information erronée

[2] 26 rue Georges Bizet 91460 Marcoussis.

Lucien Laugier, Textes II, Matériaux pour une histoire de la Gauche Italienne, Volume II, tome 2.

Présentation

En 2001, nous avons entamé la publication de textes de Lucien Laugier[3]. Nous prolongeons ce travail en consacrant une partie importante de ce premier numéro à Lucien Laugier.

Lucien Laugier fut militant de la FFGC dans le groupe de Marseille de l'immédiat après-guerre jusqu'à son départ du PCI en décembre 1971. Il commença sa carrière au centre de tri de la poste de Marseille comme agent d'exploitation et l'acheva comme inspecteur central. Syndiqué à la CGT il revenait malade des réunions (A sa femme qui lui demandait pourquoi il continuait à y assister, il répondait qu'il fallait bien que quelqu'un porte la contradiction !). L'échange de lettres suivant donnera une illustration de la place de Lucien dans le syndicalisme PTT à Marseille :

"*Le 3 janvier 1947*

Cher camarade,

Tenant compte de la nouvelle position prise par la minorité, lors du Congrès National Extraordinaire de Paris, qui accepte de participer aux responsabilités de la C. E. nationale, nous espérons que sur le plan de la Section vous avez pu également modifier votre position définie aux Assemblées Générales des 28, 29 et 30 octobre dernier, et de ce fait vous accepteriez également de participer à la Commission Exécutive de la Section de la Ligne Méditerranée.

C'est pour cette raison, que par la présente, nous vous invitons à participer à sa réunion qui aura lieu le lundi 6 janvier 1947 à 15 heures à la bourse du Travail.

Ordre du jour :
Compte rendu du congrès extraordinaire.
Divers

Pour le Bureau, le secrétaire, X. Maestracci."

La réponse de Lucien est datée du 04 janvier :

"*Monsieur le Secrétaire du Syndicat unique des PTT. Section de Marseille gare-Méditerranée.*

Cher Camarade,

En réponse à ta lettre du 3/1/47 m'invitant à, participer à la réunion de la CE du 6/1/ 47 je te rappelle qu'au cours de l'assemblée générale du 29 octobre 1946, j'ai tenu à définir ma position pour qu'on ne puisse pas me considérer lié par l'attitude éventuelle de la "minorité"

[3] "Lucien Laugier Textes I, matériaux pour une histoire de la Gauche italienne, Volume I, tome 1, mars 2001.

qui participa au congrès national extraordinaire. J'ai également expliqué, durant cette même assemblée, pourquoi, dès cette époque je n'étais pas candidat à la CE, en justifiant cette décision par des motifs de principe, la position de la "minorité" ne serait en quoi que se soit modifier mon attitude. C'est pourquoi je n'assisterai pas à vos travaux. Du lundi."

Né le 16 décembre 1914[4], Lucien Laugier n'a pas connu pas son père qui mourut dans les premiers mois de la première guerre mondiale. Pupille de la Nation, sa mère eut un emploi réservé dans une manufacture de tabac. Il est mort en 1989 au cours d'une opération chirurgicale. Avant-guerre il hésita à adhérer au PSOP de Marceau Pivert. C'est par l'intermédiaire de Piccino qu'il rencontra la Gauche Italienne et constitua avec lui le groupe marseillais de la FFGC en 1947.

Depuis cette première publication des textes de Lucien, la revue (Dis)continuité[5] a republié trois textes de Lucien[6].Est ainsi publié le texte "Remarques concernant le texte "A Detroit comme à Stettin"". Dans un courrier adressé à Carsten Juhl, Lucien revient sur la première publication de ce texte dans les termes suivants :

"Un de ses amis[7] (à Jacques Camatte, NDR), à Paris, a publié, sous la forme d'un opuscule sans titre, ni indication de numéro et de date, un texte de 1971 de G. Collu : "A Stettin et à Dantzig comme à Detroit", qu'il a accompagné, en guise de postface, d'un commentaire que j'avais rédigé en 1975 dont Jacques C. lui a transmis une copie (sans d'ailleurs m'en parler avant). J'ai relu ce texte, dans lequel je me donnais beaucoup de mal pour identifier "l'ennemi – Capital" contre toutes les "récupérations" et après les diverses expériences post-soixantehuitardes (gauchisme, marginalisme, communautés, etc.) je trouve maintenant ce matériel très dépassé et sans grand intérêt. Il n'était d'ailleurs destiné en son temps qu'à "faire passer" le texte de Collu dont l'enthousiasme frisait le ridicule après la retombée des illusions de 1973-1975"[8]

Lucien Laugier est resté durant toutes les années après son départ du PCInt un observateur attentif et critique de l'histoire du PCInt. Il était souvent sollicité et donnait volontiers son appréciation et son avis sur son évolution : les extraits de lettres suivants témoigneront de son regard critique :

"Au ton et à la tournure de cette réponse, je constate que les choses n'ont fait que s'aggraver au PCI : discussion purement scolastique pour s'avoir si l'on a ou non correctement observé la lettre du sacro-saint "front unique syndical", dont on ne se demande pas si, à l'époque où il avait encore un sens, ce n'était pas déjà une formule cachant un repli (satisfaction formelle donnée à l'I.C. en conservant un contenu aussi ancien que le mouvement ouvrier et qui n'avait pas besoin d'un nouveau nom) ; absence totale d'examen de la situation réelle (où est donc la

---

[4] La date donnée par Pierre Hempel dans "La Critique de S ou B" est erronée. Il s'agit en fait de la date de naissance de Yolande Laugier ! L'erreur provient d'une incompréhension lors d'une conversation téléphonique. Nos excuses à l'éditeur.

[5] Sur la revue et son animateur, nous renvoyons le lecteur à notre note de lecture publiée après correction et l'accord de F. Bochet dans le "Cahier du Mouvement Ouvrier" n 12, septembre 2001, et pour la qualité de la reliure de la revue à "Présence Marxiste", n 28, septembre 2002. Sur le caractère bordiguiste de la revue voir "Gazette du Golfe et des Banlieues", août 2002.

[6] "(Dis)continuité n 14, mai 2002.

[7] Il s'agit de F. Bochet.

[8] Lettre de Lucien Laugier à Carsten Juhl du 18 janvier 1988.

"classe ouvrière" ?) ; aveuglement concernant les réponses qu'on croit détenir pour des situations futures dont on ne sait et comment elles apparaîtront, etc. Je ne croyais pas qu'on puisse tomber si bas dans le misérabilisme groupusculaire. L'ironie de la énième crise du PCI réside dans la situation caricaturale voyant se répéter des accidents internes, absolument identiques, déjà vécus sans leçon pour personne puisque, dans ce groupuscule, les nouveaux venus ne connaissaient jamais ce qui était arrivé, avant leur propre apparition, à ceux qu'on avait précédemment éjectés ou qui avaient "déserté". Les reproches faits au "centre" de Milan par Ivrea, Turin et le "Midi de la France" sont à peu de chose près ceux que nous avions adressés à ce même "centre", il y a vingt ans bien sonnés ; la réponse que nous avions reçue alors a été totalement approuvée par la totalité des sections (donc aussi celle d'Ivrea, Turin et Suzanne, représentante du "Midi de la France" : le texte que nous avions envoyé au centre - il s'agissait de la révolution allemande et la question syndicale - ***n'a pas été lu*** *par ces mêmes qui, pour marquer ce refus, l'ont toutes déposé solennellement devant le "centre lors d'une réunion extraordinaire, en avril 1971). A leur tour, certains de ces militants (ceux qui ont survécu politiquement et physiquement) ont été traités comme nous l'avons été nous-mêmes."*[9]

"Jacques m'a passé un texte photocopié intitulé "Programme Communiste reprend sa publication". Il s'agit bien des rescapés du PCI … de la troisième génération ! un groupe un moment lié à Suzanne et, peut-être, à ceux d'Ivréa. quelques-uns d'entre eux sont venus voir Jacques ; pour mieux connaître les "crises" qui ont précédé. Je crois que l'entretien à tourné court, car, rapidement, ils ont traité Jacques de "contre-révolutionnaire". Je te résume quelques traits du texte cité plus haut car la photocopie est trop mauvaise pour être à nouveau reproduit. Il ressort de leur article que leur grande préoccupation est de découvrir les moyens de se ***réorganiser*** *et, s'ils s'occupent de leur crise passé, c'est uniquement pour y trouver les* ***fautes*** *qui ont abouti à leur éclipse. Parmi les tares constatées, ils citent : - un trop grand fossé entre "l'assimilation théorique" et "l'assimilation des expériences pratiques", - l'attente injustifiée d'un réveil du mouvement prolétarien lors de la crise économique de 1974 - 75, - l'attitude* ***liquidationniste*** *adoptée par certains à l'égard du parti existant, attitude s'appuyant sur le* ***nationalisme*** *(je suppose que cela vise les pro palestiniens) et sur le* ***mouvementisme*** *(probablement ce que nous appellerions "activisme"). Ont décidé la reparution de "Programme Communiste" "les camarades organisés actuellement autour de "Le Prolétaire" et de "Il Communista" ; ces deux groupes se sont heurtés au refus de collaborer de l'actuel "Programme Communiste (C'est-à-dire :Bruno Maffi) qui, dit le texte, se considère "comme la continuité théorique, politique et organisative d'hier" et pensent "qu'il suffit de reprendre le chemin à partir de là où la crise l'a interrompu", en tirant par ailleurs argument du fait de "n'avoir remis en discussion aucun élément de la trajectoire du parti jusqu'à la crise".*

Comme programme de travail (lequel doit être mené, bien entendu "sans aucune mise à jour, aucune innovation" les auteurs de l'article distinguent deux grands catégories : 1/ les positions classiques à rappeler et "qui ont été depuis longtemps tranchées historiquement et pratiquement (prolétariat et parti, la valeur et sses formes, etc.), 2/ les domaines des "questions oubliées", "laissées en friche" dans la théorie communiste (œuvre économique de Marx, "théorie communiste de l'Etat antérieure à l'ouvrage de Lénine") (au passage cette énumération nous apprend qu'un autre groupe dont les auteurs se sont séparés - "Communisme où Civilisation" - n'est pas à la hauteur d'un tel travail" ; tandis qu'un autre groupe de même souche - "Combat" - est perdu "non seulement pour le parti révolutionnaire

[9] Lettre de Lucien Laugier à François Bochet (extrait), 19 octobre 1988.

mais aussi pour le mouvement prolétarien" (il s'agit, d'après Jacques, d'un groupe italien). Ceux qui reprennent en main "Programme Communiste" ont siège à Lyon, non à Paris, en Suisse et à Milan.

Tout cela est bien fastidieux et tu voudras bien m'excuser de m'y être étendu. Il faut noter toutefois la curiosité de ce phénomène : la prolifération microscopique de "bordiguistes tardifs" et leurs caractéristiques commune : l'absence totale de préoccupation concernant la réalité des bases sociales du "prolétariat", l'effet des bouleversements survenus dans le mode général de vie (y compris chez les ouvriers), la mutation que subit la société en général, etc. Seule compte la réorganisation, les moyens de la mettre au point, tandis que le "prolétariat" attend l'arme au pied, mais toujours-là, que "l'avant-garde" y soit parvenue !"[10]

"Merci pour ta lettre du 10 octobre, avec les considérations sur tes lectures et le résumé des positions tardo-bordiguistes de la "3e génération" comme tu l'appelles à juste titre, la première étant celle de 1945 - 71, la seconde celle de 72 - 82 et la troisième totalement éclatée celle de la fin de siècle. Une re fondation me semblant impossible dans le cadre de la forme parti (groupusculissime) pour les raisons que tu donnes, elle doit logiquement être la dernière : après le parti - groupe de réflexion (45 - 71) et le parti - groupe d'intervention (72 - 82) nous avons donc le parti sans groupe, le parti à la recherche du temps … que tu sais, et donc sans aucun intérêt pour ce qu'il s'est passé avec le prolétariat comme tu le notes. Ce parti sans groupe n'en a pas besoin ; il doit ni le penser ni y intervenir : le parti pur, sans forme et sans histoire."[11]

Si Lucien est resté un spectateur attentif et engagé des vicissitudes des différents groupes issus de la crise de 1971 et de l'éclatement de 1982, il s'est aussi, dans le cadre de son travail sur l'histoire de la Gauche italienne, intéressé aux origines de la GI et plus particulièrement à l'histoire mouvementée de la FFGC des dernières années de la seconde guerre mondiale, les extraits de correspondances suivants en témoigne :

"Daniel D. a rencontré à Paris un des anciens de la Fraction Française de la GC de passage en France. Il faisait autrefois partie du groupe qui a rejoint S ou B, mais a émigré au Canada (par crainte, disait-on à l'époque des Russes et de la "3e guerre mondiale"). Moi, je l'ai à peine entrevu, en 1949, quelques-temps avant son départ (je ne connaissais que son nom ; Camille). Il a passé à Daniel la copie d'un texte qu'il destine à des amis de Californie (où il s'est désormais retiré - il était typographe). Ce texte explique la position des bordiguistes "non péronistes" sur la fin des années 30 et leur position sur le fascisme hitlérien qu'ils voulaient combattre sans adhérer au patriotisme et à la Résistance. Le côté peut être intéressant de ce "contact" de D, c'est que les amis de Camille s'intéressent aux évènements d'Europe lors de la guerre, aux pacifistes et internationalistes, etc."[12]

"Carsten a dû recevoir de Daniel D. un texte en anglais d'un ancien de la Fraction Française de la GI, émigré au Canada au début des années 50 et aujourd'hui en Californie où il relate (encore à quelques "jeunes curieux") les mésaventures des internationalistes de Paris durant la dernière guerre. Ce "Camille", que j'ai dû entrevoir, mais à peine, chez Daniel D. à Paris

[10] Lettre de Lucien à Carsten Juhl (extrait), 10 octobre 1987.
[11] Lettre de Carsten Juhl à Lucien Laugier (extrait), 19 octobre 1987.
[12] Lettre de Lucien Laugier à Carsten Juhl (extrait), 6 septembre 1986.

en 1949 paraissait se livrer à une petite fronde politico-satirique contre Vercesi et les autres de la "Fraction Belge". Il a ensuite suivi, je crois ceux qui sont allés à "Socialisme ou Barbarie". Sur ma demande Daniel D. a traduit en français un digest de son texte assez volumineux, qui n'écorche apparemment pas les faits mais reste empreint, il me semble, d'un ressentiment un peu anachronique à l'égard des travers "bordiguistes" de l'époque."[13]

Une biographie de Pierre Lanneret rédigée par Philippe Bourrinet a été proposée dans Lucien Laugier "Textes I". Le travail de Pierre Lanneret sur les internationalistes du troisième camp est disponible aux éditions Acratie. Il fut primitivement publié, amputé des passages qui concernaient les trotskystes, dans les "Cahiers Léon Trotsky". Les extraits suivants proviennent d'une lettre de Camille à Georges Dumartheray :

"Je ne saurais trop insister : je ne prétends pas faire œuvre d'historien, et surtout pas œuvre d'historien du bordiguisme en particulier. Véga a trouvé que je donnais trop d'importance à l'histoire de la Gauche. Exact dans un sens, mais comme je le mentionne, c'est en raison de l'ignorance de mes copains américains. Ceci-dit, il faut faire les choses BIEN, si possible. Tu as raison en ce qui concerne 1926, j'ai vérifié mes sources, en l'occurrence la volumineuse ***History of Soviet Russia*** *de E. H. Carr que je ne saurai trop recommander. Il s'agit d'un Exécutif élargi. Mea Culpa. Le reste provient peut-être d'une formulation maladroite par "dissident solitaire" j'entends dissident à l'Exécutif.*

Tu as raison : je manque d'informations exactes sur ce qui concerne les relations des bordiguistes et de l'Opposition trotskyste. Sans vouloir élargir le chapitre "bordiguiste" j'accueillerai aussi avec faveur toute information supplémentaire. MAIS cela N'INFIRME PAS ce que je disais : que les bordiguistes ont été membres de l'Opposition pendant un certain temps …

Concernant le groupe de Marseille, sur cette question, je suis certainement prêt à modifier la phrase en spécifiant que la scission de 1950 était un phénomène parisien. OK. Ceci-dit, entre nous, tu vois les problèmes d'écrire l'histoire presque 50 ans après, sans parler de la distance. Pendant mon séjour à la Fraction j'ai été presque tout le temps membre de la "direction", chargé particulièrement de l'ingrat boulot de la caisse et de la diffusion. Plus d'une fois Véga et moi nous sommes tapés la confection du journal. Je n'ai aucun souvenir de communications du groupe de Marseille, aucun, qu'il s'agisse de lettres politiques, de rapports d'activité, d'articles, de demandes de journaux, etc. je me suis formé l'expression par Véga, qu'il y avait là un copain italien estimable, Piccino, je crois et que les autres abonnés étaient des saltimbanques. Très mince affaire.

Je ne suis pas du tout satisfait moi-même du passage sur le défaitisme révolutionnaire. Lorsque j'ai pris brusquement la décision d'aller en France, j'ai entrepris ce travail pour le soumettre aux copains et la fin a été bâclée, sans aucun doute. Mais moi aussi, je ne peux pas me prononcer sur les trois ou quatre lignes de ta part sur le sujet. Ce que je vais faire, c'est de remanier ce passage et je te communiquerai. Il se peut très bien que nous ne soyons pas d'accord."[14]
"*Voici où j'en suis dans mon travail. J'ai constaté que la brochure du CCI n'abordait la période 1933-1939 que sous l'angle des positions théoriques "bordiguistess" et sous celui des rapports de la GI avec les autres tendances oppositionnelles. Rien ou peu n'y est dit quant au*

[13] Lettre à Carsten Juhl et Jean-Pierre Laffitte, (extrait), 28 avril 1988.
[14] Lettre de Pierre Lanneret à Daniel Dumartheray (extrait) du 13 septembre 1986.

climat politique général et à l'examen des causes de la liquidation sans combat du mouvement communiste en Allemagne. On y traite aussi de façon froide et sèche le tour de passe-passe stalinien qui a consisté à permettre, sinon à faciliter, le triomphe de l'Etat russe. Or c'est à mon avis la "spécificité" de la Gauche Italienne d'avoir démystifié cette manœuvre à l'aide de son seul "bagage" théorique et expérimental (même en tenant compte de ses limites).

Il me semble donc utile d'élargir les mailles de mon plan pour y intégrer les considérations suivantes :

Idée de départ : on ne peut mesurer le degré d'originalité de la critique de "Bilan" concernant les évènements d'Allemagne et leur conséquence sin on ne les compare aux conceptions qui avaient cours sur le sujet dans tout le mouvement ouvrier "latin". Donc, pour la situation de 1928-1933, évocation succincte de ces conceptions (en premier lieu, naturellement la version stalinienne). Ensuite rappel des positions de la GI sur le fascisme (Bordiga, IVe et Ve congrès (de l'I.C., NDR) ; article de "Bilan" n 13, reproduit intégralement dans la brochure du CCI). Vérification de l'exactitude et des limites des prévisions de "Bilan" à travers une chronologie succincte des évènements. Enfin examen des responsabilités de l'I.C. (au passage différencier les méthodes respectives de la Gauche Italienne et de la Gauche Allemande : la première étudie la "perversion" du communisme moscovite à travers ses carences, manœuvres, compromissions, etc. En tardant énormément à mettre en cause, comme facteur déterminant le poids des intérêts de l'Etat russe et ne le fait qu'à la veille de la guerre à travers la condamnation formelle du stalinisme ; la Gauche Allemande par contre discerne ce rôle déterminant des intérêts russes dès les années 20 et en trouve la confirmation dans les ***accords économiques*** *(et leurs incidences politiques cachées) passés avec les pays capitalistes occidentaux (un bon article dans "La contre-révolution bureaucratique, 10/18, texte non signé : Le développement de la politique étrangère de la Russie", 1936).*

Nota : tout en admettant qu'en dernière analyse, ce soit la raison d'Etat russe qui ait été déterminante, on ne peut exclure qu'il y ait eu des zigzags, hésitations et luttes dans tout l'appareil international, de telle sorte que ce rôle des intérêts russes n'est apparu que progressivement aux militants non corrompus par la bureaucratisation. De plus, il est possible que la seule ***lutte pour le pouvoir*** *entre les factions se disputant la direction du mouvement ait pris parfois le dessus sur les intérêts nationaux russes "bien compris" (Bordiga parlait, dans le processus d'involution de l'URSS et de l'I.C., d'un passage d'un "opportunisme à des fins internationales" à un "opportunisme à des fins nationales"). Mais ceci je ne peux que l'effleurer, m'en tenant aux faits qui contribuent à démasquer l'antifascisme stalinien*[15].
Sur le tournant de 1934-1936, la documentation est plus abondante et la trame plus facile. La "Tattica del comintern" de Vercesi donne la ligne générale de l'interprétation bordiguiste de

---

[15] *J'ai peu de documents sur l'histoire de l'I.C. (à part quelques canailleries d'inspiration stalinienne), mais Daniel D. m'a passé un livre (en anglais) contenant un recueil de textes, résolutions, lettres de la période 1923-1928. j'y ai découvert des choses intéressantes, notamment le rapport apparent entre l'éviction des militants allemands hostiles à la tactique de la "troisième période" et la lutte qui couvait en Russie contre la droite de Boukharine. Peut-être n'est-ce pas là une révélation, mais cela doit entrer en ligne de compte, outre la "raison d'Etat"dont j'ai parlé, pour expliquer l'état de décomposition du KPD à la veille de la victoire politique de Hitler, le parti étant vidé de tous ses éléments ayant quelque valeur et indépendance d'esprit (il s'agit en particulier des "conciliateurs" ; curieusement un de leurs chefs, Hansen, a des positions qui ressemblent à celles de la GI pour la lutte défensive des prolétaires contre les nazis : front "syndical" dans les entreprises, rejet de toute stratégie parlementaire, non-polarisation sur les seuls chômeurs, etc.). l'ouvrage est intitulé "The Communist International" ; documents selected and edited by Jane Degras, Oxford University Press 1960 (l'ennui est que je dois traduire*).

l'antifascisme et certains de ces arguments peuvent être confrontés avec des faits patents de la chronologie générale. On peut également confirmer ce que tu disais de la situation réelle de la G. I. – groupe essentiellement ***critique*** *et aux mots d'ordre irréels parce qu'exclusivement de principe (Cf. la fraternisation préconisée durant la guerre d'Espagne) et ce malgré ses ambitions "interventionnistes" (revendications ouvrières immédiates). Le tableau de la situation, même le plus sombre, fait par ailleurs ressortir le niveau politique extrêmement bas du PCF, explicable par des raisons historiques et des raisons contingentes : non culture du mouvement ouvrier français du 20 e siècle s'entend, sélection des cadres du PC en fonction de leur servilité à l'égard de Moscou.*

Sur la guerre d'Espagne, je trouve très bonne la présentation de Barrot dans le 10/18 (et d'ailleurs tout son tour d'horizon sur les diverses "gauches" et leurs épigones). Elle dispense de s'étendre sur la période. Je crois qu'il suffira de résumer les principaux évènements, éventuellement citer les appréciations de Barrot qui sont justifiées en ce qui concerne les prises de positions bordiguistes, en constatant la dichotomie entre les éléments d'analyse qui souvent s'avèrent solides et l'impossibilité de leur traduction en perspective d'action.

Ce travail est déjà assez avancé, mais j'ai encore beaucoup à faire pour lui donner une forme convenable. Il y a aussi des questions ***de fond*** *sur l'interprétation qu'on peut faire aujourd'hui de tous ces évènements. J'essaie de la rendre la plus objective possible, je couche tout sur le papier et après on aura tout le loisir de tailler, modifier, etc. soit dit en passant au sujet de Barrot ; son livre soulever divers problèmes, non seulement bien entendu, celui de la persistance – comme tu l'as relevé toi-même – du référentiel "prolétariat" (même si on l'appelle "mouvement communiste") mais aussi celui que j'appellerai de "l'immanence des concepts". Les notions qu'il avance pour authentifier ce mouvement ont dû exister à l'état "minoritaire", individuel et aussi fragmentaire, dès la moitié du XIXe siècle, mais en tant que connaissance moyenne de collectivités sociales (étudiants, "jeunes", mais hélas pas ouvrier),elles étaient inexistantes et même inacceptables durant les années trente, au moins dans les pays latins. Finalement, c'est mai 1968 qui les a homologuées à cette échelle par un mouvement de pensée défiant les anciennes logiques ("Soyez réalistes, demandez l'impossible"). On ne peut donc réduire la question de l'implantation des concepts du mouvement communiste à la seule succession des niveaux de lutte sociale ayant ou non porté un certain nombre d'individus à tenter de les réaliser, comme Barrot semble un peu le faire.*"[16]

L'année 2003 voit la publication d'un livre de Lucien Laugier ; "Lucien Laugier, la critique de "Socialisme ou Barbarie""[17].Les éditions du pavé ont ainsi réalisé un travail important à partir des archives de Lucien ; soit directement à partir des textes bruts, soit à partir des textes que nous avions commencés à remettre au propre pour notre propre travail.

Ce travail est indissociable du travail des éditions du pavé et prend place dans la continuité de la série "Lucien Laugier Textes" ; il s'agit donc ici, pour articuler l'ensemble du travail que nous effectuons, de "Lucien Laugier Textes II". Ce travail étant sous-titré "Matériaux pour une histoire de la Gauche Italienne", il en constitue le Volume II et c'est à ce titre que le lecteur trouvera intégrer dans cette partie une traduction du compte-rendu du Congrès de Florence de 1948 du Parti Communiste Internationaliste. Nous proposerons aussi d'autres

[16] Lettre de Lucien à Carsten Juhl (extraits), 03 octobre 1985.

[17] "La critique de "Socialisme ou Barbarie", Lucien Laugier, Editions du Pavé, mars 2003.

documents extraits des archives de L. Laugier et qui ne concerne pas directement la crise du groupe parisien de la FFGC.

L'histoire du groupe et de la revue "Socialisme ou Barbarie" est maintenant bien connue ; la thèse de Philippe Gottraux est publiée[18], les éditions Bourgois, dans la collection 10/18 ont publié plusieurs volumes de textes de la revue. Le travail de P. Gottraux retrace fidèlement les premières années d'existence de ce groupe et les discussions qui eurent lieu avec le groupe parisien de la FFGC entre la fin 1949 et le premier trimestre 1950. Stephen W. Hastings-King dans sa thèse[19] est plus fantaisiste relativement à cet épisode ;

"A gradual influx of new members began when socialisme ou Barbarie assimilated the "Internationaliste" tendency of the bordigist Union de Gauches Communistes (UGC) in 1950. this brought into the group Raymond Hirzel (Bourt, Gaspard), Alberto Maso (Véga), Jacques Signorelli (Garros) and Martine Gautrat.".

Il est vrai que, de manière surprenante malgré son titre, sa thèse est en fait essentiellement centrée sur Daniel Mothé et l'apport des militants de la FFGC est simplement mentionné pour mémoire.

"Socialisme ou Barbarie" rompt avec le trotskysme en 1949, la proximité de la IIIe guerre mondiale doit être pour les prolétaires l'occasion de lutter de manière définitive à la fois contre la bourgeoisie et la bureaucratie qui usurpe leur représentation véritable. Cette lutte doit permettre l'instauration du socialisme et offrir ainsi à l'humanité la seule alternative à la barbarie du système d'exploitation capitaliste.

Les groupes issus de la seconde guerre mondiale encore en activité en 1949 saluèrent chacun à leur manière l'apparition de ce nouveau groupe.

La GCF qui possédait une revue régulière "Internationalisme" suivait de manière attentive l'actualité du PCI trotskyste. Dans son numéro 41 de Janvier 1949, elle consacrait plusieurs pages dans son article "Où en sommes-nous ?" à l'actualité du trotskysme et de la FFGC. Nous reproduisons ci-dessous la partie consacrée aux deux tendances minoritaires du PCI, d'une part la tendance de Jacques Gallienne[20] (Gallien dans le texte de Marc Chirik) et la tendance Chaulieu-Montal :

"Que deviennent dans tout cela les tendances gauchisantes du trotskysme ? comme l'on sait, il y avait au moins deux tendances gauchistes cristallisées au sein du parti français : celle de Gallien et celle de Chaulieu, mais aucune ne parvenait à achever sa maturité et à dépasser le trotskysme. Elles pouvaient bien porter une critique partielle et partiellement valable, comme par exemple le rejet de la défense de l'URSS, mais quant au fond, elles restaient prisonnières de l'idéologie trotskyste et du programme transitoire. Cela vient confirmer le postulat maintes fois énoncé par nous, qu'un courant révolutionnaire ne peut prendre naissance au sein d'un

[18] Philippe Gottraux, "Socialisme ou Barbarie", Payot Lausanne, 1997.

[19] Stephen Williams Hastings-King, "Fordism and the marxist revolutionary project : a history of Socialisme ou Barbarie", PhD dissertation, Cornell University 1991.

[20] Gallienne Jacques, né en 1908. membre du PC de 1930 à 1933. Exclu comme oppositionnel, rejoint la Ligue Communiste en 1934 et milite dans la SFIO. Membre du POI en 1936 et de son comité Central. Mobilisé puis prisonnier guerre, participe à l'activité clandestine du POI, puis du PCI à son retour de captivité en 1941. militant actif du syndicalisme enseignant. D'après "Les trotskystes en France pendant la deuxième guerre mondiale (1939-1944)", Jean-Pierre Cassard, SELIO, sd.

organisme qui a cessé d'être un organisme de classe du prolétariat. Toute velléité de la pensée révolutionnaire se trouve rapidement étouffée dans ce milieu, et dégénère. A leur tour, les mouvements organisés au sein de telles organisations, portent en eux et reproduisent l'essence anti-prolétarienne du programme initial. C'est seulement dans un milieu politique propre à lui, c'est-à-dire à l'extérieur des organisations non prolétariennes que lez courant révolutionnaire peut se former et se développer.

C'est pourquoi on ne peut garder qu'une attitude extrêmement réservée à l'égard de la tendance gauchiste de Gallien, qui vient de rompre avec éclat en plein congrès avec le parti trotskyste. Cette tendance qui depuis longtemps a rejeté la défense de l'URSS analysée par elle comme du capitalisme d'Etat, continue, par ailleurs, à se réclamer des positions fondamentales du trotskysme : la lutte aux côtés des peuples opprimés, l'action syndicale pour les revendications économiques, la participation aux campagnes électorales et le "parlementarisme révolutionnaire", le Front unique entre tous;les partis se réclamant de la classe ouvrière, les mots d'ordre démocratiques, etc.

Dans tout cet arsenal de lutte du mouvement ouvrier passé, qui ne correspond plus en rien à la nouvelle période nouvelle du capitalisme, qui dans la situation présente, ne peut pour autant servir que d'un moyen supplémentaire d'enchaînement du prolétariat au Capitalisme d'Etat, la tendance Gallien, tout comme le trotskysme orthodoxe, voit toujours un levier pour l'action révolutionnaire du prolétariat. Tout comme le trotskysme officiel, la tendance Gallien ne voit pas les profondes modifications intervenues par l'évolution récente du capitalisme.

Elle ne voit pas et ne sait pas analyser la réalité et se contente de faire entrer cette dernière dans ses schémas puisés dans le passé. Sourde et aveugle elle persiste à voir présentement, dans ce cours accéléré vers la troisième guerre mondiale un mouvement révolutionnaire croissant dans tous les pays, et répète derrière le trotskysme officiel, toutes les sottises sur le travail dans les grandes masses, et la constitution immédiate d'un parti révolutionnaire. Sur le plan international, la tendance Gallien se rattache à tout un courant du trotskysme animé par G. Munis et qui compte les sections mexicaines, espagnole, italienne et de l'Amérique latine, Natalia Sedova, la veuve de Trotsky semble également y adhérer. Ce courant n'est donc pas complètement séparé, même organiquement du trotskysme, puisque par bien des sections, il se rattache à la IVe Internationale.

Le sort de la seconde tendance gauchiste du parti trotskyste français, celle de Chaulieu est bien plus lamentable encore. Plus forte en nombre que la première, elle est cependant plus faible sur le plan international. Sa particularité est son appréciation de la société russe comme du collectivisme bureaucratique, et sa théorie sur les trois forces historiques en présence : le capitalisme, le prolétariat et la bureaucratie l'apparenterait dans une certaine mesure à la WP des Etats-Unis, mais bien des positions politiques l'en différencient et font qu'elle reste isolée et à l'intérieur de la IVe Internationale. Après avoir préconisé le redressement des partis trotskystes et préparé ensuite sa rupture avec ce parti en France, la tendance Chaulieu s'est finalement assagie. En fait elle s'est liquéfiée. Une partie de ses membres s'est retirée purement et simplement de l'organisation et de toute activité, l'autre partie avec Chaulieu en tête y demeure emprisonnée, prenant sa part de responsabilité politique dans la nouvelle direction du parti, prouvant son degré avancé de corruption et de décomposition idéologique".

La tendance Chaulieu-Montal rompt avec le PCI lors de la session de janvier 1949 du Comité Central. Certains militants qui avaient suivi la tendance Chaulieu-Montal lors de la scission

quittèrent rapidement le groupe suite à l'évolution de ce dernier sur certains points, par exemple une dérive philosophique de certains textes et son attitude par rapport à certaines figures majeures de l'histoire du marxisme, parmi eux le psychanalyste Jean Laplanche qui était une figure importante du groupe tant pour des raisons tant politique que financière[21], Raoul[22] du PCIqui était sensible aux arguments développés par Chaulieu, mais resta dans le parti revient, dans une lettre adressée à Castoriadis du 9 février 1954, sur la scission du groupe :

"Je n'ai pas l'intention pour l'instant de parler du groupe Soc et Barb tel qu'il est actuellement. Mais simplement en quelques mots de "reparler du passé". Les choses se sont passées comme elles se sont passées. Vous avez rompu quand vous avez rompu, et comme vous avez rompu. Il est inutile d'y revenir ? Probablement cela ne pouvait-il être autrement. Mais deux choses (…) 1/ Lorsque tu es sorti environné de Laplanche, Lefort, Bailhache, pour quelque temps après récupérer Bourt, à tort ou à raison, il était impossible de te suivre. D'autant plus – non pas d'autant plus, c'est la raison majeure – que le trotskysme étant empaqueté, étiqueté "mystifiant", rejeté même en tant que mouvement comme dérisoire, ta revue ne prit même pas la peine de suivre ne serait-ce que sur quatre pages à chaque numéro, les inquiétudes de ceux qui y étaient restés, en tentant d'y répondre, à leur niveau et dans leur cadre. 2/ A lire et à connaître un peu votre activité, on a l'impression d'un groupe de philo-économico-sociologues marxistes qui laissent à l'Histoire (voire ne se posent pas la question) dans la classe les découvertes fondamentales dont la-dite revue daigne faire part (…)[23].

Le numéro 1 de la revue "Socialisme ou Barbarie" paraît en mai 1949. Dans son numéro 43 daté juin-juillet 1949, la GCF publie un article intitulé "Salut à "Socialisme ou Barbarie". Si ce dernier commence par saluer la naissance de ce nouveau groupe dans les termes suivants :

"*Le premier numéro d'une nouvelle revue révolutionnaire intitulée "Socialisme ou Barbarie" vient de paraître en France.*

Dans la situation sombre où se trouve actuellement le mouvement ouvrier en France aussi bien que dans le monde, situation de cours de guerre où les rares groupes révolutionnaires – expression de la vie et de l'état de conscience de la classe prolétarienne – qui grâce à un constant effort idéologique et une volonté farouche d'agir subsistent encore , s'amenuisent et faiblissent un peu plus chaque jour, situation où la presse révolutionnaire se réduit à quelques petits bulletins périodiques et ronéotypés, la parution d'une nouvelle revus imprimée "Organe de critique et d'orientation révolutionnaire" constitue un événement d'importance que tout militant ne saurait que saluer et encourager.

Quel que puisse être l'ampleur de nos divergences avec les positions de "Socialisme ou Barbarie" et quelle que puisse être à l'avenir l'évolution de cette revue, nous devons, sur la base des positions fondamentales et l'orientation générale présentées, exprimées dans ce premier numéro, considérer le groupe dont la revue est l'organe comme un groupe indiscutablement prolétarien et révolutionnaire. C'est-à-dire que nous saluons son existence, et suivrons avec intérêt et sympathie son effort et son activité ultérieurs. La sympathie révolutionnaire étant avant l'attention des positions politiques, nous entendons examiner sans

[21] Nous tirons ces informations du travail de S. H-K. Philippe Gottraux revient page 48 de son ouvrage sur le départ de J. Laplanche.

[22] Raoul, militant trotskyste membre du PCI à la Libération, voir Cahiers Léon Trotsky n 56, juillet 1995. Ce numéro spécial à "Raoul" contient un hommage de C. Castoriadis

[23] Citation d'après travail de S. H-K.

parti-pris, et avec le plus grand soin, les idées émises par "Socialisme ou Barbarie", les analyser au fur et à mesure de leur développement, en critiquer ce qui nous semblerait erroné et le cas échéant leur opposer les nôtres propres. Cela s'entend dans un but non d'une vaine polémique de dénigrement – chose devenue hélas trop courante entre les groupes et qui nous répugne profondément – mais – si vive que puisse être parfois la discussion – exclusivement dans le but de confrontation et de clarification des positions."

Le reste de l'article est une critique sans concessions de ce groupe. Nous le reproduisons dans son intégralité dans la partie consacrée aux archives de L. Laugier.

La FFGC réagit dans un bulletin intérieur "discussions, information", numéro 1 daté de septembre 1949. il a été co-écrit par Néron[24] et un militant non identifié, ce bulletin doit provenir du groupe de Paris. Il est centré sur la question du parti et des divergences entre le groupe "socialisme ou Barbarie" et la FFGC.

Si la FFGC fut la première concernée et donc la première à réagir aux positions politiques de "Socialisme ou Barbarie"(ce groupe venait de quasiment faire disparaître le groupe de Paris !), c'est en 1953 qu'Amadeo Bordiga dans la rubrique "Sul filo del tempo" de la presse du parti italien "Programma Comunista" consacra plusieurs "fili" au groupe S ou B.

Les évènements de mai 1968 remirent au goût du jour les théorisations de "Socialisme ou Barbarie" dont plus personne ne faisait grand cas. Dans un courrier à Amadeo Bordiga, Jacques Camatte écrit :

"*Toutes ces nouvelles théorisations sont en filiation directe avec "Socialisme ou Barbarie". Ce mouvement à l'origine présente l'ambiguïté d'être dans une certaine mesure en liaison avec le mouvement ouvrier sous forme d'ouvrièrisme et en liaison avec les nouvelles classes moyennes. Lorsque la scission qui était totalement devenue théoricienne des nouvelles classes moyennes. Les mouvements actuels n'ont eu qu'à partir du point d'arrivée de "Socialisme ou Barbarie". Nous pensons de ce fait nécessaire de faire reparaître les articles anti-Chaulieu et compléter le travail par une analyse de la bureaucratie, chose que tu voulais faire en 1964*"

En ce qui concerne l'histoire de la Fraction Française de la Gauche Communiste Internationale, cette histoire reste à écrire. Plus exactement, on peut lire son histoire en "négatif" de l'histoire de la Gauche Communiste de France ; le Courant Communiste International a décliné dans différents articles les conditions de la formation de la FFGC. Ottorino Perrone est à chaque fois la victime expiatoire du CCI ; sa participation à un comité antifasciste à Bruxelles en 1944 fut le facteur déclenchant d'une crise importante dans la FFGC et le Parti italien. Cette participation fut sans nul doute une erreur politique, mais la personnalité de Perrone peut expliquer beaucoup de choses sur le sujet et il ne faut pas non plus masquer le fait que cet épisode fut très certainement aussi monté en épingle par Marc Chirik à l'époque des faits.

La place d'Ottorino Perrone et son travail dans la Gauche italienne en exil et dans la Fraction Belge du PCInt jusqu'à son décès en 1957 seront largement évoqués dans un prochain volume de la revue. En effet, de la même manière qu'il fut stigmatisé par la GCF pour sa participation à ce comité, il fut aussi maltraité, malgré d'indéfectible amitié que lui témoigna Amadeo

[24] Néron était le pseudonyme de Roland Eloy, ami de Pierre Lanneret, il partit en même temps que ce dernier pour le Canada. Il y vit toujours.

Bordiga, dans les rangs du Parti Communiste Internationaliste ; un courrier de son fils Amadeo à la sœur de son père, est, sur le sujet, sans équivoque. Jusqu'à présent seul le CCI a donc écrit sur l'histoire de la naissance douloureuse de la FFGC en décembre 1944. Les textes de la FFGC et de la GCF sont parcimonieusement distillés dans les revues militantes du CCI et les bulletins des dissidents. Le travail très important et essentiel de Pierre Hempel au travers les deux volumes de "Marc Laverne" apporte une aide inestimable sur le sujet. La revue "(Dis)continuité" propose aussi des textes mais dans une perspective tout autre que celles des groupes précités. A plus de 60 ans de distance "Présence Marxiste" revendique une continuité politique avec la FFGC.

La FFGC qui nous concerne ici étant de fait la FFGC bis, reconnue par le Parti italien en 1945, la FFGC "canal historique", qui voit le jour dans des conditions douloureuses, en décembre 1944 deviendra la GCF.

La polémique et l'invective occupent une place centrale dans les revues des groupes révolutionnaires de l'époque. Les diverses revues des RKD tiennent une place particulière à cet égard. Le lecteur trouvera dans la partie de la revue consacrés aux CR un texte tiré d'un "RKD Bulletin" de 1946 qui est une illustration parfaite de cet état de fait. Les RKD occupent une place à part dans les groupes internationalistes, la personnalité de son chef, Georg Scheuer y est certainement pour beaucoup, personnalité d'exception, militant courageux et téméraire, rompu au travail clandestin, il est sur le plan politique un ferrailleur inlassable, qui décerne les bons et les mauvais points dans des jugements définitifs qui interdisent tout appel. Le texte auquel nous faisons référence fustige de manière très dure la participation de Vercesi à la coalition antifasciste de Bruxelles et décerne sans s'embarrasser de précaution oratoires les bons et les mauvais points aux différentes tendances qu'ils caractérisent dans la FFGC d'avant la scission. Ce texte a le mérite de donner une chronologie de cette crise. Dans le "Marc Laverne" tome 2 de Pierre Hempel, on trouve des documents sur la crise de la FFGC qui proviennent des archives Scheuer et qui illustrent la violence de cette dernière (ces documents ont été exhumés par Philippe Bourrinet).

Une première initiative de publication de textes de Lucien Laugier revient à son ami très proche et lui-même ancien militant du PCInt au sein des sections scandinaves Carsten Juhl. A la suite de la disparition de Lucien, Carsten a compilé et ordonné un certain nombre de textes afin de les publier. Ce projet n'a pu aboutir et quelques photocopies de cette compilation ont circulé[25].

Nous avons consacré notre première publication à la crise de 1971 du PCInt, complètement ratée dans la forme, celle-ci sera prochainement proposée de nouveau entièrement remaniée avec le second tome qui commencera avec la publication des archives de Lucien à partir du mois de décembre 1971 pour s'achever au cours de l'année 1974. Nous ferons ainsi connaître l'activité des sortants du PCInt au cours des presque trois ans qui suivirent cette crise et témoignera ainsi de la vie du groupe informel qui se créa sur la base des travaux des sections scandinaves sur les gauches allemandes et la question syndicale. La publication de ses archives témoignera de la vitalité et de la qualité des études et travaux menés durant ces trois

[25] Ignorant si ces documents seront republiés par les personnes qui en possèdent une copie, nous donnerons la priorité à la publication des textes véritablement inédits de Lucien dans un premier temps. Nous espérons que, de son côté, la revue (Dis)Continuité continuera à proposer des textes de Lucien en puisant dans ce matériel. Dans "Invariance", "Textes du mouvement ouvrier révolutionnaire", page XXXV de l'introduction, mai 1996, annonçait un texte de Lucien Laugier sur le second congrès de l'I. C. à paraître prochainement ("Lucien Laugier en avait commencé une (critique du IIe Congrès) qui pourra paraître, nous l'espérons, bientôt").

années avant que les personnes qui constituaient ce groupe ne se séparent soit par usure et lassitude devant le peu d'écho de leurs travaux et du travail militant, soit par, et plus simplement, par les aléas et vicissitudes de la vie quotidienne.

Nous avions publié dans "Textes I" de Lucien Laugier des extraits d'une interview de Daniel Mothé dans laquelle il revenait sur ses années de militants au sein des CR puis de la FFGC. L'année dernière nous l'avions sollicité pour éclaircir certains points qui nous semblaient obscurs. Daniel Mothé nous a répondu par un texte très personnel sur ses années-là.

Réponses à certaines questions (Mothé)

Bien que nous n'étions pas nombreux dans les groupes d'extrême gauche, je devais être un rare militant de base. Nous avions proportionnellement beaucoup de chefs. De plus nous étions cloisonnés et clandestins c'est-à-dire n'ayant aucune connaissance des débats des décideurs. J'étais un ouvrier sans culture, pas d'études secondaires, autodidacte qui ne comprenait pas une grande partie de ce qui étais écrit dans les journaux que je diffusais. J'ai suivi les scissions par affinité et par une logique très rudimentaire. Les problèmes stratégiques qui justifiaient la défense de l'URSS me paraissaient très sophistiqués c'est pourquoi j'adhérais à ce qui apparaissait le plus simple pour un ouvrier qui avait lu Trosky et Victor Serge. Pas de congrès démocratique et seulement les journaux et les directives qui nous arrivaient de bouche à oreille. C'est la raison pour laquelle je suis très mal à l'aise quand on m'interroge sur cette période comme si les choix que je faisais étaient profondément réfléchis et l'issue de longs débat. De plus je travaillais et n'avais pas beaucoup de temps à consacrer aux réunions. Quand j'étais communiste révolutionnaire, j'étais salarié aux Mines d'Albi avec des semaines de travail de 50 heures. Le samedi soir, je partais en bicyclette à Castres ou Mazamet à 50km pour rejoindre mon groupe composé d'un couple de deux ans plus âgé que moi et qui me donnaient les consignes. J'étais un militant, soldat de 2° classe.

Je ne connaissais pas le parcours de Pagès. La première fois que j'ai eu rendez-vous avec lui à Toulouse. Une fois que lui ai dit le mot de passe, il a pris son vélo et est parti à toute vitesse, plus tard, après avoir rompu avec les trotskystes, je me suis aperçu qu'il était mon leader régional. C'était un intellectuel et j'étais absolument subjugué par l'intelligence et le savoir des intellectuels. Ma propre réflexion était façonnée par eux et le couple d'étudiant qui constituaient ma cellule de base.

Tout le monde avait un pseudo. Le mien c'est Marcel Beaufrère qui me l'a donné car c'est lui qui m'avait bolchevisé à Bordeaux. Je n'ai jamais su ce que voulait dire Mothé.

Je ne me souviens pas de l'affaire Perrone. Mais j'ai rencontré les Bordiguistes quand j'ai travaillé comme docker à Marseille. Piccino en effet était un militant bordiguiste qui, comme tous les militants bordiguistes parisiens que j'ai rencontrés étaient des personnages totalement différents des intellectuels. C'étaient d'authentiques ouvriers simples, avec beaucoup d'humour, très chaleureux et sympathiques. Je me souviens du prestige qu'avait Piccino sur Suzanne Voute et de l'admiration que j'avais à mon tour pour elle. Le fait qu'une intellectuelle ait autant de respect pour un ouvrier qui parlait mal le français m'encourageais à le trouver sympathique, bien que j'étais assez critique pour les gens de mon milieu que je trouvais incultes et primaires. Je découvrais que l'on peut être primaire mais avoir du prestige si on adhère à une idéologie révolutionnaire ; ce qui sans doute pouvais me faire espérer qu'un jour je me distinguerais de ma classe sociale pour laquelle je n'avais pas beaucoup de considération. Je rappelle que le sentiment révolutionnaire qui m'animait était motivé

essentiellement par le mépris et le dégoût des gens de mon entourage qui bien qu'appartenant au peuple étaient passés d'un patriotisme va-t-en-guerre à la soumission la plus servile devant l'occupant. Etre révolutionnaire pour moi venait du mépris de mon milieu c'est-à-dire de ma classe sociale. Les militants italiens eux ne s'étaient pas couchés et cela me les rendait sympathiques.

L'Internationaliste était lu par les militants qui le distribuaient qui en étaient aussi les co-rédacteurs. Quant aux ouvriers à qui on le distribuait, ils ne devaient rien y comprendre tellement cette littérature était pleine de sous-entendu aux débats dans l'extrême gauche et où les accusations de trahison fleurissaient dans chaque article. On devenait traître, renégat, bourgeois pour un oui ou pour un non. Comment imaginer que des salariés qui sortaient de la guerre et pas encore des restrictions puissent s'intéresser à nos idées : Tous les partis sont pourris et complotent contre la classe ouvrière qui est la victime des grandes puissances. Les ouvriers qui sortaient de la guerre étaient plutôt soulagés et espéraient des jours meilleurs. Les perspectives qu'on leur offrait : celle de faire la révolution ne les séduisait pas beaucoup. Ils aspiraient à la paix. Les seuls qui nous prenaient au sérieux étaient les militants communistes qui venaient nous chasser de la porte des usines où nous distribuions nos journaux, mais il va sans dire qu'ils ne les lisaient pas eux non plus. Nous ne recrutions pas de nouveaux adeptes. Les groupes trotskystes ne faisaient que se piquer les militants entre eux, le stock de militants d'extrême gauche restait le à peu prés stable.

Les thèses de Rome me plaisaient par leur radicalité idéologique et manichéenne. C'était simple, il y avait une idéologie bolchevique cohérente qui suffisait à condamner toutes les autres. Nous sortions de la guerre et la nuance n'étais pas bien venue surtout dans un pays qui s'était couché devant Pétain et les Nazis et qui était devenu subitement patriotique à outrance. Nous critiquions les staliniens plus pour leur nuance auprès des autres partis "bourgeois" que pour leurs crimes que nous connaissions approximativement. J'avais 22 ans et étais pour l'action révolutionnaire. La vie civile m'ennuyait tellement profondément que j'ai conservé l'espoir révolutionnaire jusqu'en 54. Mais pour moi une chose était sure : la révolution était une période instable que j'avais vécu pendant quelques années : avoir peur, faire des coups était passionnant. Je ne me suis jamais imaginé dans l'après-révolution car j'avais la conviction que mon éducation me laisserait toujours dans le camps des dominés.

Ce qui m'amène à rejoindre S ou B est avant tout la supériorité des analyses qu'ils font par rapport à celles d'un bolchevisme primaire. Ils traitent de la société moderne sans se rapporter au passé tandis que les bordiguistes prétendent qu'il n'y a pas de modernité et d'évolution : tout est toujours pareil sous le capitalisme. Je me souviens de l'article qui finit par me convaincre de l'absurdité du bordiguisme. C'était, je crois, dans un bulletin intérieur et l'auteur devait être Laugier. Le texte défendait l'idée que la seule façon de comprendre le monde était de regarder ce qui était advenu dans le passé (l'histoire lue par le matérialisme historique) et, comme le style était fortement marqué par l'outrance méridionale napolitaine de Bordiga l'article insistait en écrivant qu'un bon marxiste devait avancer en regardant toujours en arrière et se gaussait de ceux qui marchent en regardant l'horizon devant soi.

Ce qui me poussait à rejoindre S ou B était la qualité de ses intellectuels. Au fond c'était un groupe d'universitaire et non plus de militants ce qui me permettait d'ouvrir mes connaissances sur le monde. L'espérance révolutionnaire ne pouvant s'alimenter d'aucun indice de pénétration de nos idées en France ou dans le monde, j'estimais qu'il fallait comprendre pourquoi et agir avec les gens avec qui j'étais le plus proche sur mon lieu de

travail. Le syndicalisme plus tard m'a permis d'entrer dans les méandres des problèmes concrets du salariat. Les réunions de S ou B faisaient office d'université.

Je m'excuse de donner des éléments personnels dans les raisons pour lesquelles j'adhérais au bordiguisme, mais il serait incorrect de penser qu'un jeune ouvrier sans culture comme je l'étais était capable de fournir des arguments relevant d'arguments politique et économique très élaboré. Je faisais confiance à des intellectuels comme Suzanne Voute puis plus tard à Castoriadis dont l'emprise intellectuelle, leur érudition et leur rhétorique me fascinait. Mon ancrage dans le travail manuel et la condition ouvrière n'avait aucune influence sur les idées révolutionnaires que je défendais. En réalité en analysant avec plus de 50 ans de recul je ne vois pas aucun rapport entre mon statut (appartenant à la classe des exploités) et les idées politiques auxquelles j'adhérais. Ces dernières étaient façonnée par les intellectuels qui maîtrisaient mieux que moi les connaissances en histoire et en philosophie. C'est par eux que j'ai appris à penser. Le fait que j'ai pu émerger dans le débat révolutionnaire venait simplement du fait, que j'étais avide de connaissance philosophique, que j'adorais écrire et que j'avais un sens de l'observation critique que m'avais donné le marxisme. J'ai donc écrit.

J'estime que mon rôle dans les débats idéologiques a été mineur.

Mon adhésion à Sou B n'était pas une régression mais un pas considérable dans ma formation intellectuelle. A S ou B les leaders étaient des intellectuels d'une autre facture et m'ouvraient des voies sur des éléments de connaissance beaucoup plus vastes et me permettais de rompre avec le sectarisme des groupes révolutionnaires. J'étais avant tout un autodidacte et pas un révolutionnaire, j'étais trop imperméable à la violence. Plus tard je me suis rendu compte que mes seuls champs de compétence était ma capacité à analyser ce qui se passait autour de moi dans l'univers de l'usine et que le monde syndical était davantage à ma dimension car j'avais des interlocuteurs avec qui je pouvais confronter mes analyses et avec qui nous pouvions débattre en utilisant le même vocabulaire.

Voilà en gros comment je peux répondre à vos questions en m'excusant de ne pas rester sur le domaine idéologique et d'expliquer pourquoi je me trouvais incidemment sur les différents parcours de ces groupes révolutionnaires. C'est aussi pour que vous compreniez que je n'ai jamais été un acteur important dans les débats de l'extrême gauche. Je me contentais de suivre les leaders en faisant mon marché dans les différents groupes et en choisissant les opportunités pour changer de maison quand les anciennes m'insupportaient.
(fin du texte de Daniel Mothé)

C'est en 1952 que Daniel Mothé quitte la FFGC pour rejoindre "Socialisme ou Barbarie".

Des archives de Lucien Laugier, nous proposons le document suivant qui revient sur les années 1950-52 de la FFGC et sur le départ de Mothé :

Rapport succinct sur la situation du groupe de la GI en France présenté par le groupe de Marseille à la réunion organisative du PC Int d'Italie le 25 avril 1953.

"*Depuis la scission de 1950 dans la FFGC la situation du groupe a accusé la désorganisation et l'incertitude politique qui se manifestait depuis de longs mois, déjà, dans la fraction.*

Tout le travail accompli durant la période qui s'étend de 1950 à 1952 se résume dans la publication d'un seul numéro d'un bulletin, dont le principal objectif consistait à définir une solide délimitation vis-à-vis du groupe "Socialisme ou Barbarie". En réalité, bien que les conséquences politiques des positions défendues par ce courant aient été vigoureusement attaquées dans ce bulletin (notamment dans un article intitulé "Deux ans de bavardage") le fond des divergences entre ce groupe et la ligne de la Gauche Communiste n'y était pas clairement défini.

Non seulement le fossé théorique et politique qui séparent les deux courants n'étaient pas mis en évidence dans ce timide essai d'extériorisation, mais encore a subsisté, au sein du groupe une tendance à accueillir "l'effort" de S où B en ce qui concerne l'interprétation de l'expérience russe et les problèmes de reprise du mouvement prolétarien révolutionnaire. Cet état de chose s'est manifesté avec quelque éclat lorsque qu'un camarade du groupe a décidé de participer "en auditeur" au congrès des dissidents du parti italien, où S ou B fut aussi invité et signa la déclaration politique de clôture.

Ce camarade - qui a surtout à son passif de conduire avec logique une attitude politique qui a d'autres adeptes inavoués - s'est trouvé exclu à la suite de son désir de collaborer à la rédaction de la revue "Socialisme ou Barbarie". Mais cette exclusion est un remède purement formel en ce sens que "l'éclat" de ce camarade reflète en réalité la situation de confusion du groupe et son incapacité à prendre une solide orientation. Nous en trouvons d'ailleurs la preuve dans l'accueil qui a été fait à notre initiative de décembre dernier.

A cette époque et devant l'absence totale de vie du groupe, nous avons essayé de condenser dans un "Document politique en vue de l'orientation de l'activité de groupe français de la la Gauche", les résultats de quelques années de discussion intérieure et l'interprétation que nous donnions à l'effort théorique fourni par le PC Int ; durant ces dernières années, et avec lequel nous pensons être depuis longtemps d'accord sur les lignes générales, même si nous n'étions pas en mesure de les formuler avec la clarté qu'y ont apportée les divers "filo del tempo".

Notre document, qui fut d'abord accepté par les camarades de Paris fut ensuite remis en cause et soumis à une critique contradictoire, laquelle, d'une part considérait notre effort comme positif, et de l'autre en dénonçait le manque de rigueur et les "déviations". Cette critique, malgré sa forme tendancieuse et son manque de jugement d'ensemble, nous paraît montrer clairement :1) l'existence d'une interprétation foncièrement divergente, 2) une répugnance certaine à mettre au clair ce différend et, consécutivement, le souci de ménager toute possibilité de manœuvre du groupe vis-à-vis des autres courants. Expliquons-nous :

1/ Le reproche qui nous est d'abord fait c'est d'avoir assigné la tâche de la "révolution bourgeoise à fond" comme objectif du pouvoir bolchevik. La critique adressée à notre texte assimile cette "révolution bourgeoise à fond" avec l'industrialisation à outrance et l'alignement concurrentiel de la Russie stalinienne après le triomphe de la conception du "socialisme dans un seul pays". Nous y voyons, nous l'extirpation des formes semi-féodales et la réalisation des rapports bourgeois de production, jusqu'à un degré que la bourgeoisie n'est pas, dans la Russie d'Octobre, elle-même apte à réaliser.

Il nous est ensuite reproché de ne pas avoir souligné que le pouvoir bolchevik "devait" limiter l'industrialisation au strict nécessaire et pourvoir à une amélioration du sort des ouvriers : nous pensons que la carence du pouvoir bolchevik en cette matière n'est pas imputable à une

"immaturité" politique ou à une corruption du parti, mais à un rapport des forces intérieur et extérieur et à une situation économique ; l'un et l'autre devaient être surmontés dans l'expansion révolutionnaire internationale. Cette orientation du parti russe n'est donc pas une ***cause*** *mais un* ***effet****, une conséquence et une conséquence peut être stigmatisée mais non critiquée. On critique ce qui - toutes conditions historiques et économiques restant les mêmes - est susceptible d'être différent : en l'occurrence la tactique internationale de l'I.C., dont un redressement, après les premières conséquences désastreuses de l'opportunisme, ne pouvait venir que du triomphe, en son sein, et à la faveur d'une issue différente du "bonheur des armes" sur le plan de la lutte internationale du prolétariat, de la position des "gauches".*

2/ Lorsque les camarades de Paris ont pris connaissances de ces critiques, trois seules attitudes étaient possibles : - ou bien il ne s'agissait que de fautes "d'expression", et dans ce cas, celles-ci n'autorisaient pas à rejeter le document ; ou tout au moins il fallait lui en substituer un autre qui, d'accord sur le fond, ne prête pas à ces sortes de critiques. - Ou bien il y avait réelle divergence, et celle-ci, à ce degré, ne pouvait être laissée en suspens : il fallait ou s'expliquer ou rompre - Ou bien encore le différent reposait sur des malentendus, et il fallait pousser à la discussion.

Aucune de ces attitudes n'a été adoptée : le seul but du texte était de nous dissuader de poursuivre notre effort, afin de cloisonner l'activité du groupe en France à l'orientation préconisée par les camarades de Paris et qui consiste à diffuser la presse du parti italien en laissant la responsabilité au camarade Amadeo qui lui "est capable de polémiquer avec n'importe quel adversaire".

Nous condamnons cette orientation et ce procédé d'étouffement qui permet à la confusion de persister et qui laisse également toute latitude de se revendiquer des positions de la gauche italienne, tout en divergeant d'elle sur des points très importants. Afin de dégager cette confusion, nous avons procédé à la rédaction d'un nouveau document sous forme de bulletin, afin de bien marquer que nous voyons l'activité politique sous le signe d'une prise de responsabilité et d'un effort propre d'assimilation. a ce jour nous ne sommes pas encore fixés sur l'attitude du groupe de Paris à son égard.

Aujourd'hui la dérobade devant une prise ouverte de position semble se camoufler derrière un attachement formel au PC Int d'Italie et derrière des phrases creuses rappelant que le mouvement est "internationale". Nous sommes d'autant plus à l'aise pour revendiquer une activité et un effort propre au groupe que nous avons toujours défendu contre les "activistes" (lesquels prétendaient qu'en France nous avions "apporté" quelque chose à la Gauche) que nous devions nous mettre à l'école de la gauche italienne. Mais il n'existera pas de groupe, en France, aussi longtemps que le noyau actuel n'aura pas fait un effort pour utiliser les données politiques fournies par la Gauche pour avancer ses propres critiques et réponses politiques dans le cadre que lui assigne sa situation, c'est-à-dire le mouvement ouvrier en France. Que ce travail ne puisse être mené a bien sans une aide importante du parti italien, nous sommes les premiers à le reconnaître, puisque nous avons l'intention de solliciter une collaboration internationale, si notre expérience de bulletin s'avère satisfaisante et lorsque son extension le justifiera. Nous espérons bien, sur cette base, arriver tôt ou tard a de solides rapports internationaux de discussion et de collaboration.

Pour l'unification et l'existence d'un groupe ; même réduit de la Gauche en France, il nous paraît donc que l'attitude des camarades de Paris à l'égard de notre travail doit être

déterminante. En ce qui nous concerne, nous sommes décidés à poursuivre cet effort, tout seuls si cela s'avère nécessaire."

Les années 1950-1954 furent bien les années du désarroi pour les quelques militants qui restèrent à la FFGC ; les relations entre le groupe de Paris et les "marseillais" ne se normalisèrent jamais vraiment après cette épreuve douloureuse. Elle fut suivie de peu par la crise de 1951-52 dans le PCInt italien, crise qui accentua entre plus les problèmes politiques et organisationnels de la FFGC bien que cette dernière n'eut à subir aucune défection vers le groupe Damen. Il faudra attendre l'arrivée de Roger Dangeville, Christian Audoubert et surtout Jacques Camatte dans le groupe de Marseille à partir de 1954 pour que le groupe français du PCInt prenne qualitativement une ampleur qu'il ne retrouvera plus après les départs de Roger et Oscar en 1966, l'on peut parler d'un âge d'or pour le PCInt entre 1952 et 1962. Il n'est pas question de nous étendre ici sur les années 1950 et 60 du groupe français, mais les années 60 furent marquées par une déliquescence certaine de l'organisation comme le montre l'extrait de la lettre suivante de Bruno Zecchini à Amadeo Perrone du 15 juin 1965 :

"Au sujet de la réunion de Paris ce n'est pas le programme qui est en cause puisque chacun se réclame de la plus grande fidélité, mais derrière ce paravent, c'est leur petite personnalité qui se manifeste, par conséquence c'est l'incohérence et la manœuvre qui prévalent.

Si on avait la capacité de regarder de temps en temps dans la glace du temps on s'apercevrait qu'on a plus ou moins sur nous quelques empreintes de 150 ans de pourriture bourgeoisie et le devoir du militant est d'éliminer ces défauts. T'expliquer les détails de ces petites manœuvres provoquées par l'ambition, la jalousie, le larbinisme, etc., ce serait trop long.

En conclusion on se gargarise à soutenir que la section c'est le Parti localisé territorialement, que le travail de la section doit être collectif et puis chacun écrit des lettres personnelles au Centre et ce Centre, qui ne vaut pas mieux, à la place de renvoyer ces lettres à la section pour qu'elles soient discutées dans son sein, prend des décisions sans se préoccuper de savoir s'il ne s'agit que d'un tissu de vanteries et de mensonges.

Quand j'ai rappelé à Bruno (Maffi) le vieux principe de la section c'est le Parti lui-même localisé territorialement et que le Centre n'est que l'organe de direction et de coordination du travail, il m'a répondu évasivement que ce n'était pas tout à fait ça, je lui ai promis de lui (illisible) le texte le lendemain matin. Le lendemain il a rejeté exactement ce que je soutenais le jour avant en oubliant de dire que chaque camarade est libre d'écrire ce qu'il pense à bon lui semble, de parloter avec n'importe qui de n'importe quoi, mais que tout cela reste à titre purement personnel dans la mesure qu'il se fait en dehors du travail collectif de la section. Imagine-toi que la section c'est trouvée devant des décisions prises par le Centre à la suite de lettres personnelles et fausses sans qu'il y ait eu la moindre discussion à la section. La même chose était en train de se répéter à la réunion avec les Belges. Autrefois j'ai déjà dit à Bruno que si ce fameux centre, dans le feu de son action perd la tête en route, il devient autre chose qu'un organe de direction et de coordination".

Les archives de Lucien Laugier sont d'une très grande richesse sur les années 60. la correspondance est très importante et un long texte de Lucien "Malaises et ruptures" revient de manière très détaillée sur cette période.

Nous commençons la publication des archives de Lucien Laugier par son texte ""Socialisme ou Barbarie" et l'écroulement du groupe parisien". Avant de laisser la place aux textes et

documents nous donnons une chronologie succincte de la vie de la FFGC et du PCInt tel que nous avons pu la reconstituer à partir des notes laissées par Lucien.

Juin 1948 : lettre de Vercesi à Piccino (en italien et à traduire)

Mai 1949 : lettre de Fred à Marseille : les activistes parisiens découvrent leurs faiblesses théoriques face à la révélation" S ou B".

Juillet 1949 : Lette de Fred à Marseille : entrevue Fred - Chaulieu ; les activistes s'affolent, ils veulent discuter tout de suite avec S ou B

Août 1949 : La FF décide la publication de "force et violence", "nature et fonction du Parti", "Propriété et capital" : riposte théorique et défensive.

Août 1949 : lettre de Véga à Lucien : saurons nous assimiler et dépasser S ou b ?

Septembre 1949 : oralement de Véga à Lucien à Villars - Colmars : "il faut fusionner avec S ou B". Projet de lettre au PCI de Lastérade.

14 octobre 1949 : Réponse de Milan à Lastérade. Critique de Marseille de ce "Projet", question de la revue internationale "Prometeo" (Paris pense qu'il s'agit d'un réajustement de la ligne du PCInt).

Novembre et décembre 1949 : décision parisienne de discussion avec S ou B ; protestation de Marseille.

25 décembre 1949 : justification de la décision par Fred.

Décembre 1949 : démission de Lastérade.

Janvier 1950 : textes de Fred pour la discussion avec S ou B, à cette date Fred rejette l'essentiel de S ou b et croît encore l'emporter auprès des scissionnistes.

Février 1950 : Lettres de Camille et Mothé à Lucien ; comptes-rendus des réunions de discussions avec S ou B.

14 février 1950 : lettre de Vercesi au Ce du PCInt qui (selon Damen) "liquide le Parti".

3 mars 1950 : lettre de Véga au PCInt pour annoncer l'éclatement de la crise parisienne.

15 mars 1950 : lettre du PC Int à la FF qui demande avant toute décision de scission la clarté.

Fin mars 1950 : lettre de Fred à S ou B avec proposition de fusion.

26 mars 1950 : lettre de Daniel et justification de la décision parisienne.

28 mars 1950 : réponse critique de Marseille à la "proposition Fred".

Avril 1950 : lettre de Milan à Marseille et Bruxelles qui rend compte des difficultés du camarade italien envoyé à Paris.

25 avril 1950 : lettre de Milan à la FF qui rend compte de la visite déjà décrite ci-dessus, invitation aux "scissionnistes" à élaborer un document politique.

Mai 1950 : résolution des "scissionnistes".

24 juin 1950 : lettre de Véga à Lucien ou les "raisons d'adhérer à S ou B"

20 septembre 1950 : Compte rendu du CE du 08 septembre 1950 : perspective : la guerre. Aucun appui aux forces en présence (y compris sur le terrain des luttes immédiates).

Septembre 1950 : voyage de Lucien à Paris.

10 octobre 1950 : lettre à Fred sur appréciation et commentaires après le voyage à Paris.

17 octobre 1950 : même lettre à Milan.

02 février 1951 : lettres de Bordiga sur la question syndicale.

14 mars 1951 : lettre(s ?) de Damen à Bordiga sur la question syndicale. Lettre de Tarsia (?) sur la question syndicale.

Mars 1951 : démission de Bottaïoli du CE

Mai 1951 : lettre de Damen au CC "pour rendre la coexistence possible dans le CE" mais "la déclaration de Vercesi au CC suffirait à justifier une procédure d'expulsion"

Juin 1951 : lettre de Bordiga sur la question syndicale (lettre "consevée" sous le coude par Bruno Maffi un certain temps).

Juillet 1951 : cinq lettres échangées par Damen et Bordiga.

31 octobre 1951 : mesures disciplinaires contre Damen. Protestations de différentes fédérations contre ces mesures ; création du Comité pour le congrès.

04 novembre 1951 : lettre de Milan à Marseille qui informe de l'éclatement de la crise et de l'expulsion des quatre (Damen, Lecci, X, Y).

Décembre 1951 : communication du bolletino per il congresso (à traduire de l'italien). commentaire Marseille le 17 janvier 1952.

28 mars 1952 : lettre de rupture de Bordiga à Damen.

"Socialisme ou Barbarie" et l'écroulement du groupe parisien

En 1950, le groupe parisien du PC Int[26], seul groupe relativement important en France (c'est-à-dire dépassant deux dizaines de membres) se trouva littéralement décimé par le départ de la presque totalité de ses militants et sympathisants émigrés en direction d'un groupe issu du trotskysme sous le nom de la revue qu'il produisait : "Socialisme ou barbarie". Si nous nous arrêtons assez longuement sur cet épisode c'est en raison de son importance, sur les plans les plus divers, pour le sort ultérieur du courant issu de la Gauche italienne ; importance que les aspects surgissant dans la suite de cette histoire illustrent suffisamment pour nous dispenser de nous y étendre au préalable. L'intrusion des conceptions de S.B. dans la vie du PC Int. N'occupe pas seulement, vues sous leur jour le plus caractéristique, la période couverte par l'éclatement du groupe parisien ; elle s'est manifestée de façon inavouée jusqu'à la fin des années 50 et c'était son expression occulte ou inconsciente que Bordiga combattait sans cesse en n'y voyant qu'une version classique du "révisionnisme" dont il fut l'ennemi farouche jusqu'à la fin de ses jours.

Cet aspect-là appartient à une tranche ultérieure de notre historique et nous insisterons d'abord sur un autre côté, plus immédiat, de l'"affaire Socialisme ou Barbarie" : cette affaire fut, pour l'activisme du groupe parisien, une pierre d'achoppement, un conflit dont on ne peut pas dire que cet activisme sortit battu.

Le contraire est évident, naturellement, pour les éléments qui rejoignirent SB pour des raisons d'activisme ; mais il est vrai aussi pour ceux qui restèrent fidèles à leur organisation sans toutefois se départir de cette parcelle de volontarisme qui ne cessa jamais de couver dans le PCI, même après le "redressement » vigoureux auquel procéda Bordiga en 1952. Cependant, cet aspect se rattache de façon plus ou moins occulte à la problématique difficile que soulève l'interprétation du trotskysme/gauchisme comme phénomène permanent du demi-siècle et que nous ne pouvons prétendre aborder en une seule fois. A propos de ce que nous avons appelé au début la "toile de fond groupusculaire », nous nous tiendrons à quelques-unes de ses grandes caractéristiques, en nous réservant d'examiner plus loin la forme abstraite et inavouée sous laquelle elles se sont manifestées dans le PCI.

Idéologiquement, ce qui imprègne tout le mouvement trotskyste et laissera une trace indélébile jusque chez les "gauchistes » contemporains, c'est le manœuvrisme hérité de la IIIe Internationale et qu'il serait insuffisant de réduire aux dimensions des précédents - de portée pourtant irrécusable - que constituait la pratique du front unique avec d'autres expressions politiques et d'autres forces sociales que celles du prolétariat révolutionnaire. Dans la seconde partie de cette étude, nous exposerons pourquoi on en peut faire abstraction, dans l'incapacité trotskyste à rompre avec ses propres erreurs, de l'empreinte laissée dans les organisations de filiation léniniste par la mauvaise conscience de l'opposition trotskyste russe appelée par la répression subie des staliniens à stigmatiser chez ces derniers des pratiques dont elle avait elle-même, antérieurement, partagé la responsabilité : on ne peut essayer d'expliquer la perversion manœuvrière dont les trotskystes ne se sont jamais départis sans postuler, au niveau le plus intime des méthodes et spéculations intellectuelles, un vice de conception consacré par une pratique historique.

---

[26] Ce groupe se dénommait en réalité Fraction Française de la Gauche Communiste Internationale (nous le désignerons ici par le sigle F.F.) pour des raisons complexes dans lesquelles entraient sans doute diverses considérations : la tradition de forme d'organisation héritée de l'époque où la Gauche italienne était constituée en fraction dans l'IC ; le fait que seul goupement d'Italie avait dimensions et structure de parti ; l'équivoque "semi-fédéraliste" qui autorisait les éléments ayant adhéré au groupe parisien de cultiver la notion d'une certaine autonomie idéologique et d'un certain éclectisme théorique.

Politiquement, le trotskysme est le produit complexe des conditions historiques et sociales dans lesquelles se sont cristallisés ses premiers noyaux. Pour des raisons d'implantation géographiques privilégiées, il s'agit du mouvement ouvrier français dont on sait que Trotsky, d'ailleurs, fut le grand "spécialiste"dans l'IC en ce milieu où tout ce qu'il y avait d'authentiquement et de spontanément révolutionnaire était, depuis 1871 ; extérieur à la tradition marxiste, les déplorables méthodes employées au plus haut niveau par la IIIe Internationale se répétaient, démultipliées et dégradées encore davantage, dans la vie pitoyable du PCF dès ses toutes premières années[27]. Le mouvement trotskyste, en France, est né dans ces conditions-là. Il serait toutefois injuste de faire abstraction, dans les déterminations de son sort, de l'odieuse autant qu'impitoyable répression exercée contre lui par le stalinisme qui, particulièrement à l'usage des trotskystes, n'a jamais reculé devant la calomnie… ni devant l'assassinat.

Historiquement enfin, le mouvement trotskyste a vécu sous le signe d'une interminable période de contre-révolution, mais qu'il a alimenté lui-même, dans sa forme la plus insidieuse, par ses propres positions aberrantes, telle son adhésion à l'antifascisme qui a réhabilité aux yeux du prolétariat, les valeurs les plus conservatrices de la société du capital à travers un mouvement mystificateur qui a le mode de vie politique et sociale que les antifascistes prétendaient combattre.

L'horoscope de Socialisme ou Barbarie.

Bien que le groupe SB ait rompu avec le trotskysme, il en conservait, comme nous le verrons plus loin, les empreintes les plus subtiles. Pour mieux en retrouver les traces, il faut résumer les vicissitudes de ce mouvement qu'on peut placer sous trois "signes"caractéristiques : la pauvreté et la cécité de Trotsky dans l'analyse de la "dégénérescence russe" ; l'échec de la perspective révolutionnaire qu'il promettait pour la fin de la Seconde Guerre mondiale ; la durée éphémère de la réaction anti-stalinienne des ouvriers en 1946-47.

Le recul considérable dont nous disposons à propos des vicissitudes du mouvement trotskyste et de celles des communistes oppositionnels en général, nous permet aujourd'hui de mesurer combien la "conscience critique"d'une période déterminée est "prise de vitesse"par le déroulement des événements colossaux qu'elle s'efforce d'appréhender. Renvoyant pourtant à une autre partie de ce travail l'étude générale de ce phénomène, nous nous en tiendrons à l'essentiel en ce qui concerne ce facteur d'inertie qu'a représenté, pour cette conscience critique, l'idéologie trotskyste et, au-delà de celle-ci, l'ensemble des conceptions qui a servi de matrice à toutes les tendances anti-staliniennes à l'exception d'une seule[28].

Si l'on creuse véritablement la position de Trotsky, celle qui caractérise le mieux, évidemment, le mouvement qu'il a créé, on découvre, à l'origine des tournants les plus invraisemblables de ce mouvement, une conviction solide comme un roc : l'Etat soviétique, en dépit de sa dégénérescence, est un Etat "ouvrier" et "socialiste". Que la négation de cette affirmation soit restée longtemps nébuleuse pour ceux qui ne l'acceptaient pas - y compris pour la Gauche italienne, pourtant à couteaux tirés avec Moscou depuis 1929 - on en trouve la preuve dans le fait que cette même Gauche italienne rompit (tôt également) avec Trotsky

[27] Un seul trait suffirait à caractériser la base malsaine du développement du mouvement trotskyste en France : ses recrues successives ne furent le plus souvent - au moins en ce qui concerne les grands noms - que des militants qui, avant de rallier l'opposition, l'avaient combattue.

[28] Celle de la Gauche allemande, dont la délimitation à l'égard de l'IC suffirait à faire justice de l'affirmation du PCI actuel quant à l'inexistence d'un « marxisme occidental" distinct du léninisme (cf. seconde partie).

parce que ce dernier ne voulait pas, avant toute mise sur pied d'une opposition internationale de gauche, dresser le bilan critique des erreurs de l'IC, mais que cette rupture n'effleura même pas la question de la nature de l'Etat russe.

On comprend combien ceci compte dans l'étude de la genèse et de l'affirmation du courant SB : le retard général apporté à la liquidation du concept "d'Etat ouvrier dégénéré"valorisa en quelque sorte la découverte de Chaulieu, pourtant tardive, concernant la nature capitaliste de l'Etat russe. Mais la longue réticence des communistes oppositionnels à affronter ce sujet[29] eut sur la maturation de la pensée révolutionnaire des incidences plus considérables : elle permit notamment de rejeter comme "anarchiste"ou "syndicaliste"les critiques énoncées par les communistes de gauche allemands et d'accepter à l'égard de ceux-ci l'appréciation péjorative de Lénine qui n'était que pure et simple répétition de la calomnie de Lévy lors de la formation du PC allemand[30] en 1919. En tenant compte de ce que cette compression - au sens géologique du terme - de la vérité historique doit au poids écrasant de la contre-révolution stalinienne, on pourrait se livrer à diverses médiations utiles en ce qui concerne la sujétion de la théorie révolutionnaire (et de toute théorie) au déroulement capricieux des faits historiques qui ne distribue cette vérité qu'avec une grande parcimonie.

Pour revenir au trotskysme - et sans procéder au démêlage de ses inextricables scissions et unifications[31], nous rappellerons seulement les principales séquences de son cours tortueux. On peut les grouper en trois périodes : celles de 1929-33 au cours de laquelle l'objectif est de "redresser"les partis de la IIIe Internationale ; la seconde, qui est occupée par les tentatives de noyautage de la SFIO ; la dernière enfin qui voit les trotskystes courir seuls leur chance politique sous la dénomination ""IVe Internationale ».

Les premiers noyaux trotskystes apparaissent entre 1925 et 1929 ; ils ont une composition assez éclectique : "zinoviévistes"repentis[32] ayant précédemment livré la chasse dans le PCF aux opposants (Treint et Suz. Girault) ; syndicalistes-révolutionnaires (Monatte, Rosmer, Martinet : les deux premiers exclus du PCF au début de la lutte déclanchée par l'appareil contre les partisans de Trotsky) et divers autres éléments ayant subi, avec quelques variantes, un destin identique (Paz, Naville, Fourier).

L'histoire du trotskysme est un enchevêtrement de ruptures et de réunifications éphémères qui commence dès cette époque-là. Nous noterons seulement deux jalons relativement importants dans la première phase (1929-33) du processus. Parallèlement à l'affirmation des premiers groupes trotskystes sur le plan politique, se dessine - avec une certaine force dans le syndicalisme enseignant[33] - une opposition de gauche dans la CGTU, organisation dissidente depuis 1922 de la CGT réformiste. En 1931, cette opposition se divise en deux tendances : les "syndicalistes"et les partisans de la Ligue communiste (créée en 1929 autour du journal "La Vérité"). Par ailleurs, la fraction émigrée de la Gauche italienne à Paris, prend ses distances avec le trotskysme dès le début des tentatives de regroupement opérées par celui-ci : elle acceptait bien le principe d'une coordination des communistes de gauche, mais posait le préalable d'un bilan critique de la politique de l'IC, ce que Trotsky, et plus encore ses agents

[29] Celle de Bordiga sera examinée à part.
[30] Voir 2ème partie.
[31] On en trouve un excellent tableau dans le livre de Jacques Roussel.
[32] Pour édification de la piteuse engeance des oppositionnels non "kapédistes" ni "bordighistes" dans l'IC, voir la 2e partie.
[33] Cf. L'histoire de la Fédération de l'Enseignement (Bouet, Dommanget, etc.).

manipulateurs de la Ligue, ne voulaient à aucun prix. L'unification des groupes trotskystes en 1933 se fit donc sans les "bordighistes", en aboutissant d'ailleurs immédiatement à de nouvelles scissions : la Ligue communiste subsistait (seule reconnue par Trotsky) mais l'Union Communiste (Collinet, Fourier) était créée ; le tout laissait en route, isolés, un certain nombre de personnalités (Treint, Souvarine).

Le triomphe sans combat du nazisme en Allemagne contraignit les trotskystes à réviser leurs objectifs initiaux : l'écrasement du prolétariat allemand rendant la guerre inévitable, l'URSS s'orientant visiblement vers une politique d'Etat national en utilisant l'Internationale communiste dans ce seul but, il ne pouvait plus être question de "redresser"le mouvement patronné par Moscou. Par ailleurs, les premières réactions antifascistes en France (surtout le fait des jeunes de la SFIO et du PC) offraient aux trotskystes l'illusion qu'ils pouvaient créer de nouveaux partis prolétariens[34].

Animés de cet espoir les trotskystes entreprirent de noyauter la SFIO : on les tolérait dans ce qui était alors le plus grand parti ouvrier en France de plus les Jeunesses socialistes n'étaient pas insensibles à leurs arguments. Mais la vélocité des événements (rapprochement franco-soviétique après le pacte Laval-Staline en 1935 ; tournant patriotique du PCF, victoire électorale du Front commun (PCF-SFIO-Radicaux aux consultations de 1936) devaient démentir la perspective de Trotsky : en 1935, le parti de Blum excluait les dirigeants des Jeunesses socialistes et les trotskystes qui les influençaient. L'échec de cet "entrisme"ranima naturellement la crise permanente du trotskysme et provoqua une querelle entre le groupe Naville, soutenu par Trotsky et grossi des transfuges des Jeunesses socialistes, et le groupe des anciens, Franck, Molinier, accusés de développer des positions "centristes"(celle de la gauche de la SFIO dont le chef était Marceau Pivert) et que Trotsky exclut en 1935 (ce groupe prit le nom de PCI.)

L'année suivante, les frères ennemis tentèrent de se réconcilier : la fusion des "Bolchéviks-léninistes"(groupe Naville), des Jeunesses révolutionnaires (ex-J.S.) et du PCI donna le POI. Mais la nouvelle organisation unique surgit alors que c'est déjà le reflux de la vague d'agitation sociale, la répression anti-trotskyste des staliniens dans les entreprises[35] autant et plus que la répression gouvernementale (qui impute à la propagande trotskyste le mouvement

---

[34] Cet antifascisme spontané, dans une certaine mesure, força la main au PCF de l'intérieur. C'était une époque où une répression (d'ailleurs stupide comme celle de la fusillade de la place de la Concorde, le 6 février 1934) pouvait encore renverser une situation. En dépit de la position officielle du PCF - strictement alignée sur celle de Moscou qui persévérait dans la tactique "3e période" (en Allemagne elle avait fait du KPD le complice objectif des nazis) - les Jeunesses communistes (Doriot) se lancèrent, aux côtés des jeunes socialistes, dans des affrontements violents contre les "fascistes d'opérette" français (Les "Croix de feu" de La Rocque). C'était le début du "Front commun" en direction duquel convergeaient d'ailleurs divers facteurs déterminants : la perception de la chute catastrophique d'effectifs dans le PCF par son principal dirigeant jeune d'alors : Thorez (un moment favorable à Trotsky, l'apprenti "chef-génial" comprit bien vite que le vent de la réussite, sous le signe de Staline, ne soufflait pas de ce côté-là) ; le retournement de la diplomatie soviétique s'apprêtant à s'appuyer sur les "grandes démocraties" ; l'essor militaire du e Reich et, pour toutes les puissances du capital, la préparation de la guerre comme moyen de sortir de la crise économique ouverte en 1929.
Trotsky avait durement critiqué la tactique "3e période" de l'IC qui avait refusé le soutien à la social-démocratie, première grande force "ouvrière" éliminée par Hitler. Le fait que cette tactique ait parachevé la défaite du prolétariat allemand, n'impliquait nullement que la tactique diamétralement opposée - le front unique avec la social-démocratie - fut la bonne. Trotsky en était pourtant convaincu, prétendant "radicaliser" le front unique par l'insertion de mots d'ordre comme "armement du prolétariat", création de "milices ouvrières", etc. ; perspective que trancha net le Front populaire, anti-ouvrier, chauvin et contre-révolutionnaire.

[35] Thorez lance alors sa formule imprécatoire : les "hitléro-trotskystes".

d'occupation des usines) s'abattent sur les malheureux partisans de Trotsky, tandis que le patronat, passé à l'offensive, annule une à une les éphémères "conquêtes"de juin 1936[36].

La guerre d'Espagne (1936-39) élève les persécutions staliniennes au niveau des exécutions sommaires et des procès truqués : les leaders A.Nin (trotskyste) et Bernéri (anarchiste) sont assassinés ; les staliniens espagnols tentent de mettre en scène le procès du POUM[37], en écho aux fameux procès de Moscou, à la suite desquels ce qui survit en Russie de la vieille garde bolchevique est liquidé comme ramassis de saboteurs et d'espions[38].

Les événements d'Espagne font la transition vers le 2e conflit mondial : les futurs protagonistes du massacre y expérimentent leurs armes tant politiques que militaires ; Allemands et Italiens y interviennent ouvertement ; les Russes marchandent leur "aide"aux cliques politiques qui, parmi les "Républicains"leur sont favorables ; staliniens et socialistes de la péninsule ibérique répriment, au nom de l'antifascisme, les "atteintes à la propriété privée"[39] ; les anarchistes se font tuer sur le front… ou donnent des ministres à la généralité de Catalogne ; l'Espagne devient franquiste sur un monceau de victimes… C'est la liquidation sans appel de la perspective historique ouverte par la révolution d'Octobre vingt ans plus tôt.

Et c'est ce moment précis que Trotsky choisit pour créer la IVe Internationale (septembre 1938). Comme devenu fou, le "prophète désarmé"croit le moment venu pour pouvoir lever des légions ! La manœuvre aboutit à la débandade. Au congrès de Rohan (juin 38) la gauche de la SFIO de M.Pivert avait été exclue du parti socialiste ; son leader avait formé le PSOP que Trotsky voudrait voir fusionner avec le POI. Mais au sein de ce dernier la majorité est hostile à l'opération : désavouée par le Comité Exécutif de la IVe Internationale, elle se désagrège et le POI avec.

Le mouvement trotskyste est à nouveau en lambeaux au moment où éclate la Seconde Guerre mondiale : le groupe PCI se survit sous le nom de GCI ; les entristes dans le PSOP rompent avec Marceau Pivert et se constituent en "Comité pour la IVe Internationale"; de leurs rangs se dégage le groupe Barta (UCI) qui mérite une mention spéciale parce qu'il est le seul courant trotskyste à avoir conservé une certaine cohérence et de la continuité : il sera le critique sévère des folies trotskystes tout au long de leur déroulement. Il attaquera durement les manigances théoriques autour de la formule de "l"Etat ouvrier dégénéré" ; il stigmatisera les autres groupes trotskystes qui, pendant la guerre, glisseront vers la Résistance patriotique au nom du "gaullisme des masses"et de la "défense inconditionnelle"de l'URSS[40]. Le courant Barta n'en subira pas moins l'évolution qui, du trotskysme d'avant-guerre mène au gauchisme de la fin des années 60 : il publiera successivement "Tribune ouvrière Renault", "Voix ouvrière"qui sont les ancêtres de l'actuel "Lutte Ouvrière".

Au lendemain de la guerre, les groupes trotskystes se sont tant bien que mal réunifiés sous le nom de PCI (février 1946) sauf l'UCI qui fait cavalier seul. Leur espoir d'une issue subversive du conflit (et notamment d'une révolution en Allemagne) s'écroule bien vite,

---

[36] Cf. Daniel Guérin, Le Front populaire, révolution manquée.

[37] Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, influencé par le trotskysme.

[38] Cf. P.Broué : Les procès de Moscou ; V.Serge : 16 fusillés.

[39] Cf. P.Broué-Thémine : La guerre d'Espagne.

[40] Durant l'occupation allemande, les trotskystes - au contact de deux militants venus d'outre-rhin, Widelin, Meicher - tentent une propagande défaitiste auprès des soldats de la Wermacht ; ils subiront une répression terrible (les fusillés de Chateaubriand).

cédant la place à une autre qui ne dure guère plus : celui que fait naître la réaction antistalinienne symbolisée par la grève Renault de 1947. Les trotskystes sont plus que jamais pour le front unique ; ils préconisent un gouvernement CGT-SFIO-PCF ; ils s'efforcent d'intervenir dans les "grèves sauvages"déclenchées malgré l'opposition des syndicats productivistes. Une courte période d'accroissement numérique s'ensuit et se traduit par la venue à la direction du parti d'éléments venus de l'extrême-gauche socialiste. Ce résultat s'écroule au congrès de 1948, lorsque cette direction est éliminée par la coalition du groupe Franck-Lambert, du groupe Pennetier et du groupe Lefort-Chaulieu. C'est une nouvelle crise et une nouvelle dispersion ; certains éléments rejoignent l'éphémère Rassemblement démocratique Révolutionnaire de Sartre et David Rousset ; Lefort et sa tendance (qui constitueront le groupe SB) de même que le courant Pennetier, rompent avec le PCI.

Dans toute cette confusion, c'est comme pour sacrifier à une pure habitude que les trotskystes discutent de la "question russe"de la motivation de la politique soviétique, etc. Lors de la conférence de 1947, on voit pourtant apparaître une opposition à la position traditionnelle, défendue notamment par l'Américain Cannon et qui se fonde sur l'abolition de la propriété privée en URSS pour soutenir la "nature socialiste"de l'Etat russe : le groupe Pennetier et le groupe Lefort y opposent, avec des développements et considérations sensiblement différentes, la thèse du "capitalisme d"Etat"soviétique.

Tel est donc le parrainage idéo-politique de Socialisme ou Barbarie dont les traits essentiels apparaîtraient mieux d'après les compte-rendus de la discussion de ce groupe avec la FF et les textes qui ont été produits en cette occasion. Il faut cependant en souligner tout de suite le paradoxe : Chaulieu développe, à propos de la "société bureaucratique russe"une théorie qui fait littéralement voler en éclats la base essentielle de l'entière conception trotskyste : le caractère ouvrier et socialiste du pouvoir soviétique. Il n'en conserve pas moins l'esprit, en ce sens que ses thèses, au niveau le plus profond de ses motivations, ne s'émancipent aucunement de la conviction que la crise historique du mouvement du prolétariat est une crise de sa direction. Sans doute Chaulieu devenu Castoriadis, est-il arrivé lui aussi, au terme d'une évolution de vingt ans, à conclure que toute référence à ce mouvement du prolétariat constitue la grande inhibition présente de toute pensée à prétention subversive. On pourrait donc se demander si, pour parvenir à cette même conclusion, la différence de cheminement ne serait pas, somme toute secondaire. Nous répondrons à cette question par ailleurs, et n'en aborderons ici, rapidement, qu'un seul aspect : celui de la continuité, implicitement admise par Chaulieu en 1949-50, entre l'ère Lénine et l'ère Staline dans le processus de "bureaucratisation"du mouvement prolétarien et qui semble coïncider strictement avec l'actuelle résurgence de la mise en cause radicale du bolchevisme.

Les deux acceptions sont pourtant nettement différentes. C'est une chose de déterminer dans la théorie et la pratique du parti de Lénine ce qui - en tant que conception du rapport parti/classe, idéologie du développement des forces productives, méthodes organisationnelles, etc. - devait permettre l'éclosion du phénomène communément dénommé "stalinisme », c'en est une autre de considérer la différence d'intention et de perspective, comme partie prenante de la contre-révolution, entre les deux phases successives de ce que Bordiga appelle "la sinistre parabole de la révolution tronquée". En particulier la "filiation"Lénine-Staline prend un sens tout différent, selon qu'il s'agit de la vision qui fut celle de la Gauche allemande ou de celle qui animait la théorie de Chaulieu de 1949-50. Dans le premier cas, il est soutenu que le bolchevisme est une rupture avec le large esprit révolutionnaire qui est un acquis du marxisme mais insuffisamment "mis à jour"par la critique de l'expérience historique : on

verra bien dans les termes du débat avec la FF que la thèse du stalinisme comme authenticité marxiste est la pierre angulaire de la théorie de S.B.

Pour interpréter la défaite de la révolution d'Octobre sur la seule base d'une carence d'ordre conscienciel, comme le fait Chaulieu, il est indispensable en effet que la praxis stalinienne ne soit pas l'expression d'une contre-révolution coupant court à toute perspective internationale (fondée ou non) d'émancipation de la société, mais celle d'une évolution qui n'est contre-révolutionnaire que parce que ce que l'on pourrait appeler le "cerveau social"de l'époque ne permettait pas, dans ses expressions les plus pertinentes, de comprendre que le programme maximum de transformation de la société n'était pas à la hauteur de cette transformation, et ne pouvait pas comprendre cela faute d'avoir pu, jusque là, mettre ce programme à l'épreuve[41].

Dans l'acception Chaulieu, la formule de la carence de la direction révolutionnaire subsiste donc comme carence générale : de toute la classe révolutionnaire, de la pensée critique à son niveau atteint par l'époque. A la différence des trotskystes traditionnels qui font le procès de cette carence sur la base des erreurs de cette direction (tactique, dogmatisme) ou de ses "trahisons", SB y voit essentiellement le reflet d'une immaturité consciencielle du prolétariat qui n'a pas encore expérimenté la venue au pouvoir de ses propres partis et les limites désastreuses de leurs programmes. La "bureaucratisation", dans cette acception, n'est pas une pathologie du mouvement prolétarien ; c'est un aspect de la transformation que la société historique du capital impose à ses propres structures (qu'elles soient authentiquement bourgeoises ou "captées"dans le mouvement social qui lui est antagonique) pour pouvoir se survivre. Mais, toujours selon Chaulieu, cette adaptation ne peut conjurer le destin de mort qui est celui de ce système ; il bénéficie seulement d'un sursis - que trahissent maints symptômes (notamment la résistance inconsciente que les ouvriers opposent pratiquement à leur exploitation) - et qui prendra fin lorsque le prolétariat (et en premier lieu son "avant-garde") rendu conscients par la signification du cycle parcouru, radicaliseront leurs programmes "périmés"et lutteront frontalement contre les "directions-transfuges".

Climat de scission dans le groupe parisien.

Dans le cercle étroit de "l'avant-garde révolutionnaire", l'effet du tournant stalinien de 1947 avait été, comme nous l'avons dit, de relancer les interrogations concernant la nature politique et sociale de l'URSS et de ses partis occidentaux. A la plupart des militants de la Fraction Française, les réponses de la Gauche italienne sur ce sujet apparaissaient d'autant plus insuffisantes qu'ils en attendaient l'indication d'une pratique capable de démystifier la nouvelle démagogie oppositionnelle du stalinisme. Ils ne pouvaient donc qu'être séduits par le premier n° de la revue de Socialisme ou Barbarie dont la prolixité, sur le sujet, contrastait avec les formules rares et génériques dont, jusque là, le PC Int. S'était contenté. C'était la première fois, après la guerre, qu'on se trouvait en présence d'autre position autre que celle des groupes, officiels ou dissidents, de la Gauche italienne[42] et condamnant la Russie stalinienne comme Etat exploiteur d'un prolétariat dont la revue de Chaulieu[43] laissait par ailleurs entrevoir la révolte possible.

---

[41] Il faudra également examiner, dans notre 3ème partie, comment la "continuité Lénine/Staline", dans l'acception Chaulieu, est prise dans un sens positif, avec "cartes en règle" à l'égard de la perspective révolutionnaire du marxisme ; alors que, si elle est fondée, elle entraîne l'écroulement de cette perspective dans les termes où Marx l'a posée.

[42] Les "conseillistes" mis à part.

[43] Alias Cardan, alias Castoriadis.

Les éléments les plus impatients du groupe parisien n'eurent donc de cesse, dans la F.F., qu'on ait décidé la discussion avec S.B. et, le débat étant entamé, ils n'en attendirent pas la conclusion pour rejoindre Chaulieu. L'infime minorité du groupe qui, d'abord hostile à la discussion avec ce dernier, l'accepta ensuite pour en sortir battue, n'était composée que de quelques éléments : deux français, 5 ou 6 italiens, plus "Frédérique"- la camarade-femme considérée comme théoricienne de la Fraction.

Malgré la sévérité de nos critiques d'alors contre les décisions prises par cette minorité face à l'offensive "barbariste", nous ne lui conservons aucun grief rétroactif pour avoir subi, de la façon la plus piteuse et la plus stérile, l'abandon massif de ceux qui rallièrent Chaulieu et dont il était visible que l'opinion à ce sujet était arrêtée dès les premiers contacts avec son groupe. Plus encore qu'à cette époque, où nous nous efforcions déjà de situer les causes de cette défection générale au-delà des responsabilités personnelles des militants les plus actifs, nous nous bornerons à constater aujourd'hui que l'idée saugrenue consistant à proposer à Chaulieu "l'unification"dans le PCI - et ce pour "sauver"le groupe parisien - témoignait de l'existence de cette optique groupusculaire avant la lettre qui, à notre barbe, anima souterrainement le PCI dans toutes ses versions formelles successives.

La manœuvre de Frédérique trahissait une autre anticipation sur laquelle ce n'est pas encore le moment de s'étendre bien que le phénomène qu'elle concerne soit de première importance dans l'étude du "mouvement groupusculaire": il s'agissait de la préoccupation - certainement inconsciente - de ne pas briser cette mini et para "communauté"que représente de nos jours tout groupe "révolutionnaire"et dont les liens internes les plus solides sont ceux qui passent quelquefois au travers de la vie la plus intime des intéressés. 20 ans avant l'irruption despotique de la "vie quotidienne" dans les déterminantes du comportement politique, ce dernier, dans la mésaventure de la FF, apparaissait déjà comme aliéné aux exigences les plus immédiates de la survie du groupe, et, pour les protagonistes directes, de la survie tout court.

Par ce biais, dont la dimension infinitésimale contrastait avec la prétention des questions débattues, était déjà oblitérée la résistance qu'opposait la "continuité organique"de la Gauche italienne à la première tentative qui la menaçait d'interruption. Il s'agissait par ailleurs d'une continuité factice parce qu'elle juxtaposait deux facteurs d'âge et de tradition notoirement différents quoique tous deux anachroniques, bien qu'à des titres opposés : du côté des jeunes camarades français un militantisme d'organisation forgé hors de tout contact réel avec la lutte historique qu'il invoquait ; du côté des "anciens", des émigrés italiens de Paris, d'une fidélité plus sentimentale encore que dogmatique à l'égard de ce qui n'était plus que leur passé propre et mort.

Les partisans de SB dans la FF, parce qu'ils avaient un autre passé et un autre militantisme, de filiation toute différente, étaient plus disponibles, et même plus désinvoltes dans leur choix d'un nouveau point de ralliement, parce que leur propre formation, réalisée par l'expérience de plusieurs écroulements et rafistolages dans des groupuscules successifs, les inclinait à considérer l'organisation comme un lieu politique d'hébergement toujours provisoire. A la différence de Frédérique, comme disait plaisamment l'un d'eux, ils n'étaient pas "tombés du berceau dans les Thèses de Rome"[44] et la perspective de rejoindre Chaulieu leur semblait une solution inespérée pour sortir d'une immobilité et d'une sclérose qu'ils imputaient au seul archaïsme des positions de la Gauche italienne.

[44] Texte fondamental de la Gauche italienne au congrès de Rome du parti communiste d'Italie, alors qu'elle avait la direction de cette organisation (cf. 2ème partie).

Cette sclérose était d'ailleurs le trait marquant de la situation du groupe parisien en 1949, comme en convenait Frédérique dans une lettre adressée à Marseille en mai de la même année et dans laquelle elle faisait état de l'engouement des "activistes"de la Fraction pour les conceptions de S.B. "Ceux qui méprisaient la théorie s'avisent soudain de leur faiblesse théorique", écrivait-elle en ajoutant qu'ils incriminaient l'organisation alors qu'ils étaient incapables de mettre sur pied un appareil technique de publication dont l'absence, selon Frédérique, était la véritable cause du piétinement du groupe en France.

La "théoricienne"de la FF avait essayé de défriser l'enthousiasme des "pro-barbaristes"en contestant que l'apparition de SB fut "l"indice d"une maturation en direction du marxisme"et en ajoutant qu'il se pouvait fort que l'apport du PCI ne soit pas étranger à l'évolution du groupe de Chaulieu.

Mais, à ce moment-là, les jeux sont déjà fait et la pression des "activistes"dans le groupe parisien se fait plus intense comme en témoigne une autre lettre de Frédérique (juillet 1949) qui rapporte les derniers propos des "pro-barbaristes": "Si nous ne discutons pas au plus vite avec SB, nous sommes fichus". Frédérique s'est emportée contre eux parce que, majoritaires au Comité Exécutif de la Fraction, ils avaient invité des camarades à discuter individuellement avec Chaulieu. Pressée par les mêmes à répondre favorablement à une demande d'entrevue du même Chaulieu, Frédérique avait accepté à contre-cœur et sous réserve qu'au cours de cette entrevue, on n'envisage aucune mesure organisationnelle.

La même lettre donne le compte-rendu de cette rencontre avec Chaulieu et au cours de laquelle en formulant son opinion sur la revue "Socialisme ou Barbarie", Frédérique a dû reconnaître que des divergences existaient à ce sujet au sein de la FF. Elle a demandé avec insistance à son interlocuteur que toute discussion ne se tienne que de groupe à groupe, ce que Chaulieu a accepté en rendant hommage au courant de la Gauche italienne qui, bien que "n'ayant pas compris et étudié l'évolution du capitalisme moderne", est quand même la seule tendance avec laquelle SB puisse travailler - ce qu'il faut faire au plus vite, a ajouté Chaulieu, parce que la pluralité des fractions révolutionnaires est une "perte d'énergie".

En août 1949, la FF, en une sorte de riposte théorique préventive, décide de publier en français trois textes de Bordiga : "Nature et fonction du parti dans la lutte de classe", "Force, violence et dictature", "Propriété et capital". A cette date, les partisans du rapprochement avec SB s'égaillent momentanément ; certains en reviennent de leur enthousiasme primitif ; d'autres au contraire sont pour la fusion immédiate des deux groupes. Un rôle important sera dès lors joué par Véga qui apprécie "tout ce qu'il y a de positif"chez SB tout en affirmant que les fondements théoriques de ce courant peuvent rejoindre ceux de la Gauche italienne. Le groupe Chaulieu, écrit-il à Marseille en août 49, n'est pas homogène et "la question est : saurons-nous assimiler (les) meilleurs éléments en nous dépassant nous-mêmes ?". En septembre de la même année, discutant verbalement avec un camarade de Marseille du premier n° de la revue "barbariste", il ne cachera pas son espoir "qu"on se retrouvera tous bientôt dans la même organisation".
C'est là l'expression la plus claire de l'aspiration activiste qui est à la recherche d'une couverture théorique dans une phase de profonde dépression de la lutte sociale qui ne rend que plus dérisoire la phraséologie extrémiste à laquelle - en dehors des contributions encore rares de Bordiga à cette époque - se réduit tout "l'effort"du PC Int. En présence de cette situation, comme devait l'écrire Marseille à Milan en octobre 1950, "l'activisme traditionnel

de la majorité de la fraction n'a fait que changer d'objet : de l'agitation propagandiste il passe à l'aventurisme théorique".

Le marché de dupes des "discussions de groupe à groupe".

Ceux qui, dans la FF, restaient fidèles au PC Int. espéraient sauver la Fraction en proposant à S.B. une sorte de modus vivendi dans lequel les deux tendances auraient travaillé et collaboré à droits égaux. Plusieurs considérations se mêlaient derrière ce projet : l'idée que Chaulieu apportait quelque chose d'intéressant, particulièrement sur le plan de l'analyse économique, mais incomplet, contradictoire et, surtout, privé de la sûreté politique caractéristique de l'acquis de la Gauche italienne ; ensuite la conviction que cette dernière avait laissée en friche le domaine dans lequel précisément brillait la "contribution SB"; enfin la certitude que cette contribution étant "digérée"par le PC Int., le groupe Chaulieu se rangerait inéluctablement sur la ligne des principes défendus par ce parti. Il serait difficile de dire quelle était l'importance respective de ces considérations, de même quelle place occulte y tenait le pur manœuvrisme d'organisation. Quoiqu'il en soit le principe de la discussion "de groupe à groupe"faisait son chemin.

En janvier 1950, Frédérique communiqua les textes qu'elle préparait en vue de cette discussion. Celle-ci occupa trois réunions dont Marseille n'eût un aperçu que par les correspondances individuelles de camarades parisiens. Sur le plan "officiel", une lettre du 3 mars de Vega annonçait au PCInt., "l'éclatement de la crise politique et organisationnelle de la fraction française".

Les deux textes opposés par la FF à SB (l'un consacré à "Bourgeoisie et bureaucratie", l'autre à "Classe et parti") présentent encore aujourd'hui l'intérêt suivant : d'une part, ils tracent les limites de l'argumentation dont disposait la FF pour maintenir sa ligne programmatique contre les "découvertes"de Chaulieu ; d'autre part, en ramenant ces "découvertes"à leur dimension véritable, ils permettent de dégager la perception commune dont était alors privés, non seulement les deux organisations en présence, mais toute la "pensée révolutionnaire"de cette époque-là.

Le but du premier texte est de prouver que l'apport de la Gauche italienne est toujours valide en démontrant que la bureaucratie russe, loin d'être la classe dominante de l'avenir n'est qu'une incarnation du capital dans les secteurs géographiques où la bourgeoisie, comme facteur historique révolutionnaire, a été déficiente. Dans ce but, l'auteur de "Bourgeoisie et bureaucratie"fait place nette de la thèse de SB selon laquelle les catégories marxistes traditionnelles (travail salarié, profit) disparaissent avec l'avènement du "capitalisme d'Etat", et l'oppression du capital prend une forme à la fois plus directe (arbitraire des "dirigeants") et génériquement plus vague : "domination du travail mort sur le travail vivant". On peut aujourd'hui reconnaître, objectivement, que ce rappel de la formule générale de Marx eût pu présenter alors un intérêt non négligeable si l'on avait été à même d'en dépasser les illustrations insoutenables de Chaulieu. Il eût été salutaire, en effet, de se pencher sur le fait qu'au stade du développement du capitalisme rendu possible par le triomphe de la contre-révolution, toute production (matérielle et idéelle) est appelée, indépendamment de ses intentions subjectives, à jouer un rôle objectif dans la conservation de la société, et, lorsqu'elle est "agréée"par la classe ouvrière, de constituer le principal obstacle à sa révolte[45].

[45] On voit très bien quelle eût été l'importance de cette réflexion en ce qui concerne l'acceptation inconditionnée de la praxis russe du bolchevisme qui sacrifia toute lucidité politique au fétichisme du "travail mort" - non pas sous forme matérielle d'un capital d'exercice inexistant ou détruit, mais sous forme idéelle consécration de

Hâtons-nous de dire, cependant, que ce n'est nullement à cause d'une incitation de cet ordre contenu dans le matériel de Chaulieu que la majorité de la fraction avait été séduit.

Le texte de Frédérique, de son côté, s'en tenait à la critique des "preuves"aberrantes que le théoricien de SB avançait à l'appui de ses thèses. La domination du travail mort sur le travail vivant, rappelait le texte, n'est pas abstraite mais définie par la "forme profit du surtravail"qui, si elle avait effectivement disparu en Russie, impliquerait la disparition du capital et "non son existence à travers de nouvelles catégories". Cela n'avait donc aucun sens de dire que le capitalisme bureaucratique, dans lequel n'existe plus le travail salarié, se caractérise par la célèbre formule empruntée à Marx.

L'admonestation était sévère, mais irréprochable si l'on tient compte que celui qu'elle visait se réclamait intégralement du marxisme, c'est-à-dire d'une doctrine de la fin catastrophique du capitalisme sous l'effet de ses contradictions internes. Si la faiblesse du raisonnement de Chaulieu apparaissait à quiconque n'étant pas médusé par le verbe de son auteur, c'était parce que la dérision des arguments tenait de la dérision même de la démonstration. Pour s'affranchir de la tutelle idéologique du trotskysme, SB devait en effet en combattre la fausse contradiction qui avait toujours encombré ce mouvement, déchiré comme il l'était entre le constat de la nature contre-révolutionnaire de la "bureaucratie"et la conviction des bases socialistes de l'économie russe parce qu'elle était affranchie de la propriété privée des moyens de production.

Chez Chaulieu, la sujétion originelle au trotskysme se survivait dans la conviction que les formes extérieures et spectaculaires de l'exploitation capitaliste avaient disparues en URSS ; tandis que la critique clairvoyante de la stérilité de la praxis et de l'analyse de Trotsky se manifestait par la recherche de formes plus profondes et plus fondamentales à cette exploitation. Mais cette recherche ne procédait qu'à l'aide des anciennes catégories, au moins pour tabler sur leur extinction affirmée. D'où cette tendance du leader de SB à exagérer les traits spécifiques du système russe qui, encore assujetti en réalité aux exigences draconiennes de l'accumulation primitive, semblait se jouer des critères habituellement liés à la loi de la valeur (planification étatique et non "libre concurrence"; fixation arbitraire des prix et non "lois du marché"; travail forcé et non "libre choix"de l'employeur, etc.).

C'était, de la part de Chaulieu, percevoir le développement du capital au travers de son raccourci historique le plus atypique et barbare, mais en même temps l'illustrer à l'aide des plus trompeuses des apparences. Les conséquences d'une telle démarche firent long feu du point de vue qui nous intéresse ici. Bordiga, déjà enclin à fétichiser l'invariance phénoménologique de la genèse et de l'expansion du mode moderne de production, n'en fut pas davantage incité à souligner, dans l'évolution de la société soviétique, les retours aux formes traditionnelles du développement du capital. Cette normalisation devait selon lui contraindre les dirigeants russes à reconnaître ouvertement qu'ils avaient œuvrés, non pour le communisme mais pour le capitalisme. Elle était donc propre, à nos yeux plus encore qu'à ceux de Bordiga, à tirer le prolétariat international de sa léthargie semi-séculaire. Mais l'insistance à guetter ces divers "aveux", outre qu'elle nous fournissait l'alibi théorique nous autorisant à tenter inlassablement la répétition des vieilles formules agitationnelles (et notamment la réanimation classiste de la revendication ouvrière) nous rendait aveugles à des transformations essentielles s'opérant pourtant tout près de nous et révélatrices du mouvement réel… du capital.

---

l'accumulation comme "condition" (socialement et idéologiquement "neutre") d'un socialisme futur. C'était la réification pernicieuse des rapports du capital au sein même du mouvement qui leur avait déclaré la guerre !

En 1950, on était encore bien loin de soupçonner que le raisonnement farfelu de SB pouvait tracer une de ces voies tortueuses par lesquelles chemina plus tard la pensée politique critique. Mais le côté le plus paradoxal de la polémique avec les "barbaristes"c'était que leurs partisans les plus enthousiastes dans la FF ne percevaient pas davantage ce qu'il y avait de qualitativement insolite dans les thèses de Chaulieu. Bien au contraire, c'était sur le plan quantitatif qu'ils étaient convaincus par la prolixité de SB, laquelle apportait un flot d'arguments nouveaux à leur problématique vieille et inchangée.

L'argument péremptoire que leur opposait le texte de Frédérique aurait mérité, de son côté, un meilleur sort. Il s'agissait de définir la "nouvelle classe dirigeante russe"dont Chaulieu exhibait les privilèges afin de prouver l'existence en URSS de l'exploitation moderne de la force de travail. Le document de la FF rappelait à ce propos que la "consommation"des bureaucrates, tout comme celle des classes privilégiées des pays occidentaux, constituait "non le but mais le résultat de la production capitaliste", la gestion de cette production assurant à toute couche qui la monopolise, et indépendamment de l'origine sociale de cette couche, une part supérieure de la fraction consommable du produit.

Pour être lapidaire, cette mise au point n'en maintenait pas moins la discussion sur la base solide où ce ne sont pas les hommes qui imposent leur volonté au mouvement du capital mais exactement l'inverse. On verra plus loin que la FF ne trouva pas la force de se camper solidement sur ce terrain où tous les "clous"du spectacle "barbariste"eussent rapidement perdu leur effet. La tentative de sauver le groupe en tant que tel explique cette démission sans toutefois mettre à nu ses racines théoriques les plus profondes. Il s'agissait de l'ignorance, ou de la sous-estimation, d'une notion essentielle chez Marx : la réification, c'est-à-dire la promotion au niveau de phénomènes naturels de toutes les représentations produites en réalité par le seul capital. Cette carence, qui est caractéristique de toute tradition léniniste, grevait d'autant plus le débat avec SB que, dans le cas de la Russie soviétique, la réification des rapports capitalistes se dissimulait sous une idéologie à prétention révolutionnaire. Le phénomène s'avérait doublement trompeur pour les protagonistes de la joute entre SB et la FF : tandis que Chaulieu n'y voyait que le produit inévitable d'une "conscience prolétarienne", authentique mais "incomplète", ses adversaires dénonçaient la perversion de cette conscience, mais sur le seul plan politique. Il était finalement aussi stérile de se polariser sur les résultats capitalistes d'un projet intégralement prolétarien que de s'en tenir à expliquer ces résultats par les falsifications subies par ce même projet. L'évocation des "mensonges staliniens"ne suffisait pas à rendre compte de l'intrusion des rapports sociaux qu'ils dissimulaient ; la dénonciation de ces rapports négligeait le rôle déterminant tenu par la fausse représentation qui, sous label stalinien, avait permis au mouvement historique du capital de passer sur le corps de la plus grande des révolutions modernes.

Sur les circonstances qui, quelque vingt ans après la polémique que nous relatons, ont conduit la "pensée révolutionnaire"à une approche plus exacte des bouleversements ayant marqué tout le siècle, nous reviendrons en lieu opportun. Constatons pour l'instant que le second texte opposé à Chaulieu par la FF se rapprochait curieusement, par certains aspects, de ce "retour aux sources"qui est caractéristique de la critique radicale de la fin des années 60. Ce deuxième document, tout en définissant la classe d'après sa place spécifique dans la production, déclare immédiatement que cette caractéristique n'est pas suffisante pour rendre compte de sa mission révolutionnaire. Chez Marx, rappelle le texte, la notion de classe est "inséparable de la conscience de classe": le prolétariat est la première classe à avoir une conscience claire (non illusoire, non mystifiée) de sa propre situation dans le monde et des moyens de la transformer.

Il faut ici jeter une première lueur sur la divergence que visait implicitement le texte de la FF. Selon la conception héritée de la Gauche italienne, la conscience prolétarienne apparaît tout d'un bloc, sinon dès l'irruption du prolétariat sur la scène historique, du moins dès la fin de son premier cycle d'expérience qui le voit passer de la lutte avec la bourgeoisie contre les survivances ou les restaurations de l'Ancien régime à la lutte contre cette même bourgeoisie. Chez Chaulieu, cette conscience prolétarienne est considérée comme un produit évolutif, procédant d'approximations en approximations, s'enrichissant des expériences successives : de cette façon son auteur pouvait expliquer la situation de recul du prolétariat, dans les années 50, par son expérience insuffisante et non clairement formulée des résultats de la venue au pouvoir de la "bureaucratie"qu'il avait imprudemment couvée en son sein.

A cette idée d'un perfectionnement incessant de l'armement doctrinal de la classe révolutionnaire, le texte de Frédérique opposait les données classiques de Mars sur la constitution du prolétariat en classe, laquelle n'est jamais garantie par la simple accumulation des expériences historiques, mais se vérifie par son appropriation de la théorie révolutionnaire. L'histoire de cette constitution en classe est donc l'histoire du parti prolétarien, le processus n'est pas linéaire, mais affiche des hauts et des bas, des réussites et des échecs, à propos desquels - concernant le dernier en date - il ne faut pas dire qu'il est dû à "l'absence du parti", mais que l'absence ou la présence de celui-ci "constitue le seul critère de la capacité révolutionnaire du prolétariat en une phase déterminée".

Il est intéressant de constater que cette mise au point emprunte au meilleur de Bordiga, notamment quand - pour combattre Chaulieu et sa thèse de "l'insuffisance des bases objectives et subjectives de la révolution"- le document explique que c'est là "expliquer le présent par l"avenir, ce qui n"est évidemment possible qu'après la bataille", et ne pas mettre en évidence "la réalité de la contre-révolution comme condition de l"adaptation ultérieure de la classe dominante aux contradictions de son système"[46].

Lorsqu'on en arrive aux conclusions de Frédérique, qui déclare que "parler d'une "progression consciencielle" durant les 30 années vécues de contre-révolution et invoquer le développement d'une "culture prolétarienne"indépendamment de l'expérience politique d'avant-garde est "pur défaitisme", on ne convainc que le second document de la FF, non seulement démystifiait toute la "nouveauté" barbariste, mais encore lui opposait une fin de non-recevoir. Et pourtant la suite devait rapidement démontrer l'incapacité du groupe parisien à respecter dans la pratique les conclusions théoriques de son débat avec SB.

Il est utile de rappeler, pour l'intelligence du sort futur des groupes du PC Int en France, que la position de Marseille se démarqua catégoriquement, dès le début de l'affaire, de celle qu'avait prise le groupe de la capitale. Les deux camarades auxquels se réduisait alors le groupe méridional désapprouvèrent formellement le projet de discussion entre les deux organisations, tout comme ils condamnèrent par la suite la proposition de fusion faite à SB peu après par les éléments de la fraction demeurés fidèles au PC Int. dans une lettre de décembre 1949, Marseille écrivait à la Commission Exécutive de Paris pour souligner que, contrairement à l'opinion des éléments favorables à SB, il existait entre les deux courants des

[46] Souligné dans l'original. Nous renvoyons à une autre partie de ce travail l'examen des réserves dont nous faisons preuve aujourd'hui à l'égard de cette position ; notamment en ce qui concerne le fait que le plus fort secteur de la classe ouvrière internationale (le prolétariat allemand) se situait - au moment de la révolution d'Octobre - à un "niveau de conscience" infra-révolutionnaire (cf. Korsch : Marxisme et philosophie). Nous nous bornons ici à noter que la FF, contre SB, avait démasqué le plus grand subterfuge théorique de ce courant.

divergences fondamentales (notamment concernant le rôle du parti, la conception de la dictature du prolétariat, la notion de "bureaucratisation"comme une sorte de maladie congénitale du mouvement ouvrier)[47]. La lettre manifestait ensuite une grande circonspection quant à la "loyauté"dont SB était capable dans la discussion. (Il faut entendre ce terme dans le sens de comportement dépourvu d'arrière-pensée groupusculaire et témoignant d'une réelle intention de faire progresser la clarification théorique, fut-ce aux dépens du "recrutement de groupe" ; ce dont Marseille estimait pouvoir douter en raison des rapides réajustements de positions et de principes opérés par SB à la suite des objections formulées par la FF. Le grief visait implicitement, d'ailleurs, la Fraction Française, dont la procédure, finalement s'inspirait par priorité de son propre "sauvetage de groupe"). Marseille indiquait enfin que l'engouement qui s'était produit dans la FF en faveur du groupe Chaulieu était le résultat d'antérieures divergences internes à la fraction elle-même et que c'était donc en son sein qu'il fallait d'abord les affronter.

Dans sa réponse du 25/12/49 à cette lettre, Frédérique se déclarait convaincue elle aussi que la procédure indiquée par Marseille eût été préférable, mais, ajoutait-elle, un "vent de doute et de découragement… a soufflé sur les camarades… et les incite à contester l"existence d"une position de la Gauche sur bien des points - reproche qui n"est pas sans fondement, malheureusement". Dans ces conditions, concluait-elle, "nous ne pouvions faire autrement que d"accepter le débat".

Ce débat peut être reconstitué par des lettres individuelles envoyées à Marseille par des camarades parisiens et qui nous fixent sur les dates et durée approximative des discussions avec SB (quatre réunions qui s'étalent durant février et mars 1950). La première lettre, écrite par un élément favorable à l'unification avec le groupe de Chaulieu annonce celle-ci comme probable et proche ; il la justifie, non en raison d'un attrait qui viendrait de la force numérique de SB (en réalité du même ordre de grandeur que celle de la FF) ou encore de la possession par ce groupe d'une revue, mais par le constat de carence, dans le domaine théorique, établi à la charge de "l"acquis"de la Gauche italienne par les résultats de la discussion elle-même.

Toujours selon la même source, la première réunion avec SB, qui était consacrée à l'analyse économique de la situation historique et à ses perspectives, fut "un écroulement, une débâcle de la fraction française ». A l'argumentation de Chaulieu, "Frédérique elle-même n"a rien trouvé à rétorquer"et, deux mois plus tard, "après une compilation des prophètes et un voyage à Bruxelles, elle ne peut toujours opposer que des doutes et réticences". Le champion théorique de la FF s'est mieux défendu au cours de la 2ème réunion (consacrée à la question du parti), reconnaît l'auteur de la lettre ; mais il en tire immédiatement argument pour affirmer que les divergences sont sur ce point négligeables entre les deux organisations : "le rapport parti/classe - écrit-il - est un phénomène dialectique ; chacun peut, à juste titre, (insister) sur la primauté de l'un ou de l'autre facteur". Il en est de même à propos de la forme conseils à laquelle SB accorde "un caractère d'originalité ou une importance démesurée"alors qu'il s'agit d'un "phénomène depuis longtemps enregistré par nous".

Le trait marquant de la 3ème réunion avec SB, qui débattait de la question de la dictature du prolétariat, fut que la divergence la plus violente éclata à ce sujet dans la Fraction française elle-même et avant que la question fut abordée avec Chaulieu. Elle oppose Véga à Frédérique

[47] A propos de ce dernier point, nous examinerons par ailleurs, dans quel sens cette notion de "bureaucratisation" pouvait être acceptée : comme interpénétration du mouvement prolétarien et du mouvement du capital dans la dynamique historique de ce dernier. Donc dans un cadre beaucoup plus large que celui choisi par Chaulieu et avec des conséquences théoriques plus graves.

qui défendait la dictature du prolétariat comme "gouvernement de parti"et en "réduisant la fonction des Soviets à l'information et l'enregistrement ». Bien que, devant le groupe Chaulieu, les partisans de l'unification aient soutenu qu'il s'agissait là d'une position personnelle de Frédérique, les gens de SB n'y ont pas cru. L'auteur de la lettre ne parle pas de la 4ème réunion, mais ses conclusions laissent deviner qu'il y fut simplement pris acte de la décision du plus grand nombre de membres et sympathisants de la FF de "s'unifier"avec SB[48]. La lettre fait état du vœu pieux des "fusionnistes"de conserver "l'affiliation à la Gauche communiste internationale"et apporte une dernière touche pittoresque au tableau de cette situation misérabiliste : "La place manque - écrit-il - pour relater toutes les bêtises et mensonges formulés par les camarades italiens"et pour décrire "leur sclérose qui les fait se rebeller par tous les moyens contre tout ce qui vient bouleverser leurs habitudes et leur quiétude sur le plan physique ou intellectuel". "Peut-on taxer l'aveuglement et la bigoterie de position politique ?"conclut la lettre.

Un autre compte-rendu officieux des réunions avec SB fut envoyé à Marseille par l'un des camarades français restés fidèles au PC Int. L'auteur de ce compte-rendu[49], après avoir été un moment intéressé par les "analyses économiques"de Chaulieu, en sortit déçu, frappé par la superficialité de l'engouement soulevé par les "barbaristes" : selon lui les partisans de SB dans la FF étaient médusés par le déploiement abondant et séduisant des arguments avancés par ce groupe: ils étaient victimes «d'un éloquent orateur érudit en marxisme", de ses "théories alléchantes"et "propres à faire tourner les têtes de ses auditeurs"[50]. Mais la lettre était aussi obligée de reconnaître qu'en face de Chaulieu il n'y avait eu "aucune homogénéité organisationnelle"et elle en voyait la preuve dans le fait qu'au cours de la discussion chacun n'avait développé que ses positions strictement personnelles. Il avait donc été impossible d'opposer à SB la seule attitude cohérente : refuser le terrain sur lequel ce groupe avait placé le débat. Et Mothé concluait en exposant sa propre perplexité qui traduisait bien la préoccupation de tous les protagonistes : était-il possible de constituer une organisation avec ce qui restait du groupe parisien ?

En présence de la dégradation grandissante de la situation de ce groupe, Frédérique fit une ultime tentative pour le renflouer : proposer à SB de fusionner avec la FF. La lettre officielle envoyée à Chaulieu dans ce but fin mars 1950 souligne d'abord que la position prise par les scissionnistes de la fraction constitue la plus mauvaise conclusion possible des discussions qui, elles-mêmes, ont été "préjudiciables au développement d'une fraction d'avant-garde en France et à son travail international". Cette méthode, constate Frédérique, a mis la FF "au bord de la scission"alors que : 1°) les conditions de délimitation entre les deux organisations n'existaient pas ; 2°) toute unification doit avoir pour base "les principes politiques qui délimitent les groupes révolutionnaires… et non une contribution particulière au travail théorique de l'avant-garde en général : 3°) les partisans de l"entrée dans SB ne considéraient pas eux-mêmes qu"il existât des divergences fondamentales entre les deux groupes.

---

[48] D'un écho verbal recueilli après cette dernière réunion, il ressortait que l'attitude des "fusionnistes" n'y avait pas été particulièrement brillante. Deux exposés devaient s'y succéder : celui de Chaulieu et celui de Frédérique. Après audition de Chaulieu, les fusionnistes déclarèrent qu'il était inutile d'entendre Frédérique, le premier exposé les ayant suffisamment convaincus.

[49] Ce camarade, dont le nom militant était Mothé, sortit un an après de la FF. Il a acquis depuis une certaine notoriété dans la littérature politique "d'avant-garde", grâce, au départ, à ses études sur la condition des ouvriers de Renault. Selon H.Simon ("De la scission avec SB à ICO" - L'Antimythe) Mothé serait devenu "persona grata" dans l'appareil "culturel" de la CFDT .

[50] Ce portrait de Chaulieu de l'époque était exact. Je pus m'en convaincre en assistant à une réunion de SB à Paris en septembre 1950. Il est par ailleurs confirmé par Henri Simon dans l'interview déjà citée, donnée par lui à "L'Antimythe".

Comme le groupe de Chaulieu était du même avis sur ce dernier point et admettait que l'exigence d'unité ne concernait que les principes politiques généraux délimitatifs de l'avant-garde révolutionnaire (internationalisme, rejet de la défense de l'URSS, condamnation de l'antifascisme, etc.) la FF, selon Frédérique, avait le droit de considérer que la rupture de SB avec le trotskysme n'était qu'une "contribution à la critique révolutionnaire", susceptible certes de discussion au sein de l'avant-garde, mais qui ne saurait constituer la base de sa réorganisation. Un travail commun était donc possible entre les deux groupes, sans que ni l'un ni l'autre ne soit tenu à une adhésion monolithique à l'ensemble des positions de son vis-à-vis.

Toutefois - et c'est là que la manœuvre de Frédérique était cousue de fil blanc - les expériences les plus diverses, dont SB n'était qu'un échantillon, devront nécessairement confluer dans une "plate-forme politique maxima qui n'est autre que celle que la Gauche (la Gauche italienne, NDR) n'a cessé de défendre… Constatant par ailleurs que SB n'avait pas atteint "une base idéologique autonome", il s"agissait de savoir - aux termes de la lettre de la FF - si ce groupe "a rejoint les principes qui délimitent la Gauche italienne du trotskysme ». Répondant à cette question par la négative, le texte de Frédérique en concluait curieusement que ceci "définit et la possibilité de la constitution d"une organisation commune et la forme politico-organisationnelle à lui donner".

Il ne pouvait évidemment pas être question pour SB d'accepter cette proposition au moment même où Chaulieu avait la certitude que la quasi-totalité des membres de la fraction décideraient de rejoindre son groupe **sans condition**.

Nous avons déjà dit que Marseille protesta, à nouveau et sans succès, contre la décision parisienne. Bornons-nous à indiquer que sa lettre du 28 mars 1950 reprenait les objections qu'elle avait déjà faites, tant à la discussion qu'à l'unification avec SB, et rejetait fermement l'idée selon laquelle la base de principe commune définie par la proposition de Paris à Chaulieu pouvait constituer une plate-forme minima.

Pour clore le récit de cette scission qui, définitivement consommée en juin 1950, ne laissait subsister qu'une FF squelettique, un bref coup d'œil à la position prise par la direction du PC Int durant ces événements suffit à convaincre qu'elle fut empreinte de l'impuissance et de l'incertitude les plus totales.

Les partisans de SB dans le groupe parisien, au moment même où ils informaient le Comité Exécutif du PC Int à Milan de la "crise"survenue dans la fraction, avaient réclamé la venue à Paris d'un responsable central de l'organisation, en s'offrant même à couvrir les frais du déplacement. Ce voyage eut lieu sans résultat : l'envoyé de Milan posait comme préalable de la discussion qu'elle se déroulât sur la plate-forme idéothéorique du PC Int alors que la "crise"parisienne découlait précisément de la mise en cause générale de cette plate-forme. Une lettre de Milan à Paris en date du 15/3/50 dresse le constat de cet échec, regrette l'insuffisance antérieure des rapports entre la direction du parti et le groupe parisien, demande instamment aux partisans de la fusion avec SB qu'avant de prendre une décision, ils élaborent un document politique à soumettre internationalement à la discussion du parti. C'était, pratiquement, leur demander de coucher sur le papier (ce qu'ils firent d'ailleurs) des thèmes et arguments que le PC Int venait à peine de déclarer irrecevables comme étrangers à la position de principe de la Gauche internationale. Une autre lettre de Milan (25/4/50) exhorte les "fusionnistes", dans l'acte politique qu'ils sont prêts à accomplir, à ne pas "sacrifier à des

considérations et préoccupations contingentes et locales". Comme on le verra par la suite, ce devint une tradition, pour la direction du PCI, de réduire les problèmes d'histoire à des problèmes de lieux : toutes les difficultés surgissant dans l'organisation, il prit pour habitude de les imputer à des causes contingentes et locales.

Dès son premier usage, ce type "d'explication"devait d'ailleurs être cruellement tourné en dérision par les faits. Au moment même où la scission "parisienne"se liquidait dans la confusion, une autre "crise"pointait dans le PCI. Cette fois-ci, elle n'était aucunement périphérique et en rien provoquée par des considérations limitées ou secondaires ; elle était bel et bien centrale et mettait en cause l'essentiel de la perspective de toute l'organisation. Mais nous y reviendrons bientôt.

Les documents des "positions nouvelles".

Sur les orientations fondamentales de SB nous reviendrons ultérieurement, à la faveur de la critique qu'en fit Bordiga durant les années suivantes. Une première esquisse des contours du "barbarisme"a dû se dégager déjà de la discussion que nous avons relatée et dont nous devons compléter le tableau par le commentaire des matériaux produits par Chaulieu et ses partisans en vue précisément de ce débat.

Tout au long de ces pages, notre préoccupation constante est d'étudier, en filigrane derrière l'aventure du PCI, les voies détournées, jalonnées d'errements multiples, qu'a emprunté, en quelque trente ans, la "pensée révolutionnaire", c'est-à-dire la démarche théorique radicale qui, après de nombreuses désillusions et déconvenues, est au moins parvenue à relativiser ses convictions péremptoires du début. De ce point de vue, s'il est nécessaire, dans le document de Chaulieu, de relever les traits indélébiles de la sujétion à l'idéologie et à la problématique trotskystes, il n'est pas moins utile de dégager les mobiles effectifs des partisans de SB dans la Fraction française : le caractère complémentaire de ces deux déterminations jette une lueur non négligeable sur les limites de l'expérience politique globale de cette époque.

Nous avons déjà indiqué que la contradiction centrale et permanente du trotskysme concerne l'abolition de la propriété des moyens de production en Russie dont on ne peut pourtant déduire l'avènement du socialisme dans ce pays. On connaît les extravagances dont témoignent les trotskystes traditionnels pour nier l'existence en URSS d'un vrai capitalisme[51]. A Chaulieu, il faut au moins reconnaître le courage d'avoir affirmé cette existence et franchi ainsi un pas qui n'était pas banal, à cette époque, chez les marxistes de diverses confessions. Du caractère impulsif de cette démarche et du contraste qui l'opposait à la nature hétérogène des matériaux assemblés pour la soutenir (mélange de sociologie économique et d'activisme politique) résultaient des inégalités déconcertantes et d'aberrantes affirmations dans les thèses de Chaulieu. Celles-ci, non-seulement ne s'affranchissaient pas du débat-carcan qui avait empoisonné la praxis trotskyste , mais encore elles prétendaient le surmonter par un "enrichissement"de l'expérience révolutionnaire qui, en réalité, développait jusqu'à l'absurde les préoccupations mêmes de ce débat.

Selon Chaulieu, le programme traditionnel de la révolution socialiste est dépassé parce qu'il a été "défini comme suppression des rapports de propriété prévalant dans la société capitaliste

[51] La plus effarante est l'affirmation de Trotsky lui-même lorsqu'il déclare qu'en Russie soviétique l'économie est socialiste mais non pas la comptabilisation du produit. Mais il est vrai que les gauchistes actuels, héritiers du trotskysme ne se posent même plus la question !

classiste et comme nationalisation des moyens de production"[52]. Cette affirmation trahit chez cet auteur une formation - ou plus exactement une méthode - de sociologie plutôt que d'historien. S'il est vrai que le mouvement ouvrier (en particulier sous l'influence de la social-démocratie allemande) a réduit le programme prolétarien à une idéologie caractérisée par les deux mots d'ordre ci-dessus[53], on ne peut en imputer la responsabilité à Marx, ni même à Lénine, dont la paternité, en ce qui concerne la "formule russe"du socialisme, n'est en cause que sous un tout autre aspect[54]. On comprendrait le grief de Chaulieu à l'adresse de la conception courante, "vulgaire"du socialisme, s'il la distinguait soigneusement de la conception théorique et authentique - fut-ce pour prendre en considération le divorce historique entre l'une et l'autre. Mais, au contraire, Chaulieu ramène cette conception authentique au niveau de la conception vulgaire ; la confusion n'étant nullement gratuite, mais bien indispensable à toute sa construction.

Il ne servirait à rien, écrit le leader de SB, de théoriser le "capitalisme d'Etat"russe et sa domination par la "bureaucratie", si l'on n'en tirait pas "des conclusions quant à la perspective révolutionnaire". Voilà bien en effet le point de la démonstration qui exige que "l'ancien"programme de la révolution socialiste ait été authentique et maximum en son temps, mais aujourd'hui désuet. C'est à partir de ces conclusions quant à la perspective révolutionnaire - en réalité tout à fait posées a priori - que SB dispose les termes de son "analyse": la domination de la "bureaucratie"réunit les conditions objectives et subjectives dont l'absence a, jusqu'à nos jours, voué la révolution prolétarienne à l'insuccès. "L"originalité de Chaulieu tient donc à son interprétation des résultats de la contre-révolution dite stalinienne qui, malgré tout et enfin, contiendraient les prémisses d"un renouveau révolutionnaire.

Avant d'aller plus avant dans l'argumentation de SB, il nous faut nous arrêter sur la différence fondamentale de démarche, constatable dès cette première citation, entre le courant "barbariste"et celui de la Gauche italienne. Une des conditions primordiales de la sincérité de cette étude, c'est l'effort d'objectivité qu'elle implique dans l'explication de notre propre lenteur à procéder à la révision critique des conceptions que nous avons longtemps défendues. En ce sens, dans l'affaire Chaulieu, la perception des faiblesses - non pas celles de SB que nous avions fort bien identifiées - mais celles de notre "armement théorique"à nous, prend une certaine importance - au moins en raison du fait que nous étions parmi les plus hostiles à tout contact avec ce courant. Comme on l'aura vu au passage, nous opposions alors à l'orientation de SB un ensemble de positions extrêmement génériques. Mais la raison de notre peu d'exigence à l'égard de ces positions nous paraît évidente avec le recul. Il y avait des faiblesses réelles dans la manière dont le PC Int répondait aux interrogations concernant la "question russe". Mais outre que nous meublions l'austérité sobre de notre plate-forme avec des convictions tirées d'expériences prégnantes, les faiblesses de SB éclipsaient celles de notre propre matériel : l'apriorisme facilement discriminable de Chaulieu, les contre-vérités sur la base desquelles il échafaudait ses thèses (notamment la suppression du travail salarié en URSS !) nous sautait littéralement aux yeux.

Ce serait peu dire d'ailleurs, à propos des fondements de ses développements les plus caricaturaux, qu'ils refoulaient toute velléité critique à l'égard des positions de la Gauche italienne sur la Russie : ils stimulèrent dans son effort de démonstration des ces positions en

[52] "La perspective et ses tâches", texte présenté par SB à la discussion avec la FF.
[53] Cf. K.Korsch, op.cit.
[54] Voir notre 2ème partie.

lui fournissant la matière d'une réfutation du barbarisme qui devint la pierre angulaire, comme nous le verrons par la suite, de la restauration théorique qu'il entreprit dans le PCI après la "crise"de 1951-52.

La profusion sociologique de l'argument de SB, même si son aspect social/critique était fondé, ne pouvait en effet que revigorer la critique essentiellement politique à laquelle la Gauche italienne s'était toujours fiée dans son interprétation de "l'évolution russe". On le comprend facilement : le trait marquant de la démarche de Chaulieu c'était qu'elle nivelait toutes les luttes passées survenues au sein du mouvement communiste international, les dépouillait de toute signification valable pour le présent, les passait en bloc au compte "pertes et profits"de l'histoire. Dans cette opération "table rase"un aspect d'ailleurs ne laissait pas de rendre soupçonneux à l'égard de ses motivations inconscientes : en mêlant toutes les oppositions communistes passées en un seul et même rebut, Chaulieu effaçait entre elles les différences catégoriques qui ne pouvaient pas ne pas avoir de conséquences décisives sur le sérieux et la solidité des groupes qui en perpétuaient les traditions respectives. Cette procédure, de plus, permettait à SB de ""rompre"formellement avec le trotskysme en situant la cassure, non pas au plan passionnel des fautes payées au prix du sang, des faiblesses soldées par la ruine d'entiers moments subversifs, mais dans le ciel éthéré de la "conscience"imparfaite et de l'immaturité générale, abstraite, de "l'expérience historique".

Il ne faut naturellement pas négliger cette considération - superbement dédaignée par les "fusionnistes"de la FF - en raison de ses incidences sur le raffermissement de la méthode traditionnelle d'approche de la Gauche italienne dans la "question Russe"(aspect, répétons-le, qui prit plus d'importance après l'affaire Chaulieu qu'au cours de son déroulement). A l'étude des formes étatiques et des structures sociales produites par la contre-révolution "stalinienne", et qui, pour le leader "barbariste", constituait la clef de voûte de sa théorie, Bordiga n'accordait qu'une importance secondaire parce qu'il disposait d'une explication générale du processus d'un niveau bien supérieur à celui où plafonnait Socialisme ou Barbarie. D'un point de vue strictement déterministe, l'isolement du centre russe du mouvement communiste international, les traîtrises de la gestion qui lui incombait d'une économie arriérée et délabrée, suffisaient à expliquer le retournement qui, après l'écrasement de la révolution mondiale, dressa contre ce même mouvement communiste international les forces et structures mobilisées, en un premier temps, pour la seule survie de la Révolution d'Octobre. S'il y a une faille dans ce raisonnement, elle se situe sur un plan tout différent, comme nous le verrons dans notre seconde partie : la fétichisation des solutions subies par le pouvoir bolchevique écartait toute considération des possibles éliminés par la praxis des années 1917-18 et intégrait cette élimination sans appel dans une ossification dogmatique plus pernicieuse encore dans son aspect idéologique présent qu'elle ne le fut dans son expression pratique du passé.

Mais, face à l'impasse théorique vers lequel se dirigeait SB, la position précisée par la suite par Bordiga avait ceci de positif qu'elle réintégrait la "bureaucratisation"de la société russe dans le cadre de l'évolution d'ensemble du système du capital en l'appliquant à une situation où, ce mode de production étant "saturant"à l'échelle historique, sa diffusion pouvait se faire sans l'existence de son support bourgeois traditionnel ; ce qui rendait secondaire le problème de l'identification de la couche sociale prenant en charge son développement. Ceci même dans le cas où - comme nous le déplorions alors - on s'autorisait de cette conviction pour

régler la question avec la trop grande désinvolture des formules à l'emporte-pièce qui avaient le don de hérisser les "fusionnistes"parisiens[55].

Après cette digression rendue inévitable par la place, tout au début du document de Chaulieu, du point de divergence fondamental avec la Gauche italienne, nous pouvons revenir au texte qui contient d'autres tâches plus explicites des caractères que nous avons dénoncés. Une notion communément invoquée par les groupes marxistes de l'époque était celle de la "décadence du capitalisme", qui revenait fréquemment dans leur matériel (celui du PC Int compris, mais non celui de Bordiga) avec les contenus les plus divers et généralement nébuleux[56]. Mais l'acception dans laquelle Trotsky avait pris ces termes était, elle, extrêmement précise : cette formule signifiait que le système du capital n'était plus capable de développer les forces productives[57].

Il est savoureux de considérer comment Chaulieu s'y prenait avec un concept aussi embarrassant. S'il en était vraiment, comme l'avait dit Trotsky, il en résultait une grave contradiction pour l'espérance révolutionnaire : l'arrêt du développement des forces productives stoppait tout autant l'accroissement en nombre et en conscience du prolétariat. En tant que partisan affirmé de l'activisme révolutionnaire, Chaulieu ne pouvait accepter cette déduction qui ruinait toute possibilité de militantisme. Il conservait donc la perspective apocalyptique de Trotsky comme fondement théorique de ses thèses mais en bousculait sans ménagement les implications. Il disait d'une part que "le mouvement inéluctable et objectif de concentration du capital se poursuivant, possède un terme ultime dont le monde entier trace les limites et au bout duquel se situe le dépérissement des bases objectives et subjectives de la révolution" (souligné par nous, NDR) mais écrivait aussi que cette tendance - dont il voyait la forme la plus avancée dans le système russe - "ne supprime pas la perspective révolutionnaire, mais au contraire en amplifie les bases". Le sort catastrophique prédit par Marx au capital pouvant être en effet, comme il le rappelait, soit la transition au communisme, soit "la négation barbare de cette société capitaliste". D'où l'explication de la raison sociale du groupe de Chaulieu : "Socialisme ou Barbarie".

Il y aurait matière à longue digression sur cette notion de "barbarie"qui, aujourd'hui, en une époque où la science-fiction a acquis droit de cité dans la littérature, s'affirme familière et absolument plausible pour cette humanité de fin de siècle. Nous voulons surtout contester la thèse selon laquelle l'acception donnée au terme par Chaulieu il y a vingt-cinq ans participerait de l'intuition, relativement récente, de l'issue démente que le système du capital promet à l'espèce humaine, sauf révolte générale de celle-ci[58]. La perspective de la barbarie selon SB n'appartient pas, à notre avis, au mouvement critique qu'a engendré l'écroulement de l'optimisme illuministe du siècle dernier et dont on trouve la trace au cœur des critiques les plus âpres de Marx[59]. Le second terme de l'alternative SB est en un certain sens un concept original par rapport aux contenus que lui avait donnés jusque-là l'école marxiste : il s'écarte

---

[55] Telle la définition de la "classe dirigeante russe" comme "association hybride d'entrepreneurs dissimulés", le gouvernement soviétique "au service du capital international", ou encore la boutade de Bordiga indiquant que ce gouvernement était "à vendre pour une poignée de dollars".

[56] Cette notion est encore d'usage fréquent à "Révolution internationale" et de façon guère plus précise.

[57] Dans les autres parties de ce travail, nous examinerons ce que cette idée doit au léninisme et à la praxis pragmatique de la IIIe Internationale. Qu'on ne se hâte d'ailleurs pas de sourire de la faveur dont elle jouissait encore à une époque de pénurie et de destruction, telle celle du lendemain de la guerre.

[58] Selon Gombin (ouv.cité) la filiation entre SB, Arguments, l'I.S. et ce qu'il appelle le "gauchisme" est réelle. Ce qu'il comprend en réalité sous ce terme s'inspirerait plutôt du conseillisme ; nous y reviendrons.

[59] Nous ne prenons pas en compte ici l'évolution personnelle ultérieure de Chaulieu-Castoriadis.

d'eux tout en récupérant certains de leurs aspects. Rosa Luxembourg qui, la première semble-t-il, réutilisa l'expression de Marx, s'en servit pour stigmatiser les violences et les destructions inhumaines du premier conflit mondial et de ses lendemains. Quant au vieil Engels, il en maniait le concept comme hypothèse qu'on ne pouvait exclure de l'histoire humaine qui avait effectivement connu des repliements et réductions de la technologie productive, des échanges et du niveau culturel qui leur était lié. Chez Chaulieu, il s'agit en partie de cela, en partie d'autre chose. Sa définition suggérerait plutôt une similitude avec certaines anticipations politico-littéraires inspirées par les ignominies du stalinisme[60] : la barbarie qui triompherait en cas de non révolution ou défaite du prolétariat serait un état de développement technique extrêmement avancé s'accompagnant des plus effroyables reculs sociaux et politiques (tyrannie inimaginable, entre-extermination des centres gigantesques réalisés par la concentration du système). Dans l'acception Chaulieu, ce stade est le point extrême que peut atteindre le "système bureaucratique"(prolongement logique du capital monopoliste mais vu sous les formes et dimensions russes) lorsqu'il aura dominé le monde entier si, bien entendu, le prolétariat mondial lui en laisse le temps : "La société russe - écrit Chaulieu - a poussé infiniment plus loin (que l'Occident, NDR) le processus"(de concentration capitaliste, NDR). A ce titre, elle constitue "la préfiguration la plus poussée de la barbarie elle-même"(souligné par nous).

On pourrait certes inventorier, dans cette vision, les éléments divers d'un amalgame astucieux opéré avec la matière produite par des littérateurs, politiciens et économistes de l'époque[61] au spectacle de l'hallucinant degré déjà atteint par la concentration du capital à cette date. Mais ce qui nous intéresse ici c'est de mettre en évidence le liant de cet amalgame, c'est-à-dire l'idéologie activiste héritée tout droit du trotskysme. Et c'est en raison de la présence et de l'importance de cet héritage que nous persistons encore aujourd'hui dans notre conviction : SB se rattache et pas de la façon la plus heureuse - à l'ancienne problématique gravitant autour de l'apport de Marx, et non pas à la nouvelle, dont la principale caractéristique est précisément qu'elle dénonce les limites de cet apport.

On verra plus loin comment cette nouvelle problématique procède d'un retour au vrai Marx - mais il s'agit d'un bref passage : la redécouverte de la notion authentique du mouvement réel du prolétariat coïncide avec le constat quasi-simultané de la disparition historique de celui-ci. De la liaison de SB avec la courbe de déclin de la doctrine marxiste, et non avec sa phase d'essor, nous pouvons trouver la preuve catégorique - évidente aujourd'hui, intuitivement pressentie avec notre armement théorique rudimentaire d'alors. La traduction de la théorie "barbariste" en termes pratiques convergeait vers le concept trotskyste le plus "dégénéré" recueilli dans la praxis de la IIIe Internationale : la reprise prolétarienne comme problème de direction révolutionnaire à fabriquer pour le mouvement. Cette convergence, pas toujours énoncée en formules précises dans les textes SB, figure indiscutablement dans la logique explicite de son discours. Si le problème de la révolution se réduit à celui d'une bonne direction des luttes de classe du prolétariat, c'est que ces luttes ont effectivement ce caractère de classe. Et Chaulieu théorise d'abord ce caractère comme toujours possible ; il l'affirme ensuite comme réel.
A une époque où rien n'autorisait à espérer un retour proche du prolétariat à "ses positions de classe"- et même aucun symptôme ne s'offrait d'un obstacle pouvant surgir sur la voie triomphale du capital - Chaulieu pense donc que les partis et les syndicats, ainsi que les noyaux microscopiques de "l'avant-garde"elle-même, peuvent fort bien cesser d'être

[60] Notamment : Orwell, "1984".
[61] Le plus visible : Burnham.

révolutionnaires sans que cela interrompe la maturation objective du facteur socialement subversif. La "conscience"de ce mouvement est devenue folle, les hommes qui l'animent épousent les exigences de cette folie, mais le mouvement n'en continue pas moins sa route !

Cette conviction était d'autant plus absurde qu'elle identifiait l'existence du "mouvement réel", non pas d'après les symptômes nouveaux échappant aux investigations antérieures, mais en y appliquant des critères empruntés aux lieux communs les plus éculés du trotskysme. Dans la citation qui suit, on va voir que le mythe du prolétariat/classe ouvrière figure dans sa forme typiquement trotskyste : celle qui a toujours justifié la capitulation frontiste des partis de la IIIe Internationale devant le stalinisme en invoquant la confiance dont ce dernier jouit auprès "de la masse":

"Il ne sert à rien - écrit Chaulieu - de parler de "recul"de la conscience de classe sous prétexte qu'elle demeure dans sa majorité sous l"emprise de l"idéologie réactionnaire de la bureaucratie, si en même temps on ne précise pas quel est le contenu de cette idéologie réactionnaire**.** S"**il s"agissait d"une idéologie au service de la bourgeoisie, d"un nouveau réformisme, on pourrait objectivement parler de recul de la conscience ouvrière. Seulement ce n"est pas si simple : la bureaucratie, durant ces dix dernières années, a justement éliminé radicalement la bourgeoisie d"une aire où son pouvoir s"étendait sur ces centaines de millions d"exploités. C"est ce qui rend possible l"emprise idéologique de la bureaucratie sur une fraction importante du prolétariat**"[62].

Sans nous arrêter pour l'instant sur le simplisme de cette explication (pour la part où elle se réfère à des illusions réelles), soulignons que, si elle était nécessaire à SB pour échafauder la théorie de la "bureaucratie", elle lui était également indispensable pour donner un sens à la perspective militante de ce groupe[63]. On pouvait, en effet, croire en une récupération proche, par le prolétariat, de son autonomie et de sa subversivité si le principal mobile de son aliénation à la pratique stalinienne résidait précisément dans sa foi mystifiée en la révolution. Ses illusions sur ce point ne pouvaient elles-mêmes que découler de sa place spécifique dans la production et de l'antagonisme qui l'y mobilisait sans répit contre la société existante.

La conciliation permanente des deux orientations contradictoires de la classe exploitée (prolétariat se dressant contre le capital, catégories ouvrières oeuvrant pour lui) est, dans la praxis groupusculaire, une exigence également permanente qui s'affirme pardessus les limites des situations et les frontières des organisations. La même hantise de perdre tout prétexte d'activisme, on la retrouvera de nouveau, à deux reprises, dans cette histoire, mais cette fois

---

[62] Souligné par nous. Le lecteur trouvera peut-être fastidieux nos citations et commentaires à propos de SB. Il comprendra mieux notre insistance lorsqu'il nous verra soutenir, dans notre 3ème partie, que le **mouvement ouvrier présumé antagoniste du capital n'a été finalement que l'instrument illusionné du mouvement de ce dernier.** Cette perception n'est possible qu'à la condition de démystifier la tautologie doctrinale qui imprègne tous les successeurs et vulgarisateurs de Marx. Dans le cas de SB, la spécificité conférée à la "bureaucratie" repose intégralement sur le refus de constater que la pratique et la théorie du mouvement ouvrier se sont avérés, au travers de ses multiples vicissitudes, n'être que la pratique et le langage trompeur empruntés par son adversaire. De même que les notions de "réformisme" et "d'opportunisme" (considérés comme expression de droite du prolétariat et non initiative de gauche du capital) servent à escamoter la mutation de fonction des organismes prolétariens initiaux, de même la notion de "bureaucratie" (qui confère à celle-ci des attributs de présence et d'influence de nature prolétarienne) sert à masquer l'inversion de rôle de l'appareil dirigeant russe, inversion elle-même liée à la nature pro-capitaliste de l'Etat soviétique dès 1920.

[63] Un autre texte de L'Antimythe confirme que SB (et plus particulièrement Chaulieu) concevaient leur rôle de groupe comme s'identifiant à la "direction révolutionnaire" dont il fallait doter la classe ouvrière. Il s'agit de l'entretien avec Claude Lefort, co-fondateur de SB.

au sein même du PCI. En 1950 toutefois, le courant héritier de la Gauche italienne admettait encore qu'il existait de longues périodes historiques dans lesquelles le prolétariat, en tant que facteur subversif, demeure absent de la scène politique et sociale. Or c'est contre cette idée-là que Chaulieu partait en guerre lorsqu'il écrivait dans son document :

"…il n'y a rien d'aussi urgent que de combattre cette idée stupide, spécialement répandue dans plusieurs groupes "gauchistes", comme quoi la lutte de classe du prolétariat a disparu depuis 1923. En réalité, cette lutte n'a jamais cessé ; elle n'a fait, en définitive, que s'amplifier, sur tous les plans (économique, politique, militaire, etc.". (souligné par nous).

Voilà, nous semble-t-il, un bel échantillon de sujétion à l'immédiateté groupusculaire avant la lettre. Au moment où le PC Int révisait son enthousiasme du début au spectacle de la "guerre froide"- uniformément considérée dans toute "l'avant-garde" comme prélude d'un nouveau "conflit impérialiste" - SB jugeait cette perspective comme propice à "la victoire de la révolution au cours de la troisième guerre mondiale"! Ici encore le "barbarisme"avouait son origine : Trotsky avait prévu une même issue révolutionnaire au Second conflit mondial, qui avait consigné en réalité l'écroulement de tous les espoirs d'un siècle du mouvement prolétarien.

La Déclaration politique des "fusionnistes"de la FF va maintenant nous confirmer que toute la problématique de cette polémique - même sous l'aspect anti-orthodoxe de la dissidence dans le PC Int était oblitérée par le passé. Nous tenons à préciser ce point parce qu'il est bien certain que, derrière l'impulsion qui rassemblait autour de SB les éléments les plus divers - universitaires ou ouvriers, militants ou "philosophes"- il y avait autre chose que la trouvaille sur la "bureaucratie"qui permettait de répondre au "phénomène stalinien"sans décrocher d'une pratique volontariste commune à la plupart des "révolutionnaires"de l'époque. Cet autre chose s'esquissait alors, au travers de tâtonnements intuitifs et encore idéologiques, comme ébauche d'une rupture avec les tabous léninistes ; rupture qui ne prit effectivement corps que quelque vingt ans plus tard. Mais l'esprit de cette rupture fut précisément, aussi, ce qui déserta très tôt le cadre théorique posé par Chaulieu et qui, en un certain sens, ne s'y trouvait qu'à la suite de malentendus[64]. Nous en trouvons la confirmation dans le fait que, même les éléments venus de la Fraction française, et qui pourtant ne ralliaient SB que par hostilité à la tradition léniniste du PC Int, se situaient à mille lieues de l'orientation qui s'affirma à la suite des événements de la fin des années 60. La caractéristique centrale de cette orientation ne fut nullement un anti-léninisme "conseilliste"- et moins encore un compromis léninisme/conseillisme dont la déclaration politique des dissidents nous offre un bel échantillon - mais la mise en cause générale d'une forme historique de rapports sociaux (la "délégation"de pouvoir, d'initiative, et, même, de conscience) qui, par-dessus les luttes les plus âpres et les plus sanglantes, est commune à la démocratie bourgeoise du capital et à la démocratie prolétarienne du mouvement ouvrier.

Les nuances d'acception, entre "fusionnistes"et "barbaristes" ne s'écartaient pas en effet du sujet encore dominant dans la critique radicale de cette époque : le dosage du quantum de démocratie dans le mouvement prolétarien, c'est-à-dire, jaugée à ses précédents historiques, l'importance respective qui y fut reconnue à la forme-parti et à la forme-conseil, et seulement, d'ailleurs, sous l'angle des prérogatives dans l'Etat. Ces nuances se traduisaient par des restrictions et amendements réels apportés à la plate-forme théorique de SB, mais

[64] Ceci, qui nous paraît déductivement indiscutable, est confirmé par le témoignage de Claude Lefort dans "l'entretien" indiqué précédemment.

n'affectaient en rien leur présupposé activiste, aussi bien au niveau des thèses élaborées que de la perspective pratique du regroupement en cours.

Les notions communes à SB et à ses partisans ex-Fraction Française n'exigent pas de commentaire spécial : elles englobent l'explication "barbariste" de l'échec de la révolution d'Octobre, la genèse de la "bureaucratie"comme produit extrême de l'évolution du capitalisme, la perspective de la 3ème guerre mondiale vue comme possibilité d'ouverture d'une crise révolutionnaire. Les restrictions formulées par les "fusionnistes"les distinguaient par contre de SB dans l'exigence d'une plus grande précision à apporter au rôle historique de la "bureaucratie". leur Déclaration politique indiquait à ce propos que le fait que l'Etat des pays de l'Est de l'Europe soit propriétaire des moyens de production "ne signifie pas qu'il soit devenu lui-même classe dominante, ni qu'il ait perdu son caractère d'instrument" ; il implique seulement que l'Etat est «l'instrument de la classe dominante dans tous les domaines et que celle-ci dirige de l'intérieur cet Etat, qu'elle est une classe bureaucratique », dont la hiérarchie interne ne découle pas de rapports de propriété. (souligné dans le texte, NDR).

On comprendrait mal en quoi cette définition de la "bureaucratie"(qui se rapproche, soit dit en passant, des dimensions que lui donnaient Marx et Engels) pouvait différer de celle de SB, ainsi que l'importance accordée par les "fusionnistes"à cette délimitation, si l'on oubliait les objections qui leur étaient faites sur le sujet dans leur ancienne organisation lorsqu'ils manifestèrent le projet de la quitter : curieusement, ils réfutaient ces objections dans leur nouvelle organisation ! Mais cela leur permettait une petite coquetterie à l'égard de l'acception implicite chez Chaulieu[65] des perspectives historiques de la même "bureaucratie" : bien que celle-ci, dans les pays de l'Ouest aussi, aspire à la direction de l'Etat - précisaient les "fusionnistes"on ne pouvait arguer de cela pour avancer l'idée d'une lutte de classe entre "bureaucratie"et bourgeoisie capitaliste.

A propos de ce débat filandreux - qui aujourd'hui apparaît presqu'invraisemblable - nous devons rappeler que nous n'y mettons en cause individus ou tendances que pour faire ressortir l'uniformité d'une cécité politique qui était impersonnelle et objective parce qu'exprimant l'opacité du climat idéologique de l'époque que seule la période de bouleversements ouverte par la décennie suivante eût la force tardive de dissiper. Lorsque la Déclaration politique des dissidents affirme par exemple que le même processus vers la "bureaucratisation"se traduit par des effets diamétralement opposés des blocs rivaux de l'Est et de l'Ouest, elle ne fait que répéter un préjugé courant à l'époque et qui demeurera tout puissant jusqu'à la "déstalinisation ». suivant l'opinion uniformément admise alors, la production et l'expansion économique, dans les pays de l'Europe occidentale, souffraient de la planification et de la concentration accomplies sous l'égide du capitalisme monopoliste, alors qu'en URSS et dans les démocraties populaires, les mêmes processus favorisaient l'épanouissement des Etats satellites de Moscou. De cette double affirmation, influencée à titre égal par les illusions entretenues autour des pharamineux chiffres de production russes[66] et par les lenteurs de redémarrage économique général, les événements de la décennie suivante feront prompte justice : d'une part en raison des divers "miracles économiques"(dont, en premier lieu, celui de l'Allemagne fédérale), d'autre part à cause de la révélation du niveau de misère économique que Moscou maintenait chez ses Etats-vassaux, technologiquement plus avancés et qu'elle pillait littéralement ; ce qui provoquera les révoltes de 1956 en Pologne et en Hongrie, celle du "printemps de Prague"en 1968.

---

[65] Implicite mais réelle sous peine d'écroulement de toute sa théorie.

[66] Illusions que Bordiga exécutera avec maestria.

L'aberration - qui ne manquera pas d'apparaître criante aujourd'hui, quoique de découverte trop facile - des "barbaristes", des dissidents de la FF, ainsi que du PC Int lui-même (notamment au sujet de la perspective de la 3ème guerre mondiale) ne s'explique pas seulement par le carcan des influences idéologiques toutes puissantes dans le climat de "guerre froide". Plus exactement, il faut tenter d'expliquer pourquoi ces militants et tendances, qui étaient parfaitement conscients de la puissance du réseau d'intoxication idéologique qui les cernait, ne purent lui résister dans le domaine où ils étaient "spécialisés": celui de la théorie révolutionnaire. Ici il faut invoquer un phénomène que nous n'étudierons qu'à la place chronologique que lui assigne son épanouissement : le caractère groupusculaire, depuis un demi-siècle, des rassemblements opérés sous le signe de doctrines révolutionnaires. A cause de ses racines historico-politiques, ce "mouvement" ne justifie son existence qu'en invoquant une théorie dans laquelle les faits sociaux subversifs sont présentés comme produits quasi-automatiques des "contradictions du capital". Lorsque ces contradictions sont virulentes sans pour autant faire surgir la subversivité, il n'existe guère qu'un moyen de contourner le dilemme : imaginer cette subversivité comme bien réelle sous le jeu de forces politiques qui la détournent, la défigurent. On a vu que "barbaristes" et "fusionnistes" ne s'en privaient pas lorsqu'ils tentaient d'analyser l'attitude oppositionnelle des PC occidentaux. La formule miraculeuse de la "bureaucratie", en tant que telle, relève des couches traditionnellement gestionnaires du capital, leur permettait d'expliquer l'adhésion de la classe ouvrière au stalinisme sans avoir à s'interroger sur les qualités intrinsèquement révolutionnaire qu'ils conféraient à cette classe.

Mais Chaulieu était infiniment plus à l'aise que ses nouveaux adeptes pour développer jusqu'à ses implications extrêmes sa thèse de la "bureaucratie": la classe ouvrière avait accouché, au travers de ses propres superstructures, d'une nouvelle classe dirigeante disputant la domination du monde à la bourgeoisie capitaliste et manipulant à cet effet les luttes ouvrières contre cette même bourgeoisie. Aux dissidents de la FF il était plus malaisé de suivre Chaulieu jusque sur ce terrain (on a vu le distingo qu'ils formulaient à ce sujet). Aussi s'y dérobaient-ils en se camouflant derrière une définition non moins vague de l'expansionisme bureaucratique. Selon leur Déclaration politique, il n'existait pas de problème de limitation de la production à l'Est où l'impulsion vigoureuse donnée à l'économie découlait des "exigences de domination mondiale de la bureaucratie"[67]. Mais la faculté dont celle-ci était ainsi dotée, de surmonter les contradictions traditionnelles du capitalisme (ici implicitement conçue selon la formule trotskysante de décadence du capitalisme comme incapacité de poursuivre le développement des forces productives) il fallait bien trouver une faille si on voulait que le phénomène révolutionnaire soit intégrable à une conception déterministe : "le bloc oriental n'échappe pas plus à la crise que le bloc occidental - écrivaient donc les dissidents de la FF - crise qui doit culminer dans la destruction de l'appareil productif au cours de la guerre elle-même"(souligné par nous, NDR). Autrement dit, pour que la "bureaucratie"soit l'ennemi n°1 de la révolution, et pour que cette révolution soit possible, il fallait tout à la fois que la "bureaucratie"fut épargnée et concernée par la crise du capital. (Contradiction que SB réglait en situant le conflit social à "un niveau plus élevé": entre dirigeants et exécutants).

[67] Cette idée qu'à l'Ouest le capital freinait son propre mouvement (position qui témoigne d'une parenté inavouée avec la thèse stalinienne des "trusts sabotant la production") confirme l'influence insidieuse - dans toute "l'avant-garde" de l'époque - de l'acception trotskyste de "décadence du capitalisme". Ce que renforce un autre passage du document des "fusionnistes" : "la Deuxième Guerre mondiale et la période qui a suivi n'ont pas apporté de solution **à la crise permanente du système capitaliste**". (souligné par nous).

On aura compris que ce n'est pas la nostalgie de nos "jeunes années"qui nous fait nous attarder sur ce misérabilisme théorique, mais le besoin de rechercher les racines les plus profondes et les plus vivaces du phénomène que nous étudierons en son lieu sous le terme générique de "gauchisme". Nous ne pouvons traiter avec une désinvolture méprisante ce volontarisme désespéré dans lequel étaient engagés ceux qui partageaient une conviction révolutionnaire à l'époque où tout le mouvement d'envergure était stalinisant et où ceux qui le combattaient se barricadaient dans la sclérose d'une tradition battue et bafouée. Mais il faut patiemment décanter ce breuvage amer des innombrables errements au prix desquels la dérisoire "clairvoyance" qu'autorise la situation d'aujourd'hui a été payée.

Nous verrons notamment quelle fut, chez les groupes "extrémistes" la rançon du maintien du concept -prolétariat : l'attention détournée vers des domaines où rien de subversif ne pouvait apparaître, et au détriment de ceux qui pouvaient encore révéler quelque chose en cette matière. Cette polarisation trouvait sa forme la plus triviale chez les trotskystes et, par filiation légitime, chez Chaulieu - donc chez ses partisans. Le "prolétariat" conçu selon Marx, et que le stalinisme avait poignardé une seconde fois, était déjà un cadavre à la veille de la guerre de 39-45. Pour soutenir que, dans ce cadavre, quelque chose de subversif survivait, il fallait idéologiquement, composer avec le stalinisme, c'est-à-dire lui reconnaître être lié, quoique de façon mystificatrice, au projet de révolution prolétarienne. Et les dissidents de la FF n'y manquaient pas. Sans doute reconnaissaient-ils qu'en Occident les PC étaient à la fois des "instruments de la politique étrangère russe"et des "soutiens de la forme la plus moderne de l'exploitation capitaliste". Mais ils ajoutaient aussitôt : "C'est le fait qu'ils soient les seuls opposants et des liquidateurs de la propriété privée qui leur confère l'adhésion **des fractions les plus actives de la classe ouvrière**"(souligné par nous, NDR).

S'il avait été possible de psychanalyser les auteurs de pareil discours, on aurait découvert que les illusions qu'ils prêtaient généreusement au prolétariat à propos du stalinisme étaient purement et simplement leurs propres illusions passées - et non pas celles de ces générations ouvrières qui n'avaient finalement stoppé la mouvance de leurs adhésions et désertions à l'égard du mouvement patronné par Moscou que pour des raisons absolument étrangères à un quelconque "idéal socialiste ». Illusions et "prise de conscience"ne se passaient que dans la tête des dissidents de la FF et c'est pourquoi ils pouvaient avancer la thèse effarante qui suit : "…pendant la Deuxième Guerre mondiale tout comme dans la période qui a suivi, l'antagonisme de classe, utilisé pour des buts impérialistes, s'est manifesté sous une forme méconnaissable, mais souvent avec une ampleur et une violence caractéristiques de la puissance et du rôle du prolétariat dans la société moderne"[68].

Après cet implicite coup de chapeau à la Résistance patriotique et aux maquis antifascistes - dans lesquels Chaulieu voyait, lui ouvertement, une occasion révolutionnaire manquée - les "fusionnistes"étaient amenés à un autre compromis à l'égard de leur passé politique : celui qui concernait la question du parti.

SB n'y apportait d'ailleurs pas de réponse plus satisfaisante que celle qui, dans le PC Int apparaissait par trop "autoritaire" (on dirait aujourd'hui idéologiquement terroriste) à ses "dissidents". Aussi longtemps que la réalité profonde de la vie sociale n'offrait aucun surgissement de la révolte contre le capital, le débat sur la question "organisationnelle"ne

[68] Souligné par nous. A la lecture de ce matériel, on ne saurait nous taxer d'exagération lorsque nous y voyons une préfiguration de l'idéologie groupusculaire qui applaudit à tout massacre pourvu qu'il soit "populaire" : son "prolétariat" imaginaire est au-dessous de celui du début du siècle qui, du moins, voyait dans la guerre une horreur !

pouvait qu'osciller entre deux extrêmes idéologiques : pour le spontanéisme tout devait venir d'une "base"par définition plus clairvoyante et sincère que n'importe quel "sommet », tandis que selon ses adversaires il s'agissait de distiller en laboratoire théorique le schéma fignolé à l'avance du futur développement révolutionnaire. Qu'une autre nécessité apparaisse lorsqu'il fut possible d'y voir un tout petit peu plus clair - celle de remettre totalement en cause la base commune de ces conceptions contradictoires - c'est une autre histoire dont nous nous occuperons en temps voulu. Concluons pour l'instant, au sujet de la migration des"fusionnistes", que leur nouveau refuge politique ne leur offrit rien de stable sur la question qui les démangeait le plus : SB vivota une dizaine d'années, mais toujours tiraillé entre la mystique du spontanéisme et celle du parti.

Le paradoxe des fusionnistes à ce propos apparaît dès leur Déclaration politique. Leur position sur le parti leur promettait un sort pittoresque dans leur nouvelle organisation : pour avoir été décrochés du "bordighisme" en raison de leur anti-partitisme confus, ils n'y défendaient pas moins les fondements les plus caractéristiques du léninisme[69]. Leur document déclarait que "la conscience de classe ne peut être acquise par la majorité de la classe ouvrière avant la révolution elle-même". D'où les affirmations de leur texte quant à la nécessité d'une "avant-garde" dont le concept - à l'égard de l'acception la plus étroite de "l'extériorité" de la conscience révolutionnaire - ne se distingue que par ce trait essentiellement "bordighiste" : l'existence de cette "avant-garde" est elle-même la preuve d'une radicalisation de la classe. Dans cette acception, le rôle du parti selon les dissidents était défini de façon toute classique : il groupe ceux qui adhèrent à une théorie et à un programme déterminés ; il est "le seul organe prolétarien dépassant toutes les limitations"(de catégories, régions, nations) et donc le seul apte à coordonner et diriger effectivement le combat de classe sans l'éclatement duquel les masses, "ne peuvent avoir une claire conscience des buts et moyens de la lutte".

Conservant de leur stage dans le PC Int cette conception de pure inspiration léniniste, les "dissidents"se séparaient pourtant de cette tradition dans la question de la dictature du prolétariat à propos de laquelle la Déclaration politique écrivait qu'il "est tout à fait erroné de déduire (de ce qui précède concernant le parti, NDR) la conclusion qu'il est par lui-même un organe de pouvoir"(souligné par nous). Aujourd'hui, il n'est que trop aisé de constater que les "fusionnistes"ayant battu le ban et l'arrière-ban de tous les apports historiques consignés à cette époque sur la question (polémiques Luxemburg-Lénine, critique "hollandistes"du bolchevisme, etc.) ils marquaient le pas sur l'essentiel grâce à des emprunts hâtifs, sur des points tout à fait étrangers au problème, à la brillante théorie de Chaulieu. A qui serait tenté de sourire de cette misère, par trop flagrante au regard de la profusion actuelle de matériel critique sur la question, il faudrait rappeler qu'en 1950, non seulement cette littérature n'existait pas et les documents qu'elle exhume étaient inconnus, mais encore rien, dans le déroulement des événements, ne pouvait servir de relais entre ces documents et les faits contemporains. Les "fusionnistes"s'en tiraient donc comme ils le pouvaient du conflit - qui les dépassait d'ailleurs comme il dépassait tous les "révolutionnaires" de cette génération - entre la nécessité qu'on ne songeait même pas à contester de la forme-parti et la méfiance qu'inspirait le texte des "fusionnistes"", la détermination et l'utilisation de la partie accumulable du produit incombent aux "réseaux prolétariens au pouvoir", tandis que la gestion des entreprises est le fait des travailleurs.

[69] Cette "importation" lénino-bordighiste dans SB est illustrée par divers détails fournis par Claude Lefort (op. cit.).

Concernant les problèmes de la tactique politique, le texte des dissidents rejetait la formule du "Front unique", l'appui aux mouvements nationaux-coloniaux, le parlementarisme "même révolutionnaire"et il dénonçait l'étatisation tendancielle des syndicats. C'était là des points où le groupe Chaulieu ne pouvait être en désaccord, mais, le plus souvent, parce qu'il les laissait hors de sa problématique[70].

Une affaire qui fait long feu.

Ce n'est pas encore le moment, du point de vue du respect de la chronologie, d'évoquer l'ensemble des positions qui, dans le PCI des années suivantes, restèrent comme critiques fondamentales de la conception "barbariste". on a vu que les éléments du groupe français du PC Int, qui lui étaient hostiles, ne surent en aucune façon la réfuter de manière totale et définitive ; soit que, comme les camarades demeurés autour de Frédérique, ils finissent par admettre que SB "apportait quelque chose d'utile"ou, pour le moins, soulevait un "problème nouveau"; soit que, comme les deux éléments qui constituaient seuls le "groupe de Marseille », ils se prononcent énergiquement contre cette assertion sans être à même d'en faire le procès théorique intégral.

Cette tâche échut donc à Bordiga ; mais il convient de rattacher les développements qu'il lui donna aux nouvelles "difficultés internes"du PCI dans la période suivante. D'une part en effet, le débat autour des conceptions de Chaulieu continua à occuper plusieurs années les vicissitudes du groupement réduit qui subsistait après le départ des "fusionnistes"parisiens. D'autre part, Bordiga engloba sa critique du "barbarisme"dans toute une reprise en main théorique qui servit de base au PCI nouvelle formule. Toute précision comporte limitation et exclusion ; mais ceci est un autre aspect qui nous conduit aux épreuves endurées par le PCI durant la décennie suivante. Avant qu'elles ne se dessinent devait surgir la "crise interne"proprement dite de l'organisation créée en 1944-45.

Documents tirés des archives de Lucien Laugier.

Deux ans de bavardage

Texte publié dans le numéro 1 de septembre 1951 du "Bulletin du Groupe Français de la Gauche Communiste Internationale".

Le sommaire de ce Bulletin est le suivant :

a) Avertissement à nos lecteurs

b) Deux ans de bavardage

c) Thèses pour le programme de la GCI

[70] Toutefois le mythe antifasciste qui se dissimulait sous la théorisation barbariste du "partisanat révolutionnaire" (le maquis armé comme forme subversive prévue pour le 3ème conflit mondial) suscitait quelque tiraillement avec les nouveaux adeptes de SB. Mais l'affaire était également enveloppée dans une savante digression sur les techniques modernes de la guerre qui offrent au combattant une "autonomie de manœuvre" que lui refusait la "guerre classique".

d) A propos des "Thèses pour le programme"

Avant de proposer le texte écrit par Lucien, nous proposons la lecture de l'"avertissement à nos lecteurs" qui situe le cadre de cette publication.

Avertissement à nos lecteurs

Durant la deuxième guerre impérialiste en 1942, un groupe de militants d'avant-garde dont la plupart sortaient des diverses organisations trotzkystes se sont ralliés autour des positions politiques défendues par le courant de la Gauche Communiste Italienne. La Gauche Communiste a été la seule organisation qui, même bien avant la guerre, avait rompu définitivement avec la défense de la Russie et dénoncé la trahison de tous les partis se réclamant de la classe ouvrière. La Gauche Communiste a été le seul courant qui ait caractérisé la 2e guerre mondiale comme une guerre impérialiste et qui ait dénoncé la mystification de la propagande antifasciste destinée à mobiliser les ouvriers pour la défense des puissances dites démocratiques. La Gauche communiste a été le seul courant qui ait dénoncé le caractère impérialiste des luttes d'émancipation nationale et des luttes anticolonialistes. La Gauche Communiste a été le seul courant qui ait dénoncé la campagne de relèvement national en lui opposant la politique de lutte de classe pour la destruction de la Nation. Le seul courant qui a dénoncé le caractère bourgeois de tout l'appareil d'Etat, du parlementarisme et des élections.

Depuis deux ans, nous avons interrompu la publication de notre journal "L'internationaliste". Nos moyens financiers nous réduisent aujourd'hui à la publication d'un bulletin ronéotypé qui se propose de continuer d'une part notre modeste travail de propagande, d'autre part, de soumettre à la discussion une série de problèmes théoriques.

Depuis notre dernière publication, nous avons eu au sein de notre groupe une crise organisationnelle qui s'est traduite par le départ de certains de nos militants, qui ont adhéré au mouvement "Socialisme ou Barbarie". Malheureusement, les causes politiques de cette rupture sont restées confuses. Les camarades qui ont scissionné de notre groupe n'ont pas donné de raisons pouvant justifier cette rupture et les discussions avec ces camarades n'ont pas mis à jour avec suffisamment de clarté les divergences politiques qu'ils pouvaient avoir avec la Gauche Communiste.

C'est à la suite d'une série de confrontations avec le groupe "Socialisme ou Barbarie" que ces camarades ont signé une lettre d'adhésion à ce mouvement sans formuler aucune critique vis-à-vis de notre courant. Dans le bulletin que nous publions, nous essayerons d'éclaircir ce malaise politique en faisant une critique des positions du groupe "Socialisme ou Barbarie".

Deux ans de bavardage

Il y a deux ans, le premier numéro de "Socialisme ou Barbarie" paraissait et se présentait ainsi : "En nous présentant aujourd'hui par le moyen de cette revue devant l'avant-garde des ouvriers manuels et intellectuels, nous savons être les seuls à répondre d'une manière systématique aux problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire contemporain ;

nous pesons être les seuls à répondre et à continuer l'analyse marxiste de l'économie moderne, à poser sur une base scientifique le problème du développement historique du mouvement ouvrier et sa signification, à définir le stalinisme et en général, la bureaucratie "ouvrière", à caractériser la troisième guerre mondiale, à poser enfin de nouveau en tenant compte des éléments originaux créés par notre époque, la perspective révolutionnaire. Dans les questions de telle envergure, il ne peut s'agir ni d'orgueil, ni de modestie."

Nous nous proposons d'examiner le bilan de deux années de la vie de ce groupe pour juger de quelle façon S ou B a répondu aux problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire ou plutôt s'il a tout simplement répondu à ces problèmes.

Mais avant d'aborder les problèmes dont l'étude a été la base de Sou B c'est-à-dire la question de "la nature de la bureaucratie ouvrière (page 1, n 1) nous essaierons de dégager ce qui peut être considéré comme "l'originalité" de ce groupe.

La signification du stalinisme : aujourd'hui le prolétariat se trouve rattaché aux partis qui tout en se réclamant de la classe ouvrière trahissent ses propres intérêts de classe. En France, en Italie, les PC groupent la majorité des ouvriers, en Angleterre, c'est le parti travailliste, en Amérique, ce sont les syndicats qui ont capté la confiance des ouvriers. De cette constatation S ou B en tire une signification, la voici : "Ainsi, l'attitude actuelle de la classe ouvrière apparaît tout d'abord comme **l'expression du retard de sa conscience politique par rapport à l'évolution** du capitalisme lui-même, elle se rattache à une période du mouvement ouvrier où la lutte se déroulait dans le cadre des institutions de la démocratie bourgeoise et de la propriété privé dont la liquidation apparaissait comme un but proprement socialiste" (p. 90, n 7).

Il faut avoir le mépris le plus absolu et l'ignorance la plus épaisse du mouvement ouvrier pour oser assimiler ainsi l'idéologie du mouvement ouvrier avec l'idéologie des forces d'exploitation.

Les staliniens, les trotzkystes ont toujours essayé de prouver qu'il existait une filiation entre la politique de la Russie et des PC et la politique du mouvement ouvrier, entre les théories léninistes et celles de tous les théoriciens modernes du national - communisme. Le groupe S ou B quoi qu'il en ait tiré des conclusions différentes n'en reste pas moins attaché à cette mystification.

Quelle est l'expression de cette conscience politique en retard ? Pour S ou B elle est contenue dans les programmes économiques préconisant les nationalisations, les planifications de l'industrie et du commerce, le monopole du commerce extérieur, la coordination économique internationale, les programmes sociaux, etc. (voir p. 89, n 7 et p. 11 n 7) en fait il s'agit de tous les éléments contingents se rapportant spécifiquement à la situation russe dans une époque déterminée.

Les PC trompent aujourd'hui les ouvriers en leur affirmant que le socialisme, c'est l'industrialisation, c'est la production à outrance, c'est la construction de barrages, de canons, de tanks, etc. Mais quand le stalinisme défend une telle position, S ou B confond la théorie révolutionnaire, les conceptions du socialisme, du mouvement ouvrier avec le programme économique que les bolcheviks mirent sur pied en Russie. Les mesures prises par le Parti bolchevik après son accession au pouvoir n'étaient que des palliatifs à une situation économique catastrophique. Il fallait gagner du temps, attendre que le prolétariat mondial

abolisse ses propres classes dominantes. La volonté du mouvement ouvrier n'était pas limitée - comme veut nous le faire entendre S ou B - à la nationalisation, planification, à l'abolition de la propriété privée : ces objectifs ne représentaient et ne représentent encore qu'un moyen nécessaire pour réaliser le socialisme. La conception du socialisme était bien plus vaste pour le mouvement ouvrier. Il suffit de lire "L'Etat et la Révolution" ou même le programme d'Erfurt et de Gotha pour se rendre compte que la conscience politique du mouvement ouvrier n'était pas confinée à la politique des nationalisations ou à la disparition des liens juridiques de propriété. La politique actuelle des partis qui trahissent le prolétariat ne conserve plus du programme socialiste que cet aspect de concentration économique mais si dans le programme, cette concentration économique n'était qu'un moyen, elle est devenue aujourd'hui, pour ces partis, un but en soi. L'élargissement de la production n'a plus un caractère social comme il pouvait l'avoir après la prise du pouvoir par les bolcheviks, - mais un caractère antisocial : on ne produit pas pour satisfaire les besoins des couches énormes des masses appauvries, mais pour accroître la puissance militaire et nourrir les slogans de grandeur nationale.

C'est faire insulte au mouvement ouvrier que de prétendre que sa conscience politique n'a eu qu'une expression juridique ou un formalisme étroit : l'abolition de la propriété privée ou les nationalisations n'avaient de sens pour le mouvement ouvrier que lorsqu'ils étaient liés à l'idée générale d'abolition de l'exploitation et de la création de rapports socialistes. Le groupe S ou B en dégageant ces mots d'ordre de leur contenu ne fait en sorte que s'associer à cette grande œuvre de mystification à laquelle tous les partis officiels se sont attelés. Mais pour les partis communiste ou socialiste, cette mystification a un sens de classe bien déterminé, celui d'entraîner le prolétariat dans l'orbite de leur politique.

Il n'en est pas de même pour S ou B. pour ce groupe, la mystification ne servait au contraire qu'à expliquer le problème de l'attachement des masses à ces partis. Pourquoi le prolétariat est-il inféodé au stalinisme ? S ou B répond par un slogan : "le stalinisme est le point de rencontre entre l'évolution du capitalisme et le développement politique du mouvement ouvrier" (p. 38, n 7). L'attachement des ouvriers à ces partis doit avoir pour S ou B une forme concrète : "ce sont les formes et les résultats concrets d'une telle conversion - conversion des organisations ouvrières traditionnelles en organes de gestion de la force de travail - que de l'attitude de la classe ouvrière exprime du point de vue politique et idéologique aujourd'hui" (p. 90, n 7). Mais sur ce point S ou B se contredit lui-même lorsqu'il constate par exemple que les ouvriers anglais sont rattachés au parti travailliste. Car comment expliquer cet attachement alors que les ouvriers travaillistes font l'expérience **la plus concrète** de ce programme soi-disant socialiste et qui est en opposition **la plus concrète** avec leurs intérêts de classe. Et pourtant le prolétariat anglais suit le parti travailliste comme l'esclave suit son maître, non pas parce que sa conscience politique est en retard, mais parce qu'il n'a pas de conscience politique de classe. Le fait que le prolétariat international se trouve sous la coupe idéologique des forces d'exploitation vient bien au contraire de ce qu'il n'est pas rattaché à ses traditions révolutionnaires. L'écrasement du prolétariat mondial ne vient pas de ce qu'il est rattaché à des préjugés périmés du mouvement ouvrier, mais bien au contraire parce qu'il n'a pas la force de mettre en avant les principes du mouvement ouvrier.
Pour S ou B le programme qui défendait le prolétariat dans sa dernière période révolutionnaire ne défend plus aujourd'hui qu'une couche sociale : "la bureaucratie".

Après une telle analyse le groupe S ou B aboutit à une conception originale de la "formation de l'avant-garde révolutionnaire". L'organisation révolutionnaire ne reposera pas sur des principes politiques puisqu'il n'existe plus de principes révolutionnaires mais se donnera pour

tâche de découvrir le nouveau programme révolutionnaire et la nouvelle conception du socialisme.

Cette découverte ne pouvant être que le fruit d'une recherche "scientifique" pour la caractérisation de la société moderne, il n'est rien d'étonnant que les premiers objectifs de ce groupe aient été orientés vers cette recherche scientifique sans qu'ils se soient préoccupés de la moindre délimitation politique.

Avant d'aborder cette étude "scientifique" il convient d'examiner comment S ou B interprète la transformation de l'idéologie du mouvement ouvrier en idéologie du capitalisme d'Etat.

Pour S ou B cette transformation a son origine dans les conceptions du mouvement ouvrier lui-même.

S ou B s'efforce d'établir une filiation entre la politique du mouvement ouvrier et la politique du stalinisme.

"Déjà longtemps avant qu'il ne prenne le pouvoir, le parti bolchevik contenait en son sein les germes d'une évolution qui ne pouvait que le conduire à une opposition complète avec les masses des ouvriers. Partant de la conception par Lénine dans "Que faire ?" selon laquelle c'est le parti seul qui possède une conscience révolutionnaire qu'il inculque aux masses ouvrières il était construit sur l'idée que ces masses par elles-mêmes ne pourraient jamais arriver qu'a des positions trade-unionistes" (p. 33 n 1).

En face de cette conception S ou B n'oppose pas une position originale comme il semblait nous le promettre dans son premier article, mais se lance dans les solutions qui, déjà à cette période, étaient le cheval de bataille de tous les soi-disant partisans de la démocratie bourgeoise.

"Une fois installé au pouvoir il (le Parti bolchevik) s'est complètement identifié avec la révolution. Ses opposants, à quelque tendance qu'ils appartiennent, de quelque idéologie qu'ils se réclament, ne peuvent être dès lors pour lui que "des agents de la contre-révolution". D'où très rapidement, l'exclusion des autres partis des Soviets et leur mise en illégalité. Que ces mesures aient été le plus souvent inéluctable, personne ne le contestera, il n'en reste pas moins que la vie politique dans les Soviets se réduisait désormais à un monologue ou à une série de monologues des représentants bolcheviks et que les autres ouvriers même s'ils étaient portés à s'opposer à la politique du parti ne pouvaient ni s'organiser pour le faire ou le faire efficacement sans organisation aux échelons les plus secondaires" (p. 33, n 1).

Ce que S ou B n'a pas compris, c'est que les différents partis en Russie, mis a part le parti bolchevik, étaient en effet des partis contre-révolutionnaires. Le fait que le rôle des Soviets était réduit à une série de monologues n'était pas dû à la suppression des partis bourgeois ou tsaristes, mais au retard et à l'incapacité d'une grande partie des ouvriers russes à prendre en main la direction de leurs propres intérêts. Tous les partis se font les promoteurs de la "vraie démocratie", c'est sous ce slogan vide que les classes dominantes se permettent l'exploitation la plus éhontée et c'est sous le nom de démocratie que se cache la dictature de la classe capitaliste. En face de cette domination de classe le parti bolchevik a su opposer sa domination de classe et pour cela il s'est opposé à toute représentation des partis bourgeois.

Tous les théoriciens bourgeois se sont indignés contre la dictature du parti bolchevik qui représentait une dictature de classe. Tous les théoriciens de la "démocratie pure" essaient encore aujourd'hui de rejeter leur anti-stalinisme honteux sur le compte de la dictature du prolétariat, sur l'anti-démocratisme des bolcheviks, S ou B, comme ces démocrates bourgeois, essaie de nous persuader qu'il existe un rapport entre la dictature de classe qu'instaura la Révolution de 1917, et la dictature de classe qui règne actuellement en Russie.

Comme les démocrates bourgeois, S ou B s'est attaché à la forme de domination d'un Etat sans essayer d'en dégager le contenu : entre une dictature d'un parti représentant les intérêts de la classe ouvrière c'est-à-dire luttant sur tous les plans pour l'abolition du capitalisme et la dictature d'une bureaucratie représentant ses intérêts propres, c'est-à-dire luttant pour la conservation du système capitaliste et de hiérarchie sociale, S ou B n'a vu que dictature et, avec les faux démocrates, s'en est indigné.

Non seulement, le parti bolchevik contenait les germes de la dégénérescence, mais encore il était déjà un instrument machiavélique de domination de la classe ouvrière : "Le résultat rapide en fut que d'une part, les gens du parti, se sachant incontrôlés et incontrôlables, commencèrent à "réaliser le socialisme" pour leur propre compte, c'est-à-dire à résoudre leurs propres problèmes en se créant des privilèges … Ainsi le parti se transforma rapidement d'un instrument des classes laborieuses en instrument d'une nouvelle couche privilégiée qu'il secrétait lui-même par tous ses pores" (p. 33 - 34, n 1).

Dès la prise du pouvoir, le parti bolchevik n'était d'après S ou B qu'un parti de classe bureaucratique qui mystifiait la classe ouvrière pour ses propres privilèges. "Ce mot d'ordre (le contrôle ouvrier) s'appuyait sur la soi-disant incapacité des ouvriers à passer directement à la gestion de la production …" !(p. 36, n 1).

Là encore, S ou B fait un amalgame entre les théories de la classe dominante qui affirment l'infériorité intellectuelle et culturelle du prolétariat pour justifier leur exploitation et la situation réelle en Russie au moment où pour la première fois dans l'histoire un parti prolétarien prenait le pouvoir. Il semble pour S ou B que dès que le parti bolchevik eut touché au pouvoir, il en tomba foudroyé par la maladie bureaucratique et que la théorie du socialisme se transforme comme dans un conte de fées en théorie "bureaucratique". En fait, S ou B continue à mystifier quand il veut faire croire qu'il s'agissait de nouvelles théories du socialisme. Il ne s'est pas agi pour le parti bolchevik dès la prise du pouvoir de remplacer l'idéologie prolétarienne par l'idéologie "bureaucratique" mais de faire face à la situation économique, dans laquelle se trouvait la Russie. Lénine n'a jamais été le théoricien du machiavélisme stalinien que dans le pauvre cerveau de Sou B. Lénine a toujours démontré que les moyens avec lesquels le parti bolchevik résolvait la situation économique n'étaient pas des mesures socialistes. C'est Lénine qui posa la formule du "capitalisme d'Etat". "Ainsi pour nous, c'était la préparation économique de l'économie socialiste" discours de Lénine en 1918 et 1922.

Au sujet de la hiérarchie des salaires, de l'impossibilité d'abolir les classes sociales immédiatement, Lénine en expliqua la raison aux ouvriers sans leur cacher qu'il s'agissait de méthodes bourgeoises et non prolétariennes. Lénine ne cachait pas que les mesures que prenait le pouvoir prolétarien n'étaient que des mesures négatives "un pas en arrière".

Cette politique était-elle basée sur une estimation juste de la situation objective ou bien cette analyse ne servait-elle que de prétexte pour exploiter le prolétariat au profit des "couches

bureaucratiques" comme c'est le cas aujourd'hui ? C'est cette 2e hypothèse que nous présente S ou B.

Dès leur prise du pouvoir, les bolcheviks ont lancé les mots d'ordre de production, de nationalisation, d'industrialisation, etc. pour permettre la réalisation du socialisme. Aujourd'hui le stalinisme présente ces mêmes moyens comme les réalisations socialistes. Comme tous les courants trotzkystes, S ou B n'a pas compris la mystification.

La cause de la dégénérescence de la Révolution russe résidait dans la situation objective, dans le rapport des forces entre le monde capitaliste et le mouvement prolétarien. Le fait que la Révolution russe passa au stade du capitalisme le plus oppresseur ne vient pas du fait que le parti bolchevik concevait faussement le problème - comme l'affirme S ou B - mais qu'il ne lui restait que cette solution d'attente. Lénine, dans ses derniers discours, s'efforça de présenter cette situation avec le plus de lucidité et sur son véritable aspect sans cacher aux masses le danger d'une telle politique au cas où le mouvement ouvrier serait écrasé.

Le mouvement ouvrier a été écrasé, le parti bolchevik est resté à la tête de l'Etat russe après avoir épuisé les forces de ses militants sur les fronts de guerre. La perspective de la Révolution mondiale s'était éloignée.

Les moyens que la 3e Internationale offrait au prolétariat pour sauver la Révolution d'Octobre étaient opposés à l'objectif de la révolution Mondiale. Le but ne devient plus alors qu'un slogan et dès lors, nous entrons dans cette phase de liquidation de la Révolution. Depuis, toutes les mesures qui développent l'industrie, le commerce russe sont théorisés. Industrialisation, planification, organisation de la production deviennent synonyme de socialisme. Les traités, les alliances avec les nations capitalistes remplacent la politique de classe, les mystères diplomatiques remplacent la lutte de classes.

De ce processus, S ou B malgré sa prétention n'a rien compris. Pour ce groupe, le processus historique est voué au mépris. Par souci d'originalité, ce groupe ne fait en réalité que reprendre sous une forme plus habile, les slogans les plus usés.

La propagande stalinienne ou même trotzkystes affirme que le conflit entre le bloc russe et le bloc américain (conflit réel en Asie, latent en Europe) est un conflit social entre les forces bourgeoises et les forces prolétariennes, un conflit entre la réaction et le communisme, un conflit économique entre le système capitaliste et le système socialiste. Nous avons plusieurs fois dénoncé le caractère mystificateur d'une telle interprétation en caractérisant aussi bien le conflit actuel entre l'Amérique et la Russie que le dernier conflit entre l'Allemagne et les "Alliée" comme une guerre impérialiste. La seule cause de ces antagonismes entre impérialismes se situe pour nous dans les contradictions économiques du système capitaliste à l'échelle mondiale. Ces contradictions ne sont que l'aboutissement de l'étouffement de l'économie capitaliste et la nécessité toujours croissante d'agrandir les sphères de domination capitaliste par un accroissement du potentiel industriel et l'annexion des couches prolétariennes appartenant à d'autres sphères capitalistes.

S ou B tout en adoptant notre position sur le caractère impérialiste du conflit n'en reste pas moins attaché d'un autre côté à l'interprétation trotzkyste. En effet, le conflit aurait pour ce groupe un double caractère - caractère impérialiste et social - seulement le contenu social du conflit n'a pas le même sens que pour les trotzkystes. Pour s ou B la bureaucratie stalinienne en Russie ne défend pas le prolétariat, mais s'oppose à cette classe. Cette bureaucratie ne

défend pas non plus les intérêts de la bourgeoisie traditionnelle, mais s'y oppose, donc le caractère social du conflit serait représenté par ce curieux aspect du problème : "La lutte actuelle entre les 2 blocs et la guerre mondiale dans laquelle cette lutte dominera est donc le point de rencontre de deux conflits intimement reliés, les monopoles et les bureaucrates qui leur sont liés d'un côté, les bureaucrates ouvriers staliniens de l'autre sur la manière, les modalités et les bénéficiaires de la transformation inéluctable de la société dans le sens de la sauvegarde du système d'exploitation." (p. 74, n 8).

Après avoir ensuite expliqué que "la bureaucratie assurait la relève de la bourgeoisie traditionnelle … que la bureaucratie ne peut ni ne veut laisser le pourrissement du monde capitaliste se faire tout seul" le conflit social prend une toute autre forme car, d'un côté il groupe des formes sociales rétrogrades - bourgeoisie traditionnelle - de l'autre des forces sociales qui bien qu'étant des forces d'exploitation, sont tout de même des forces progressives sur le plan de l'évolution du système capitaliste.

Les armées russes auront donc le caractère des armées napoléoniennes : elles porteront le nouveau système social à la pointe de leurs baïonnettes. En effet : "Mais cette action de l'armée russe n'était pas un but en soi, elle n'était qu'un des moyens les plus importants qui ont permis l'installation dans tous ces territoires de régimes bureaucratiques entraînant une transformation radicale des structures économiques et sociales" (p. 76, n 8). Mais là, S ou B a déjà oublié qu'il donnait à la guerre un caractère impérialiste. Comment concilier les 2 caractères ? Les théoriciens trotzkystes n'y sont pas encore parvenus, et S ou B ne peut pas, lui non plus réaliser ce tour de force, aussi jonglera-t-il avec les deux positions. Tantôt il affirmera qu'il y a conflit impérialiste tantôt qu'il y a conflit social. Mais chaque affirmation détruira l'autre immédiatement. Essayons de pénétrer le mystère de cette guerre sociale.

Les victoires des armées russes ou la création des "démocraties populaires" seront faciles à expliquer pour S ou B. ces victoires ne seront pas, comme on serait en droit de le penser, le résultat d'une puissance militaire et économique. "Cette manière de voir et d'écrire l'histoire ne vaut guère mieux que l'explication de la constitution de l'empire romain par la longueur du nez de Cléopâtre". Et plus loin : "L'armée russe en Europe Orientale, dans la mesure où son action correspondait aux tendances de l'évolution sociale, où elle secondait des facteurs historiques incomparablement plus puissants qu'elle, et qui étaient déjà en œuvre. (p. 16, n 5-6)

Devant une telle interprétation du rôle historique de l'impérialisme russe, on est en droit de se demander quelles seront les perspectives du développement du conflit actuel avec d'un côté une force progressive, de l'autre une force rétrograde. S ou B conclut : "autrement dit, la seule force que les USA peuvent opposer à l'expansion de la bureaucratie russe, c'est la force militaire américaine" (p. 79, n 1). S ou B s'est lancé dans cette interprétation fantaisiste du conflit : il semble que rien ne peut l'arrêter, pas même la plus simple réalité. Il faut prouver, on prouvera même l'absurdité. "L'intervention chinoise en Corée a montré que le rapport de forces actuel est réel, il est complètement défavorable aux américains". (p. 79, n 8)

Le stalinisme sera donc l'instrument politique de cette force sociale : "Aujourd'hui, les partis staliniens sont à la fois les instruments de la politique étrangère russe et les soutiens de la forme la plus moderne de l'exploitation capitaliste". (p. 89, n 7) Mais comme on nous a démontré plus haut que la politique russe était la politique du système bureaucratique, le stalinisme n'est donc bien que l'instrument de cette force sociale, la bureaucratie. Le

stalinisme a été travesti de son uniforme social et S ou B reprendra le sillage de tous les mystificateurs, jusqu'à comparer le conflit impérialiste avec la révolution sociale.

Ainsi l'inféodation de l'Allemagne Orientale est présentée ainsi : "Le groupe bureaucratique luttant sur deux fronts contre l'individualisme capitaliste et contre les influences ouvrières. Tout comme la bourgeoisie qui s'était constituée quelques centaines d'années auparavant en niant d'une part le féodalisme, de l'autre les ouvriers, la caste bureaucratique avait, elle aussi, pris conscience d'elle-même grâce à deux négations successives". (p. 45, n 8).

Nous soulignerons enfin une remarque sur le caractère social du conflit, avant d'examiner les conséquences d'une telle interprétation.

Le caractère de cette guerre n'est social d'après S ou B que parce que le conflit est capable de mobiliser les masses. "cette lutte recoupe même la lutte de classes dans la mesure où la bureaucratie stalinienne est encore capable de mobiliser sur une base anticapitaliste des fractions du prolétariat, en représentant sa lutte comme une lutte pour le socialisme. C'est sur cette possibilité de mobilisation qui donne son importance au conflit social qui oppose la bureaucratie ouvrière aux couches bureaucratiques, monopolisatrices, conflit qui serait autrement réduit aux proportions d'une lutte de clans au sein de la clase dominante". (p. 74, n 8)

S ou B a-t-il déjà trouvé une guerre impérialiste incapable de mobiliser les masses ? Certainement pas. La guerre de 1914 - 1918 était-elle capitaliste ou sociale, ainsi que celle de 1939 - 1945 ? car dans l'une comme dans l'autre, dans un camp comme dans l'autre, le capitalisme avait réussi à mobiliser les masses aussi bien sur le plan physique que sur le plan idéologique par des slogans nationalistes où la lutte antifasciste et l'expérience de la Révolution russe et allemande de 1917 - 1918 ont prouvé que dès que les masses se désolidarisent de l'impérialisme, la guerre s'interrompt. S ou B fait écho à la mystification du stalinisme ou du trotzkisme qui affirmaient par exemple que, dans la dernière guerre, la combativité des soldats russes a prouvé qu'ils avaient quelque chose à défendre, que c'était là le signe d'une guerre sociale. Mais les masses dans le monde entier ne sont pas plus d'un côté de l'impérialisme que de l'autre ; chaque pays a, à son service, les partis politiques, les Eglises, les journaux, le cinéma, la radio, les hymnes nationaux pour mobiliser ses propres masses.

Cette mystification joue un très grand rôle aussi bien dans la mobilisation des masses que dans l'influence des idéologies politiques révolutionnaires puisque S ou B qui se présente comme tel n'a pas encore pu se dégager de ce lieu commun nationaliste. Lorsque S ou B appuie, comme nous l'avons lu plus haut et affirme que le stalinisme représente la forme la plus moderne de l'exploitation capitaliste, on est en droit d'affirmer que S ou B a complètement dépassé les limites de l'analyse marxiste et que son souci scientifique n'aboutit qu'à l'idéalisme le plus vulgaire.

Lorsque l'on affirme qu'il existe une idéologie politique défendant les formes les plus modernes d'exploitation capitaliste, cela veut dire soit qu'il s'agit d'une idéologie révolutionnaire s'opposant à une idéologie conservatrice représentant un système économique différent comme l'idéologie bourgeoise représentant le capitalisme pouvait s'opposer à l'idéologie féodale représentant le système servile, soit qu'il s'agit d'une idéologie de forme d'exploitation s'opposant à une autre forme tout en restant sur la base du système capitaliste.

Les formes d'exploitation pourraient donc être considérées dans ce cas comme les moyens techniques et politiques de cette exploitation.

Mais il se trouve que c'est le bloc russe le plus arriéré du point de vue du développement économique et technique qui représenterait d'après S ou B les formes les plus modernes.

Les formes d'exploitation employées en Hongrie ou en chine dans les industries rudimentaires ou bien dans l'agriculture seraient considérées comme des formes idéales et plus modernes par rapport aux formes d'exploitation employées aux USA dans les usines Ford ou dans les champs de blé du nord. La forme d'exploitation a toujours été pour les marxistes et même pour beaucoup d'économistes bourgeois le reflet de la structure économique. Il n'existe pas de formes d'exploitation idéales et détachées de la réalité économique que pour l'idéologie de S ou B.

D'ailleurs le stalinisme n'a jamais représenté des formes d'exploitation différentes. Le bloc russe, comme le bloc américain, comme n'importe quel pays capitaliste cherche à augmenter le taux d'exploitation par les formes les plus modernes et ces formes les plus modernes résident dans la modernisation de la technique, des machines, dans la rationalisation du travail, etc.

Si l'on admettait, comme semble l'admettre S ou B que le bloc russe ait découvert les méthodes les plus modernes d'exploitation, le rapport de force serait alors modifié entre les 2 blocs, et dès lors l'impérialisme américain en effet ne pourrait opposer à cette nouvelle "idéologie" que la force armée et là encore, cette force armée serait-elle destinée à être écrasée dans la mesure où les forces armées du bloc russe auraient à leur service une économie plus puissante puisqu'elles ne seraient que l'émanation de formes plus modernes d'exploitation. S ou B aurait raison alors de considérer la puissance d'un bloc non pas d'après sa force idéologique et son contenu social. Mais là encore la réalité est tout autre, les frontières ne s'abaissent pas devant cette idéologie stalinienne et il faut des milliers de cadavres et des tonnes de matériel détruit pour s'approprier une économie étrangère (comme en Corée), il faut des accords, des alliances avec ses adversaires impérialistes pour conserver un pays dans son orbite (comme dans les Balkans) et cette force la moderne d'exploitation voit devant elle se dresser une force plus "arriérée" qui semble toutefois être son égal.

Comme nous avons pu le constater, S ou B n'a jamais eu le souci de dégager de l'histoire du mouvement ouvrier les principes révolutionnaires qui permirent à la classe ouvrière de lutter contre la société capitaliste. Pour S ou B de tels principes sont considérés non seulement comme négligeables puisque la société moderne n'a plus les mêmes caractéristiques qu'à l'époque du capitalisme libéral, mais encore comme négatifs puisqu'ils représenteraient que la théorisation du capitalisme d'Etat.

Ce groupe a complètement ignoré la lutte des militants qui se sont opposés - bien avant la naissance de S ou B - à la mystification stalinienne et trotzskyste. Mais il faut croire que personne n'avait posé les problèmes de la destruction du capitalisme moderne avant la constitution du groupe S ou B et pour masquer son ignorance de l'histoire, ce groupe s'est contenté d'insulter ces militants en quelques mots. En effet, nous avons trouvé dans les 8 numéros de S ou B, deux phrases seulement pour enterrer définitivement le mouvement de la Gauche Communiste Italienne : "Les bordiguistes allants parfois jusqu'à rendre le prolétariat responsable de leur propre piétinement et leur incapacité …" "Malgré leurs prétentions délirantes, les ultra-gauches ne sont en vérité que des souvenirs historiques vouées au

dépérissement …" (p. 9, n 1). Pour ce groupe, en effet, l'an I du mouvement ouvrier "moderne" sera l'année où S ou B a rompu avec le PCI. "La situation réelle est la suivante : dès 1947 le trait essentiel du monde actuel est apparu clairement à la surface, à savoir qu'il n'y avait pas de règlement amiable, d'accord mutuel rendant possible la paix, même limitée …". S ou B n'a entrevu en effet qu'en 1947 ce que le mouvement ouvrier avait découvert en analysant les crises cycliques du capitalisme, ce que Lénine avait écrit, ce que les vieilles croûtes d'ultra -gauche avaient toujours affirmé, à savoir qu'une paix des règlements amiables entre des puissances capitalistes n'a aucune signification et n'exclut nullement la perspective de la guerre impérialiste. Socialisme ou Barbarie n'a pas eu le souci de se documenter, il s'est présenté comme un groupe dynamique et plein de bonne volonté sans toutefois ne rien apporter de positif aux problèmes qu'il s'était "modestement" promis de résoudre. S ou B en est resté à des promesses. Nous devons reconnaître toutefois que ce groupe a eu une certain mérite en repensant certains problèmes de la théorisation du socialisme - voir l'article des rapports de production en Russie (S ou B n 2). Dans cette étude, S ou B a été plus modeste et sans vouloir créer de toutes pièces une nouvelle théorie du socialisme s'est contenté de développer les idées fondamentales contenues dans Marx et Lénine.

Mais en se présentant comme cercle d'intellectuels "marxistes" et non comme groupe politique, S ou B n'avait aucune possibilité de dépasser ce stade et d'éclaircir les problèmes du mouvement ouvrier et ne pouvait, après tant d'autres, que se jeter dans le marais de la confusion.

Lettre de Suzanne Voute à Lucien Laugier de mai 1949

Reçu une lettre d'Italie : demandent échange régulier de correspondance ; s'engagent à commencer dès mai - de plus un article mensuel sur la situation en France - la collaboration à "Prometeo". Dès passé l'examen (23, 24, 25 mai) reprendrai l'article sur l'économie russe, dont j'ai déjà plusieurs pages.

Réunion de CE avant-hier : assez triste. Camille s'aperçoit de notre carence intellectuelle maintenant : c'est Chaulieu sans doute qui le déplace de son activisme. Je pensais qu'il n'avait tenu qu'à nous de nous engager sur la voie d'une revue (mais pas techniquement comme "Socialisme ou Barbarie", bien sûr) et me remémorais les engueulades sur les articles "trop théoriques" : enfin, pas possible de demander une logique à un Camille! Le pire c'est qu'il découvre une "maturation" au-dehors et **indépendamment** de la fraction. Là j'ai mis les "pieds dans le plat", disant qu'il n'y avait pas de maturation sur une ligne allant vers des positions marxistes, Chaulieu et ses copains se définissant sur une position divergente de la nôtre de façon assez claire, primo. Secondo, qu'il n'était pas dit du tout que nous n'ayons été pour rien dans l'évolution même du groupe Chaulieu : je trouve au contraire des choses qui me semblent venir directement de nous et qui en tous cas diffèrent sensiblement des déclarations révisionnistes orales, dans l'affirmation : "qu'il faut reposer les problèmes à partir du point où Marx et ses successeurs l'ont fait et se placer dans une tradition, ne pas toucher aux positions marxistes avant que les évènements sociaux ne les aient rendues clairement caduques ".

Dit également qu'une des raisons essentielles du ralentissement du travail politique était la désorganisation pratique, et "flétri" les fameux partisans de l'appareil technique, qui en quelques années n'avaient même pas su mettre sur pied une ronéo. Montré la formation d'un moyen présentable d'impression comme l'essentiel. avons renoncé pour l'instant aux idées de

grandeurs de Gaspard qui voulait toute une imprimerie et nous barbait avec l'histoire d'un local (qu'on ne peut trouver qu'avec des sommes considérables). Nous sommes rabattus sur l'achat d'une presse à épreuves qui restera provisoirement chez Daniel. En effet, le système avec lequel nous avons imprimé la feuille sur la guerre coûtait vraiment trop d'efforts matériels aux camarades, engloutissait un nombre considérable d'heures et a été ainsi reconnu non viable. Cette presse coûtera 50 000 F environ, mais cela en vaut la peine, vraiment .

Lettre de Daniel Dumatheray au groupe de Marseille du 18 juin 1949.

Paris le 18 juin 1949

Au groupe de Marseille,

Chers camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre du 29 avril 1949 ainsi que les divers comptes-rendus de votre activité et réunions avec les anarchistes. Nous nous félicitons comme vous du démarrage du groupe qui échappe ainsi à une sorte d'isolement et à une lente asphyxie. Nous espérons recevoir bientôt des nouvelles des dernières semaines.

Pour paris, le groupe poursuit son activité extérieure et a envoyé quelques camardes participer à la réunion du R.D.R. sur la paix au Vel d'Hiv. ces camardes ont pu répandre le numéro du journal sorti récemment sur le problème de la paix et ont trouvé un accueil favorable auprès des nombreux auditeurs de ce meeting. Nous vous signalons que c'est à l'occasion de ce meeting qu'un contradicteur anarchiste, s'emparant de la parole et du micro, a remis vertement en place un orateur du R.D.R. (tout au moins invité par ce dernier) de nationalité américaine et qui avait eu l'idée généreuse de faire l'apologie de l'industrie atomique. Nos camarades n'ont pu obtenir la parole, la réunion se dispersant dans la confusion après cette intervention (anarchiste).

Dans le même ordre d'idées, et à la suite de la sortie de la revue du groupe Chaulieu "Socialisme ou Barbarie" des contacts ont été resserrés avec ce groupe et nos camarades comptent aller suivre certaines de leurs réunions contradictoires. Nous vous réitérons notre offre d'envoi de cette brochure et au cas où vous la possédez, nous vous avertissons que le numéro 2 est sorti contenant un article sur les rapports de production en URSS.

En ce qui concerne l'organisation et les problèmes qui s'y posent, nous voulons vous tenir au courant :

Appareil technique : depuis quelques mois la question se pose de la constitution d'un appareil. La question devait se trouver réglée par la construction d'une sorte de presse à épreuve. Celle-ci a réussi à sortir le numéro du journal sur la paix, que vous avez eu. Mais tant par le gaspillage de temps que par la mauvaise qualité du journal, la machine a été mise au rancart. D'autre part et parallèlement, la plupart des camarades pensent qu'il est parfaitement inutile, face aux sacrifices occasionnés et en rapport des résultats obtenus, de continuer à soutenir un effort comme celui représenté par la sortie du journal. Bien plus, cet effort est impossible à obtenir dans l'état actuel des forces de l'organisation, matérielle, et pour certains morale. Nous y reviendrons tout à l'heure. Donc, la décision a été prise de renoncer (?) à l'achat d'une machine à imprimer (faute également d'un local où la faire tourner) et de se

concentrer sur la rédaction d'un bulletin intérieur réalisé par une ronéo ou même donné à faire à l'extérieur. Tout dépend évidemment de la diffusion que l'on propose à ce bulletin. De toutes manières, la question est à l'étude. Une chose est certaine : nous ne pouvons rester plus longtemps sans autre moyen d'expression et même de vie que les réunions de groupes.

Résumé des discussions : vous savez sans doute l'effet que la sortie de la revue Chaulieu a eu dans l'esprit et les interventions de nos militants. Certains camarades ont été jusqu'à s'accuser d'impuissance de ne pouvoir réaliser, étant donné nos traditions solides, une semble œuvre. Suzanne a soutenu que cette revue, bien que constituant un effort digne d'intérêt, n'apportait rien de neuf et montrait par certains aspects une inconscience anarchiste de la situation actuelle. Par ailleurs, la manière emphatique et prétentieuse d'exposer des problème d'une manière scolastique a déçu les camarades.

La discussion s'est remise en route autour d'une lettre du toubib au PCI d'Italie dont vous trouverez joint le texte.

Ce projet de lettre a déjà amené des réactions diverses : le camarade Chazé l'a défendue, d'autres camarades l'ont attaqué, notamment des camarades italiens. En conclusion nous sommes arrivés à déblayer le terrain de la manière suivante : étudier par un camarde rapporteur chaque chapitre séparé de cette lettre - un premier exposé portant sur la conception bolchevique du Parti doit être fait à la prochaine réunion. E chapitre traitera principalement du centralisme démocratique et des méthodes du parti bolchevik. Une autre tranche sera constituée par la dictature du prolétariat. Vous savez déjà que deux camarades : toubib et Chazé mettent en doute la valeur des conceptions léninistes sur le Parti, s'effrayant de cette délégation des pouvoirs de la masse dans les mains d'un appareil. Ainsi que vous pouvez le constater, nous sommes loin de l'unité du groupe, mais le principal intérêt de ce remue ménage sera de faire coucher sur le papier des opinions longtemps restées sous formes embryonnaires. Le bulletin intérieur sera un précieux secours pour la diffusion des éclaircissements.

Un autre genre d'objections s'est présenté lors des discussions : des camarades ont pensé qu'il fallait nouer des relations étendues avec les groupes proches de nos positions (Chaulieu, Munis, etc.). a ces offres, la majorité des camarades ont répliqué qu'avant d'aller vers d'autres éléments, il convenait de discuter des problèmes essentiels de l'époque moderne : capitalisme d'Etat, syndicats, questions du Parti révolutionnaire, etc.). notre organisation recèle suffisamment de forces dynamiques capables d'apporter des vues concrètes sur des questions précises. Entendons nous bien sur cette dernière remarque : il ne s'agit pas de nier toute valeur à une confrontation avec d'autres éléments (perdre notre virginité comme l'a exprimé l'un d'entre nous), mais y aller avec un minimum de matériaux, pour en faire des discussions profitables.

Ne sachant pas si vous avez des nouvelles d'Italie, nous vous faisons part des dernières informations reçues ; nous avons reçu une longue lettre de la CE du PCI qui, entre autres questions, soulève celle de la presse. Le journal "Battaglia" paraîtra tous les 15 jours pour répondre à la nouvelle situation (nombreuses désaffections de militants et sympathisants), effort plus grand sur la revue et sur un bulletin intérieur. Les camarades italiens parvenus à ce point de l'expérience du Parti semblent admettrent que l'heure n'est plus au parti de masse, mais à la formation de cadres solides et c'est la nouvelle orientation de la propagande qui en est le meilleur exemple. Egalement, des contacts plus étroits entre le CE et la base sont prévus, et appliqués.

Nous joignons à cette lettre une liste des ouvrages de la bibliothèque de l'organisation et vous engageons , si vous désirez un bouquin, de nous le demander.

Avant de terminer, nous vous remercions pour votre envoi de 2500 francs - nous vous envoyons 2 numéros de Chaulieu numéro 2 et un du numéro 1. Nous vous signalons également que les camarades d'Italie ont décidé de nous abandonner le bénéfice de la vente de leur presse. Nous ne manquerons pas de vous faire, après chaque réunion ou chaque groupe de réunions sur le même sujet, une synthèse des discussions qui auront lieu.

En attendant de vos nouvelles, nous vous envoyons nos meilleures et fraternelles salutations.

Pour la CE

Daniel.

Discussions, informations, numéro 1, septembre 1949 (intérieur à la FFGCI)

Le groupe "socialisme ou Barbarie" et la question du parti.

Avertissement

Nous avions accepté, avec le camarade Néron de préparer en deux semaines une critique des positions de S ou B. nous avions trop présumé de nos forces et notre travail se réduit à une simple contribution à la discussion, contribution encore très négligée dans sa forme. Nous avons dû recourir à une division très poussée du travail. Le camarade Néron s'est chargé de l'ingrat travail d'exposition et e critique des perspectives du groupe S ou B sur la bureaucratie, l'évolution économique, etc. Pour des raisons faciles à comprendre ce travail n'est encore qu'à l'état d'ébauche.

Ici nous présentons une réaffirmation de quelques notions que nous considérons comme fondamentales et la critique de quelques contradictions du groupe S ou B sur la question du parti. Nous avons jugé inutile de d'insister sur notre propre position pour plusieurs raisons :

1/ Nous n'avons pas de conceptions nouvelles à défendre (entendez comme nouvelles des conceptions étrangères à la Fraction).

2/ Notre accord avec les positions bordiguistes fondamentales est assez connu, ainsi que ces positions pour nous éviter d'y insister dans un texte intérieur. Nous avons dû négliger le problème de la structure interne du parti et la réfutation du rôle néfaste de la conception léniniste du parti dans l'expérience russe.

Nous avons voulu ouvrir la discussion. Les camarades ont le droit et le devoir de critiquer ces quelques pages mais aussi le devoir d'apporter leur contribution à la discussion en exposant leurs propres conceptions. Le travail n'est pas fini, il ne fait que commencer.

Une réponse anticipée à des critiques classiques. Nous n'avons jamais considéré "Que faire ?" comme une bible. Ce sont les révisionnistes qui s'y réfèrent sans cesse. Nous le défendons dans la mesure où on l'attaque

La conscience de classe

Le processus de production capitaliste crée automatiquement un antagonisme de classe entre exploiteurs et exploités, comme il crée également d'autres antagonismes entre le capital, le prolétariat et les couches intermédiaires. Délaissons pour l'instant les facteurs qui influent sur le développement des antagonismes entre prolétariat et bourgeoisie et considérons ces antagonismes à un point donné de son développement : la lutte économique, revendicative contre le patronat, la lutte trade-unioniste pour nous retremper dans la terminologie léniniste.

Est-ce là la lutte de classes ? non. Cette lutte ne pose pas en avant le principe du renversement de la domination capitaliste et vise seulement à un aménagement de cette domination. Elle n'oppose qu'une catégorie d'exploités à une catégorie d'exploiteurs. les objectifs immédiats peuvent être même parfois réactionnaires, divisant ou opposant des couches particulières de travailleurs.

Notre définition de la lutte de classe est celle de Lénine : "Qu'est-ce que la lutte de classe ? Quand les ouvriers d'une seule usine ou d'une profession particulière engagent la lutte contre leur patron respectif, est-ce là la lutte de classes ? non, ce ne sont que de faibles débuts. La lutte d'ouvriers ne devient lutte de classes qu'au moment où tous les représentants les plus avancés de la classe ouvrière du pays entier prennent conscience de former une classe ouvrière unie et où ils commencent à mener une lutte non pas chacun contre son patron à lui, mais contre la classe capitaliste toute entière et contre le gouvernement qui la soutient. Ce n'est qu'au moment où chaque ouvrier prend conscience de faire partie de la classe laborieuse dans son ensemble et qu'il considère sa lutte quotidienne contre un patron, contre un fonctionnaire d'Etat comme la lutte contre toute la bourgeoisie et contre le gouvernement tout entier, ce n'est qu'à ce moment que sa lutte devient lutte de classes."

L'antagonisme de classe se transforme en lutte de classe impliquant une conscience de classe. Mais cette conscience de classe n'a pas atteint son point le plus élevé. Le point de départ de la conscience de classe est le sentiment, la conviction de faire partie d'une classe ayant ses objectifs et intérêts antagoniques à ceux des autres classes. Son point culminant est la compréhension, l'intelligence des racines, fonction et démarche de cette classe, de ses rapports avec les autres classes, l'élévation de cette conscience à l'échelle internationale, la formulation d'un programme et de méthodes de lutte, la conscience non seulement du passé et du présent, mais de son avenir.

Après avoir essayé de déterminer des étapes de la conscience de classe nous arrivons déjà deux conclusions :

1/ Par un lent processus de luttes ou frénétiquement dans les situations révolutionnaires, une fraction ou la majorité de la classe ouvrière a déjà dans son histoire accédé au premier stade de la conscience de classe. Mais seule une fraction plus ou moins réduite a accédé au stade supérieur de la conscience dans toutes les époques. "Luxemburgistes" ou communistes de conseils ; îlots isolés dans cette situation où la classe ouvrière est sous l'emprise des idéologies bourgeoises ne peuvent contester ce point. Ceci indépendamment des divergences sur l'origine et le développement de cette conscience.

2/ Parler de la classe ouvrière en général est une abstraction. Le prolétariat n'existe en tant que classe dans la mesure où il possède une autonomie de pensée et d'action, que dans la mesure où il a conscience d'être une classe. Marx concrétisait déjà cette idée quand il écrivait : "La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien".

Proclamant bien haut leur fidélité au marxisme, les anti-léninistes affirment leur matérialisme contre l'idéalisme de Lénine. L'existence de la classe ouvrière détermine ou doit déterminer sa conscience. La classe ouvrière élabore elle-même, au travers de ses expériences, la théorie de son émancipation.

Avant d'examiner le matérialisme des anti-léninistes nous voudrions leur poser quelques questions :

1/ Pourquoi le prolétariat, dans ses mouvements révolutionnaires, a-t-il abandonné ses destinées aux idéologues des classes adverses, préparant ainsi son écrasement ?

2/ Comment les anti-autoritaires peuvent-ils prétendre que leurs théories sont le reflet du mouvement ouvrier alors que celui-ci n'existe pas ?
Comment et pourquoi sont-ils, eux, nantis de conscience, alors que le prolétariat en est dépourvu ? Nous ne pensons pas que les idéologues anti-autoritaires soient valets de ferme ou ouvriers d'usine et placés par conséquent dans cette condition prolétarienne qui doit, selon eux, engendrer la conscience ?
La conception matérialiste invoquée par les anti-léninistes pour expliquer la formation de la conscience prolétarienne (elle devrait plutôt expliquer sa non existence) est à notre avis étrangère à la méthode de Marx - C'est une déformation mécaniste et anti-dialectique que Marx et Engels ont combattu. Laissons leur la parole :

"Les développements politiques, juridiques, religieux, littéraires et artistiques reposent sur le développement économique. Mais ils réagissent tous également les uns sur les autres ainsi que sur la base économique. Il n'est pas exact que la situation économique soit **l'unique cause active** et que tout le reste ne soit qu'un effet passif. Il y a une interaction réciproque sur la base d'une nécessité économique fondamentale qui, **en dernière instance, l'emporte toujours**".

Nous pourrions multiplier les citations et aussi tous les facteurs (tradition, biologie, hasards, etc.) qui, avec une influence variable interviennent dans le cours du développement historique et viennent troubler le beau schéma du rapport direct et automatique de l'existence du prolétariat à sa conscience. Mais analysons quelques-uns de ces facteurs.

Les obstacles à la formation de la conscience de classe.

Nous avons vu comment toute société divisée en classes engendre des antagonismes de classe. Partant de l'antagonisme principal et fondamental de cette société, l'antagonisme prolétariat - bourgeoisie, nous avons vu la formation et les étapes de la conscience de classe et dénoncé le mythe d'un rapport direct et automatique entre la condition prolétarienne et la conscience de cette condition.

Quels sont les obstacles entravant ce rapport automatique ?

Un premier et important argument est le fait que, admettant même ce rapport automatique et faisant abstraction de toute subjectivité, nous sommes obligés d'admettre que la conscience retarde toujours sur l'existence. D'abord une classe ne naît pas comme un enfant, à terme fixé mais se forme lentement au travers du processus de développement des forces productives. Et à cette longue gestation correspond également une longue transformation, répercussion plutôt sur la superstructure idéologique. Répercussion entravée par la subsistance des idéologies, croyances, mœurs et traditions, héritage des anciens rapports économiques.

Mais cet argument (que nous reprendrons d'ailleurs plus loin dans l'explication de la formation de la doctrine socialiste) peut laisser indifférent certains camarades qui rétorqueront qu'en 100 ans d'existence de la classe prolétarienne, ce décalage peut être négligé.

Revenons plutôt à l'antagonisme prolétariat - bourgeoisie. S'il est l'antagonisme principal et moteur, il n'est qu'un des multiples antagonismes entre les classes de la société et même entre les stratifications de ces classes. Observons d'abord qu'à la différence de certaines formes d'exploitation esclavagistes ou féodales elle n'est pas reconnue obligatoire, sanctifiée par la loi. Des pléiades d'économistes ont pu en découvrir le mécanisme et la loi, et l'idéologie bourgeoise la transforme en contrat honnête et librement consenti entre hommes libres et égaux. De plus le prolétariat comporte sa plèbe et son aristocratie, ses praticiens et ses ilotes (travailleurs étrangers et coloniaux). Les divisions, entretenues et exacerbées par surplus par la bourgeoisie, font que la lutte revendicative, économique, n'oppose pas automatiquement et franchement les exploités et les exploiteurs mais se dilue en mouvements corporatifs et même parfois en luttes fratricides entre des exploités de race, religion, nationalité ou profession différente.

D'autre part, quelque soit "l'élévation" de la condition prolétarienne exigée par le développement des forces productives il est indéniable que l'accession du prolétariat dans son ensemble, au "savoir" est entravée par le fait même de sa position. Et ce "savoir", distribué rationnellement par la bourgeoisie, est inséparable de la propagation de l'idéologie de cette bourgeoisie.

Cette bourgeoisie se trouve être l'idéologie dominante dans la société non seulement par préséance historique par rapport à l'idéologie que la classe montante peut élaborer mais aussi parce que la bourgeoisie détient comme les moyens matériels, les moyens intellectuels de production :

"Les idées de la classe dominante sont, à toute époque, les idées dominantes, c'est-à-dire que la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est en même temps la puissance spirituelle dominante. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose en même temps et par là même des moyens de la production spirituelle si bien qu'ainsi lui sont en même temps soumises les idées de ceux à qui font défaut les moyens de la production spirituelle".

Possessions des moyens de production et monopole des moyens de diffusion ; presse, radio, cinéma, etc. ; assez connus pour nous éviter d'insister.

Nous entendons par idéologie bourgeoise, non pas l'élaboration et la diffusion de la conscience dont peut jouir la classe exploiteuse mais d'une idéologie élaborée par la bourgeoisie à l'usage des classes exploiteuses et dont la caractéristique se dégageant irrésistiblement de tous les artifices est de dissimuler la division de la société en classes.

Ajoutons également qu'à une certaine période le capitalisme peut abandonner une certaine partie de ses sur-profits, donnant ainsi une base objective, bien que momentanée, aux déviations réformistes, notamment en Angleterre et en Allemagne

Engels écrivait à Marx le 07 octobre 1858 :

"Le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus ; cette nation, la plus bourgeoise de toutes, veut, semble-t-il, en arriver à posséder, à côté de la bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. De la part d'une nation qui exploite tout l'univers, c'est jusqu'à un certain point, légitime".

Du rôle des intellectuels dans l'élaboration de la doctrine socialiste.

L'arsenal idéologique de l'anti-léninisme a été et est encore alimenté de quelques citations, détachées de leur contexte et surtout de la situation historique et des polémiques auxquelles elles se réfèrent. En 1907, Lénine pouvait déjà écrire :

"L'erreur capitale de ceux qui polémiquent actuellement contre "Que faire ?" consiste à détacher cette œuvre de la situation déterminée qui lui a donné naissance, à une période déjà lointaine du développement de notre parti.".

le front commun des anti-autoritaires n'a jamais pardonné à Lénine son explication scientifique de l'origine de la doctrine socialiste, celui-ci faisant table rase de toutes les billevesées sentimentales sur l'éclosion spontanée de la conscience socialiste dans le prolétariat.

Lénine, en accord avec Kautsky, à qui il laisse souvent la parole, affirme que "la doctrine socialiste, elle, est née des théories philosophiques, historiques, économiques élaborées par certains représentants instruits des classes possédantes, les intellectuels et Kautsky affirme "le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais la catégorie des intellectuels bourgeois - c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés qui l'introduisirent ensuite dans la lutte de classes du prolétariat , là où les conditions le permettent".

Des sociaux démocrates aux communistes de conseil, des luxemburgistes ou prétendus tels aux anarchistes, en passant par Souvarine pour arriver au groupe Chaulieu cette affirmation a provoqué des protestations hystériques de la part de ces gens qui n'admettent pas de voir leur idole, la sacro-sainte et spontanée conscience des masses, déboulonnées de son piédestal. A leurs cris d'orfraie nous préférerions voir se substituer quelques réponses à ces questions :

1/ Oui ou non, Marx et Engels étaient-ils, socialement des intellectuels bourgeois ?

2/ Oui ou non, leurs théories n'ont-elles pas dépendu de l'existence de l'assimilation et de la critique de la somme des connaissances scientifiques historiques et philosophiques que des intellectuels bourgeois avaient seuls élaborés et que seuls des intellectuels bourgeois pouvaient assimiler et critiquer ?

3/ Oui ou non, Marx et Engels (négligeons les "imposteurs ", Lénine et Kautsky) n'ont-ils pas affirmé cette dépendance ? Engels n'écrivait-il pas "sans la philosophie allemande qui l'a précédé, en particulier celle de Hegel, le socialisme scientifique allemand, le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé ne se serait jamais constitué".

4/ N'est-ce pas une grossière et mensongère affirmation que d'affirmer que Lénine et Kautsky niaient toute influence réciproque entre les prémisses objectives de ces théories et le mouvement ouvrier ? La somme des connaissances historiques à laquelle nous avons fait allusion était fonction d'un certain développement des forces productives conditionnant un certain développement du prolétariat et un certain niveau de la lutte de classes ?

5/ Le "Capital" n'aurait pu être écrit deux cents ans plus tôt – L'œuvre de Lénine réfuterait ces enfantillages si les anti-autoritaires voulaient étudier l'apport de Lénine à la théorie révolutionnaire au lieu de s'hypnotiser sur le sort des hordes de Makhno ; dans l'article précédemment cité de Kautsky, n'écrivait-il pas : "En tant que doctrine, le socialisme a évidemment sa source dans les rapports économiques contemporains au même degré que la lutte de classe du prolétariat ; autant que cette dernière, il découle de la lutte contre la misère des masses engendrée par le capitalisme". La doctrine socialiste n'a pas surgi des conciliabules qu'ont pu tenir les tisserands silésiens, les émeutiers de Lyon ou les combattants de la Commune –l'expérience de la Commune a permis à Marx de conclure sa théorie sur l'Etat – Mais les plus conscients des héroïques communards n'en ont pas tiré les leçons. Elles devaient être tirées par un rat de bibliothèque vivant à Londres.

Kautsky écrivait que "la conscience socialiste contemporaine ne peut se constituer que sur la base de la science profonde" et Marx répliqua à Weitling exaltant la puissance créatrice de la masse et de ses bas-fonds que "l'ignorance n'a jamais servie à personne".

Ignorance, incompréhension ou mauvaise foi ? Il est en tout cas pénible de voir les rénovateurs du marxisme s'indigner devant le simple rappel d'une vérité historique.

Il faut faire table rase de toutes ces élucubrations attribuées à Lénine sur le rôle dirigeant des intellectuels. Lénine souligne l'importance de l'effort théorique, batailla contre les déviations ouvriéristes (et les autres) dans le parti, se refusa à voir la doctrine et le programme socialiste défendre des expériences chaotiques de la classe et par là livrés à l'idéologie bourgeoise. Il rappelle le rôle des intellectuels dans l'élaboration de la doctrine pour démontrer qu'elle n'est pas le fruit direct de l'expérience du prolétariat, qu'elle n'est pas engendrée par lui. C'est tout. Lénine défend la pureté idéologique et organisationnelle du parti, mais n'attribue aucun rôle primordial aux intellectuels. Ouvriers et intellectuels apportent chacun leurs capacités particulières à l'œuvre commune. Aucune catégorie n'est vouée particulièrement à la dégénérescence. Et nul mieux que cet incomparable praticien révolutionnaire que fut Lénine n'a su mettre les ouvriers en garde contre les traits négatifs des intellectuels. C'est un problème purement technique pour Lénine.

Quelques contradictions du groupe "socialisme ou Barbarie".

Contradictions, précisions, évolution ? Nous nous abstiendrons de porter un jugement catégorique sur le groupe S ou B même après avoir pris connaissance de la résolution sur le Parti (numéro 2). Mais indépendamment de l'importance qu'on peut accorder à celle-ci, nous

avons le devoir de signaler les nombreuses contradictions su groupe S ou B sur la question du parti. Dans 2 articles, S ou B s'élève contre la conception de Lénine sur "l'introduction du dehors, par le parti, de la conscience politique dans le prolétariat". Mais dans le numéro 1, il affirme :

"L'organisation politique de l'avant-garde est historiquement indispensable car elle repose sur le besoin de maintenir et de propager parmi la classe une conscience claire du développement de la société et des objectifs de la lutte prolétarienne à travers et malgré les fluctuations temporelles et les diversités corporatives locales et nationales de la conscience des ouvriers. L'avant-garde organisée considérera évidemment comme sa première tâche la défense de la condition et des intérêts des ouvriers, mais elle tâchera toujours d'élever le niveau des luttes et représentera finalement à travers chaque étape les intérêts du mouvement dans son ensemble".

Lorsqu'on lie ce texte à l'ensemble de l'article d'où il est extrait, on constate que bien des notions invoquées ici demanderaient à être précisées. Mais confrontons l'esprit de ce passage avec le point 1 de "La tactique du PC" dans les "Thèses de Rome". La formulation de Bordiga est claire, nette et sans équivoque, mais l'esprit des deux résolutions semble identique. La résolution sur le Parti (numéro 2 de S ou B) démontre que cet accord est purement fortuit.

Prenant les exemples de la Commune et d'Octobre et analysant les rapports de la classe et de son avant-garde, la résolution déclare : "dans l'action de ces fractions (l'avant-garde – NDLR) l'action n'aurait jamais été poussée aussi loin, elle n'aurait pas pris la forme qu'elle a prise". Tout à fait d'accord. Mais, au préalable on a eu le soin d'affirmer "que la classe est arrivée. Ce ne sont sûrement pas ces fractions organisées qui ont fait "pénétrer" du dehors dans la classe le degré de conscience le plus élevé de l'époque et cela suffit pour réfuter la conception de Lénine,la classe y est arrivée, etc.

Relisez maintenant cette citation à la fin du chapitre ou la quintessence de la position de S ou B sur le Parti nous est distillée. L'opposition entre les deux conceptions également fausses de la "spontanéité pure"et de la "conscience inculquée du dehors" ne peut être résolue que si l'on comprend correctement, d'une part, les rapports entre la partie et le tout, la fraction de la classe dans son ensemble, d'autre part, entre le présent et l'avenir, etc.

Comprendre ? Nous voulons bien. Encore faut-il que l'on nous aide. Opérer une synthèse entre ces deux conceptions "également fausses" ? Notre choix est fait et cette synthèse est impossible. Ce que S ou B appellera sans doute synthèse nous le qualifierons d'opportunisme, de capitulation devant la conception spontanéiste, en fait devant l'idéologie bourgeoise.

Concilier les inconciliables semble être le rôle de cette résolution sur le parti. Une idée s'insinue à travers les positions de s ou B, surtout lorsqu'on aborde le problème de l'existence et du rôle des "organismes autonomes" ; il en existe une troisième qui n'est ni l'idéologie bourgeoise ni l'idéologie de l'avant-garde et qui détient un rôle particulier : l'idéologie de la "classe"…

Reprenons le passage cité. Si l'on se borne à l'aspect formel du mouvement nous admettons que le 18 mars 1871fut un mouvement spontané. Au moins dans la matinée. Mais nous ne discutons pas des responsabilités formelles d'un individu ou d'un groupe, nous discutons des facteurs qui déterminent la classe ou une fraction importante de celle-ci. Le 26 mars 1871 ne fut pas du tout un mouvement spontané. Si l'on étudie un peu la riche littérature communarde ou pro-communarde, si l'on possède un minimum de notion d'histoire, on s'aperçoit que

jamais mouvement ne fut moins spontané ? Des revenants de 93 aux Internationaux, du cloître Saint Mery au 31 octobre, de Babeuf à Blanqui, que d'hommes, théories, conspirations, mouvements corporatifs, fusillades, insurrections ont tissé la toile de fond sur laquelle est venue s'inscrire l'affaire spontanée des canons du 18 mars au matin !!

S ou B reconnaît ensuite le rôle des "fractions". Bien d'accord. Mais faut-il ratiociner sur les termes ? Chaulieu dira peut-être : "elles ont conseillé la classe". Très juste, d'un point de vue formel. Mais historiquement nous dirons qu'elles ont détourné, contrecarré le mouvement spontané, l'action de la classe qui n'aurait pas pris la forme qu'elle a prise et l'ont orienté sur leur perspective.

Nous avons déjà précisé notre position sur le problème de la conscience et nous nous refusons à accepter la notion de l'idéologie spontanée. Ce que l'on appelle spontanéité est en réalité une étape dans le développement de la conscience et le mouvement spontané une expérience qui concrétise le rapport de force entre l'idéologie bourgeoise et l'idéologie révolutionnaire.

Cette appréciation de la spontanéité (forme embryonnaire du conscient – Lénine) s'applique aux organismes "autonomes" qui, toujours formellement et pendant peu de temps, peuvent paraître spontanés et autonomes, mais sont en réalité le terrain sur lequel s'affrontent toujours les deux idéologies. Qui l'emportera est une autre question. On peut et on doit discuter tactique et sensibilité révolutionnaire dans ces organismes, mais les partisans et détenteurs de l'idéologie révolutionnaire ont le devoir d'y faire triompher leurs conceptions, mais nous n'en avons pas fini avec lui.

Toujours sur les contradictions de S ou B.

Dans le numéro 1 page ??, S ou B établit une opposition très nette entre la dictature du parti et la dictature de la classe. Il se prononce pour la démocratie ouvrière la plus large dans la dictature du prolétariat, pour la pluralité des organisations politiques "ouvrières", le droit pour la classe de révoquer la fraction majoritaire au pouvoir, etc.

Nous retrouvons toujours la même idée, sous des formes différentes : avant comme après la prise du pouvoir la garantie contre la bureaucratisation et la dégénérescence réside dans le plein exercice de la démocratie ouvrière dans les organismes "autonomes". L'idéologie régnante dans ces comités est chose accessoire par rapport à la signification profonde de leur existence. Cette position est poussée à son extrême limite dans l'article sur le Cartel des Syndicats Autonomes ou l'on lit à propos des organismes spontanés et autonomes :

"Nous sommes toujours prêts à abandonner les formes d'organisations existantes – même si notre place y est prépondérante – pour des formes d'organisations assurant une autonomie plus grande des ouvriers – même si notre place et notre rôle doivent y être réduits".

Nous avons déjà en partie réfuté ces positions, mais laissons la parole à …S ou B qui reprend notre tâche. Relisez le paragraphe 17 de la résolution sur le parti (S ou B numéro 2).
Nous avons cité le mot de Marx ; "la classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien". S ou B déclare en substance : la classe ouvrière ou sa fraction organisée est autonome dans la mesure ou elle fait sienne les positions les plus conscientes, les positions du parti. Tout à fait d'accord. Mais n'est-ce pas en réalité la répudiation de la position de soumission à l'organisation autonome exprimée dans l'article sur le Cartel ? Que devient dans tout ceci la valeur intrinsèque attribuée précédemment à ces formes d'organisation et à cette soi-disant

conscience spontanée ? Relisez maintenant les paragraphes 10 et 11 sur la nécessité du parti jusqu'à la victoire mondiale de la révolution et la lutte qu'il doit mener contre l'idéologie bourgeoise dans les organismes soviétiques ? Cette lutte exige une coordination et une organisation d'autant plus poussée que la situation sociale est critique et que le parti est le seul cadre possible de cette coordination et organisation.

Dans ces passages se dégage, après hésitations, contradictions et réticences, la reconnaissance des conceptions léninistes et bordiguistes vilipendées sur le rôle du parti et ses rapports avec la classe et ses organismes.

Mais, comme la résolution de S ou B sur le parti le remarque avec raison, ceci ne règle pas le problème des rapports entre l'organisation qui représente le programme et l'idéologie de la révolution et les autres organisations de la classe ouvrière, ni le problème des rapports entre cette organisation et les organisations soviétiques de la classe.

Il y a encore un cap à doubler, cap que S ou B hésite à franchir. De la reconnaissance théorique au droit et du devoir du parti de peser de tout son poids sur l'orientation des organismes soviétiques nous devons passer au domaine concret et poser le problème : dans quelle mesure le parti au pouvoir peut-il s'opposer à l'orientation contraire des organismes ouvriers ?
Nous disons bien le Parti au pouvoir. Nous condamnons la façon formelle de poser les problèmes. Juridiquement le parti de Lénine ne détenait pas le pouvoir, mais représentan t les plus conscients, courageux et organisés de la classe ouvrière, les bolcheviks léninistes se sont trouvés en fait à la tête de tous les organismes du pouvoir soviétique. S ou B (numéro 1, page 44) considère ce phénomène comme inévitable et sa résolution par le parti devrait la lui faire considérer comme nécessaire. Dans cette même résolution il condamne "le confusionnisme et l'éclectisme qui sont de règle dans les milieux anarchisants". "Pour nous il n'y a chaque fois qu'un seul problème, une seule idéologie qui exprime les intérêts de la classe". Tout à fait d'accord. Pourquoi faut-il ensuite qu'il déclare :

"La lutte pour la prépondérance du pouvoir révolutionnaire au sein des organismes de masse ne peut se faire que par des moyens qui découlent directement du but à atteindre, qui est l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière : ces moyens sont dirigés essentiellement vers le développement de la conscience et des capacités de la classe, à chaque moment et à l'occasion de chaque cas concret que le parti entreprend devant celle-ci. De là découle non seulement la démocratie prolétarienne, comme moyen indispensable pour la construction du socialisme, mais aussi du fait que le parti ne peut jamais exercer le pouvoir en tant que tel et que le pouvoir est toujours exercé par les organismes soviétiques des masses.

La citation est longue mais indispensable. Ainsi, à la fin de cette résolution sur le parti, on nous ramène en arrière !! La classe redevient un bloc conscient et homogène dans sa totalité et on se demande à quoi riment toutes les justes définitions du rôle et des tâches du parti que S ou B nous a donné immédiatement auparavant. Car , si nous adoptons le point de vue de S ou B, nous arrivons à d'effarantes conclusions. Le but étant de l'exercice du pouvoir par la classe et les moyens devant être en concordance avec le but, pour accélérer la prise de conscience de la classe (et S ou B parle de la classe en général) donnons la parole à toute la classe et par le truchement de la démocratie dite ouvrière permettons aux fractions inconscientes de la classe de freiner ou détruire le processus révolutionnaire qui doit amener la classe ouvrière à la conscience !

S ou B a pourtant reconnu à plusieurs reprises qu'on ne pouvait parler de la classe en général et que la prise du pouvoir n'effaçait pas d'un coup de baguette magique les marques de l'influence de l'idéologie bourgeoise. Des contingents ouvriers (ne parlons même pas de paysans, classes moyennes, etc.) seront longtemps peut-être passifs ou hostiles. De plus ces fluctuations ou particularités de conscience dont S ou B a parlé existeront pendant et après la prise du pouvoir. L'accession des masses à un certain niveau de conscience est un phénomène parfois éphémère. La rapidité de la transformation sociale conditionnera l'élévation ou le maintien de la conscience des masses. Il est juste d'ajouter que cette conscience conditionnera aussi cette transformation. La conscience incarnée dans le parti peut seule orienter ce processus dans un sens favorable.

N'insistons pas sur l'expérience russe, mais Lénine disait à peu près ceci plusieurs années après la prise du pouvoir : "Jamais les masses n'ont tant souffert". Même dans les pays avancés il serait puéril de croire que la prise du pouvoir signifiera le début de l'âge d'or. Les résidus de l'influence bourgeoise combinés avec la révolte primaire contre l'abaissement ou la stagnation des conditions de vie peuvent pousser une fraction de la classe à une opposition contre la fraction consciente au pouvoir. Penser qu'une consultation démocratique puisse bouleverser dans un sens révolutionnaire le rapport des forces idéologiques engendré par les conditions objectives est pure aberration. Cette soumission à la démocratie formelle serait une capitulation de la fraction consciente, sacrifiant les intérêts de la révolution à des intérêts particuliers de certaines catégories ou aux intérêts de la bourgeoisie.

Lettre de Ottorino Perrone à Lucien du 04 septembre 1949.

Bruxelles le 04 septembre 1949

Cher camarade,

Rentré d'Italie, je trouve votre lettre du 08 août que Piccino m'a transmis.

Je désire ne pas me prononcer sur les problèmes que vous soulevez : vous êtes affilié à la Fraction Française et c'est par son canal que nous pourrons être abordés et éclaircis les éléments d'une analyse tout au moins approximative de la situation dans laquelle nous vivons. Il est évident que le "projet de lettre au PCI" devra, avant d'être soumis à la discussion, comporter un examen initial pour voir si oui ou non il reste dans le cadre de nos principes.

Le PCI vient de prendre la décision de rendre la revue Prometeo, internationale et, sous peu, la première traduction française paraîtra : ceci est de nature à faciliter la formation d'un courant idéologique cohérent et à l'abri des secousses que vous mentionnez dans votre lettre.

J'aurais difficile à vous donner la documentation que vous me demandez sur les premiers Congrès de l'Internationale Communiste et sur les interventions de Bordiga, puisque j'ai apporté en Italie tout ce dont je disposais. Je suis toutefois à votre entière disposition pour vous fournir tous les renseignements qui vous seraient nécessaire et que je pourrais vous donner en m'aidant de ma mémoire. Sur le point essentiel de la notion de "Fraction", j'estime devoir vous préciser que pour nous elle a toujours signifié qu'elle se rapporte à la considération suivante : l'Octobre 1917 est un point décisif quant à la théorie du Parti et de la conquête du pouvoir, il ne l'est pas pour ce qui concerne les problèmes de tactique.

Idéologiquement, nous sommes la fraction qui s'intercale dans les situations post-révolution Russe pour atteindre le tout lorsque les conditions historiques auront mûri pour que le prolétariat l'atteigne.

Bien fraternellement,

Par "déformation professionnelle", je vous ai vouvoyé. Je m'en excuse. Le bonjour à Piccino.

Lettre du PCInt aux organisations de la GCI du 06 septembre 1949

PCInt d'Italie

A toutes les organisations de la Gauche Communiste Internationale

Chers camarades

Après un examen attentif de l'état de notre travail internationale, le CE du Parti Communiste Internationaliste d'Italie a décidé de vous soumettre le plan de travail suivant, qu'il considère comme essentiel pour une reprise et un développement organique de notre travail international.

1/ Collaboration régulière des quatre organisations à chaque numéro de Prometeo.

2/ Publication intégrale du texte de la revue italienne ainsi composée et numéro par numéro en français, anglais et allemand, comme organe unique de la gauche communiste internationale.

3/ Les organisations française et belge sont chargées de la traduction et de l'édition à la ronéo des textes en français et allemand, après accords technique et financier. Les camarades américains sont chargés de la traduction et de la publication en anglais ; cette dernière remplacera la revue imprimée qu'ils avaient projeté.

Naturellement, ces critères une fois acceptés, toutes les mesures seront prises pour leur application. Aussi, nous vous invitons à nous communiquer rapidement votre accord de principe. Nous sommes certains que vous penserez comme nous que ceci est le seul moyen de rendre efficace, homogène et coordonné notre travail commun.
Saluts fraternels, pour le secrétariat.
PS : Dans quelques jours vous parviendra notre réponse à la lettre de Lastérade.

Projet de lettre au PCInt de Lastérade

Projet de lettre au PCI d'Italie.
(Lettre non datée, mais très sûrement du 2e trimestre 1949)

Chers camarades,

Au cours des discussions au sein du groupe parisien de la gauche communiste, est apparue la nécessité de ne plus différer la réponse à des problèmes qui nous sont posés, soit par quelque uns de nos propres militants, soit par des groupes ou des camarades isolés appartenant à des tendances proches de nos positions.

L'existence de la Russie "soviétique", le développement des démocraties populaires en Europe Centrale, l'influence et l'activité des partis staliniens dans tous les pays, imposent à chaque militant consciencieux des réflexions qui sortent des schémas habituels hérités de la IIIe Internationale.

La plate-forme récente du PCI déclarait :

"La 3e Internationale n'a pas établi la formulation définitive des problèmes de l'organisation et de la tactique qui correspondait à sa puissante base théorique et programmatique".

Ne serait-il pas plus exact d'avouer que s'il est impossible d'aboutir à cette formulation, c'est à cause de l'insuffisance des bases programmatiques qui ont présidé à la naissance de la 3e Internationale ?

Que, par exemple, chaque camarade tente, pour soi-même, sans jouer avec les mots, sans polémiquer, la critique des démocraties populaires ; il s'apercevra vite qu'il est incapable de détruire les justifications économiques et sociales apportées par les staliniens sans ébranler du même coup une partie importante des bases programmatiques apportées par Lénine au mouvement communiste international.

La Gauche Communiste s'est donnée pour tâche :

"La reconstruction de ses propres cadres sur la base d'une sûre orientation dans la doctrine et le programme". (Plate-forme du PCI)

C'est pour que cette affirmation soit quelque chose de plus qu'une phrase de Congrès que nous écrivons cette lettre dont nous vous détaillons comme suit les objectifs :

> 1/ Insister sur la nécessité d'une discussion franche et large, qui ne soit pas limitée par la prédominance d'un camarade ou d'un groupe influent, qui profite de l'expérience et de l'activité passée de tous, cela dans l'espoir d'établir **réellement** (et de manifester) l'unité ou la solidarité politique dans la Gauche Communiste Internationale.
>
> 2/ Proposer à la discussion une orientation bien déterminée.
>
> > a/ La discussion devra essentiellement rechercher les enseignements des évènements survenus au cours des 20 années précédentes, évènements ayant

infiniment plus de valeur pour l'établissement d'un programme de réalisation socialiste (base de toute perspective politique et de toute action révolutionnaire conséquente) que ceux dot pouvaient disposer Marx et Engels à une époque où n'existaient qu'en théorie les conditions d'une révolution prolétarienne.

b/ La discussion cherchera dans ses conclusions à rétablir la continuité du mouvement marxiste, brisée par les altérations, les falsifications nées de la dégénérescence précoce du pouvoir ouvrier en Russie.

C'est en partant de ce dernier point que nous voulons dès aujourd'hui dans cette lettre exprimer un point de vue sur quelques problèmes afin que dans notre invitation à une discussion générale ne reste pas simple vœu, mais soit déjà le commencement de la discussion.

La rupture.

Tout d'abord à propos de continuité idéologique, il faut parler de cette "tradition" propre à la gauche communiste qui ne pourrait guère se caractériser que par une indépendance à l'égard de la guerre, des formations gouvernementales, ainsi que des mouvements social-démocrate et stalinien.

Au demeurant, cette "tradition" de la Gauche ne se rattache pas chronologiquement et politiquement au courant marxiste que par le canal de la 3e Internationale, dont l'idéologie a besoin d'une sérieuse épuration, étant donnée ses attaches, dès sa naissance, avec la dégénérescence soviétique.

Un des aspects de la rupture dans la continuité programmatique du mouvement marxiste concerne la contradiction entre les thèses de Lénine développées dans "L'Etat et la Révolution" et les réalisations du même Lénine en vue de l'adaptation du pouvoir soviétique aux conditions extérieures et intérieures dans lesquelles se trouvait la Russie.

Que ces réalisations léninistes constituent la plus désastreuse façon dont pouvait s'effectuer l'anéantissement inévitable de la nécessaire Révolution d'Octobre, cela ne fait guère de doute pour qui comprend dans toute leur ampleur les conséquences du développement du Capitalisme d'Etat Russe.

Mais notre intention n'est pas de nous ériger en tribunal 20 ans après les évènements par lesquels nous aurions été peut-être été emportés nous-mêmes ; il s'agit avant tout de reprendre le cours de la pensée marxiste, à partir du moment où celle-ci est altérée par des influences, des contingences anti-prolétariennes et anti-socialistes, et de l'acheminer à travers les évènements et les conditions de production qui caractérisent notre époque.

La dictature du prolétariat.

Ce fut un souci dominant pour les grands maîtres du socialisme que de trouver le moyen de concilier les deux nécessités contradictoires d'un Etat centralisateur d'une part, de la

participation des masses prolétariennes à la gestion sociale (production et répartition) d'autre part.

La Commune de Paris fut pour eux une sorte de révélation ; c'était "la forme enfin trouvée" de la dictature du prolétariat érigé en classe dominante.

Au cours des années 1917 - 18 - 19, le pouvoir des ouvriers organisés en Soviets fut vanté à son tour comme la concrétisation parfaite de l'Etat prolétarien, en tant que forme de transition vers le socialisme.

La pression extérieure des impérialismes, la famine et ses conséquences sociales, la faiblesse du prolétariat russe du point de vue du nombre et qualification technique, l'indigence des moyens d'extraire et de transporter les richesses naturelles immenses de la Russie, ont amené Lénine et le parti bolchevik à substituer à la force historique du prolétariat révolutionnaire la force de l'Etat auquel il ne reste comme caractère de classe que les bonnes intentions des dirigeants bolcheviks et les proclamations de fidélité au marxisme.

De nouvelles théories prirent naissance pour justifier la mise en sommeil de l'intervention prolétarienne, la stérilisation des soviets et des syndicats pour justifier enfin et surtout le rôle tout puissant du parti et de son comité central.

"Sans confiance absolue des adhérents envers le centre directeur du Parti, la victoire des travailleurs est impossible" (2e Congrès de l'I.C.).

La mystique du Parti - Etat prit de plus en plus d'ampleur et fut l'arme de destruction de toutes les tentatives oppositionnelles. Seul le temps nécessaire à la nouvelle bureaucratie "prolétarienne" dirigeante pour se cristalliser en classe exploiteuse, homogène et consciente de ses intérêts, séparait alors le léninisme du stalinisme.

L'interprétation de cette période historique ainsi qu'une prise de position à l'égard des conceptions de Marx et du Lénine d'avant 1920 sont des critères fondamentaux pour une organisation révolutionnaire.

La position de la Gauche Communiste.

En mars 1936 "l'organe mensuel du Bureau International des Fractions de la Gauche Communiste" a tenté une synthèse des conceptions contradictoires de Lénine :

"En face d'un Etat, disait-il, dont l'évolution est de s'opposer à la progression économique des travailleurs, il n'y a pas d'autre solution que l'existence d'organisations syndicales avec tous leurs droits et en toute indépendance à l'égard du Parti, de l'Etat, et le droit de grève …".

La Gauche communiste de cette façon prenait une position assez embarrassée : elle niait le caractère prolétarien de l'Etat léniniste en constatant qu'il ne tendait pas à dépérir, mais à se développer aux dépens des travailleurs. Elle niait l'affirmation "le parti c'est la classe" qu'elle adoptait en d'autres occasions, en éprouvant le besoin d'opposer les masses syndicales au parti en même temps qu'à l'Etat ; elle reconnaissait la nécessité de faire contrepoids à l'autorité de l'Etat, sans toujours proposer quelque chose qui ressemblât à la participation des masses à l'administration de la société. Cette limitation du rôle des masses au domaine revendicatif était une concession assez mesquine aux idées marxistes ; on peut l'estimer à sa juste valeur en se

rappelant la position actuelle de la Gauche communiste sur les syndicats et sur la lutte revendicative en soi.

Au cours et à la suite de congrès du PCI, ni les auteurs de ces écrits, ni d'autres militants n'ont pris la peine de rappeler ou de discuter ces conceptions.

Un point de vue s'est imposé à titre de "tradition" dans la Gauche communiste, qui semble participer davantage d'un culte envers une période où la tendance de Bordiga était dirigeante que d'une conviction émanant d'une analyse objective du passé. Malheureusement la période en question correspond à celle où l'Internationale communiste adaptait lkes conceptions marxistes et léninistes aux concessions que le pouvoir soviétique était obligé de faire au capitalisme sur les plans intérieur et extérieur.

La Gauche communiste actuellement garde donc comme base théorique la justification des réalisations léninistes en Russie. Cette justification elle la pousse à l'extrême, l'érige en système. Les notions transcendantales, l'abstraction sublimée permettent de tout justifier, de prouver tout, y compris, l'existence de Dieu. Le Dieu en l'occurrence, c'est le parti tout puissant. La notion de Parti a été à ce point distillée par les intellectuels du mouvement ouvrier que le Parti, c'est la classe, même opposé à la classe, et réprimant la classe. Le Parti détient la vérité de classe, représente seul l'intérêt du prolétariat même s'il adopte une politique anti-prolétarienne et capitaliste, celle-ci étant présentée comme un moyen de rejoindre par-delà les contingences le but de classe.

Le Parti prenant en mains l'Etat fait de celui-ci un Etat de la classe, un Etat prolétarien à qui tout est permis, envers et contre la classe ouvrière, dépouillée par nature de la conscience de ses objectifs propres, conscience qui est le monopole d'une élite marquée par l'histoire. les votes, la majorité, le nombre n'ont aucune signification historique ; seule l'intelligence, le génie, du ou des dirigeants décident du sort de la révolution dans des conditions déterminées.

"**L'élévation du prolétariat en classe dominante**", c'et l'avènement du Parti au pouvoir. Le rôle des masses se limite à hisser au sommet de la société, sous la poussée des évènements et des facteurs économiques, la Fraction, élite qui parlera et agira en son nom, qui prendra la responsabilité de réaliser le socialisme dans un avenir lointain et par les étapes de capitalisme et d'exploitation qui seront jugées indispensables.

On ne doit pas s'étonner qu'avec des positions semblables la Plate-forme du PCI contienne des insuffisances choquantes concernant l'URSS et l'Internationale Communiste. Enumérons-en quelques-unes :

"Dans le domaine social, dit la plate-forme, les couches aisées ont repris de l'influence, les normes de type bourgeois sont réapparues".

Il est regrettable qu'on soit encore obligé aujourd'hui de rectifier cette position en affirmant que la contre-révolution en Russie n'a pas, dans son essence, été réalisée par un regain d'influence des couches aisées, mais par la transformation du parti bolchevik et des nouvelles couches bureaucratiques en classe exploiteuse et despotique.
"Le parti prolétarien, dit encore la plate-forme, est pour la revendication du socialisme que le pouvoir révolutionnaire réalisera en disputant le terrain à l'économie privée, mercantile et monétaire, sur laquelle se base l'exploitation capitaliste".

Cette définition du capitalisme est erronée et dangereuse, parce que les régimes de capitalisme d'Etat peuvent lui échapper ; la répartition privilégiée au bénéfice de la classe exploiteuse peut ne pas emprunter le canal du mercantilisme et de la monnaie (logement, repas, vacances, voyages et toutes autres formes de privilèges dispensés par l'Etat à ses agents). Dans ce sens le mercantilisme est un vestige de la propriété privée qui ne caractérise pas fondamentalement le capitalisme d'Etat en face duquel nous devons avoir une position claire.

"Le courant révolutionnaire d'Octobre et du Léninisme a été battu et a perdu le contrôle du Parti et de l'Etat" (plate-forme du PCI).

Il nous faut encore protester en affirmant que c'est dans la période où ce courant révolutionnaire avait le Parti et l'Etat en main qu'ont été jetées les bases du capitalisme d'Etat quelles qu'aient été les intentions "marxistes" de ce courant.

Nous n'acceptons pas l'explication qui consiste à redonner à la notion de Parti sa pure infaillibilité sans tenir compte du développement des évènements.

La Gauche communiste actuellement aboutit à cette conclusion : la même expérience avec les mêmes méthodes que du vivant de Lénine, ne peut qu'être recommencée, avec le seul espoir que des conditions internationales et intérieures en permettront la réussite.

Nous nous refusons à cette résignation fataliste :

"Si la révolution mondiale va de l'avant, ce sont les directives et les fractions communistes qui prévaudront dans l'Etat et le Parti ; une situation inverse fera prévaloir les groupes opportunistes" (A. B.).

"La naissance de nouveaux exploiteurs sera empêchée par le développement de l'Economie socialiste". (A. B.).

Il faudrait d'abord nous dire ce que c'est que l'économie socialiste, car il se pourrait bien que ce ne soit qu'une sorte de capitalisme d'Etat dirigé par une fraction baptisée marxiste et léniniste. Il faudrait dire aussi si une économie vraiment socialiste n'exige pas dans son contenu certaines conditions sociales dont nous parlerons plus loin.

En quoi consiste enfin ces imprécises "nouvelles formes de production socialiste" ? L'expansion et le rendement de celles-ci, tout en excluant le rétablissement des "vieux rapports" ne laissent-ils pas la possibilité de nouveaux rapports d'exploitation ?

Autant de problèmes qui ont besoin d'être étudiés et précisés si l'on veut faire figure d'avant-garde révolutionnaire.

Les évènements de Russie et d'Europe Centrale apportent des éléments précieux pour l'accomplissement de ce travail ; énumérons les points qui, à notre avis, doivent ressortir de l'analyse de l'expérience récente.

Les enseignements à tirer des 25 années écoulées.

1/ Certains objectifs fixés par Marx lui-même à la lutte prolétarienne se sont démontrés comme faisant partie d'un stade avancé du capitalisme et non comme des objectifs socialistes.

a/ L'anarchie dans la production en l'absence de plan économique à l'échelle nationale et internationale ne caractérisent pas le capitalisme. Le capitalisme d'Etat de Russie et des démocraties populaires, de même que certaines réalisations en d'autres pays ont montré que l'économie planifiée caractérise un stade nouveau du capitalisme (le capitalisme ne nationalise pas que les "latifundis").

b/ Les anciennes classes bourgeoises, les vestiges de l'ancien régime n'opposent pas la résistance qu'on invoquait pour caractériser les objectifs de la dictature du prolétariat (effondrement des anciennes classes dans les pays de démocraties populaires, et au cours des défaites militaires en France et en Italie).

2/ L'obstacle le plus dangereux sur la voie du socialisme, c'est la naissance de nouvelles classes exploiteuses formées aux dépens des bureaucraties des partis ouvriers et des organisations ouvrières en général. Ces bureaucraties apparaissent comme les couches sociales devant assurer la relève des vieilles directions bourgeoises pour la réalisation du capitalisme d'Etat.

3/ La critique de la Russie et des démocraties populaires ne peut pas reposer sur le caractère partiel des nationalisations, - ni sur les facteurs mercantiles et monétaires qui ne caractérisent pas essentiellement le capitalisme d'Etat, - ni sur le fait que les organisateurs des nationalisations sont des staliniens et ont des positions nationalistes.

4/ La critique du capitalisme d'Etat doit se baser sur la critique des rapports existant entre la production et la consommation. Les rapports socialistes entre ces deux facteurs ne peuvent être basés que sur la disparition des distinctions sociales et hiérarchiques.

5/ Aucun Etat, aucune minorité dirigeante (fut-elle marxiste à l'origine) n'a économiquement et historiquement aucun intérêt à conserver ou développer ces caractères socialistes entre la production et la consommation.
6/ Seules les organisations des masses ouvrières peuvent garantir à ces facteurs leurs caractères, grâce à une intervention directe dans la déterminative des quantités et qualités de la production, et dans la répartition.

7/ L'Etat prolétarien ne peut être l'Etat du prolétariat que dans la mesure où disparaissent les privilèges et les distinctions sociales.

8/ La propriété de l'Etat (socialisme) n'est la propriété du prolétariat que dans cette mesure.

9/ L'attitude du prolétariat à l'égard de l'Etat découle du rôle de celui-ci quant à la conservation où à l'abolition des privilèges et des distinctions sociales.

10/ Le Parti, élément primordial de la conscience de classe du prolétariat, ne fait qu'exprimer et défendre cette position fondamentale du prolétariat dans la société. C'est dans cette mesure que les délégués du Parti à l'administration d'Etat assurent à l'Etat son caractère prolétarien.

11/ Le refus (marxiste) "de socialiser l'indigence" n'a plus de sens. Nous vivons l'époque d'abondance de par les progrès de la productivité.

12/ La socialisation momentanée de l'indigence est préférable comme point de départ à l'établissement du maintien d'une prospérité pour une minorité privilégiée.

13/ L'exemple de la remise en marche de la production après les destructions de la guerre montre l'immense possibilité qui existe de couvrir les besoins élémentaires de tous (la production de 1938 en France est dépassée aujourd'hui et cette production comporte 50 % de produits de luxe ou d'utilité secondaire.

14/ les phases imaginées par Marx en ce qui concerne le développement du socialisme sont dépassées.

Contre des perspectives d'égalitarisme, Marx et Lénine opposaient, par exemple, "que l'un est plus fort, l'autre plus faible, l'un marié, l'autre non, l'un a des enfants, l'autre n'en a pas", toutes inégalités qu'on voit en grande partie compensée par la société capitaliste actuelle grâce aux variétés des fonctions de production, grâce aux caisses d'allocations maladies, chômage, vieillesse, etc.

Conclusion.

L'époque moderne de productivité intense apporte une nouvelle base de départ au développement de la pensée marxiste.

L'exemple de la politique léniniste en Russie a perdu une grande partie de sa valeur parce que réalisé à un moment et dans un pays qui n'offre plus que des analogies incertaines par rapport à notre époque et par rapport aux conditions économiques dans lesquelles se trouvent les pays avancés.

La révolution de demain, comme la formation d'un parti révolutionnaire, ne peut se satisfaire des bases théoriques et programmatiques héritées du léninisme ; les objectifs révolutionnaires, les obstacles et les dangers d'hier liés à la période du capitalisme privé ont fait place aux objectifs révolutionnaires, aux obstacles et aux dangers inhérents à celle du capitalisme d'Etat.

Réponse de Lucien au "Projet de lettre" de Lastérade

Marseille le 20/6/49

Pour la CE,
Chers camarades

Je vous adresse quelques critiques du "Projet de lettre au PCI" avec l'espoir que la discussion sur ce sujet n'est pas trop avancée pour que les points que je développe …

(début d'une lettre manuscrite de Lucien Laugier agrafée à ses critiques du "Projet de lettre", la date est biffée et remplacée par la date 20/10/49)

Le besoin d'une discussion internationale sur les problèmes de l'activité pratique et théorique de la Gauche Communiste n'est plus niable, le projet de lettre au PCI en est la preuve. Malheureusement l'auteur de cette lettre ne s'attaque pas aux causes réelles de l'absence de travail international. Du fait que bien des questions que pose la situation actuelle restent sans réponse, il déduit la nécessité de réviser l'acquit théorique de la Gauche communiste. Cette conception impose une discussion préalable, indispensable pour remettre le problème sur ses bases véritables avant de l'aborder franchement.

En quoi consiste la critique faite par l'auteur à la "Plate-forme" du PCI ?

> 1/ Dans l'affirmation qu'il faut rejeter les bases programmatiques de la IIIe Internationale. Ces bases, intimement liées aux conditions spécifiques russes de 1917, se sont ressenties de leur caractère défavorable, en se limitant à des transformations qui s'avèrent aujourd'hui n'être que de simples réformes bourgeoises (exemple : les nationalisations).
>
> 2/ Dans la constatation que les facteurs économiques arriérés qui justifièrent l'insuffisance programmatique de l'I.C. ont aujourd'hui disparu à la faveur du développement des forces productives.
>
> 3/ Dans la conscience du danger que représente pour la Révolution Prolétarienne l'existence de "bureaucraties" syndicales et politiques toutes puissantes.

Cette analyse conduit à une double conclusion :

> 1/ En fonction du formidable développement de la productivité et de la technique, le parti révolutionnaire doit inclure dans son "programme" la socialisation" totale des moyens de production, celle-ci devant se traduire par une véritable gestion ouvrière et l'administration des usines par des organismes émanant directement des ouvriers et responsables devant eux.
>
> 2/ Compte tenu des possibilités économiques actuelles, du danger "bureaucratique", il est possible d'envisager un rapide "dépérissement" de l'Etat prolétarien et par la suite de concevoir la structure de celui-ci sur la base d'une limitation du rôle du Parti et de l'exercice véritable du pouvoir par les soviets ou autres organismes élus par les ouvriers. Les fonctions doivent être conçues, dans le parti et dans l'Etat, sur un plan égalitaire, anti-hiérarchique.

Ces solutions ne sont pas nouvelles, elles ont au moins un point commun avec les recettes "ouvriéristes" : la même interprétation de l'échec de l'expérience russe. La lettre au PCI joint à ce point de départ "classique" des conceptions nouvelles en ce qui concerne le programme du parti révolutionnaire, les origines et le rôle historique des "bureaucraties" politiques, syndicales et étatiques.

Il est regrettable que la lettre au PCI ne s'étende pas davantage sur les causes de l'échec de la Révolution d'Octobre car c'est là la pierre angulaire de toute l'argumentation. en nous présentant exclusivement les facteurs spécifiques russes comme obstacles au développement de la Révolution, l'auteur de la lettre pourrait nous laisser croire que le problème du socialisme se posait aux bolcheviks sur un plan **national**, ce qui fut maintes fois dénié par Lénine. De plus, les obstacles matériels rencontrés par l'Etat ouvrier nous sont présentés en bloc, dans ce texte, ce qui ferait supposer que le rapport des forces était, à cette époque, irrémédiablement défavorable, c'est-à-dire, que **sur le plan international** n'existaient pas les conditions objectives de la Révolution. Ceci reviendrait à rejeter toute l'analyse de l'Impérialisme et à nier le caractère décadent du système bourgeois.

Par contre, si on examine les différents éléments de la défaite prolétarienne dans leur enchaînement chronologique, on perçoit fort bien, par-dessus les hauts et bas des luttes locales, l'existence de puissants facteurs révolutionnaires : émeutes et crise aiguë en Europe Centrale et Orientale. C'est sur le plan de la **tactique**, du regroupement politique du prolétariat **à l'échelle internationale** que se situe le fiasco des partis révolutionnaires. Et ce n'est pas le plus mince mérite de la Gauche Communiste d'avoir mis en lumière, entre les deux guerres, toutes les erreurs tactiques de la IIIe Internationale et la confusion idéologique dont elles découlaient.

Si on admet que l'objectif final de la Révolution russe était la Révolution mondiale (signification objective du mouvement d'Octobre, même si la masse et bon nombre de militants n'en avaient pas pleinement conscience) la plupart des critiques que l'on peut faire au programme de la IIIe Internationale tombent d'elles-mêmes.

Il existe, par définition, un certain décalage entre le programme révolutionnaire considéré sous l'angle de la maturité générale des conditions objectives et le programme des réalisations immédiates d'un prolétariat vainqueur, l'étendue de ces réalisations étant limitée aux possibilités restreintes du cadre national. A la fin de la guerre de 1914 - 1918, le capitalisme avait donné aux forces productives un telle ampleur, l'explosion de la guerre avait si largement démontré le caractère décadent du régime et la caducité de la tactique "progressive" de la Social-Démocratie, que les révolutionnaires pouvaient à juste titre agir en vue de la Révolution Mondiale. Mais en Russie, sur les lieux mêmes où le prolétariat gagnait sa première bataille, tous les facteurs indispensables à l'avènement du socialisme faisaient défaut. Dans ce cadre il eut été utopique de prétendre réaliser des transformations véritablement socialistes qui ne pouvaient voir le jour que dans des pays hautement industrialisés.

De nos jours le développement de la technique et l'ampleur de l'appareil productif nous offrent des possibilités de transformation socialiste bien supérieures à celles qui existaient au début du siècle. Il serait cependant tout aussi erroné de croire cette transformation possible en n'importe quel lieu du globe où le prolétariat prendrait le pouvoir. Il serait également dangereux d'adopter des positions de principe en vue de la réalisation immédiate et inconditionnée de mesures politiques : démocratie ouvrière, décentralisation, etc. qui supposent, non seulement une large base économique, mais encore une très grande rapidité de l'extension révolutionnaire. Il faut en effet tenir compte de l'interdépendance économique considérablement accrue depuis la première guerre mondiale. Si, en 1917, la réalisation du socialisme exigeait un secteur économique dépassant largement le cadre national, cette nécessité a augmenté en fonction de la concentration capitaliste et de la tendance à

l'unification mondiale de tous les secteurs productifs. Et ceci à un tel point que de nos jours, le maintien du pouvoir prolétarien nécessiterait peut-être le contrôle d'un continent entier.

L'ampleur des bases économiques du pouvoir prolétarien ne dépend pas de la "volonté" du parti révolutionnaire, elle est déterminée par une foule de facteurs géographiques, historiques, techniques. Ce qui par contre est du ressort du parti de classe c'est la compréhension générale du cours historique, la signification et la portée des grèves ouvrières, la transformation de ces luttes primaires en un assaut général de l'Etat bourgeois. Les bouleversements des rapports de production, l'étendue de la socialisation, en un mot le "programme" du parti révolutionnaire, tout cela est déterminé, dans l'hypothèse de la prise de pouvoir dans un pays donné, par les conditions matérielles de ce pays. Le caractère socialiste de l'Etat prolétarien y est certes influencé et consolidé par l'importance des transformations sociales, mais il dépend surtout du **rôle** que joue cet Etat dans l'extension de la Révolution. C'est en définitive dans la sujétion de l'appareil d'Etat à l'Internationale et dans l'aptitude de celle-ci à orienter la lutte de classe, à rassembler le prolétariat, à le conduire de victoire en victoire, que réside la "garantie" du succès prolétarien. C'est un problème **d'intégrité idéologique**, de **tactique** pour les partis communistes et non une question de programme.

La principale critique faite au parti bolchevik c'est d'avoir conçu la dictature du prolétariat comme devant être la dictature du parti. A cette politique on oppose les positions développées par Lénine dans "L'Etat et la Révolution" en faveur d'un pouvoir véritablement exercé par les organismes ouvriers.

Cette critique repose essentiellement sur l'ignorance ou l'incompréhension du caractère radical de la délimitation des positions révolutionnaires, exclusivement défendues par les bolcheviks, vis-à-vis de **toutes** les autres forces politiques qui n'avaient pas rompu complètement avec l'idéologie démocratique. Anarchistes, socialistes - révolutionnaires, "ouvriéristes", soutenaient un programme de démocratie politique qui eut offert le climat idéal pour l'immédiate disparition du pouvoir prolétarien. Favorisées par les difficultés économiques, toutes les couches bourgeoises et petites-bourgeoises eussent alors trouvé le tremplin politique pour la conquête de l'Etat. Le rôle objectivement réactionnaires des socialistes - révolutionnaires et même, dans une certaine mesure, des anarchistes (Makhno) s'est d'ailleurs révélé dans leur attitude vis à vis de la contre-révolution monarchiste.

On pourrait objecter que cette dictature bolchevique n'a nullement empêché la victoire des anciens rapports sociaux au travers de la dégénérescence et de l'épanouissement du capitalisme d'Etat. mais, sur ce point, l'influence exercée par eux dans l'Internationale en faveur de la tactique désastreuse de front unique avec la Social-Démocratie, tactique qui est à l'origine de l'échec de la Révolution Internationale et par la suite à l'origine de l'actuel système russe.

Malgré tout ce que certaines mesures prises par les bolcheviks peuvent avoir de répugnant, d'inutile ou de maladroit, on ne voit guère quelle autre attitude de l'appareil d'Etat aurait été possible, et on ne trouve pas trace, dans les critiques "ouvriéristes" d'une solution - **politique** et non pas "organique" - meilleure.

Cette compréhension du caractère inéluctable de la dictature bolchevik en Russie est indispensable pour envisager les données actuelles du problème de la dictature du prolétariat. Peut-on espérer aujourd'hui un processus plus facile et plus souple en fonction de la disparition ou de la diminution des facteurs économiques défavorables à la construction du

socialisme ? Ces éléments hostiles existent encore dans certains pays dont on ne peut pas dire a priori qu'ils ne peuvent constituer - en qualité de "chaînon "faible du front impérialiste - des points d'intervention révolutionnaire du prolétariat (exemple : la Chine, les pays coloniaux). Les problèmes qui pourraient se poser, dans ces pays, au parti de classe seraient, dans l'hypothèse d'une insurrection victorieuse, les mêmes que ceux que durent affronter les bolcheviks. De plus, il faut considérer que, dans les grandes métropoles industrielles, si le développement de la technique et l'instruction générale rendent les ouvriers modernes bien plus aptes à gérer l'entreprise et à organiser la production, que ne l'étaient les moujiks en 1917, les questions de réinvestissement d'extension et d'orientation de la production sont du ressort de l'organisation politique. Sinon, ce serait supposer que le degré de développement technique et culturel, parce qu'il est plus élevé qu'il y a vingt ans, les porte immédiatement à la compréhension de problèmes qu'un parti à toutes les peines du monde à aborder, alors qu'il réalise pourtant une bien plus haute "conscience" que celle de milliers d'individus réunis.

Il existe enfin un facteur politique réactionnaire qui compense +largement les actuelles aptitudes des ouvriers dans le domaine de la gestion et de l'organisation : c'est l'existence de forces politiques infiniment plus corrompues et plus dangereuses que celles de la IIe Internationale, une foule de courants confusionnistes objectivement contre-révolutionnaires, l'emprise d'une idéologie incomparablement plus nocive que l'humanisme social-démocrate.

En posant le problème du parti, l'auteur de la lettre aurait dû se garder d'en référer à la caricature stalinienne d'organisations prolétariennes : les PC actuels ne ressemblent en rien à des partis révolutionnaires. Quant aux premières organisations de l'Internationale Communiste, elles se révèlent, avec le recul, affublées de caractères déplaisants (formulation "primaire", conscience aveugle, opportunisme, noyautage) qui s'expliquent, en majeur partie, par le décalage existant entre les tâches grandioses qu'imposait la situation et la capacité de compréhension des masses.

On ne peut prévoir quelle forme prendra demain l'action prolétarienne dans le cas d'un réveil de classe. Il serait difficile de présager de l'extension du mouvement, de la rapide compréhension par les masses des objectifs révolutionnaires, de la disparition immédiate des forces confusionnistes. Ce qui est vérifiable dès aujourd'hui, c'est une évolution générale des formes sociales, politiques et idéologiques vers le totalitarisme. Dans cette perspective, il n'y a guère de chance qu'un assaut révolutionnaire du prolétariat puisse prétendre au succès sous la bannière commune d'une floraison de conceptions et de forces politiques ouvrières différentes. Il est même infiniment probable qu'une tentative semblable ne pourra voir le jour que par une rupture **radicale** de la position révolutionnaire vis-à-vis de toutes les tendances confusionnistes. Ce fut déjà le cas en 1917, mais la délimitation deviendra sans cesse plus rigoureuse et abandonnera toutes les illusions d'une période révolue où on croyait possible, pendant la période transitoire, une forme politique des plus libérales. A cette société bourgeoise totalitaire devra s'opposer le prolétariat totalitaire et cette nécessité ne permet pas de se bercer d'illusions rassurantes sur le "dépérissement rapide de l'Etat".

Il est évident que pour les révolutionnaires, la nécessité de la répression de Cronstadt est bien difficile à accepter, et ce qu'il y aurait fort à dire sur les fautes du pouvoir bolchevik. Mais ce n'est pas l'adoption de modalités statutaires ou d'interdictions de principe qui écartera - dans des conditions une nouvelle fois hostiles - le recours à la "violence du parti de classe contre la classe". Un pareil recul ne peut être évité que par le développement de la Révolution. Cette conception n'est d'ailleurs nullement fataliste : l'intervention du parti, qui a joué un grand rôle au cours de la première vague révolutionnaire, prendra un caractère déterminant lors des

futures tentatives. En effet, la société bourgeoise tend de plus en plus à reposer sur l'embrigadement idéologique du prolétariat, le caractère essentiellement politique de sa domination pose comme condition de sa chute la désagrégation des forces politiques qui lui sont acquises et c'est dans cette désagrégation que réside la tâche du parti révolutionnaire, groupant vers cet objectif toutes les luttes qui naissent des contradictions du régime.

C'est pourquoi, les efforts des groupes révolutionnaires ne doivent pas se gaspiller en constructions abstraites de formes politiques garantissant le parti contre la dégénérescence et les ouvriers conte "l'arbitraire du pouvoir". L'avènement du socialisme dépend de l'issue de la période transitoire et celle-ci découle du rôle du parti de classe, de son intégrité idéologique, de son aptitude à conduire toute la classe à l'assaut de la société bourgeoise. Pour préparer le parti à ce rôle, et pour que les réactions parfaitement logiques des minorités révolutionnaires devant le caractère primaire et scolastique des partis de la IIIe Internationale ne se perdent pas dans des spéculations idéalistes, c'est dans le domaine du parti que doivent porter tous les efforts de recherche et de travail théorique.

La longueur de ces critiques m'empêche de m'étendre sur la question pourtant très importante du capitalisme d'Etat. L'auteur de la lettre au PCI ne traite pas de ce problème, mais d'après les quelques mots brefs qu'il lui consacre, il semble accorder un certain crédit à la théorie de Chaulieu suer la classe "bureaucratique". C'est pourquoi ce serait une tâche urgente, dans la Fraction Française de concrétiser les différentes positions exprimées.

Dans la pratique, la tâche la plus urgente est de donner à ce travail une forme concrète. La faiblesse actuelle de l'organisation est due en grande partie à la forme d'activité poursuivie jusqu'à ces derniers mois, le principal effort ayant porté sur la parution du journal ; celle-ci s'avère désormais impossible et il ne reste plus aujourd'hui aucune trace du travail théorique accompli. Les diverses conceptions qui ont pu se développer dans l'organisation ont été tranchées par des résolutions - d'ailleurs peu nombreuses - qui ne pouvaient aller au fond du problème et qui, imposant pour un temps une cohésion artificielle, laissaient subsister les divergences.

Le meilleur moyen de traiter efficacement ces problèmes serait la publication de textes, de traductions, d'articles de discussion. Selon les possibilités matérielles existantes, il faudra trouver un moyen terme entre le bulletin intérieur et la revue. Mais ce qu'il faut absolument c'est une production **régulière** qui seule peut apporter la clarification théorique et affirmer la rigoureuse délimitation politique vis-à-vis de tous les courants confusionnistes.

Lettre du PCInt d'Italie à la Fraction Française du 14 octobre 1949.(Traduction Jean-Pierre Laffitte).

À la FF de la GCI
Réponse du PC Internationaliste (Italie) au "Projet de lettre"

Chers camarades,

Une discussion à caractère international, comme celle qui est proposée par l'auteur du "Projet de lettre", n'a de sens que si elle part d'une plate-forme unitaire concernant la manière de poser les problèmes généraux et d'interpréter les événements des trente dernières années de lutte prolétarienne : en dehors de cette base de départ, il ne peut y avoir qu'une discussion éclectique ou une polémique stérile. C'est pourquoi il est nécessaire, avant de souscrire à un projet tel que celui qui est formulé par le camarade L., de prendre une position claire face aux problèmes qu'il a soulevés, non seulement dans le sens de réaffirmer des positions politiques que nous considérons comme indiscutables, mais aussi dans celui de soumettre à un examen critique certaines affirmations contenues dans son document.

Nous ne nous arrêterons que brièvement sur la première partie du "Projet" qui, à partir de la critique de certaines solutions données par les bolcheviks à des problèmes particuliers, contingents et *historiquement bien délimités* de la dictature révolutionnaire, conclut à la critique des postulats programmatiques originaires de la III° Internationale. Nous ne nous arrêterons pas sur cette partie, tout d'abord parce que la critique en est à peine ébauchée et, en second lieu, parce qu'il apparaît tout de suite comme arbitraire : 1) de reprocher à Lénine la non-coïncidence entre les directives à caractère général de "L'État et la Révolution" et certains aspects pratiques de l'exercice du pouvoir, alors qu'il faudrait les étudier non pas dans l'abstrait, mais dans le cadre général des contingences historiques ; 2) de déduire de ces aspects une critique générale des orientations de principe du I° et surtout du II° Congrès du Komintern; 3) d'établir, comme le document le fait (en parlant par exemple d'"État léniniste" pour définir l'État russe actuel), une ligne de continuité idéologique et historique entre les positions de départ du parti bolchevik ainsi que de la III° Internationale, et l'involution d'abord, le passage ouvert à la contre-révolution ensuite, de la Russie stalinienne.

Ce qui nous importe surtout d'analyser, c'est la partie centrale du document, qui rappelle du reste, dans son orientation, d'autres positions affirmées face au phénomène russe par des courants de l'opposition communiste, par rapport auxquels la Gauche communiste d'abord, la Gauche communiste internationale ensuite, se sont toujours rigoureusement différenciées. Le trait commun de ces interprétations critiques, vieilles de 25 ans, même si elles sont aujourd'hui exhumées comme des nouveautés, est le suivant : placés devant le gigantesque phénomène de la dégénérescence de la dictature prolétarienne en Russie, certains militants communistes cherchent à l'expliquer non pas comme le point d'arrivée d'un choc national et international entre des forces sociales opposées, comme la résultante de la lutte internationale entre les classes se concluant par la défaite prolétarienne, mais comme le reflet d'une absence de définition juridique et statutaire, dans les programmes de la III° Internationale, et de tous les partis adhérents, des rapports réciproques entre parti et classe – absence de définition qui aurait empêché d'indiquer de façon claire et définitive au Parti les limites entre lesquelles il peut opérer comme force agissante de la dictature du prolétariat, et au-delà desquelles il sort au contraire de sa compétence spécifique pour déborder sur celle des organes de lutte et d'exercice du pouvoir (comme les soviets, les organismes de masse, d'usine, etc.). La dégénérescence du parti bolchevik, qui pour nous, du point de vue marxiste, est le résultat d'un processus général de repli d'abord, d'une défaite dans la dynamique des rapports de forces entre les classes sociales ensuite, devient alors la cause déterminante de ce processus : le facteur subjectif devient la cause déterminante et la matrice du facteur objectif. Et, puisque, dans le fond de cette vision critique, il circule une conception ouvriériste qui va jusqu'à une phobie vis-à-vis du parti et jusqu'au fait de lui attribuer une sorte d'"imperfectibilité" et de "dégénérativité" intrinsèques, on conclut par l'affirmation que, si la dictature avait été exercée par les organismes de masse (non susceptibles de dégénérescence, eux, évidemment), la révolution aurait été sauve.

Ainsi, par une interprétation subjectiviste et intellectualiste de l'histoire, qui ramène les grands phénomènes historiques à l'échelle d'une déficience dans les formules de "division du travail" entre les organismes issus du prolétariat, on passe à une dépréciation ou carrément à une condamnation du parti, à sa transformation d'un organe spécifique de lutte et de direction du prolétariat en organe formel de propagande, d'affirmation théorique, de défense des grands principes, en lui refusant l'investiture de la fonction de direction dans l'exercice du pouvoir. On oppose, en somme, parti et classe.

Une semblable façon d'envisager le problème est pour nous absolument erronée. Nous n'acceptons ni une conception intellectualiste du Parti qui en fait un organe détaché des masses et opposé à elles, ni une conception qui voit dans la classe, hors de son rapport dialectique avec le Parti, une réalité qui agit toujours et nécessairement selon ses intérêts fondamentaux. Le Parti ne peut vivre sans la classe dont il est l'expression la plus complète : la classe ne peut réaliser ses objectifs sans cet organe spécifique et irremplaçable de direction politique et de lutte qu'est le Parti.

Dans l'estimation du rôle du parti avant, pendant et après la lutte pour la conquête du pouvoir, la Gauche part en somme non de prémisses subjectives, contingentes ou, au contraire mystiques, mais de prémisses réelles, objectives et permanentes, c'est-à-dire de la théorie marxiste selon laquelle la classe ouvrière, dans sa généralité brute, indifférenciée, sous le régime de l'exploitation capitaliste, ne peut ni ne pourra jamais s'élever *par sa vertu propre* à la connaissance de ses intérêts fondamentaux et à l'unification de ses impulsions et de ses efforts élémentaires vers leur réalisation. Soudé nécessairement à la classe, le Parti est et reste l'instrument irremplaçable de direction de la lutte révolutionnaire ; et puisque cette lutte ne se limite pas à la préparation de la prise du pouvoir, mais qu'elle se poursuit au-delà des limites de cette prise du pouvoir avec des formes souvent encore plus insidieuses (qui ne sont pas uniquement violentes), le Parti est et reste *l'organe spécifique de la dictature révolutionnaire,* en liaison, évidemment, avec les autres organismes de nature non permanente et de masse que le même élan révolutionnaire est appelé à façonner au fur et à mesure, dans des formes que l'on ne peut pas déterminer à l'avance. Il s'ensuit que, pour nous, la discussion académique et anti-marxiste de ceux qui partent à la recherche de garanties statutaires qui mettraient le Parti à l'abri de dégénérescences possibles ne peut être tranchée et résolue que par le cours victorieux de la révolution : il n'existe pas d'autres garanties que, d'une part, la stricte fidélité du parti au programme, et d'autre part, sa liaison avec les couches, même si elles sont faibles numériquement, de la classe ouvrière et avec leurs luttes; et aujourd'hui moins que jamais il n'existe de "contre-autels" au Parti dans des organismes indifférenciés, temporaires, liés à la contingence et à la mobilité d'intérêts de catégorie, plus sensibles aux oscillations du mouvement alternatif des contradictions de classe, que sont les organismes de masse. Là où le cours révolutionnaire s'interrompt et se renverse, le juste rapport dialectique entre parti et classe se brise ; mais la solution ne peut être donnée ni par l'un ni par l'autre terme; elle ne peut naître que de la recomposition de ce rapport brisé.

En d'autres termes, le Parti cesse d'agir comme organe spécifique de direction de l'assaut révolutionnaire et d'exercice de la dictature s'il perd le contact, la circulation dialectique avec la classe qui en est la matrice : et, à son tour, la classe, particulièrement dans les phases les plus aiguës de la lutte sociale, se perd elle-même si elle ne réussit pas à saisir, à distinguer, à connaître ses intérêts fondamentaux, et elle ne peut le faire qu'à travers son cerveau (et nous disons bien le cerveau, en le considérant comme l'organe moteur d'un organisme dont les parties restent ou tombent toutes ensemble) qu'est le Parti. La valeur de l'orientation générale

donnée au problème de la fonction et de la nature du parti par la III° Internationale, et particulièrement développée par la Gauche à partir de 1921, reste donc pour nous intacte, parallèlement à la reconnaissance du rôle et de la fonction des organes soi-disant "directs" de masse. Tous deux ont leur fonction, organiquement et dialectiquement liés ; mais substituer la fonction de l'un à la fonction de l'autre, c'est attribuer à l'organe de masse la fonction qui peut seule incomber au Parti.

Il y a d'autres points du document qui, en partie liés à cette erreur fondamentale d'orientation, en partie découlant de déductions trop hâtives sur les récents développements de l'économie capitaliste, sont inacceptables pour nous. Il faut prendre garde, par exemple, à ne pas faire de la "bureaucratie" un corps abstrait, comme c'est l'habitude des trotskistes, des hollandais, des Chaulieu, des Burnham, etc. "Les anciennes classes bourgeoises… - dit le document – n'opposent plus la résistance qu'on invoquait pour caractériser les objectifs de la dictature du prolétariat… L'obstacle le plus dangereux sur la voie du socialisme est la naissance de nouvelles couches exploiteuses qui se créent aux dépens de la bureaucratie des partis ouvriers et des organisations ouvrières en général"(*). Le problème de la "bureaucratie" doit être étudié, et nous n'en parlons ici qu'en passant ; mais ce serait de toute façon une grave erreur de transformer le processus de modification et d'intégration du personnel de gouvernement bourgeois, qui est parallèle à l'évolution de l'économie dans un sens toujours plus centralisateur et étatique, en un processus de remplacement d'une classe par une autre. L'habitude est toujours la même : chercher la matrice des tournants les plus sensationnels du régime capitaliste et des défaites prolétariennes les plus atroces hors du conflit entre les classes, dans le périmètre des phénomènes de dégénérescence du parti et des organisations de direction politique du prolétariat en général.

Et puisque les couches bureaucratiques produites dans le processus de dégénérescence des organisations ouvrières (et seulement de celles-ci?) germent sur le tronc du capitalisme d'État, voilà l'autre affirmation paradoxale selon laquelle non seulement (comme c'est exact et plusieurs fois répété par nous : voir la collection complète de "Prometeo") le capitalisme a fait siens des systèmes d'organisation de l'appareil productif, comme les nationalisations et la planification, systèmes revendiqués pendant un temps par le programme communiste, mais il aurait transformé aussi son appareil de distribution, qui cesserait d'être "mercantile" et "monétaire", pour cette raison que le trait distinctif unique entre l'économie du capitalisme d'État et l'économie socialiste devrait être cherché dans un système de consommation caractérisé par la "disparition des distinctions sociales et hiérarchiques". En d'autres termes, la critique du capitalisme d'État ne peut plus se réduire à la critique d'un "système mercantile" (parce qu'il ne le serait plus) mais elle doit se fonder « sur la critique des rapports existant entre production et consommation". Cette affirmation est vraiment stupéfiante. Avant tout, l'auteur devrait démontrer le fait que l'économie capitaliste d'État n'est plus une économie mercantile et monétaire, ce qui est contredit non seulement par l'expérience de l'économie occidentale la plus planificatrice et la plus nationalisatrice, l'économie anglaise, mais même par l'expérience de l'État russe, où la force de travail est une marchandise, où les produits sont des marchandises, et où par conséquent la monnaie existe : il devrait expliquer d'autre part comment on pourrait séparer les problèmes de la consommation de ceux de la production et de la circulation; c'est-à-dire comment il serait possible au capitalisme d'organiser la production et la distribution de manière non mercantile et non monétaire, en maintenant en

(*) Notons, entre parenthèses, que cette dernière expression :"organisations ouvrières en général", bouleverse la fondation idéologique même de tout le document : ah donc, ces mêmes organismes ouvriers "en général" produisent en leur sein cette maudite "nouvelle couche" dirigeante de la contre-révolution! Ce n'est plus le parti qui dégénère : ce sont tous les organismes prolétariens, même ceux qui devraient servir à … immuniser le Parti.

vie un système de consommation fondé sur la division en classes. Eh bien, pour un marxiste, il doit être clair que la nature du système de consommation constitue une seule et même chose avec la nature du système de production et de circulation ; et c'est justement parce que la société bourgeoise, en plein régime de capitalisme d'État, est mercantile et monétaire que la consommation demeure une consommation de classe; et c'est parce que les produits continuent à être des marchandises, et que la force de travail qui les produit continue aussi à être une marchandise, que les différenciations hiérarchiques et de classe continuent à persister dans la consommation; c'est pour la même raison que nous avons caractérisé comme capitalistes les nationalisations et la planification anglaises ou russes, et celles qui se sont petit à petit dessinées dans cet après-guerre. Et, inversement, on ne peut résoudre le problème du "caractère socialiste" d'une économie et d'un État dans la formule simpliste d'une "consommation qui ignore les différences de classe et de hiérarchie", parce que la réalisation d'un tel objectif pour la consommation n'est possible que comme conséquence d'une révolutionnarisation des systèmes de production et de circulation et, par conséquent, parce que le critère de consommation sur des bases non classistes rentre dans un ensemble organique de "caractères socialistes" de l'économie et de la politique, qui en sont les prémisses nécessaires. L'État n'est pas socialiste parce qu'il réalise un système de consommation non capitaliste, mais il réalise ce système parce que son économie n'est plus mercantile, monétaire, en somme, capitaliste; et son œuvre de gestion sociale ne pourra donc se limiter à la réglementation socialiste de la consommation à travers ou avec l'appui des organismes de contrôle et de gestion ouvriers. Ici aussi, le rôle central du Parti revient au premier plan sous un angle différent.

Le PC Int est d'avis que l'étude de la structure économique et sociale de la Russie stalinienne (qui est en fait le problème général de la structure économique et sociale du capitalisme dans sa phase actuelle) devrait être sérieusement conduite à terme; il ne prétend pas quant à lui l'avoir épuisée. Mais il considère que la condition pour commencer cette étude est que le terrain soit débarrassé des interprétations insuffisantes ou erronées des problèmes fondamentaux de la dictature du prolétariat, et que l'on doit retenir comme plate-forme commune de départ, aussi bien en ce qui concerne la question des rapports parti-classe qu'en ce qui concerne les termes de la revendication socialiste face au capitalisme dans sa phase ultime, les positions prises successivement par la Gauche communiste internationale.

Les thèmes fondamentaux de ces positions ont été rappelés dans cette réponse, en y opposant les points principaux aux thèses les plus significatives du document, mais nous ne pouvons, pour un développement plus organique, que renvoyer les camarades (et surtout l'auteur du "Projet de lettre) aux textes dans lesquels ils sont particulièrement traités et expliqués comme "Force, violence et dictature" et "Propriété et Capital", parmi les plus récents et parmi ceux qui sont accessibles en traduction française.

Fraternellement, pour l'Exécutif du PC d'Italie

Milan le 14/10/1949

Lettre de la FFGC au PCInt du 20 octobre 1949.

La Fraction Française de la Gauche Communiste Internationale aux Camarades d'Italie et de Belgique.

Paris le 20 octobre 1949

Chers camarades,

Nous avons étudié les possibilités techniques de la parution d'une revue internationale de la Gauche Communiste Internationale. La formule la moins onéreuse se présente sous la forme d'une revue de 32 pages, avec couverture papier fort,format 21 * 27. Le prix de revient approximatif s'élèverait à 75 00 francs français pour 6000 exemplaires. Nous estimons nécessaire le chiffre de 6000 exemplaires pour permettre une diffusion minimum en France et en Belgique par le canal des messageries de diffusion.

Il nous faudra verser un cautionnement de 30 000 francs français aux messageries de diffusion et prévoir quelques frais de lancement. Nous sommes en possession de la réponse des camarades belges. Ils s'engagent à fournir 7000 francs belges - soit 1000 francs français au lancement de la revue et 2800 francs belges soit 400 francs français à chaque parution.

Toutes les prévisions concernant le "succès" de cette revue peuvent être évidemment renversées, mais après étude, nous pensons que l'entreprise est viable si 3 conditions sont remplies :

1/ Un effort considérable des fractions de langues françaises ;

2/ Une aide financière du Parti italien ;

3/ Un effort dans la présentation et le contenu de la revue, la rendant accessible à une couche assez large de lecteurs.

Les camarades belges ont déjà répondu et nous ne doutons pas qu'ils feront le maximum dans ce sens. La Fraction française est prête de son côté à engager toutes ses ressources financières et toute son énergie. Il nous reste à connaître le montant de votre participation et également à discuter le caractère de la revue.

Les questions techniques réglées, la FF se pose un certain nombre d'autres problèmes, d'ordre politique entre autres, auxquels il est nécessaire de répondre, avant d'entreprendre une expérience qui mettra en jeu la presque totalité de nos possibilités financières.

Voici énumérées les principales objections ou suggestions que nous vous soumettons :

1/ Ni du point de vue politique, ni du point de vue de son intérêt en tant que publication théorique de langue française, la revue ne doit être la simple traduction d'une revue du PCI.

2/ Si Prometeo cesse d'être une revue du PCI pour devenir un organe commun aux diverses fractions de la GCI, nous voudrions savoir :

a/ Comment le PCI conçoit la rédaction du point de vue pratique, compte tenue de la nécessité de faire paraître la publication le plus régulièrement que l'ancien Prometeo, tout en faisant collaborer des camarades éloignés (français, belges, américains) ? Comment envisager, en effet, le fonctionnement d'un comité de rédaction œuvrant à l'échelle internationale, quand on sait l'échec du projet de Bureau International et l'inconsistance de nos relations politiques passées ?

b/ En plus d'articles d'information sur le mouvement ouvrier dans le monde et sur la situation du capitalisme international qui ne nécessitent pas de liaison entre eux, adoptera-t-on un plan qui donnera à la revue une certaine homogénéité et plus d'efficacité, au point de vue propagande et au point de vue éclaircissement de nos positions et de notre programme ? Dans ce sens, la revue publiera-t-elle des articles envoyés par les collaborateurs ou ceux-ci ne devront-ils publier (?, mot manquant(feuille déchirée, NDE) que dans le cadre d'une orientation donnée?

3/ L'orientation de Prometeo vers une revue commune aux organisations de la GCI fait-elle partie d'une nouvelle orientation de repli de la part du PCI ?

A la suite de la lettre reçue d'Italie ayant trait à une réunion du CE en vue d'une réunion de la CC, la FF voudrait savoir sur quelles bases politiques et grâce à quelle évolution dans la vie intérieure du PC s'est opérée le tournant décelé dans cette lettre ?

4/ En cas d'impossibilité de faire vivre un comité de rédaction sur le plan international ou de réaliser de façon régulière la publication du nouveau Prometeo, la FF envisage de prendre sous sa responsabilité la publication d'une revue appuyée sur la traduction des articles de Prometeo, mais se réserve l'initiative du choix des articles à prélever dans celui-ci, tant dans les numéros anciens que dans les numéros récents. La FF y ajouterait des articles belges et français qui lui sembleraient intéressants. Autrement dit, cette revue aurait un comité de rédaction français, tant en étant l'œuvre d'une participation importante du PCI et des autres fractions.

Tout bien pesé, il nous apparaît que cette dernière formule correspond à la seule possibilité d'intéresser en France et en Belgique une couche assez large de militants qui trouveraient en plus d'articles d'intérêt international ou purement théorique, des articles les intéressant au premier chef sur le mouvement ouvrier dont ils font partie.

Nous comptons sur une réponse rapide de votre part tant en ce qui concerne votre soutien financier que la façon de concevoir la revue en question. La mise en route de cette expérience ne dépend plus que de votre réponse.

Salutations communistes.

LA CE

Lettre du PCInt à la Fraction Française du 30 octobre 1949

A la Fraction Française de la GCI.

Le PC Internationaliste d'Italie
(et pour connaissance à la Fraction Belge)

Chers camarades

Nous recevons votre lettre du 20/10 et nous sommes surpris que vous reveniez sur les propositions que nous vous avions faites précédemment concernant la revue internationale et que vous aviez tout d'abord acceptées.

Il nous semble que ce changement de position de votre part vient en partie du fait que vous n'avez pas clairement saisi le contenu de nos propositions, qui étaient les suivantes :

> 1/ Participation des camarades français et belges, soit sous la forme d'articles originaux, soit sous la forme de notes internationales, à l'édition italienne de Prometeo.
>
> 2/ Rédaction de Prometeo en Italie.
>
> 3/ Traduction et publication en français du texte italien ainsi composé.

Nous n'avons rien a ajouter ou a retrancher à ces propositions. Elles s'inspiraient et s'inspirent de la nécessité de sortir de l'état de paralysie de notre activité internationale et de donner à notre activité nouvelle une forme homogène. La création d'une rédaction française avec possibilité de modification et de choix nous ferait retomber dans les difficultés et les impossibilités que nous avons déjà déplorées pour le Bureau International. Dans notre proposition, le caractère international et unitaire de la revue est au contraire assuré par la collaboration des camarades français et belges, par un échange actif de points de vue entre les fractions et par une direction centralisée de la revue.

Nous répétons donc intégralement nos propositions.

Pour nous la difficulté résidait dans le fait que le "Prometeo" italien contiendra dans le prochain numéro la suite d'articles déjà commencés. Mais comme nous entendons terminer la première série avec le numéro 14 de fin décembre, et commencer une série nouvelle en mars, nous proposons que la revue internationale sorte justement au printemps de 1950. En attendant vous pourriez terminer l'édition de "Propriété et Capital" à la ronéo, les camarades belges se sont engagés à diffuser aussi. Nous aurons donc dans l'entre-temps l'occasion de mieux définir les caractères généraux de la revue.

En ce qui concerne, enfin, les problèmes financiers :

> 1/ Voter proposition de publier 6000 exemplaires de chaque numéro semble absolument disproportionné (par rapport) aux possibilités réelles de diffusion de la revue en France et en Belgique. Qu'il vous suffise de penser qu'avec un réseau d'organisation plus vaste et plus efficace que le vôtre, nous ne parvenons pas à distribuer plus de 1200 exemplaires de Prometeo. Nous sommes d'avis que le maximum d'exemplaires devrait donc être de 3000.

2/ Si cela était rendu impossible par l'obstacle des messageries, nous sommes d'avis que vous vous rabattiez sur une édition ronéotée de 1000 exemplaires, au moins au début.

3/ Quant à notre participation financière nous ne pourrons rien vous dire de précis avant le nouvel an, si nous parvenons alors à sortir de la grave crise financière que nous subissons actuellement et qui nous a contraints à des mesures financières draconiennes pour assurer la vie du journal (qui redevient bimensuel) et de la revue, et celle de l'organisation. naturellement, dans notre plan de réorganisation sur ces bases, nous étudierons attentivement la question d'un apport financier à la revue française.

4/ Continuez donc à étudier les problèmes techniques sur la base de nos propositions et attendez notre réponse sur la question financière pour le début de l'année.

5/ Il nous semble qu'il faut nous attendre à l'édition de 3 ou au maximum de 4 numéros par an. Nous ne pouvons prévoir plus sans tomber dans une surestimation des possibilités réelles de nos organisations tant en Italie que - et surtout - à l'étranger.

Nous sommes sûrs que vous examinerez attentivement ces nouvelles contre-propositions en vous fondant surtout sur une appréciation objective de nos possibilités et de nos forces et que vous les trouverez pleinement justifiées.

Nous nous sommes limités pour le moment aux points précédents, qui nous semblaient les plus urgents pour répondre à votre lettre. Nous nous réservons de revenir sur les autres dans une lettre ultérieure, heureux en attendant cette occasion nous ait permis de rendre vie à la correspondance entre nos organisations.

Saluts fraternels pour le Secrétariat du PCInt ;

PS : Avez-vous reçu notre réponse au document "Projet de lettre au PC Int d'Italie" ?

Milan, 30/10/49

Lettre de Daniel Dumartheray à Lucien du 27 novembre 1949.

Paris le 27 novembre 1949

Chers amis,

Cette lettre fait suite comme promis à celle de la semaine dernière. Et bien que je voulais vous entretenir exclusivement de la question de l'accumulation du capital dans la période du capitalisme d'Etat, au lieu d'aborder simplement cette question en rapporteur des conversations que j'ai eues, et par suite plus ou moins bien digérées sur cette question, je préfère mijoter cette affaire et chercher à en sortir des idées originales, plus exactement,

organiquement assimilées. Dans ce but, je me plonge dans "L'accumulation"de Luxemburg. Par ailleurs, les discussions qui ont lieu ces derniers jours au sein de la Fraction sont suffisamment lourdes de contenu et de conséquences que ma lettre tente de vous en apporter le maximum de reflets.

Je vous ai rapidement mis au courant des dernières propositions des groupes Chaulieu et Munis, dont la discussion au sein de notre groupe la semaine dernière avait admis l'acceptation, sous réserve de l'apport par nos soins d'un texte préliminaire. Ce texte a été présenté par Suzanne samedi soir aux fins de discussions par nos camarades. Je ne voudrais pas te commenter trop longuement ce texte qui apporte, à mes yeux, une critique des positions de Chaulieu et surtout des méthodes de celui-ci, en l'absence de positions encore affirmées, critique qui devait être faite depuis de longs mois; à mon avis.

Dans la proposition Chaulieu, il était dit qu'un rapprochement substantiel des positions générales entre nos deux groupes au cours de ces derniers mois permettait l'ouverture d'une discussion aux fins d'unification (!). il a été évidemment facile à Suzanne de démolir cette affirmation.

Puisque tu vas avoir le texte, je voudrais seulement t'indiquer les principales réactions des camarades à ce texte, et plus précisément les tendances dans l'organisation générale de la Fraction que ce texte soulevait en fait.

Gaspard, le toubib et Chazé ne l'accepteront pas (c'est fait pour Gaspard), le toubib prépare une lettre à notre groupe. Chazé enfin dont tu connais les positions et dont je t'ai décrit les interventions dans ma lettre précédente refusera également.

Plus intéressantes sont les réactions des éléments "centristes" : Camille, Maurice, Néron et André.

Camille, tout en se déclarant d'accord sur le fond du texte, a soulevé la question épineuse à ses yeux de la suite donnée en cas de refus du plan de discussion proposé par nous : - Question du parti dans le rapport masses/Parti ; - rapport bourgeoisie/bureaucratie ; - dictature du prolétariat ; - démocratie ouvrière.

Et pour lui ce plan n'est pas limitatif ! Je cite sa pensée : les divergences entre Chaulieu et nous ne peuvent pas empêcher une entente sur un programme en quelque sorte minimum (antifascisme, positions sur la guerre, sur les questions fondamentales (?) du marxisme). Bref, tu connais Camille et sa manière de poser les questions et problèmes politiques au travers d'un point de vue utilitaire et pratique.

Maurice est plus net : entièrement d'accord avec le texte, mesurant la valeur du groupe Chaulieu et l'ensemble des principes de la Gauche, beaucoup plus objectif dans son appréciation politique. Je dis "objectif", car face à des camarades comme Gaspard, pour qui la formation et la vie d'un parti se résument à une question de nombre de militants, de diffusion du matériel, etc. Maurice accorde une valeur relative à ces facteurs et entrevoit par conséquent mieux que Camille la contingence et la fragilité des regroupements minimum.
Néron n'est pas intervenu, mais au fond, il admet la possibilité d'un regroupement effectué sur une base artificielle.

André, lui a sursauté lorsque Suzanne a déclaré que la discussion avec Chaulieu était rendue inévitable par la crise de la Fraction. Elle l'indique ainsi dans son texte. Quant au commentaire de cette idée, il est parfaitement logique : au cas où la Fraction aurait été unitaire sur les points fondamentaux exposés dans le texte en question, la critique de Chaulieu aurait revêtu un caractère polémique, aurait donc été une critique extérieure, de groupe à groupe. C'est ce que j'ai tenté de préciser dans mon intervention mais d'une façon confuse qu'heureusement des italiens, en particulier Ernesto ont développé et posé de manière définie en indiquant que si le groupe Chaulieu acceptait nos propositions, il reconnaîtrait par-là même sa valeur insignifiante en tant que tendance d'avant garde.

04/12/1949. J'avais interrompu cette lettre car je pensais que la résolution serait communiquée. Malheureusement cette résolution a eu des tribulations et je vous demande de patienter quelques jours avant de la posséder.

Je peux maintenant poursuivre. La réunion avec Chaulieu a eu lieu et il a été fixé un programme de discussions. Je ne m'étendrai pas sur l'interprétation donnée par divers camarades à cette prise de contact.

Encore une fois, je me pencherai plutôt sur les diverses positions qui s'expriment dans l'organisation au fur et à mesure de l'évolution (rapide) de la vie du groupe.

Suzanne a commencé un travail sur les rapports entre la bourgeoisie et la bureaucratie, aux fins de le présenter devant le groupe Chaulieu. Les principaux points de ce texte ont été mis au point dans la dernière réunion de la C.E. vendredi 2 décembre. Ils ont été brièvement les suivants :

-Pour justifier une révision des positions fondamentales du marxisme, il faut repartir de la méthode de Marx, qui, lords de l'analyse du capitalisme moderne, a placé comme fondement de son étude, l'examen des modes de production du capitalisme, foncièrement différents de ceux de la société féodale ou esclavagiste (marché sur lequel la force de travail du prolétariat et au travers duquel se réalise la plus-value accumulable). La société socialiste doit donc rejeter, en même temps que la notion d'exploitation, les moyens de cette exploitation (marché, monnaie, etc.).

-Lorsque Chaulieu et Guillaume parlent de conscience autonome du prolétariat et de gestion ouvrière directe comme base de fonctionnement de la société capitaliste, ils reviennent sur la notion de l'intervention autoritaire du parti dans l'économie, après la prise du pouvoir.

-Dans les "Rapports de production", article de Chaulieu dans le numéro 2 de la revue "socialisme ou Barbarie", celui-ci étudie les problèmes périphériques au marxisme, par exemple la répartition du revenu social.

- Il est faux de dire que la société russe se caractérise par la substitution de l'antagonisme dirigeants/éxécutants à celui de l'antagonisme fondamental bourgeoisie/prolétariat.

Il est bien entendu que ce résumé ne contient pas, ni exprimé sous une forme claire l'ensemble des divergences qui nous séparent de Chaulieu, ni que cette délimitation de ce groupe soit u signe d'impossibilité de faire évoluer ce groupe. Mais justement la critique de leurs positions pose d'emblée notre espoir de les voir modifier leurs positions, après avoir précisé leur conscience de groupe.

Quant aux camarades, c'est la confusion la plus grande qui règne, à l'exception des Italiens pour qui ces discussions ne mettent pas en doute la valeur de la GCI politiquement et de André et de Maurice.

Camille reste persuadé de notre stérilisme et voit les progrès considérables accomplis par le groupe Chaulieu (sur quels problèmes ? En tout cas pas sur le Parti !).

Pas revu Gaspard. Je vous tiendrai au courant et m'excuse en attendant de cette lettre décousue et difficile à suivre, mais j'ai fait ce que j'ai pu.

Meilleures amitiés.

Daniel

Lettre de Lucien à Ottorino Perrone du début janvier 1950

Cher camarade,

Sur le conseil de Piccino je me décide à t ‘écrire, tu es certainement le plus qualifié pour nous donner sur la vie des fractions de la G.C. la vue d’ensemble qui nous manque. Il n’est pas contestable que la tâche que ces organisations s’étaient assignée (celle de la formation des cadres) n’avance guère sur le plan pratique : cessation de la Parution du journal, indécision sur la teneur d’un Bulletin pour la fraction française, silence complet en ce qui concerne la fraction belge. Sur le plan théorique, cela ne va guère mieux. On pouvait espérer que l’expérience vécue des grèves "sauvages" en France se traduirait par un approfondissement du rôle historique des syndicats dans la période actuelle du capitalisme. Tout au moins il était légitime d ‘escompter une certaine analyse de ces événements qui aurait dû démontrer à ces camarades la nécessité d’une délimitation toujours plus rigoureuse du courant de la Gauche sur le plan politique.

Les luttes économiques de ces dernières années ont en effet prouvé à l’excès le caractère équivoque de ces réactions primaires du prolétariat, susceptibles, en fonction du rôle des forces politiques en jeu et du rapport mondial des forces, de fournir des éléments de clarification ou au contraire de renforcer l’emprise impérialiste sur le mouvement ouvrier. On était donc en droit de compter sur un renforcement dans l’organisation de la notion du rôle hégémonique du Parti. C’est pourtant le contraire qui se traduit sous la forme de "Projet de lettre au PCI" qui la remet en cause, qui reprend à son compte toutes les critiques de "l’Opposition ouvrière" en les rajeunissant par des considérations technico-économiques reflétant sensiblement la théorie sur "la bureaucratie-classe nouvelle" développée avec un certain succès par le courant ex-trotskyste de la Revue "Socialisme et Barbarie".

Les raisons de cet état de choses sont difficiles à discerner. Piccino et moi, qui n’avons cessé de regarder avec scepticisme les méthodes de travail des camarades parisiens, en rejetons la responsabilité sur les membres de la C.E. qui ont traités par le silence toutes nos tentatives épistolaires. Nous avons en effet profité des perspectives actuelles et de la forme d’activité qui conviendrait le mieux pour soulever ces problèmes, de toute initiative susceptible d’ouvrir la

discussion (c'est ainsi que je me suis emballé un peu vite sur l'article de Lucain, concernant "la formation du parti" et dont l'intérêt, à mon avis, s'il était discutable sur le sujet, était par contre certain lorsqu'il s'attachait à la liaison étroite entre le succès de la planification décadente et la maîtrise politique des ouvriers par des forces néo-bourgeoises).

En ce qui me concerne, je pensais jusqu'ici, que le procédé habituel du groupe de Paris, qui consiste à "liquider" les efforts dans le genre de celui de Lucain par des motions excommunicatrices, était en grande partie responsable de l'actuelle hétérogénéité de la fraction française. A la réflexion et sans réhabiliter cette méthode de "résolutions" qui me paraît condamnable chaque fois qu'il s'agit d'un problème ouvert et non de principe (fut-il traité de façon insuffisante ou maladroite), je crois qu'attribuer une pareille responsabilité à la CE de la fraction française revient peut-être à prendre un effet pour une cause. On doit constater en effet que bien des camarades en arrivent maintenant à admettre la nécessité d'un intense effort. Mais cette évolution ne s'est pas faite par l'expérience et la critique des méthodes théoriques "activistes" et les conséquences que cela implique : bulletin au lieu de journal. Sans m'attarder à regretter que toutes les critiques que Piccino et moi avons faites dans ce sens aient été négligées, je voudrais simplement souligner l'urgence d'un effort que tous les camarades semblent enfin considérer d'un œil favorable.

C'est seulement au spectacle de la réussite essentiellement littéraire de la Revue "Socialisme et Barbarie" que ces camarades en arrivent à regretter de n'avoir pas accompli un effort de recherche identique. On se demande alors si ce n'est pas l'ensemble des méthodes de travail de la fraction française et des conditions historiques (conditions de formation antérieure des militants) qui est la cause de cette prise de conscience tardive qui, au lieu de naître du propre travail critique, ne prend forme qu'avec un exemple extérieur à l'organisation. En tout cas une certaine objectivité des membres les plus conscients aurait facilité cette évolution s'ils avaient voulu voir le problème en face au lieu de le nier au moment où nous nous efforcions d'attirer leur attention sur e sujet.

En province, nous sommes isolés. La possibilité de poursuivre des efforts est jusqu'ici stérile. Créer un noyau dépend en grande partie du travail du groupe de Paris et en particulier de la régularité de l'envoi des publications. Nous sommes donc particulièrement intéressés par tout ce qui pourrait contribuer à faire sortir la fraction française de son ornière. Ces questions dépassent d'ailleurs le cadre du groupe de Paris.

L'absence d'échanges de littérature et partant l'absence de discussion qui règne entre les fractions belges pose un problème international. De plus le synchronisme entre l'éclosion d'une divergence dans la F.F. et le relatif engouement qui a accueilli les positions défendues par "Socialisme et Barbarie" montrent combien ces deux faits expriment une situation générale. Il faut y voir seulement un manque de cohésion politique de la fraction française, mais il faut en rechercher les causes dans la décomposition du mouvement ouvrier telle qu'elle est déterminée dans le cadre d'un pays petit bourgeois comme la France : absence de traditions prolétariennes solides, l'héritage des tendances syndicalistes et anarchistes. La carence d'une critique authentiquement révolutionnaire de la fraction française s'y fait cruellement sentir. Cette situation rend plus nécessaire que jamais l'intervention et la polémique de la fraction française car s'il existe quelques chances de créer les cadres du parti de classe, c'est certainement à la faveur des derniers mouvements du prolétariat, avant la 3ème Guerre Mondiale, que les éléments les plus dynamiques des tendances comme "Socialisme et Barbarie" peuvent aire leur expérience et rejoindre les fractions.

De plus, l'inconsistance de ces théories révisionnistes peut légitimement nous faire redouter que, exerçant une certaine influence sur les ouvriers, elles puissent objectivement, dans l'actuelle période de régression, s'encadrer dans un nouvel "antifascisme" anti-russe et constituer ainsi une voie de garage supplémentaire pour d'éventuelles tentatives isolées du prolétariat.

Pour toutes ces raisons - la question de la divergence "ouvriériste", celle de la rupture ou des désaccords entre les fractions belges et françaises, ainsi que celle de l'avènement d'une nouvelle théorie révisionniste de "Socialisme et Barbarie" - une discussion internationale me paraît nécessaire. Elle apporterait à tous les camarades isolés, dont nous sommes, un certain réconfort en même temps que des éléments de réflexion et de jugement.

Avec l'espoir que tu voudras bien nous communiquer ton point de vue et toutes les informations que tu possèdes sur ces questions, je te transmets de la part de Piccino et en mon nom,

Nos plus cordiales salutations communistes,

Lucien.

Bourgeoisie et bureaucratie (janvier 1950) (Texte de Suzanne Voute pour la discussion avec le groupe Chaulieu)

I. "Sans travail salarié, sans valeur, argent, prix, le capital n'est rien" (Introduction à la critique de l'économie politique).

Si l'analyse concrète du capitalisme bureaucratique russe permettait d'affirmer que ces catégories n'y correspondent plus à aucune réalité, il faudrait s'incliner et conclure qu'il n'y a plus de capital dans ce régime, et non pas "refondre " la notion même de capital en prétendant qu'il peut exister en dehors de ces catégories. Ceci à moins de penser que la dialectique s'oppose au dogmatisme en ce qu'elle se sert de mots dépourvus de sens tandis que ce dernier aurait le tort de s'attacher au sens des mots.

L'exploitation et l'aliénation (point 2 de votre texte) sont communes à toutes les sociétés de classes. C'est au contraire **la forme économique spécifique** sous laquelle le surtravail est extorqué au producteur immédiat qui détermine le rapport de dépendance entre maître et non-maître, tel qu'il découle de la production même, etc. (Le Capital, cité par Borchardt, p.434) et distingue donc les uns des autres les types successifs de société d'exploitation.

L'expression de "**domination du travail mort sur le travail vivant**" recouvre bien par contre le rapport spécifique entre maître et non maître dans la société capitaliste (point 4). Mais ce rapport n'est pas un "rapport social abstrait " (???), mais un rapport économique défini par la **forme profit du surtravail**, dans cette société, dans lequel nous trouvons le secret intime, le fondement caché de tout l'édifice social et de la forme de l'Etat " (loc.citée, id.)

Or, le profit n'est que la catégorie antagonique du salaire, chacun constitue au moins un élément de la définition de l'autre. Donc une fois admis que la force de travail n'est plus une

marchandise en capitalisme bureaucratique (Soc. et Barbarie n°4), c'est-à-dire que le travail n'est plus du travail salarié, cela n'a plus aucun sens de dire que ce capitalisme se caractérise par la "domination du travail mort sur le travail vivant ". Toute votre caractérisation se ramène donc à "l'exploitation et "l'aliénation" qui n'ont jamais rien caractérisé que de très général. Dans ces conditions, dire que la société bureaucratique "n'est pas sortie de l'orbite historique du capitalisme" qu'elle "constitue la limite de son cycle de transformation" n"est plus qu'une affirmation gratuite.

Ce point constitue pourtant le seul fondement à l'affirmation - essentielle pour une organisation politique - que "les prémisses objectives et subjectives de la révolution continuent à se développer ". Encore faut-il que ce soit démontré par une analyse économique réelle.

C'est pour ces raisons que nous avons soulevé la question des rapports entre capitalisme de monopole et capitalisme d'Etat, domination bourgeoise et domination bureaucratique, que vous qualifiez d'abstraite et de scolastique.

2. Pour pouvoir continuer à parler de capitalisme, de prolétariat, de développement des prémisses de la révolution prolétarienne, il nous faut démontrer que "le salaire et le profit " restent bien "les agents de la production en même temps que les éléments déterminants de la distribution " dans ce régime -(Introduction à la critique de l'économie politique, p.334) : la "notion " du rapport existant entre cette série de réalités et ces deux catégories économiques fondamentales ne souffre pas de "refonte ". la seule "refonte " possible serait celle de notre appréciation de la société actuelle comme capitaliste, des possibilités de révolution prolétarienne. Mais qu'on le dise clairement, si on prétend démontrer que les termes de la revendication socialiste définis dans le passé sont caduques.

(cf. pour la méthode : Marx et la société féodale, la société cesse d'être féodale quand la rente foncière cesse d'être la forme dominante et normale de la plus-value. Entre la rente en travail et la rente en argent, "forme préparatoire de la disparition de la rente féodale " - on a la forme intermédiaire de la rente en produits, définissant successivement des formations sociales les plus disparates que ne le sont bourgeoisie et bureaucratie - colons de l'époque gallo-romaine et carolingienne - chevalerie du Moyen âge, nobles propriétaires des temps modernes, jusqu'à l'aristocratie spéculatrice de la veille de la révolution bourgeoise - "l'unité dans la diversité ne pouvant être retrouvée qu'en s'appuyant solidement sur le critère "forme économique spécifique du surtravail ".

3. Le profit est la forme économique spécifique du surtravail dans une société où :

I/ le produit est fabriqué comme simple marchandise, comme simple moyen de s'approprier la plus-value (la production capitaliste est productrice de valeurs d'échange - la valeur d'usage est en dehors de l'économie politique).

2/ Le travail est du travail salarié,

3/ L'unité d'organisation des forces productives réside dans l'entreprise capitaliste - grand regroupement ouvrier - puis division du travail - application de la technique moderne et machinisme - (manufacture, usine, et jusqu'au monopole) dont le but est l'obtention d'une marge bénéficiaire, tous les rapports internes étant réglés par ce but, quelle que soit la personnalité des dirigeants, capitalistes, privés ou bureaucratiques et jusqu'aux dirigeants ouvriers des coopératives de production. (à remarquer que la forme juridique de la propriété ne coïncide pas à tous les stades avec cette organisation cellulaire).

a) La seule preuve que l'on ait qu'un produit est une marchandise est qu'il s'achète et se vend. (commerce-prix)
L'"analyse concrète " du capitalisme bureaucratique montre que ce phénomène subsiste, que la vente et l'achat restent le mode dominant de la circulation des produits (l'analyse théorique doit démontrer, à partir de là quel rapport réel dans une société de monopole d'Etat, recouvre l'égalité formelle que représente tout échange : dans le régime monopoliste déjà, maintien des prix au-dessus de la valeur.
Il n'y a aucune raison par ailleurs pour que les importants changements introduits par le monopole d'Etat dans les conditions de réalisation de la plus-value signifient que l'industrie monopolisée fabrique les produits comme simples moyens de jouissance (forme qui s'oppose à la forme marchandise) cela serait d'ailleurs contredit par la croissance constante des forces productives constatées dans ce régime.

b) La seule preuve que l'on ait que le travail est du travail salarié est le fait qu'il est rémunéré non en produits (c'est l'esclavage) ou en moyens de production (servage), mais en argent.

Le salaire en nature (du moins intégralement) est une contradiction dans les termes, car cette rémunération est incompatible avec la division du travail (entre l'agriculture et l'industrie d'abord, entre les différentes branches de l'industrie ensuite) qui accompagne le développement de l'économie mercantile et triomphe dans le capitalisme qui justement généralise le salariat. Le retour de cette forme archaïque au stade actuel n'est possible que dans les conditions du travail forcé des camps de concentration. On doit reconnaître que du "capitalisme bureaucratique " a transformé la nécessité économique du travail en obligation juridique qui aboutit à un tel régime de travail. Mais la généralisation de celui-ci serait la négation de l'économie capitaliste - y compris de sa forme monopoliste d'Etat - qui utilisent le machinisme, poussant le progrès technique, confère du même fait à la classe exploitée ses capacités révolutionnaires.

"Concrètement ", en Russie, non seulement la rémunération du producteur en argent - son approvisionnement aux magasins d'Etat ou autre reste dominante, mais les formes spécifiquement capitalistes de cette espèce de rémunération y sont poussées au maximum : salaire au rendement (rien de comparable avec le pécule de l'esclave!).

Le caractère étatique du syndicat en système bureaucratique prouve que la régulation du prix de la force de travail ne dépend plus de la lutte revendicative, mais directement des nécessités de l'exploitation capitaliste elle-même ; on connaît toutes les perspectives désastreuses que comporte cette transformation de l'organisation de masse prolétarienne. Mais l'existence même de ce "syndicat" d'Etat prouve la persistance de la loi de la valeur dans la rémunération du travail : l'exploitation fondée sur la seule domination des hommes (droit inégal) se passe de contrats même fictifs et de duperie.

La force de travail reste une marchandise tant qu'elle reste achetée et non pas appropriée par la violence ; ici s'impose une de ces "révisions des notions du passé " indispensables à la "compréhension du monde moderne " : la révision de la notion qui lie le caractère marchandise de la force de travail à la liberté de sa vente et la fait disparaître avec elle. Cette liberté, (même du point de vue du droit formel), n'a jamais pleinement existé en régime capitaliste, même "libéral " (cf. exemples historiques anglais dans Le Capital : interdiction aux ouvriers de quitter l'Angleterre pendant la période de crise et chômage, votée par le Parlement).

On n'ira pas contre l'esprit du marxisme en substituant à cette notion juridique et moralisante une notion économique : celle d'une détermination sociale générale de la valeur de la force de travail, qui s'oppose tout autant à la bonne volonté personnelle du maître des esclaves ou des serfs qu'à l'indifférence totale à la simple conservation du travailleur qui se vérifie.

(…)
les conditions de travail des camps de concentration. Cette détermination est la caractéristique même de la loi de la valeur qui ne s'impose qua dans le régime de la production marchande la plus développée - le régime capitaliste - et ne disparaîtra que lorsque le renversement de l'orientation actuelle de l'économie - domination du travail mort sur le travail vivant - aura supprimé jusqu'à la nécessité d'une comptabilisation : c'est-à-dire avec l'instauration du socialisme.

d) Considérons maintenant les revenus de la classe dominante :

- Ils découlent d'un ensemble de rapports économiques qui, comme on l'a vu, interdit de les ranger dans la catégorie des privilèges attachés directement à des titres juridiques (position Chazé : en société bureaucratique, l'argent n'a plus aucune signification objective ; a le même rôle dans les mains des bureaucrates que les anciennes "lettres de noblesse ").

- leur mode économique de répartition réalise la base concrète idéale à la thèse du "salaire de direction " de l'économie vulgaire, dénoncée déjà par Marx ; même dans le cas extrême de la Russie, cette thèse ne résiste pas à l'examen, comme vous l'avez illustré dans S. ou barbarie, Les rapports de production en Russie (N°2).

- ils correspondent à la partie consommable de la plus-value et reviennent normalement à l'entrepreneur sous sa forme nouvelle de fonctionnaire gérant de l'entreprise. La séparation ainsi réalisée entre la partie consommable de la plus-value (sous forme argent encore et surtout et d'obligations - donnant lieu à un commerce de luxe) et la partie accumulable (qui appartient à l'Etat) n'offre rien de contradictoire avec la tendance profonde de l'économie capitaliste qui fait de la consommation de la classe dominante elle-même non le but, mais le résultat de la production et un élément soumis aux exigences de l'accumulation du capital.

c) En ce qui concerne l'organisation des forces de production, le monopole d'Etat ou la tendance à ce monopole fait une réalité du capital social, qui à l'époque de Marx et même de Lénine n'était encore qu'une abstraction théorique. Mais elle ne peut franchir les limites du capital lui-même, c'est-à-dire transformer en une unité économique véritable une économie nationale et, à plus forte raison dans une phase ultérieure, mondiale - où se perpétue le rapport de "domination du travail mort sur le travail vivant ".

Concrètement, cela se vérifie dans le fait que si la propriété est étatique, si les limites de la production sont quantitativement et qualitativement déterminées par l'Etat de façon qui consacre le caractère de "simple frais de production " du capital variable, l'entreprise industrielle ou agricole (sur ce dernier point cf. Socialisme ou Barbarie N°4, l'article du cam. Chaulieu sur les kolkhozes) reste la cellule économique de base douée d'une autonomie financière et administrative, exigence de rentabilité, possibilité et tendance à dépasser le plan et à vendre le surplus sur le marché subsistant, avec comme corollaire non seulement les spectaculaires "épurations " mais les classiques subventions d'Etat.

De ces faits rapidement énoncés et qui demandent un plus ample examen, on doit conclure que même au stade suprême de son développement, le capitalisme ne parvient pas à réaliser cette unité de production qui reste, effectivement, la condition de l'abolition des rapports de marché que le socialisme se propose de réaliser.

Conclusion : On ne peut établir de "liaison organique " entre bureaucratie et prolétariat qu'en définissant la bureaucratie comme couche sociale "fournissant un travail socialement nécessaire, mais non directement productif ". Mais on ne peut admettre l'existence d'un travail socialement nécessaire en général, c'est dire tel que soit le mode de production et le régime social, que si l'on considère le travail directement productif, simple ou qualifié.

Au contraire, le travail de gestion, d'administration est strictement lié à des rapports donnés d'organisation sociale et par conséquent, loin qu'il existe une liaison organique entre bureaucratie et prolétariat, on doit voir dans celle-ci un simple agent de la classe capitaliste ou bien dans les pays où la classe dominante revêt les traits de simples administrateurs, non-propriétaires des forces de production, une incarnation du Capital.

La prolifération de la bureaucratie dans la phase la plus moderne du capitalisme, loin de présenter un phénomène contradictoire, exprime au contraire les tendances les plus profondes du système capitaliste et un essai de pallier à ses contradictions les plus graves ; considérée au niveau des organes centraux de l'Etat, elle manifeste la difficulté croissante de maintenir les forces productives dans les cadres nationaux (bureaucratie des organismes internationaux économiques) et la nécessité de soumettre les intérêts privés des capitalistes aux intérêts généraux de la classe dominante ; localement, dans les entreprises, elle trahit l'effort des exploiteurs de combattre énergiquement la baisse du taux de profit par un contrôle toujours plus étouffant des producteurs visant à intensifier leur effort productif - dans les pays de "démocratie populaire " il s'agit au contraire de pallier à une insuffisance de productivité due à l'état arriéré de l'économie : mais dans les deux cas, le développement de cette bureaucratie se rattache à la soif de plus-value que les difficultés historiques du régime ne font qu'exaspérer.

Le socialisme ne renversera cette tendance au gonflement monstrueux de la bureaucratie que parce qu'il passera à la production de valeurs d'usage et non de plus-value et qu'il organisera mondialement les ressources et les forces de production.

Au contraire, la renaissance de la plaie bureaucratique en période de transition ne doit pas être ramenée de façon non-matérialiste à un degré "insuffisant " du développement historique de la conscience prolétarienne, comme vous le faites, mais aux conditions matérielles, d'ordre politique tel que l'isolement de la révolution, ou économique, telle l'insuffisance du développement des forces productives, comme ce fut par exemple le cas de la Russie, conditions qui imposent historiquement à l'économie le retour du mécanisme et des exigences capitalistes.

Appliqué aux termes de la revendication socialiste, tout ce qui précède nous conduit à rejeter votre position, selon laquelle l'unique rapport qui subsisterait au travers des transformations réalisées par la bureaucratie dans le mode de production capitaliste - et qu'il s'agirait de détruire - serait celui de exécutant/dirigeant, position qui aboutit chez vous à une notion "démocratique " et même libertaire de la dictature du prolétariat, une notion où le rôle du parti en tant que seule preuve de la constitution du prolétariat en classe et partant en force politique autonome s'abolit, au profit de la pire confusion anarchisante.

Classe et Parti (janvier 1950 de Frédérique/Suzanne)

1. On ne peut pas poser correctement ni discuter les problèmes de la nature et de la fonction du parti, de sa formation, de son développement, de ses crises historiques, de sa renaissance et de son dépérissement final dans la perspective historique du dépérissement de l'Etat sans avoir au préalable bien défini ce qu'est le concept de classe dans la théorie marxiste.

2. Scientifiquement, une classe se définit dans les cadres d'un mode de production donné et par sa fonction dans la production. Le socialisme scientifique a été le premier à donner cette définition, mais il ne s'est pas arrêté là, parce qu'il se donnait pour tâche "non d'expliquer le monde, mais de le transformer » et que son objectif essentiel était de démontrer que les conditions de la production capitaliste conféraient objectivement au prolétariat la mission de réaliser la société sans classes.

3. La phrase bien connue "toute l'histoire de la société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte de classe", la formulation des objectifs de cette lutte au sein du régime capitaliste comme lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat ne sont compréhensibles que si l'on passe de la notion sociologique à la notion historique et politique de la classe.

En effet, la communauté d'intérêts entre les membres d'un regroupement social défini comme plus haut ne se vérifie pas d'emblée sous la forme d'une affirmation positive de ce groupe face au groupe qui se détermine comme son antagoniste et son ennemi dans la production ; autrement dit, cette communauté d'intérêts ne s'exprime pas d'emblée comme forme d'un programme - même empêtré de religiosité - comme ce fut le cas de tous les programmes révolutionnaires du passé - de subversion sociale.

Pendant des époques entières, les intérêts antagoniques coexistent plus ou moins pacifiquement, ou se manifestent de façon sporadique, ou revêtent la forme de simples rivalités (aristocratie-bourgeoisie) ou d'une simple concurrence (bourgeoisie-prolétariat).

On retrouve ces différentes phases dans la vie de tous les regroupements sociaux définis comme plus haut qui se sont succédés dans l'histoire. Chaque fois, il débouche dans une action révolutionnaire où les antagonismes trouvent leur expression la plus développée. Le mouvement qui relie ces phases à la manifestation révolutionnaire est défini par Marx comme mouvement de la constitution d'une formation sociale donnée en classe.

4. La notion de classe est inséparable dans la doctrine marxiste de celle de conscience de classe ; qui englobe à la fois la conception du monde, l'intelligence de sa propre situation dans la société et des moyens aptes à la défendre ou à la transformer. L'essentiel des idées concernant cette conscience de classe sont les suivantes :

> 1. Toutes les classes de l'histoire n'ont pas la même capacité à se former une vision objective de leur situation et de leur destin. Le prolétariat est la première d'entre elles qui soit capable de parvenir à une conception non illusoire, non "mystifiée" de sa propre nature, de ses buts et des moyens aptes à y parvenir.
>
> 2. La conscience est un produit de la lutte déterminée par l'antagonisme des intérêts matériels et son développement va de pair avec celui de cette lutte c'est-à-dire de

l'aggravation des contrastes qui va de pair avec le développement des forces de production.

3. La formation de cette conscience dans les classes assujetties est continuellement entravée par le poids des idéologies de la classe dominante, disposant de l'Etat, de l'école, des églises et se servant d'elles aux fins de sa conservation. C'est pourquoi celle-ci n'apparaît que longtemps après la naissance sociale de la classe et ne se diffuse pas également dans toutes les couches de celle-ci mais ne se présente d'abord que dans des minorités, les partis.

5. Appliquée au prolétariat, cette conception se développe ainsi :

1. La bourgeoisie est contrainte par son mode de production et ses buts économiques à tirer le prolétariat de l'ignorance séculaire des classes exploitées, à développer son instruction et ses capacités productives.

2. Le régime capitaliste pousse à un degré inconnu jusqu'alors l'aliénation des producteurs. Cela n'est pas seulement lié à l'insécurité plus grande, ni à la violence et l'étendue majeure des crises économiques et sociales, mais à la capacité infiniment supérieure de la bourgeoisie, si on la compare à celle des classes dominantes qui la précédèrent de "façonner" la conscience des masses.

Il y a là une contradiction, tout comme dans le domaine de la doctrine économique on peut en trouver une autre : l'idée de la "misère croissante" et celle de l'augmentation absolue du salaire en liaison avec le progrès de l'accumulation, quoiqu'il existât une diminution relative de l'un par rapport à l'autre. De telles contradictions ne sont que l'expression d'une réalité contradictoire. Mais c'est une méthode absolument inadmissible et qui ne peut conduire qu'à des résultats complètement faux que de ne prendre en considération que l'un de ces aspects pour expliquer la réalité, et pour en tirer des conclusions concernant la constitution du prolétariat en classe.

6. L'avantage historique du prolétariat - cf. point 1 - ne peut être compris dans le sens où chaque membre de la classe ouvrière ou bien la somme des individus qui la composent, la masse indifférenciée, se verraient automatiquement conférer par leur situation dans la production et au sein d'une société d'un niveau scientifique général bien supérieur à celui des sociétés précédentes une conscience claire des problèmes de leur classe.

Il n'est pas vrai que ces individualités et cette masse en tant que telles se trouveraient en mesure de tirer les leçons de sa propre lutte dans le sens d'une progression de leur conscience révolutionnaire.

La position contraire irait non seulement à l'encontre de tout ce que nous avons vu sur la situation d'oppression aussi bien sociale et politique que partant intellectuelle du prolétariat, mais de la réalité politique d'aujourd'hui : qui, en présence de la décomposition politique de la classe ouvrière qui s'est vérifiée après les victoires du capitalisme dans l'autre après-guerre, non seulement en Italie, en Allemagne, en Russie et plus tard en Espagne mais dans le monde entier, ose dire qu'une fois données les premières expériences révolutionnaires (Commune, etc.) la constitution du prolétariat en classe est un fait définitivement acquis, n'a aucun droit à être reconnu comme groupe de lutte du prolétariat.

La "politisation" incontestable de la classe ouvrière, sa présence dans des partis de conservation sociale où elle est "l'infanterie muette" de la mobilisation impérialiste des consciences non seulement ne peut être interprété comme l'avènement du prolétariat à la dignité de classe politique, mais exprime de façon nue l'exigence de la phase totalitaire de la société bourgeoise qui est dans l'appui actif, politique de la classe exploitée à la classe exploitrice, la simple neutralité n'étant désormais plus tolérable (parti obligatoire).

7. Cet avantage historique du prolétariat n'a d'autre expression dans les caractères nouveaux de la théorie où il apparaît pour la première fois comme force politique et promoteur d'une société sans classe et dans sa capacité à s'approprier cette doctrine pour en faire une arme de sa lutte.

Mais cette affirmation serait purement mystique et prophétique si la formation et le développement historique du parti prolétarien n'en fournissait la vérification concrète. De même, c'est pur bavardage que de vouloir prouver ce fait par l'accumulation inconsciente d'une conscience dans la profondeur des masses prolétariennes ; en fait d'abord une notion aussi contradictoire est dépourvue de tout sens. Ensuite, s'il y a bien accumulation non de "conscience" mais d'énergie révolutionnaire, nous ne connaissons jamais celle-ci que lorsqu'elle se manifeste : c'est un fait que si les révolutions se présentent comme augmentation brusque de toute l'activité - y compris intellectuelle - des masses jusque là endormies, cette énergie ne s'est jamais transformée en conscience des buts et des moyens du mouvement que pour une minorité de la classe et que cette minorité n'en a tiré une faculté d'influer sur la situation que dans la mesure où elle s'organisait en parti. (Première phase de la révolution russe : ralliement de toutes les "consciences" révolutionnaires, même non-bolcheviques au travail déterminé par ce parti.

8. Le prolétariat ne se constitue pas en classe de la même façon qu'un organisme vient au monde une fois pour toutes, avec une constitution définie qui ne connaîtra que des changements quantitatifs dans la période de la croissance physique qui a un terme connu.

La formation du prolétariat en classe est un processus de lutte dans lequel non seulement la "concurrence des ouvriers entre eux", mais essentiellement la défense de la classe dominante interviennent pour enlever tout caractère de progression continue et de fatalité à cette formation. C'est un processus historique, dans lequel successivement le prolétariat apparaît comme une force d'appui de la bourgeoisie révolutionnaire ou progressiste dans la lutte contre l'organisation politico-sociale pré-capitaliste ou contre les tentatives de retours réactionnaires - comme une force intervenant pour l'accélération des réformes politiques et sociales capitalistes de la société - enfin comme une force de destruction de l'Etat bourgeois.

Quant au terme de ce processus : la disparition du prolétariat dans la société sans classes grâce à sa constitution en classe dominante par la prise du pouvoir, il n'a jamais été présenté dans la théorie marxiste que comme une hypothèse dont la vérification dépend non d'un déterminisme de forces aveugles et extra-humaines, mais d'un déterminisme où la lutte du prolétariat et de ses organismes spécifiques de classe constitue l'élément central. Toutefois, on ne peut scientifiquement nier la possibilité d'une issue différente - désignée sous le terme équivoque de "barbarie" parce que les formes en sont imprévisibles - ce qui n'empêche que toute discussion portant non sur les méthodes de lutte qui se peuvent déduire de l'expérience historique et de la définition de la phase actuelle du capitalisme, mais cherchant à conclure sur la possibilité ou la non possibilité du prolétariat de former les organismes de sa victoire dans cette phase est d'ordre métaphysique et vide de tout sens de lutte.

9. Dans ce sens, l'histoire de la constitution du prolétariat en classe, c'est l'histoire du parti prolétarien. C'est dans la formation, la progression, les crises, la renaissance de ce parti et non dans les luttes des salariés pour l'amélioration de leurs conditions de vie que se vérifie l'existence du prolétariat en tant que poursuivant des buts historiques. La lutte incessante de tendances dont l'internationale prolétarienne était le lieu, étaient bien à ce titre l'expression authentique de la lutte des classes, le rapport des forces historiquement défavorable au prolétariat (période de l'expansion capitaliste) ou sa défaite (après-guerre 1917) se traduisant par la victoire des interprétations réformistes ou même conformistes (staliniens) de la théorie marxiste et des méthodes opportunistes ou légalitaires de lutte, et la reprise révolutionnaire par la victoire des tendances marxistes.

Cette interprétation ne peut être assimilée que de mauvaise foi à la caricature d'explication qui consiste à faire dépendre les événements sociaux de résolutions de congrès ou de la "trahison" des chefs.

En effet la conclusion qu'elle comporte n'est pas : la révolution a échoué parce qu'il n'y avait pas de parti, qui est inexacte parce que le parti lui-même n'est pas un élément indéterminé. C'est : la capacité du prolétariat à faire triompher sa révolution, dans un épisode donné du heurt historique des classes n'a d'autre mesure que la présence ou l'absence, la force ou la faiblesse c'est-à-dire la maturité idéologique et la volonté de lutte de son parti.

L'expérience du 19 juillet 1936 en Espagne, avec le caractère nettement politique qu'il a revêtu, les masses prolétariennes qu'il a mises en branle, l'énergie de lutte qui s'y est manifestée a clos définitivement toute discussion à ce sujet, si l'on considère qu'avec tout cela le prolétariat espagnol n'est parvenu qu'à se faire l'agent de sa propre défaite en laissant se reconstituer l'Etat démocratique et en s'engageant ainsi dans une guerre qui n'avait désormais plus d'autre signification objective que la défense de cet Etat.

10. Dans la mesure où, toutes autres conditions données qui ne sont d'ailleurs appréciables par l'analyse scientifique, mais par la praxis elle-même (maturité objective de la révolution) le parti et l'action du parti en tant que minorité la plus consciente et la plus décidée de la classe est le principal moyen du prolétariat pour agir sur les événements, il faut dénier tout droit à l'existence politique à des groupements qui mettraient leur originalité à tirer des conclusions de type uniquement objectif des luttes du prolétariat.

Conclusions de cette espèce sont : le prolétariat a été battu dans la période de 1917-1923 parce que la société bourgeoise n'avait pas épuisé toutes ses possibilités de développement ou bien "la révolution était condamnée d'avance parce que les bases objectives et subjectives de son triomphe résident dans la concentration mondiale". C'est là une attitude d'explication, non de révolution du monde, parce que c'est expliquer le présent par l'avenir, ce qui n'est évidemment possible qu'après la bataille et que cette explication même ne met pas en évidence la réalité de la contre-révolution comme condition de l'adaptation ultérieure de la classe dominante aux contradictions de son système.

11. Lors des événements révolutionnaires, tout l'effort du parti porte sur la lutte pour le triomphe non de "conceptions nouvelles" mais de méthodes d'action répondant à la tradition révolutionnaire de la lutte bien que la forme de cette action soit une création originale de chaque révolution. Cela n'est possible que si les conditions de la lutte ont été rendues bien

claires par tout le travail précédent de l'avant-garde, du moins dans leurs termes historiques : phase de la prise du pouvoir par le prolétariat.

C'est seulement à partir de là que l'on peut établir les tâches d'une avant-garde dans la période réactionnaire qui suit les défaites. D'après ce qui précède, il est clair que celle-ci ne saurait se passer d'étudier si les conditions objectives de la révolution continuent à se développer : c'est même un des premiers devoirs de sa propagande que de le démontrer. A ce sujet, il est absolument faux que la Gauche communiste ait jamais dit ou écrit qu'à défaut d'une extension de la révolution russe, les conditions créées par la survivance du capitalisme occidental signifieraient l'anéantissement des possibilités d'une révolution ultérieure. Cela est prouvé par toute sa lutte contre le trotskysme qui voyait dans le parti non une expression de la reprise de la lutte de classe, mais le moyen de la déterminer pour sauver la société de la barbarie menaçante. La Gauche niait non l'existence des conditions objectives pour la reprise d'une telle lutte (dont il est dit dans un document récent qu'elle est liée à l'épuisement de la phase totalitaire du capitalisme), mais la réalité des perspectives révolutionnaires que le trotskysme passa son temps à découvrir de 1927 à la guerre et jusque dans le mouvement nationaliste et antifasciste des maquis.

Mais sous peine de perdre ses caractéristiques d'organe de lutte l'avant-garde a pour devoir de tirer les enseignements des luttes du passé qui sont avant tout des enseignements d'action. C'est là toute la partie dite "tactique" du programme révolutionnaire, qui ne peut être le fruit d'improvisations ou d'élucubrations d'individus, aussi géniaux fussent-ils, mais qui se relie de la façon la plus étroite aux principes du mouvement, lesquels ne peuvent pas ne pas être altérés par une pratique opportuniste.

12. Il y a deux façons de tirer les enseignements de la lutte : la première consiste à considérer les rapports concrets, les positions et les méthodes en présence dans la dernière phase révolutionnaire et de vérifier leur signification de classe dans l'évolution ultérieure des événements sociaux et dans le sort des courants ou des partis qui les ont représentés. C'est sur cette base que se définit l'avant-garde. L'autre consiste à survoler ces rapports concrets, à considérer cette évolution et ce sort comme le produit "d'un certain degré de conscience du prolétariat", lui-même déterminé par "les réserves de développement du capitalisme". Cela définit la "critique-critique" qui, restant dans le domaine de la pensée pure, peut résoudre aisément toutes les contradictions de la réalité mais non certes les changements d'un seul pouce. La première peut conduire à la lutte contre les forces ennemies du prolétariat que sont ces partis auxquels va aujourd'hui sa confiance. La seconde ne mène qu'à la prédication inspirée "d'idées nouvelles".

Conclusion :

Les conditions de la reconstruction du parti de classe sont les mêmes que celle de la re-manifestation du prolétariat en tant que classe autonome et révolutionnaire : ces conditions doivent être cherchées dans les contradictions de la forme moderne du capitalisme ; prétendre que pendant les trente dernières années le prolétariat n'a pas cessé de vivre et de se manifester comme classe autonome, que sa conscience n'a cessé de progresser, est une position démentie par les faits (mouvement revendicatif 1936, guerre d'Espagne, guerre impérialiste, maquis, reconstruction) ; défaitiste parce qu'on ne voit pas pourquoi l'existence du prolétariat en tant que classe, étant données une fois pour toutes, il pourrait sortir du cours actuel de défaites ; volontariste parce qu'elle ne donne d'autres bases à l'inexistence du parti révolutionnaire et prolétarien que les "illusions" et les "erreurs" des militants révolutionnaires et fait donc

dépendre sa reconstitution de la volonté d'autres militants, débarrassés eux de ces illusions et de ces erreurs.

De plus, parlant du développement d'une conscience spécifique des masses de formation d'une expérience différente de l'expérience politique de l'avant-garde, elle affaiblit l'impératif de la constitution du parti. Vantant le développement de la culture prolétarienne, elle masque son caractère bourgeois de classe, sa fonction de corruption et d'immobilisation des meilleures énergies du prolétariat.
A ces deux égards, c'est une position défaitiste qu'il faudrait pouvoir détruire dans les cerveaux des ouvriers d'avant-garde, et avec laquelle aucune conciliation n'est possible.

La perspective et les tâches. Texte de "Socialisme ou Barbarie" (février 1950)

La perspective et les tâches.

Avoir une perspective pour un marxiste c'est avoir une orientation d'action. Dans cette mesure, on peut dire qu'il existe un rapport étroit entre le programme révolutionnaire et la perspective révolutionnaire. Or ce qui caractérise essentiellement la situation de l'avant-garde à notre époque c'est qu'est remise en cause pour elle à la fois le programme et la perspective.

En effet, le véritable point de départ d'une nouvelle prise de conscience par l'avant-garde de ses tâches réside dans la reconnaissance du caractère historiquement dépassé du programme socialiste défini comme suppression des rapports de propriété prévalant dans la société capitaliste classique et comme la nationalisation des moyens de production. Si l'in peut et si l'on doit parler de leçon de l'histoire c'est bien avant tout autre chose cette leçon là qui a été donnée à la classe ouvrière et à l'avant-garde durant la période historique allant de la fin de la guerre 14 – 18 à maintenant.

Le dépassement de ce programme découle directement de l'évolution du capitalisme lui-même. La concentration du capital en arrive, après le monopole, à une phase plus élevée, qui est précisément la suppression de la propriété privée dans le cadre du régime d'exploitation. D'autre part ce dépassement du monopole comme stade suprême du capitalisme, que personne ne peut plus nier, oblige à reconsidérer la perspective léninienne de l'impérialisme "ère de guerres et de révolutions", sous un angle tout à fait différent.

Les guerres modernes ne se soldent pas par un replâtrage pur et simple du monde, pas plus que l'élimination de telle ou telle bourgeoisie nationale (qu'elle se fasse par voie révolutionnaire ou par voie bureaucratique) ne signifie un coup mortel au marché capitaliste international. A travers les guerres impérialistes, les concurrents les plus forts s'acheminent vers la domination mondiale dont la réalisation signifierait le le dépassement de l'impérialisme traditionnel ; de même, à travers la dislocation du marché mondial, un mode nouveau d'intégration des économies nationales est en gestation. On peut dire sans que cela soit une simple image : la loi de concentration est passée par là.

Il est évident que la perspective d'une révolution s'étendant mondialement qu'avaient les bolcheviks nes a poussé à sous-estimer gravement le caractère véritablement central de la tendance capitaliste à la concentration dégagé par Marx. De nos jours, une telle sous-

estimation ne souffre plus l'ombre d'une justification. Et ceci d'autant moins qu'à la fois le programme et la perspective révolutionnaire elle-même à travers la guerre reposent sur ce développement du système mondial d'exploitation.

Par conséquent, les courants et les groupes qui se bornent à vouloir sauvegarder dans la période actuelle le programme et la "perspective" traditionnels ne peuvent exister que sous la forme de véritable restes et ne jouent qu'un rôle historique réactionnaire. Tout aussi rétrograde est le rôle de ceux qui se bornent à analyser l'évolution sociale en elle-même, indépendamment des perspectives et du programme de la révolution. Ainsi les "accords" qui peuvent se faire jour dans l'avant-garde révolutionnaire sur la nature de classe de la bureaucratie ne signifient en eux-mêmes pas grand-chose de positif, ne posent même pas les bases d'une nouvelle élaboration programmatique parce qu'ils ne règlent nullement la question brûlante de la perspective révolutionnaire sans laquelle il ne peut être question de parler d'élaboration programmatique qui ait une valeur quelconque. Les théories sur le "capitalisme d'Etat" ou la "bureaucratie" présentées depuis plusieurs années ont pour nous une valeur politique et scientifique quasi nulle, parce qu'elles se sont bornées à décrire une nouvelle phase du développement capitaliste, sans en tirer des conclusions quant à la perspective révolutionnaire, pour ne pas parler de celles qui tiraient effectivement certaines conclusions, mais d'un caractère plus ou moins réactionnaire.

L'alternative Socialisme ou Barbarie.

Mais avant de parler de perspective d'action dans l'avenir, cet avenir serait-il demain, il est indispensable de resituer l'expérience de ces trente dernières années dans le cadre de la perspective historique du marxisme lui-même, définie comme l'alternative SOCIALISME OU BARBARIE. En caractérisant le régime capitaliste dans son devenir Marx a montré qu'il allait objectivement et inéluctablement vers sa négation. Or si d'une part c'est sur la base de cette négation que pouvait se définir objectivement la société de transition vers le communisme, d'autre part la voie restait ouverte à une négation barbare de cette société capitaliste : plus précisément le mouvement inéluctable et objectif de concentration du capital se poursuivant possède un terme ultime dont le monde entier trace les limites et au bout duquel se situe le dépérissement des bases objectives et subjectives de la révolution. Des bases objectives parce que du jour ou mondialement les moteurs de l'accumulation feront défaut la stagnation des forces productives sera à l'ordre du jour. Des bases subjectives parce que dans les conditions d'une telle stagnation, le prolétariat ne se développera plus, ni en nombre ni en culture.

L'analyse de la société russe que nous avons faite a été effectivement resituée dans le cadre de cette perspective historique du marxisme. C'est pourquoi nous avons dit que le capitalisme bureaucratique n'était fondamentalement que l'expression de la tendance mondiale à la concentration,dont le mouvement élimine les formes d'expression les plus superficielles de la domination capitaliste, mais aussi dont la réalisation totale, ultime signifierait à la fois la négation définitive du capitalisme et des prémisses objectives et subjectives de la révolution. C'est pour cela que nous avons considéré qu'une telle tendance se manifestait mondialement et non pas seulement dans la société russe. Pourtant cela ne nous a pas empêché de voir que cette société russe avait poussé infiniment plus loin ce processus et que dans cette mesure elle constituait la préfiguration la plus poussée de la barbarie elle-même.
Mais l'aspect le plus important de cette analyse pour nous consiste en ce qu'elle montre que la réalisation actuelle du capitalisme bureaucratique non seulement ne supprime pas la perspective révolutionnaire, mais au contraire, en amplifie les bases. Ceci non seulement en développant les forces productives matérielles, mais aussi en développant les forces

productives humaines, c'est-à-dire le nombre et la culture technologique du prolétariat, et surtout en rendant possible pour le prolétariat une expérience sociale infiniment plus féconde que toutes celles faites précédemment.

En réalité on ne peut valablement parler de processus croissant vers la concentration, donc vers le capitalisme d'Etat qui en résulte inéluctablement, que dans la mesure ou mondialement il subsiste des moteurs au développement des forces productives, parce que sans développement des forces productives il n'existerait ni tendance à la concentration ni tendance au capitalisme d'Etat. C'est parce qu'il existe mondialement de tels moteurs au développement des forces productives que d'une part s'accusent les traits réactionnaires de la domination totalitaire d'Etat du capital et que d'autre part se développent les prémisses objectives et subjectives de la révolution.

Rôle et signification de la troisième guerre mondiale.

Le double développement des prémisses objectives de la révolution et du socialisme et de l'accentuation des traits réactionnaires de la domination du capital ne s'est évidemment pas répercuté dans la conscience du prolétariat sous la forme d'une prise de conscience totale des buts et des moyens de la révolution. Il serait curieux qu'il en soit autrement alors que l'avant-garde révolutionnaire elle-même pendant trente ans n'a à peu près rien compris à ce qui était essentiel dans l'évolution du monde moderne.

En effet, une chose est de prendre conscience de la "trahison" du stalinisme, comme on disait traditionnellement, et une autre de prendre conscience de nouvelles formes de domination de classe. Or c'est quand même là tout le problème. Il ne sert à rien de parler du "recul" de la conscience de classe sous prétexte qu'elle demeure dans sa majorité sous l'emprise de l'idéologie réactionnaire de la bureaucratie, si en même temps on ne précise pas quel est le contenu de cette idéologie réactionnaire. S'il s'agissait d'une idéologie au service de la bourgeoisie, d'un nouveau réformisme, on pourrait effectivement parler d'un recul de la conscience ouvrière. Seulement ce n'est pas si simple :la bureaucratie, durant ces dix dernières années, a justement éliminé radicalement la bourgeoisie d'une aire où son pouvoir s'étendait sur des centaines de millions d'exploités. C'est ce qui rend possible l'emprise idéologique de la bureaucratie sur une fraction importante du prolétariat.

C'est pour cela que, si des fractions croissantes de la classe ouvrières sont poussées dès maintenant à faire l'expérience de la bureaucratie, non pas en tant que direction "traître" de la classe ouvrière, mais en tant qu'expression d'un nouveau pouvoir de classe, cependant seule la guerre poussera cette expérience à son achèvement. En effet la guerre signifiera précisément un développement énorme de la bureaucratisation, à la fois par l'extension de la domination russe et par l'inéluctable transformation interne du monde américain. L'identité profonde des deux formes à laquelle s'est ramené le système mondial d'exploitation deviendra ainsi une réalité aux yeux des masses armées.

Possibilité de formation d'une avant-garde d'ici la guerre.

La victoire de la révolution au cours de la troisième guerre mondiale dépend d'une manière décisive de la formation et de l'action préalable d'une avant-garde. Le terrain objectif de cette formation ne peut être autre que la lutte de classe du prolétariat d'ici la guerre et l'expérience de la bureaucratisation qu'une partie de la classe en dégagera inéluctablement.

Rien d'aussi urgent que de combattre cette idée stupide, spécialement répandue dans plusieurs groupes "gauchistes", comme quoi la lutte de classe du prolétariat a disparu depuis 1923. en réalité cette lutte n'a jamais cessé ; elle n'a fait, en définitive, que s'amplifier, sur tous les plans (économique, politique, militaire). Que les formes qu'elle a prise – qui se résument dans sa bureaucratisation – soient entrées de plus en plus en contradiction avec son contenu, voilà le fait politiquement primordial, qui n'est d'ailleurs qu'une expression de l'aliénation du prolétariat dans la société d'exploitation, aliénation qui se manifeste dans sa propre action de classe. Mais la présence universelle de cette action est évidente, puisque c'est elle qui pénètre les fondements de la société et reste le moteur de sa transformation. La question posée est donc celle de l'expression révolutionnaire de cette action de classe, expression dont la possibilité est directement liée à l'expérience de la bureaucratisation. Ce sont les conditions de cette expérience de la bureaucratisation qu'il importe donc au premier chef de comprendre.

Nous disons que dès maintenant les conditions d'une expérience croissante par la classe du caractère de classe de la bureaucratie s'engendrent sur une échelle de plus en plus large. Inutile de parler de la Russie ou des pays du glacis où c'est une évidence. Cela est vrai aussi en Europe occidentale, car si les luttes sociales inéluctables dans les conditions économiques existantes sont tout autant vouées à un échec fondamental, cet échec n'est et ne peut pas être ni un échec tout court ni un échec quelconque.

Certes il n'est pas question de dire que les ouvriers prendront conscience à travers ces défaites de la "trahison" stalinienne. Le problème ne se situe pas là, mais dans le caractère objectif que prennent de plus en plus les luttes sociales. D'une part ce sont, de par leur motivation économique aussi bien que par les mots d'ordre élémentaires qui les accompagnent toujours, des mouvements revendicatifs. D'autre part l'utilisation qu'en font les staliniens leur donne de plus en plus le caractère d'une entreprise de sabotage de l'économie "occidentale". Prises en elles-mêmes ces deux caractéristiques ne sont nullement contradictoires. Toute grève constitue objectivement un sabotage de l'économie. Cependant la stratégie de la bureaucratie fait qu'elle subordonne de plus en plus ouvertement le caractère revendicatif des luttes à l'objectif du sabotage de l'économie "marshallisée", en un mot qu'elle tend à les intégrer directement à "guerre froide" à elle, à laquelle elle donne le nom de "lutte pour la paix". Plus la tension internationale se précise, plus cette tendance s'affirme.

En généralisant le problème à l'échelle de toute bureaucratie – et non plus seulement de la bureaucratie stalinienne – on voit que dans cette contradiction se retrouve un des traits les plus profonds de la politique de la bureaucratie lorsqu'elle a pris le pouvoir : la subordination totale des intérêts ouvriers immédiats à un objectif final de caractère utopique et lointain. La bureaucratie est inéluctablement amenée, de par sa nature de classe à créer de plus en plus une opposition radicale entre ces deux mouvements et en fin de compte à subordonner ouvertement les intérêts ouvriers les plus élémentaires et partant les plus impératifs aux impératifs de sa propre politique générale.

Cette situation à laquelle ont à faire face les ouvriers ne laisse ouverte à ceux d'entre eux qui ne sont pas sous l'influence directe du stalinisme (ou de la social-démocratie) qu'une seule voie : l'organisation sur une base autonome de leurs luttes revendicatives élémentaires.

Mais, sur cette base qui suppose déjà une certaine politisation, une telle organisation implique la constitution d'organes de lutte représentant une forme plus élevée que la forme syndicale, mais ne constituant pas pour autant des organes de dualité de pouvoir. En effet, la perspective exclut de manière si évidente la possibilité de constitution de tels organismes de dualité de

pouvoir que les ouvriers eux-mêmes ont une conscience aiguë de cette impossibilité, et, d'autre part, la classe ouvrière n'est pas encore arrivée à ce niveau de conscience des moyens et des buts qui pourraient donner une réalité à des organismes de double pouvoir. Historiquement,on peut dire : la réponse à cette situation a déjà été donnée, bien que sur une échelle embryonnaire, par les ouvriers eux-mêmes dans les "comités de lutte". Ceux-ci peuvent être définis comme des organes d'un type supérieur aux syndicats (et donc apparentés à cet égard au type "comités" ou même soviets), mais ne représentant nullement des organes de dualité de pouvoir. Tôt ou tard, les plus conscients parmi les ouvriers devront s'engager à nouveau dans cette voie, plus ou moins confusément, sous les formes les plus diverses, mais quand même suivant cette ligne générale fondamentale.

On peut dire que c'est ce cadre objectif, tracé par la nature des luttes sociales d'ici la guerre, que s'inscrit l'action de l'avant-garde organisée. Mais alors en même temps le rôle de l'avant-garde organisée comme agent subjectif décisif passe au premier plan.

Rôle et conception de l'avant-garde.

Comment peut-on définir l'avant-garde et quel est son rôle dans le cadre de cette perspective ?

Tout d'abord elle se définit comme l'avant-garde qui pose aussi bien le programme que la perspective dans des termes nouveaux en fécondant et en développant dans les conditions actuelles la perspective marxiste fondamentale de la révolution prolétarienne et du socialisme. Sont exclus de cette avant-garde les courants et les groupes qui ne remettent en question le programme et la perspective qu'en liquidant le marxisme lui-même directement, soit en le liquidant indirectement, par des théories de caractère rétrogressionniste ayant pour effet de couper du prolétariat mondial le prolétariat des pays sous domination bureaucratique.

Cette définition en elle-même trace aussi le rôle essentiel de cette avant-garde qui est évidemment celui d'une ré élaboration programmatique et d'une concrétisation de la perspective, tant de la préparation de la guerre que de la guerre elle-même et de son développement propre.

Mais il serait erroné de croire qu'il s'agirait là d'une sorte de repli sur une activité purement idéologique et sans contact avec la classe. Cette activité idéologique elle-même sur le programme et la perspective, peut et doit au fur et à mesure de son élaboration, s'exprimer à nouveau, dans des termes clairs et accessibles, si ce n'est évident à l'ensemble de la classe, au moins devant une avant-garde restreinte, mais authentiquement prolétarienne, jusqu'à l'usine, et y jouer un rôle véritablement décisif à cette échelle.

En effet si de son côté l'avant-garde proprement ouvrière ne peut agir dans la perspective présente à une échelle relativement réduite ses actions peuvent prendre une valeur que l'on peut, sans exagération, qualifier d'historique par leur caractère d'exemplarité vis à vis de l'ensemble de la classe. Pourtant la clarté, la détermination et l'indépendance réelle de ces actions exemplaires de l'avant-garde ouvrière dépendent avant tout autre chose de l'influence que peut exercer sur elle l'avant-garde organisée elle-même. Dans cette mesure exacte on peut et on doit effectivement dire que l'évolution conscientielle de cette mince avant-garde organisée elle-même. Par conséquent nos camardes à l'usine peuvent et doivent être un élément de cristallisation et d'initiative dans la constitution de ces organes autonomes de la classe.

La dernière question qui se pose c'est de savoir si de tels objectifs sont réalisables. Nous pensons que la dernière guerre a été le moment du recul le plus profond de la classe prise dans son ensemble, mais justement de l'avant-garde et de son idéologie. Dans un sens il ne pouvait en être autrement puisque les illusions sur les possibilités du débordement du stalinisme à travers l'expérience par les masses de sa "trahison" n'avait pas encore reçu de réponse historique définitive. Nous pensons qu'il en est tout autre aujourd'hui et que la preuve est faite amplement par la bureaucratie de son existence comme force historique autonome offre les bases de départ d'un renouveau idéologique authentique. Nous le pensons parce qu'actuellement les problèmes essentiels posés sur le plan théorique peuvent trouver une solution du fait même du développement de la situation historique.

Si un regroupement limité, sélectif, mais réel de l'avant-garde organisée se réalise on peut être assuré qu'une perspective, limitée elle aussi dans l'immédiat, s'ouvrira devant elle. On peut être assuré aussi que dans la mesure ou elle se révèlera comme une force efficace et objective sur une petite échelle, elle pourra liquider avant la guerre toutes les formations "à gauche du stalinisme" qui, pour dérisoire qu'elles soient numériquement, pèsent sur une certaine avant-garde ouvrière tout à fait valable, dans les usines, d'une manière disproportionnée avec leur importance historique.

Classe et Parti. Texte de "Socialisme ou Barbarie" (février 1950)

1/ La discussion sur la notion de la classe et du parti, et sur les rapports respectifs de ces deux facteurs n'a pratiquement jamais été menée dans le mouvement marxiste d'une manière approfondie et correspondant au niveau scientifique général du marxisme. Il est décevant de voir que les principales "positions" classiques présentées sur ce problème ont été défendues uniquement par des affirmations gratuites - "la classe d'elle-même ne peut arriver qu'au trade-unionisme, la conscience socialiste est inculquée de l'extérieur au prolétariat par l'intelligentsia petite-bourgeoise" – ou bien la spontanéité de la classe la conduit à la révolution -, sans aucune tentative d'analyse sérieuse de la formation de la conscience de classe ; il est étonnant de constater que les "positions" qui ont été défendues par les groupes de gauche depuis 1923 ne sont qu'une resucée appauvrie de ces affirmations gratuites.

Il serait aujourd'hui complètement inutile et insipide de reprendre cette discussion sur les bases traditionnelles, pour affirmer ou pour nier, sans preuve ou en se servant uniquement "d'exemples" historiques convenablement choisis et préparés pour les besoins de la cause, la "limitation" ou la "spontanéité" de la classe. Ce qui est actuellement nécessaire, c'est d'appliquer pour la première fois la méthode marxiste à l'histoire du mouvement ouvrier lui-même et à la question de la formation de la conscience de classe du prolétariat.

Cet exemple est aujourd'hui rendu possible par l'existence d'une expérience historique du mouvement ouvrier couvrant un siècle et demi ; il est d'autre part indispensable, parce qu'il donne seul les moyens de répondre aux idéologues réactionnaires (bourgeois et bureaucrates) qui contestent la capacité révolutionnaire du prolétariat, de résoudre le problème posé par la dégénérescence successive de toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière et de poser sur une basse correcte la question des rapports entre la classe et le parti.
L'importance de ces questions est telle qu'il faut purement et simplement refuser le droit à l'existence politique aux courants et aux groupes qui sur ces problèmes restent muets, en se bornant à perpétuer un empirisme depuis longtemps périmé.

2/ Depuis la fondation de la IIIe Internationale, la stratégie révolutionnaire d'ensemble a été posée sur une base fausse, qui continue à prévaloir parmi tous les courants issus du léninisme jusqu'aujourd'hui et fut (et reste) une des raisons de la carence de ces courants (qu'il s'agisse du bordiguisme ou du trotskysme). Le développement du capitalisme et de la classe ouvrière et partant des conditions subjectives et objectives de la révolution) était considéré comme étant parvenu à son terme, au delà duquel la décadence et le pourrissement tendent à, s'emparer de toute la société (y compris le prolétariat) ; la tâche fondamentale qui se posait était de construire les partis dans ces conditions qui ne pourraient jamais plus devenir plus favorables.

Cette conception discutable en 1919 est aujourd'hui insoutenable théoriquement et défaitiste politiquement. Insoutenable, car aucune base objective n'est offerte pour garantir cette construction indispensable du parti. Défaitiste, parce que si toutes les conditions de la révolution sont données, à l'exception du parti, et puisque ce Parti n'a pu se construire pendant 30 années, on ne voit pas pourquoi il pourra le faire à l'avenir.

A cette conception en fin de compte superficielle il faut opposer une stratégie basée sur l'idée de développement des conditions objectives et subjectives de la révolution. Nous partons quant à nous de l'idée que les forces productives de l'humanité continuent à se développer, c'est-à-dire qu'à la fois la production des biens continue à croître et que les potentialités productives (technique) croissent encore plus (voir l'article sur "la consolidation temporaire du capitalisme mondial", numéro 3 de "Socialisme ou barbarie", où cette affirmation est prouvée statistiquement). Nous partons ensuite de l'idée que le prolétariat continue à croître en nombre et en importance (son nombre absolu, son poids relatif et son poids spécifique continue à augmenter). Nous partons enfin et surtout de l'idée que les capacités subjectives se développent toujours. C'est de cette dernière idée, qui est au fond de la discussion actuelle et qui touche le plus directement l'élaboration d'une nouvelle stratégie prolétarienne. Lorsqu'on parle du développement de la capacité historique du prolétariat, il ne fait pas entendre de développement comme une progression constante, uniforme et sans opposition, mais comme comportant des ruptures, des reculs apparents et surtout des contradictions très profondes. Ces contradictions se résument en celles-ci qu'en même temps qu'il développe la conscience du prolétariat, le capitalisme développe à un degré inouï l'exploitation et partant l'aliénation de cette classe au sens le plus large du terme. Mais nous laisserons de côté dans ce texte les aspects négatifs du processus sur lesquels il ne pourrait pas y avoir en gros des divergences.

3/ Le développement de la capacité historique du prolétariat se traduit par le développement de sa culture, de son expérience et de sa conscience.

Malgré et contre l'approfondissement de l'exploitation et de l'aliénation, le prolétariat participe au développement général de la culture humaine dans une proportion plus considérable que les autres classes de la société. L'abîme qui existait dans les formes précédentes de la société entre la culture de la classe exploiteuse et la non-culture des exploités a été supprimé ; d'autre part, et surtout, le développement de la technique et de l'économie du capitalisme moderne a comme condition indispensable le développement de la culture industrielle des producteurs. A la base du développement de la culture industrielle se trouve la nécessité pour la classe dominante de développer la production, qui implique fatalement le développement des aptitudes productives du prolétariat.

Tout aussi important que la culture industrielle est la culture sociale en général que s'approprie avidement le prolétariat. Il ne s'agit pas non plus ici d'une progression culturelle

graduée et insensible, mais du fait que les grandes masses sont jetées brutalement dans la vie moderne qui leur impose des conditions impliquant l'appropriation latente de toutes les formes de culture héritées ou en train de se créer et le rejet des autres qui sont dépassées.

Si nous parlons des cultures du prolétariat, entendant par là la participation du prolétariat au développement de la conscience humaine en général, nous devons entendre par expérience du prolétariat la formation qui lui est propre en tant que classe exploitée de la société moderne, c'est-à-dire les éléments concernant sa situation de classe, sa lutte, les buts et les moyens de celle-ci.

Cette expérience a comme origine précisément l'action propre du prolétariat dans deux sens : d'abord ce n'est que dans la mesure où le prolétariat envisage la société et sa propre situation comme une réalité à transformer qu'une expérience de classe peut être formée. En suite l'expérience du prolétariat se forme en tant qu'expérience, non pas d'un individu ou d'un groupe, mais surtout (quoique non exclusivement), en tant qu'expérience o**bjective** ; c'est à dire à chaque étape importante, la classe réalise, incarne le but et les moyens de sa lutte dans une forme donnée qui prend par là même une réalité sociale, et c'est le heurt contre cette forme qui permet à la classe d'avancer dans sa recherche. Ainsi par exemple, il n'y a pas eu et il ne pouvait pas y avoir de la part de la classe (ni même sauf exception de son avant-garde) une connaissance a priori de la nature et de la signification du syndicalisme ou du pouvoir de la bureaucratie, avant que le prolétariat par sa propre action ne donne une réalité complète à ces deux phénomènes, et ne permette ainsi que se dévoilent au fur et à mesure leurs traits négatifs initialement insoupçonnables. Culture aussi bien qu'expérience du prolétariat restent en ce qui concerne la classe dans son ensemble, latentes pour la plus grande part jusqu'au moment de la révolution. On pourrait dire que les prémisses du raisonnement révolutionnaire s'accumulent, cachés dans les profondeurs, et que les conclusions sont ouvertement et brutalement tirées par la classe pendant ces moments privilégiés que sont la Révolution. La comparaison serait cependant fausse, si l'on oubliait qu'il ne s'agit pas simplement, pendant ces moments de révolution d'une opération mécanique, mais que la classe, en se réappropriant d'une façon explicite tous;les éléments de sa culture et de son expérience, opère une nouvelle synthèse, dont le trait le plus profond est qu'elle représente une création historique originale, aussi bien en ce qui concerne les formes d'organisation que le contenu de cette organisation.

4/ Le prolétariat n'est au début qu'une simple catégorie économique, matière brute et objet d'exploitation. Il commence en étant une marchandise, de la force de travail achetée et vendue. Mais rapidement, et les grandes lignes de ce passage sont déjà tracées dans le "Manifeste Communiste" - il se transforme de catégorie économique en classe politique. Ceci est du point de vue historique incontestable. Après une première phase où le prolétariat, encore à son étape de formation, accepte passivement le fait que l'exploitation, après une première série de réactions qui traduisent les premiers essais de lutte contre l'exploitation (luttes contre les patrons en tant qu'individus, bris des machines, etc.) la classe arrive à prendre conscience du caractère universel de la lutte contre l'exploitation, du fait que cette lutte est dirigée contre l'ensemble de la classe des exploiteurs et contre l'Etat qui incarne le pouvoir de ceux-ci. Dès ce moment, dans les mouvements que l'on peut appeler les mouvements de révolte immédiate (juin 1848, chartisme en Angleterre, Commune de Paris et Révolution russe de 1905) le prolétariat prouve qu'il a définitivement dépassé le stade de la simple catégorie économique, qu'il est devenu une classe politique dans l'acceptation pleine de ce terme, posant le problème de son propre pouvoir, la révolution comme seul moyen d'y parvenir et créant les formes essentielles d'organisation que ce pouvoir implique (Commune, soviets).

Mais ce qui nous intéresse ce ne sont pas les évènements historiques en eux-mêmes, mais la raison de ces évènements. Le fait que le prolétariat ni n'accepte passivement l'exploitation, ni ne lutte contre celle-ci uniquement sur le terrain économique et par des moyens corporatifs, mais passe très rapidement à la lutte politique contre le régime d'exploitation dans son ensemble, n'est ni un accident, ni un "exemple historique", mais une tendance permanente du mouvement ouvrier basée sur les lois qui régissent le fonctionnement même de la société capitaliste. C'est le fait qu'il n'y a pas d'amélioration durable du sort du prolétariat dans le cadre du capitalisme, que le prolétariat ne peut pas cesser d'être classe exploitée sans supprimer l'exploitation elle-même qui rend inéluctable le passage de la lutte économique à la conscience et à la lutte politique contre la société actuelle ; et sous cette forme, point n'est besoin pour un ouvrier de culture "théorique" pour comprendre la nécessité de la lutte politique. C'est l'impasse de la lutte économique en tant que telle qui, aussi bien au début du mouvement ouvrier qu'ensuite jusqu'à aujourd'hui, oblige les ouvriers à poser les problèmes politiques et d'essayer d'y répondre.

C'est de ce point de vue qu'il faut analyser l'histoire du mouvement ouvrier et ses grandes étapes. A travers ces étapes, cette conscience politique du prolétariat s'enrichit et se développe, et dans ce développement les défaites du mouvement jouent un rôle objectif aussi important que les victoires. L'échec des tentatives de révolte conduit la classe ouvrière à prendre conscience de la nécessité d'une organisation large et permanente, et à concrétiser l'objectif général de transformation de la société dans une série de revendications particulières, politiques aussi bien qu'économiques. Ce stade inévitable du développement est exprimé par la constitution et l'expansion de la IIe Internationale. Mais, au fur et à mesure que la possibilité des réformes du capitalisme se rétrécit et qu'une bureaucratie réformiste se développe et se détache du prolétariat, la IIe Internationale dégénère et forme de plus en plus un obstacle plutôt qu'une voie d'expression pour la tendance de transformation révolutionnaire de la société. La contradiction s'exprime sous une forme violente dans la révolution européenne de 1919 – 1923, pendant laquelle l'aile agissante du prolétariat montre qu'elle s'est débarrassé des illusions fouriéristes et qu'elle pose dorénavant directement l'objectif de l'abolition de l'exploitation capitaliste. La limitation essentielle de la conscience politique du prolétariat pendant cette phase s'exprime par la délégation du rôle dirigeant dans cette révolution au parti révolutionnaire. C'est là la racine de la IIIe Internationale, dans l'évolution de laquelle il faut distinguer une première phase, pendant laquelle l'élément prédominant objectivement est la lutte contre le capitalisme, et une seconde pendant laquelle la délégation au parti du rôle dirigeant se transforme de plus en plus en expropriation économique et politique de la classe au profit du parti, lequel arrive en définitive à exprimer purement et simplement le pouvoir de la nouvelle bureaucratie "ouvrière". Dans ce sens, la conception léninienne des rapports entre le parti et la classe est le germe lointain mais véritable de l'idéologie bureaucratique.

La transformation contre-révolutionnaire de la IIIe internationale signifie l'entrée du mouvement ouvrier dans la phase de la bureaucratisation totalitaire. Les aspects négatifs de celle-ci sont largement connus ; mais ce que l'on ne voit pas d'habitude, c'est que de cette manière la classe fait à l'échelle universelle une expérience de la bureaucratisation et plus concrètement de la question du parti et de la solution qui lui avait été donnée : elle apprend ainsi au prix d'une exploitation sans précédent que seul le pouvoir du prolétariat – et non celui d'un "parti" quelconque – peut constituer la base pour l'abolition de l'exploitation.

Il est essentiel d'ajouter que ce développement ne concerne pas seulement l'histoire de la

classe, mais existe à, l'intérieur de chaque période de cette histoire et même pour tout ouvrier qui arrive à la conscience de classe (sous une forme évidemment abrégée, fragmentaire, extérieurement différente) ; ceci en ce sens, que chaque fois qu'un individu prend conscience de sa condition d'exploité, ou que la classe entre en lutte, le point de départ est rapidement dépassé par la compréhension de la nécessité d'une lutte plus générale. La conclusion de ce qui précède est propre à une conscience politique des buts et des moyens de la révolution. Ce n'est que sur cette base que l'on peut résoudre la question de la nécessité et de la nature du parti.

5/ La nécessité historique incontestable du parti n'est pas basée sur la prétendue incapacité de la classe d'arriver par elle-même à la conscience politique, mais sur le fait que le parti est un élément auxiliaire indispensable (catalyseur) de ce processus, et surtout, qu'il constitue d'une manière **permanente** l'expression **anticipée** la plus achevée de cette conscience. La différence entre les deux conceptions peut paraître mince, elle est pourtant en fait énorme. Car s'il y a une différence qualitative entre la "conscience" du parti et "l'absence de conscience politique" de la classe, alors effectivement seul le parti pourrait "inculquer le socialisme" au prolétariat, alors cette opposition entre le parti et la classe resterait valable jusqu'à la réalisation complète de la société communiste, alors seul le parti pourrait et devrait exercer la dictature ; mais alors aussi la classe ouvrière ne serait plus que l'infanterie muette de la révolution, alors son adhésion à la politique révolutionnaire pourrait être obtenue par n'importe quels moyens, alors on ne voit pas ce qui – en dehors de sa "prétendue fidélité au programme" dont l'histoire a montré ce qu'elle vaut – pourrait changer quelque chose à la monopolisation bureaucratique par le parti de la vie politique et économique de la société. Mais si le parti n'est que l'expression la plus achevée d'une conscience politique à la formation de laquelle participe l'ensemble de la classe non seulement il n'y a plus d'abîme entre le parti et la classe, mais la suppression de l'opposition entre les organes universels de la classe et l'organisation spécifique de son avant-garde devient rapidement possible, ce qui est la première condition pour la disparition d'un pouvoir étatique distinct de la société. Dans ce sens, le parti peut être résorbé par la classe dès que le pouvoir des exploiteurs est universellement aboli.

Jusqu'à ce moment, le parti est un organe historique indispensable en tant qu'il représente dès le départ, comme anticipation et préfiguration de la révolution elle-même, une conscience politique universelle des buts et des moyens, à laquelle la clase dans son ensemble n'arrive qu'après un long développement contradictoire. Dans ce sens il peut et il doit être considéré comme la direction révolutionnaire dans les conditions du régime d'exploitation (voir aussi la résolution sur le parti, publiée dans le numéro 2 de la revue).

Documents provenant des archives de Cornélius Castoriadis

Nous avons regroupé ici les documents que nous avons pu consulter et reproduire du fonds Cornélius Castoriadis. Nous reproduisons ces derniers avec l'autorisation des ayant-droits. Nous leurs exprimons ici nos remerciements.

L'Association Castoriadis est située au domicile de C. Castoriadis, 1 rue de l'Alboni 75016 Paris[71].

[71] Le numéro de téléphone de l'Association est le 01 42 88 25 09. Il est aussi possible de la joindre à l'adresse électronique suivante : asso.castoriadis@wanadoo.fr.

Les droits sont réservés pour l'utilisation les textes.

Lettre de Chazé à Chaulieu du 01 décembre 1949

Mon cher Chaulieu,

(…) Je t'écris néanmoins pour te faire part de la situation de notre groupe, situation de liquidation qui place votre organisation au centre du regroupement à faire.

Il était probable que la tendance bordiguiste de notre organisation n'aurait pas accepté de se fondre dans une nouvelle organisation de l'avant-garde en France. C'est maintenant une certitude et cette tendance ne participera aux discussions communes que parce qu'elle ne peut s'y refuser, mais avec l'intention bien arrêtées de rester séparée. Il aurait été préférable que cela apparaisse comme un résultat des discussions. Mais puisque cela devait se faire, il importe peu, au fond, qu'on le sache maintenant.

Lastérade et moi avions envoyé une lettre au parti italien demandant une discussion internationale sur les questions essentielles du programme révolutionnaire. Le groupe était d'accord pour que cette discussion ait lieu mais le C.E. du parti la repousse. Ce refus est accompagné de tels développements qu'il implique la rupture. Celle-ci sera consommée avant donc que nous discutions avec vous et l'U.O.I[72].

D'autre part, quelques camarades n'attendent pas que ces discussions aient lieu pour rompre également avec le courant bordiguiste. Ce sont aussi des léninistes à 100% mais qui pourront, je crois, évoluer suffisamment pour que leur appartenance à la nouvelle organisation ne soit pas un boulet pour celle-ci.

Voilà donc où nous en sommes et pourquoi votre responsabilité dans la refonte de l'avant-garde en France va se trouver accrue.

Toutefois, il ne faudrait pas que cela vous fasse commettre des blagues. Si nous voulons réussir, il faut envoyer au diable les préoccupations de boutique. Or, je crains qu'avec l'U.O.I. vous vous laissiez entraîner les uns et les autres dans ce genre de bêtises. J'espère vivement me tromper. Tu sais fort bien comme moi que la question essentielle qui nous différencie sera celle du rôle du parti. Or, si nous voulons que cette différenciation se fasse dans la clarté, il faut que la question vienne en discussion comme conclusion de nos débats et non au début.

C'est après avoir essayé d'établir les grandes lignes du programme révolutionnaire de l'époque actuelle, autrement dit après avoir étudié le contenu de la révolution prolétarienne tel qu'il pourrait être en fonction de l'évolution du monde et des enseignements des expériences révolutionnaires passées, que nous pourrons clairement discuter du rôle du parti et de ses tâches.

---

[72] Il s'agit de l'Union Ouvrière Internationale, formée à la suite d'une scission avec le Parti communiste Internationaliste en 1948, l'UOI rassemblait Munis, Benjamin Peret, Ngo Van et quelques autres. L'UOI disparaît en 1954. "Présence Marxiste" publie dans son numéro 27 (août 2002) l'éditorial de "La bataille internationale", bulletin de l'UOI, numéro 2 daté d'octobre 1951. dans son numéro 29, "Présence Marxiste" apporte des précisions sur ce groupe. NDE

En somme, il y a deux façons de concevoir nos discussions prochaines.

La première, vers laquelle la tendance bordiguiste cherchera à nous entraîner, consiste à discuter de ce qui peut immédiatement nous diviser. Nous aboutirions alors à une confrontation sans aucun fruit qu'une perte de temps regrettable.

La seconde qui consiste au contraire à considérer, dès le départ, que nos discussions seront celles d'un Congrès de fondation de la nouvelle organisation. C'est la bonne, car la maturation des problèmes à résoudre est suffisante. L'ordre du jour qui en découlerait, serait donc :

- analyse de l'évolution du monde et perspectives,
- situation du mouvement révolutionnaire,
- programme révolutionnaire (contenu de la révolution prolétarienne dans la phase historique actuelle)
- parti et organisation de masse, rôle du parti, ses rapports avec les organisations de masse, syndicats, comités de lutte, conseils, etc.

Bien entendu ce ne sont là que des propositions que je te soumets parce que je ne peux pas participer activement aux préparatifs des discussions qui vont s'ouvrir.(…) A la prochaine occasion, je te documenterai sur nos discussions avec la tendance de Bordiga, qui dans le parti italien, semble étouffer toute discussion générale.

A bientôt, salut fraternel aux camarades de ton groupe, cordialement à toi.

Davoust[73]

Lettre de Chazé à Chaulieu du 05 décembre 1949.

Choisy le 5/12/49

Mon cher Chaulieu,

A mon grand regret, je ne pourrai pas assister à la réunion de dimanche. Je reçois des amis qui ont procuré du travail à ma compagne et il m'a été impossible de remettre cela à plus tard. D'autre part, comme tu le sais, Lasté a démissionné. Mais je ne m'en fais pas. Tu sauras répondre à Frédérique. Notre absence n'a donc qu'une importance secondaire.

La tendance bordiguiste compte environ six ou sept camarades dans notre groupe. Le reste peut être convaincu, car ce sont des camarades sérieux qui réfléchissent et étudient.
Sur la question du Parti, Camille (qui ne sera pas là non plus dimanche prochain) et quelques autres, sans être bordiguistes, sont des léninistes. Mais ils ne sont pas très solides et peuvent évoluer.

Ne pouvant te voir dimanche, je te joins tout ce qui a trait à la démission de Lasté.

[73] L'original de la lettre se trouve sous la côte File SB-1, item 1.

1/ Notre lettre au PCI dont l'organisation avait approuvé l'envoi avant de discuter le fond.

2/ La réponse du CE du PCI d'Italie.

3/ La lettre-déclaration de Lasté que je lirai vendredi à la réunion de notre groupe.

Tu auras ainsi le moyen de mieux te rendre compte des positions exprimées au sein de notre groupe. En polémiquant avec Frédérique, c'est avec le CE du PCI d'Italie que tu discuteras, à quelques nuances près.

Ne t'émeus pas des réactions, peut-être qui se feront un peu vive, de quelques camarades italiens. Pense aux camarades qui sont en pleine évolution et peuvent être convaincus.

Excuse-moi de te parler en vieux militant et à bientôt.

Cordialement tien.

Davoust[74]

Lettre de Chazé à Chaulieu du 08 décembre 1949

Mon cher Chaulieu,

C’est encore moi. Quelques camarades non-bordiguistes de notre groupe, alarmés par la démission de Lastérade et l’éventualité prochaine de la mienne, ont provoqué une réunion « fractionnelle » à laquelle ils nous ont convoqué tous deux. Ils comprennent que les camarades de la tendance bordiguiste sont décidés à rester seuls, d’où leur réflexe : nous formons tout de suite avec vous un groupe distinct des bordiguistes. Nous les en avons dissuadés. Ils peuvent attendre la fin des discussions communes pour réaliser cette séparation. C’est à quoi ils se sont décidés après avoir envisagé même d’adhérer tout de suite à votre groupe. En réalité, malgré leur désir de se séparer des bordiguistes et de constituer dès maintenant un groupe avec Lastérade et moi, ces camarades sont encore bien léninistes sur la question du parti. Aussi, c’est par souci de clarté que nous leur avons conseillé d’attendre. Ils ne forment pas une tendance, ce qui les unit est leur volonté de militer effectivement et de ne pas retomber dans la vie de cercle vers laquelle les entraînerait la tendance bordiguiste.

La démission de Lastérade pose un petit problème de procédure en ce qui concerne sa participation aux discussions communes avec vous. Il viendra dimanche en somme à titre individuel. Si vous ne faites pas d’objection, je ne crois pas que Frédérique en fasse, ni personne d’autre.

Nous avons parlé de la réunion avec les représentants d’autres groupes, tenue lundi dernier. A mon avis, certains dont notamment G., P. et leurs amis, devraient pouvoir très rapidement participer aux discussions pour la création de la nouvelle organisation d’avant-garde. Quant

[74] L'original de la lettre se trouve sous la côte File SB-1, item 2.

aux autres, maintenir le contact suffit. Il ne faudrait pas que le désir de regrouper nous fasse accepter des gens dont l'évolution reste douteuse.

Toujours parce que je pense que nos discussions doivent permettre l'établissement des documents de base de la nouvelle organisation, dont il te reviendra certainement de rédiger les projets, je voudrais que dans les débats qui commencent dimanche sur la question de la bureaucratie, tu essaies d'apporter une réponse aux problèmes suivants :

Un Etat bureaucratique mondial doit-il être la forme la plus probable de l'évolution de la société dans la période historique actuelle ?
Ce nouveau régime pourrait-il être considéré comme la phase dépérissante de l'évolution du régime capitaliste ou comme un régime réellement nouveau "ayant plus rien de commun avec le système capitaliste" ?

Je pense que tu ne t'effraies pas d'aborder des questions qui dépassent l'analyse et les hypothèses de Marx, Rosa et Lénine.

Nos maîtres se sont permis d'essayer d'entretenir l'évolution de la société pour une période de quelques dizaines d'années. Or, nous serions encore plus modestes en essayant d'entrevoir ce qui peut survenir dans une seule dizaine d'années, car il est trop probable que l'issue d'un conflit entre les deux grands impérialismes qui se partagent actuellement le monde peut survenir dans ce laps de temps, sans qu'une révolution prolétarienne puisse tout remettre en question.

Il nous faudra répondre à ces questions, car perspectives, programme et actions révolutionnaires en dépendent. Je pense que tu comprendras que de placer ainsi l'étude de ce qu'est la bureaucratie dans un large cadre historique est la façon la plus concrète et la plus actuelle, et la plus marxiste, d'aborder le problème.

Nous sommes dans la phase où deux grands impérialismes digèrent leurs satellites et, par ce qu'on appelle la guerre froide (qui remplace les rivalités économiques et financières d'entre les deux dernières guerres) terminent le partage du globe. Peu importe le nombre d'années qu'il leur faudra encore avant la bagarre et le triomphe définitif de l'un d'eux. Historiquement nous sommes à la veille de ce conflit. Malgré l'exploitation inouïe que suppose la préparation de ce conflit.

Malgré l'exploitation inouïe que suppose la préparation de ce conflit, les perspectives d'un mouvement révolutionnaire sont maigres. Il faut donc envisager la réalité historiquement prochaine de cet Etat bureaucratique mondial. Et pendant que les exploités font l'expérience du capitalisme d'Etat, réparer l'assaut révolutionnaire en combattant sans trêve, et en fourbissant les armes idéologiques correspondant aux possibilités et aux objectifs révolutionnaires.

Ce n'est qu'en ouvrant de tels horizons à nos camarades qu'on peut, à mon avis, entamer notre lourde tâche. Malheureusement beaucoup de copains sont plus une arrière-garde qu'une avant-garde. Ils s'accrochent désespérément à es formules périmées, ils pensent avec de vieilles idées. Ils voient le présent avec les yeux sur le passé et non tournés vers l'avenir.

Quelques mots sur Lastérade que tu verras sans doute dimanche et peut-être même vendredi à votre cercle. Ancien poulain de Trotsky qui espérait beaucoup de lui, il rompit avec la Ligue

en 1934, ainsi que 35 camarades. La fusion de ces militants avec le groupe auquel j'appartenais (lui-même issu d'une unification de groupuscules) donna l'Union Communiste qui vécut jusqu'à la guerre, et au secrétariat de laquelle Lasté et moi nous relayâmes Encore une fois excuse toute cette prose. Si nous pouvions facilement nous rencontrer, je m'en dispenserai.

Bien cordialement à toi, Davoust[75].

Résolution de la FFGC sur les discussions avec "Socialisme ou Barbarie"

Pour que ce soit bien clair, l'esprit dans lequel elle aborde la discussion proposée, la Fraction relève dans la lettre du groupe "Socialisme ou Barbarie"les points suivants : que le "rapprochement substantiel des positions respectives"dont elle fait état est une affirmation gratuite, si l'on s'en tient à la période de publication des 4 numéros de "S.et B". Il est par contre exact que la Fraction ait salué avec espoir la formation au sein du PCI d'un groupe qui rompait avec les positions de principe qui, pour sa part, l'avait traditionnellement opposée au trotskysme : défense de l'URSS, programme transitoire, allant de votre mot d'ordre de gouvernement "ouvrier" à l'appui aux bourgeoisies coloniales prétendument "anti-impérialistes"en passant par les réformes de structure et de redressement des syndicats. Mais dans nos premiers nous avons eu le regret de constater que la façon dont vous posiez le problème de la constitution de l'avant-garde en France se ramenait à la vieille revendication d'une révision de toutes les positions prises au sein du mouvement marxiste dans le passé et en premier lieu par les bolcheviks. Si cette attitude correspondait, il faut le dire, à celle de divers membres de notre propre organisation, elle se montrait radicalement divergente de celle de la Gauche communiste qui considéra toujours avoir des rapports de filiation et non d'opposition programmatique avec l'Internationale de 1919. Un an plus tard, le premier numéro de "Socialisme ou Barbarie"marquait une certaine limitation de l'ampleur de la révision envisagée : il n'y était au moins plus question de mettre en doute la validité actuelle d'une thèse fondamentale du marxisme : la capacité et le rôle révolutionnaire du prolétariat. Mais il montrait que votre groupe n'avait pas modifié la nature même de son orientation. Les numéros suivants vinrent nous confirmer dans cette appréciation que la valeur de votre effort en tant qu'organisation politique et ses possibilités de prolongement dans une intervention efficace au sein de la lutte prolétarienne se trouvaient annulées par le point de départ erroné de la "révision".

1. Cette révision, nous la trouvons aussi bien dans les hésitations et finalement l'absence de position concernant la révolution russe et la signification de classe du parti bolchevik dirigeant ; dans votre notion d'une conscience spécifique des masses qui progresserait de façon continue, de façon tout à fait indépendante donc de la conscience historique qui s'exprime dans le parti, puisque au cours de la lutte des classes, celui-ci connaît non une ascension automatique mais des hauts et des bas qui vont de l'affirmation pratique de son rôle de guide de la révolution à la désorganisation politique et à la crise idéologique que nous connaissons. Or cette distinction, qui tend à donner de la classe une conception autre que celle du marxisme – "la constitution du prolétariat en classe, donc en parti politique"- sert à fonder l'affirmation pour nous absolument inacceptable, qu'il ne s'agit pas pour le prolétariat de retourner à une conscience de classe (que par définition il ne peut perdre) et qu'il ne s'agit pas

[75] L'original de la lettre se trouve sous la côte File SB-1, item 2c.

pour le parti de rendre au prolétariat cette conscience. Nous retrouvons la même tendance "révisionniste"en ce qui concerne dans le domaine de l'interprétation de la lutte de classe contemporaine, présentée comme lutte anti-bureaucratique, si l'on veut ici garder une cohérence au moins de forme avec la conception marxiste, on doit conclure que, dans la société moderne, la bureaucratie s'élève à la hauteur d'une véritable classe, dont les rapports antagonistes avec la bourgeoisie resteraient toutefois à définir. Ici deux solutions : ou on définit comme post-capitalistes (Burnham) bien qu'il concerne les catégories fondamentales du salaire et du profit (y compris en URSS) ; ou on arrive à la conclusion absurde d'une lutte de classe entre deux formations sociales (bourgeoisie et bureaucratie) représentant les mêmes principes économiques fondamentaux. La révision se poursuit enfin dans la question de l'Etat ouvrier sur laquelle nous reviendrons.

Pour concrétiser par un exemple la répercussion de cette divergence d'orientation générale sur notre façon respective de concevoir les tâches de l'avant-garde, nous pensons que lorsque vous décidez en opposition avec les programmes classiques du passé, qui sur ce point, se limitaient à quelques généralités, d'aborder d'une façon plus concrète et détaillée la question des mesures fondamentales du pouvoir ouvrier et la base de fonctionnement de la "dictature du prolétariat », vous franchissez les limites de la critique historique. Celle-ci ne peut en effet nous fournir que des tendances (ce que vous appelez généralités) tandis que la totalité concrète et détaillée des rapports ne peut être donnée que lorsque les éléments historiques existant pour les solutions, les problèmes se posent enfin réellement et non dans l'abstraction de la pensée spéculative et normative. De ce point de vue, nous considérons comme faux problèmes les questions que vous vous proposez d'étayer concrètement et en détails (N°4 de "S.&B.") : le mode de gestion de la production (qui relève de la technique d'organisation et ne soulève pas par lui-même des problèmes de classe) ; la rémunération du travail (?) qui n'a de sens que si l'on discute le principe même de la rémunération, qui perpétue la loi de la valeur et le caractère de marchandise de la force de travail ; son rythme et la diminution du temps de travail, qui dépendent de la productivité du travail à l'époque considérée et qu'on ne peut prévoir concrètement, c'est-à-dire quantitativement ; le rythme de l'accumulation, qui, outre des éléments précédents, dépend des rapports entre prolétariat et paysannerie, et des différences dans le degré de développement des divers pays.

En ce qui concerne la culture socialiste, nous rappellerons l'attitude de Engels sur le problème authentiquement culturel des rapports naturels entre sexes dans la société socialiste dans "L'origine de la famille, de la propriété et de l'Etat": "Du diable si, lorsque les conditions existeront pour un bouleversement de la famille actuelle, ces gens se soucierons de ce que nous pensions sur la façon dont ils devaient agir."; ce qui est on ne peut moins concret et détaillé.

Dans l'œuvre économique de Marx, le socialisme n'est pas défini autrement que par la négation des catégories fondamentales de l'économie actuelle et par la définition d'une tendance opposée dans les rapports entre travail vivant et travail mort. Lorsqu'on abandonne ce terrain pour dresser a priori un tableau concret de la totalité des rapports sociaux – que seule la pratique révolutionnaire peut définir – on trahit une méfiance dans la validité des lois économiques de Marx, dans le pouvoir de prévision de la critique théorique, ce qu'aujourd'hui on pourra bien appeler une déviation "existentialiste"de la méthode marxiste.
Sur cette base, on pourra opposer aux "Temps modernes"la revue des "Temps futurs"dont le public serait l'éternel public des utopies : mais on ne pourra pas fournir ainsi aux ouvriers avancés l'instrument de lutte politique dont ils ont besoin contre les falsifications grossières du marxisme dont vivent les prétendus socialisme et communisme aujourd'hui.

3. La même critique vaut en ce qui concerne les formes politiques de la dictature prolétarienne. La bourgeoisie s'est passionnée de tous temps pour les théories de l'organisation politique ; mais dans toute la littérature produite à ce sujet, l'essentiel, le fait de la domination de classe, est passé sous silence ou consciemment masqué. Pour le prolétariat, toute sa théorie politique, négligeant les descriptions et les codifications dont les classes dominantes existant jusqu'alors furent si friandes, réside dans l'affirmation de la nature de classe de l'Etat, y compris le sien, et dans la perspective de son dépérissement final, fondée à la fois sur l'exemple des sociétés primitives et sur l'analyse des résultats émancipateurs de la division du travail par rapport à cette division même, dans le cadre de la disparition progressive des classes. Rien n'a été écrit sur les formes politiques de la dictature qui ne se rattachât à une expérience nouvelle dans l'organisation de masse de la classe ouvrière, Commune ou Soviets. Lénine, malgré le dogmatisme étatique qu'on voudrait lui prêter (allant jusqu'à établir une continuité entre lui et Staline à cet égard) déclarait qu'il est impossible de prévoir les formes politiques de la domination prolétarienne dans les différents pays et aux divers stades de la lutte. ET, dans la situation actuelle, en l'absence d'une renaissance des organisations politiques de masse, nous ne pouvons que nous en tenir aux principes précédents.

Une conclusion essentielle en sera qu'après avoir fait la critique du principe démocratique, revendiqué par la bourgeoisie quand cela lui a convenu, il est exclu que nous le reprenions pour notre propre compte. Nous ne pouvons accepter la thèse qui fait de la "démocratie ouvrière"un critère servant à délimiter les forces politiques prolétariennes de celles du capitalisme d'Etat. Outre son inconséquence théorique, cette position entre d'ailleurs en contradiction avec l'expérience historique, la "démocratie ouvrière"ayant servi de bannière à la lutte politique des sociaux-démocrates contre la révolution de 1917.

Dans les problèmes économiques du socialisme apparaît de la même façon les attitudes opposées de nos deux courants.

Dans "Les rapports de production en Russie", Chaulieu, pour conclure que le point de départ de l'évolution socialiste se trouve dans l'instauration immédiate d'une gestion directe des masses, s'appuie sur quelques passages de "L'Introduction à la critique de l'économie politique", qui ont traits aux rapports des différentes classes dominantes et des diverses couches de ces mêmes classes, et pas au rapport fondamental bourgeoisie-prolétariat.

Dans "La Russie de la Révolution etc."et dans "Propriété et Capital", notre camarade Bordiga part au contraire de ce dernier rapport que Marx définit en premier lieu comme rapport mercantile, dans la mesure où le travailleur participe à la production comme salarié. Il en conclut que le point de départ de l'évolution socialiste – qui se signale par un nouveau mode de distribution des produits – ne réside nulle part ailleurs que dans la suppression autoritaire de ce rapport fondamental du régime capitaliste, le salariat, sur lequel viennent se greffer tous les autres aspects de l'oppression et de l'exploitation de classe.
On a affaire ici à deux interprétations opposées de l'économie de Marx. La première est défaitiste, puisqu'elle pose comme condition préalable un phénomène qui en est au contraire un aboutissant, une conquête, rentrant dans le cadre général du dépérissement de l'Etat. De ce panorama sommaire des divergences, il résulte que si la Fraction accepte la discussion proposée, ce n'est pas parce qu'elle considère réalisées les conditions idéologiques qui feraient de la constitution d'une organisation unique un pas en avant dans la formation de l'avant-garde révolutionnaire en France. La raison en est plutôt que l'incertitude théorique et

(…) politique de l'organisation française de la G.C.I. ont introduit dans son sein les mêmes débats, alors que dans les conditions d'homogénéité souhaitables du groupe, ceux-ci auraient dû rester extérieurs à sa vie politique, sinon à sa critique.

Aucune coopération pratique n'ayant existé jusque-là entre nos deux groupes, nous ne comprenons pas votre souhait "qu'elle devienne plus étroite". En ce qui concerne la coopération même, la Fraction ne l'envisage que sous la forme d'une unité organisationnelle, sous la réserve qu'existent les conditions idéologiques et politiques réalisées. Un autre aspect plus limité, mais qui dépend de vous pourrait être la publication, en tribune libre, dans "S ou B"d'articles que nous considérons de valeur programmatique.

La Fraction a pleinement conscience de la démoralisation apportée par la pluralité des groupes se réclamant de l'avant-garde parmi les ouvriers avancés. Elle croit avoir toujours agi avec un sentiment de responsabilité politique dans ses rapports avec les autres groupes, celui de "S ou B"y compris.

Elle ne soulève pas non plus, actuellement la question de "divergences politiques importantes"- pour reprendre votre terme – entre nos deux groupes puisqu'on ne peut parler sérieusement de telles divergences qu'en présence d'un organisation politique véritable. Cela n'est pas encore le cas de votre groupe dont on ignore encore la position sur la plupart des questions politiques traditionnellement débattues entre Gauche Communiste et trotskysme.

Elle constate par contre que la divergence des orientations qui se fait jour dans les problèmes généraux (pour ne pas parler de la question syndicale ni de la solution que vous lui avez donnée avec la participation aux syndicats autonomes en tant que minorité, sur la base anti-bureaucratique et de la constitution de comités d'usine) se reflèterait immanquablement dans la propagande d'une organisation unique éventuelle, anéantissant l'avantage matériel que sa constitution pourrait présenter pour la propagande, sans parler des luttes internes qui ne manqueraient encore de déchirer l'organisation.

En conclusion, nous ne voyons pas que les conditions existent pour un "examen commun des principaux problèmes politiques de la période contemporaine ."Nous proposons donc de nous limiter à la discussion des principales divergences fixées ici, en attendant que le travail que se propose de réaliser "S ou B"dans son dernier numéro et qui lui appartient en propre par la façon originale dont il est défini, permette d'apprécier sur le terrain politique lui-même le "rapprochement substantiel"ou au contraire la divergences radicale de nos deux groupes.

Plan des discussions :

1. Parti et Masses : la notion de conscience de classe.
2. Bureaucratie et bourgeoisie : lutte de classe ou auto-transformation ? Capitalisme ou post-capitalisme ?
3. La dictature et le socialisme : la démocratie ouvrière, les conditions sociales et culturelles du dépérissement de l'Etat, rôle du parti dans la dictature, les bases économiques du pouvoir révolutionnaire.

Souhaitant que ce texte serve à la discussion dans votre groupe sur la question de nos rapports, nous vous présentons nos salutations communistes,

Pour le CE, Frédérique.

PS : il n'a pas encore été répondu à l'invitation du groupe Munis pour une discussion commune[76].

Lettre de Suzanne à Vega (?)

"A l'occasion de la dernière réunion de groupe où j'étais, j'ai sorti ce que j'avais sur le cœur avec assez de vivacité : Camille et sa fiabilité ont subi une attaque en règle. C'était au sujet de Chaulieu que ce cher ami semble considérer comme la seule issue : "si nous ne discutons pas au plus vite avec ce groupe nous sommes fichus". La CE avait pris la stupide décision de demander aux camarades de discuter individuellement avec Chaulieu, "car l'organisation n'était pas mûre en tant que telle pour le faire". J'ai rappelé ces gens à leurs convictions, ou plutôt aux convictions que l'appartenance à la Fraction leur supposait, refait un curriculum politique de la fraction Chaulieu et montré que sur le terrain strictement politique, sinon scientifique, nous avions tous les éléments pour prendre position et que ceux qui le déniaient n'étaient que des défaitistes et des girouettes assez lamentables, si on considérait leur affectation du léninisme par ailleurs. Suis tombée aussi sur Chazé qui avait pris sous son bonnet rien moins que de demander une entrevue à Chaulieu en son nom personnel, ce qu'il justifiait en disant "que le moment était venu" de tenter d'orienter Chaulieu et que craignant que l'organisation ne condamne injustement celui-ci sous le prétexte qu'il sort du trotskysme et "constatant" que les contacts avaient été mal pris (?), il avait voulu amorcer ainsi un contact officiel. Ce qui revient à forcer la main à l'organisation en fonction d'une appréciation d'ailleurs complètement fausse de ses sentiments envers Chaulieu. Je lui ai passé un savon, évoquant les réactions qui n'auraient pas manqué si un quelconque camarade, Mothé ou André par exemple, avait agi comme lui et lui reprochant non seulement de n'avoir jamais exprimé une opinion concrète sur la façon dont ces contacts devaient être pris, mais encore de n'avoir jamais assisté aux réunions de l'an dernier avec Chaulieu et les autres groupes et d'avoir manifesté, au contraire, un certain mépris pour l'ordre du jour qui avait été fixé à cette occasion.
Chaulieu m'a envoyé un mot me demandant une entrevue chez lui ; j'en ai fait part à l'organisation en précisant que je discuterais personnellement avec lui autant qu'il le voudra, mais que je refuserai absolument à envisager des mesures organisationnelles quelconques dans ces conditions ; car je trouve un peu fort qu'au lieu de s'adresser à l'organisation, il m'envoie des invitations privées.

Je te raconterai tout à l'heure la conversation, j'y vais cet après-midi.

Lettre de Mothé à Lucien du 20 février 1950.

Chers camarades[77],

J'ai reçu ta lettre ce matin. Je la transmettrai vendredi aux camarades. Mais comme je doute que la réponse que te fera la "CE" soit une réponse qui reflète toute l'organisation, j'ai pensé te

[76] L'original de la lettre se trouve sous la côte File SB-1, item 10.
[77] La lettre est en fait adressée à Lucien et Piccino. NDE

répondre personnellement sur tous les problèmes que tu poses. Ensuite depuis longtemps je désirais entretenir une correspondance avec toi et le groupe de Marseille.

Lorsque les questions que tu poses sont soulevées dans l'organisation presque chaque camarade a une opinion qui diffère de celle de son voisin. Donc une caractéristique de l'organisation à Paris c'est le manque d'unité qui semble s'accentuer davantage. Pour te donner une idée de l'organisation il est indispensable de retracer l'activité de notre groupe depuis ces derniers mois, c'est-à-dire les relations avec Chaulieu. Nous avons déjà eu 3 réunions avec S ou B. pour la première tu connais les comptes-rendus des discussions . la seconde a porté sur le Parti, et fut bien moins intéressante que la première car le groupe S ou B ne s'est pas attaqué au fond du problème politique que soulevait cette question, mais Chaulieu s'est contenté de poser la question du parti sur un terrain scientifique - sociologique.

En résumé les conclusions sur ce chapitre aboutissent à ceci : le prolétariat croit en nombre, en densité et assimile la technique et la culture bourgeoise, ce facteur lui permettra lors d'une situation objective favorable de juger les problèmes politiques et de résoudre les questions techniques de la Révolution Prolétarienne avec plus de facilité : on ne peut donc pas poser le problème du parti sur les bases de l'expérience passée, mais sur les nouvelles bases de la situation présente. De ceci découle automatiquement que lors de la prise du pouvoir le prolétariat sera en mesure de résoudre la question de la gestion des entreprises et du Pouvoir Politique (dans une certaine mesure puisque Chaulieu admet le Parti). La troisième discussion a porté sur le problème de la DDP, je n'y ai pas assisté mais je pense que ce n'est pas la peine d'aller plus loin. On voit très bien la suite du Raisonnement de Chaulieu qui peut permettre beaucoup de restriction dans le rôle du Parti et donner plus d'importance à celui des comités. La conscience prolétarienne sera plus aussi manœuvrable que l'était celle des Russes illettrés et le spontanéisme des masses aura une plus grande valeur puisqu'elles auront assimilé la culture bourgeoise.

Quelles ont été les réactions des camarades en face de ces problèmes et du caractère de la discussion ?

Sur la première et deuxième discussions nous sommes intervenus assez difficilement et n'avons pas réussi à poser le problème sur leur base politique. Les critiques ont été critiques de détail et nous sommes restés sur le terrain sociologique. En plus il faut dire que sur la question du parti, Chaulieu n'a pas été aussi clair et il était difficile de dégager l'idée fondamentale que je t'ai exposé (et qui est mon interprétation).

Je te disais que c'était surtout à la lecture de leur troisième texte sur la DDP que j'ai compris moi-même ce que cachaient les subtilités scientifiques de Chaulieu.

Beaucoup de camarades sont restés sur ces discussions et n'ont pas voulu gratter le vernis. Et des camarades comme Camille, Néron, André sont restés sur cette impression : "il y a des choses avec lesquelles je suis d'accord, des choses avec lesquelles je suis en désaccord"/ Maurice plus catégorique a poussé la position de Chaulieu (sur le parti) et s'en est fait le propre interprète. Sur les positions économiques, ce fut une débandade beaucoup plus caractéristique. Chazé et Camille ont déliré sur la Barbarie et sur la perspective du capitalisme unique.

Il semble que les contacts avec Chaulieu ont provoqué une certaine panique parmi les militants que je te citais plus haut, mais en face de ces militants il n'existe pas une

homogénéité organisationnelle pour représenter l'organisation en face de ces discussions qui ont, comme tu le sais un caractère bien déterminé, celui de la fusion ou de la rupture. Malgré les efforts de Frédérique, des camarades italiens et de moi-même pour essayer de poser les problèmes soulevés sur un plan organisationnel, position qui consisterait à dire à Chaulieu et son groupe : "Les positions que vous développez sur le Parti ne sont pas fondées, nous n'admettons pas de poser ce problème sur cette soi-disant sociologie qui est très contestable et contestée. Nous posons le problème du Parti sur les bases de l'expérience historique et vos conclusions sont en complet désaccord avec nos principes fondamentaux, donc nous pensons que la discussion n'a plus le rôle qu'on lui avait assigné - la fusion - et nous nous arrêtons-là". Malgré ces efforts les camarades ne veulent pas rompre la discussion d'abord parce qu'ils ne sont pas d'accord avec les positions fondamentales ensuite lorsqu'ils le sont ils pensent que ces discussions offrent un intérêt éducatif. Et je m'étonne que des camardes, comme Alberto par exemple, préfèrent cette position individualiste à une position d'organisation. Donc les discussions avec le groupe Chaulieu ont perdu en grandes parti leur caractère organisationnel, chaque camarade de la Fraction qui y participe y participe en son nom et y discute un peu pour approfondir ses propres idées personnelles.

Alberto manifeste au sein de la fraction son désaccord sur notre conception de la DDP (tu dois connaître ses positions), Chazé jubile et approuve Alberto, Camille se joint à eux. Tu parlais dans ta lettre de la position "utilitariste", qu'est-elle devenue ? Chaulieu dans ses positions a une place de choix pour ses positions. Il pense qu'il faut préparer le programme révolutionnaire, un nouveau programme basé sur la nouvelle situation et comme tu as pu lire dans "Socialisme ou Barbarie" ce programme va même jusqu'à élaborer une nouvelle technique militaire pour la lutte armée du prolétariat. Et les "utilitaristes" démangés par leur démon ne se tiennent plus et ouvrent à ces mots un large sourire.

Ce que je pense de tout cela n'est pas bien clair encore.

Nous nous trouvons dans une situation qui est l'aboutissement de notre longue stagnation organisationnelle depuis deux ans. Depuis deux ans, nos efforts théoriques (et je parle particulièrement de ceux du parti italien) n'ont pas répondu à la situation. Devant cette évolution du capitalisme, nous nous sommes souvent contentés des vieilles formules qui ne s'adaptaient pas exactement à la situation actuelle. Nous nous sommes trop contentés de l'à peu près. C'est toujours pareil, rien n'a changé, …. Et il a suffi qu'un éloquent orateur érudit sur le marxisme vienne prêcher de nouvelles théories alléchantes pour faire tourner la tête aux plus fragiles de la tête. Nous n'avons pas assez pris au sérieux cette question du Capitalisme d'Etat, de la bureaucratie et maintenant nous voilà dans une situation ou beaucoup de camarades sont obnubilés par cette question et refusent de ne rien comprendre d'autre avant d'avoir saisi les mystères du mécanisme de l'économie bureaucratique. D'autres part nous ne sommes pas assez cultivés pour répondre à toutes ces questions et n'avons recours qu'aux idées fondamentales. Voilà pourquoi j'ai bien peur que nous ne formions pas un pôle d'attraction suffisamment disons "attrayant" pour polariser les camarades de chez nous et encore moins ceux de S ou B, qui plus fraîchement sorti du trotskysme se régalent à la pensée de bouleverser le monde et les idées.

Ce petit incident Chaulieu nous met en lumières les divergences au sein de notre organisation, divergence sur les questions fondamentales qui sont aussi profondes avec certains camarades que les divergences avec Chaulieu.

Pour ma part je suis loin de penser que la société bureaucratique va bouleverser le monde et se manifester de la façon dont veut bien nous l'affirmer les abstractions de Chaulieu : pour cela d'ailleurs je mets à la poubelle les idées que j'avais sur l'économie capitaliste non mercantile et non monétaire. Mais je m'étais attaché à ces problèmes économiques pour que nous puissions les traiter entre nous sans avoir la prétention de bouleverser quoique se soit. Je m'aperçois que ces idées étaient des abstractions ressemblant étrangement à celles que l'on peut faire et que font certains maniaques sur les perspectives de la bombe atomique ou ceux qui voient dans le siècle contemporain la fin du monde ou celles qu'élabore Chaulieu. L'expérience nous prouve que le XXe siècle comparativement au 19e est un siècle où la courbe du développement industriel s'est inclinée, où le développement du capitalisme et du capitalisme d'Etat n'évolue pas comme une abstraction mais que d'autres facteurs interviennent pour freiner son développement, que les problèmes de la bureaucratie et de l'organisation étatique empêchent dans une certaine mesure le développement de la technique, qu'en définitive nous ne sommes pas encore à l'ère des organisateurs ni à celui de la barbarie dans un monde qui n'est pas capable de supprimer les classes extra-capitalistes comme une bonne partie de la paysannerie russe. Un monde ou les grosses entreprises de plus de 10 000 ouvriers se comptent sur les doigts et ou les petites entreprises de moins de 100 ouvriers ou les artisans, les petits épiciers du coin abondent. Le monde capitaliste dès qu'il arrive à sa concentration la plus haute comme en Russie arrive à une période de ralentissement économique (toujours en prenant pour base le développement du dernier demi-siècle du 19e siècle), ralentissement du développement de la culture, etc. En définitive j'estime que nous devons préparer la révolution et le parti révolutionnaire non pas pour cette période que chacun veut bien nous décrire, mais dans une période qui est la nôtre. Maintenant soi nous sommes d'accord sur ce point qu'on ne se permette plus de vouloir tout changer sur les principes fondamentaux et les remplacer par ce travail, cette élaboration intellectuelle. Les révolutionnaires de 1848 se basaient surtout sur l'expérience de 1789 et pourtant la situation économique avait un tout autre aspect. Pour terminer tout en étant un grand fervent de l'étude des questions soulevées par l'évolution du capitalisme, je pense que nous devons faire tous nos efforts contre les escamoteurs d'Histoire.

Donc je t'ai fait un tableau un peu sombre peut être un peu plus sombre que la réalité ? J'ai voulu te donner mes impressions du moment. Il se peut que d'ici huit jours je sois plus optimiste. Je le souhaite. Mais pour l'instant je ne peux pas te dire ce que je pense sur le développement futur de cette crise, je n'en sais rien et il est difficile de faire des perspectives sur des camarades aussi instables et aussi nerveux (dans le sens politiques).

Je t'ai donné mon "son de cloche" ou plutôt vous car ma lettre s'adresse à vous deux, Piccino et toi.

Bien amicalement à vous deux

Dimanche

Je continue ma lettre après la réunion. Vendredi soir le problème de la fusion de l'organisation avec S ou B a été soulevé par Alberto. Voici les positions des camarades :

Camille, Gaspard et avec eux certainement Néron et André sont pour la fusion avec S ou B, ils entendent conserver des relations avec le parti italien.

Alberto avec qui semble se rallier Daniel a ainsi affiné sa position : "Je ne vois pas de divergence fondamentale avec Chaulieu. Chaulieu n'exprime pas de position nouvelle, mais seulement les positions qui ont été affirmées par la Gauche. Donc on doit fusionner en une seule organisation en demandant toutefois à Chaulieu s'il est bien d'accord sur le fait que la Gauche Communiste n'est pas considérée par lui comme une croûte, mais un courant révolutionnaire qui soutient des positions révolutionnaires identiques aux siennes. Au cas où Chaulieu prétendrait (comme il l'a prétendu dans sa revue et ses réunions) que la G.C. n'est qu'un courant trotskysant et que l'élaboration révolutionnaire ne peut partir que de Chaulieu, il faut demander des explications, et alors Alberto admettra que Chaulieu est un charlatan avec qui nous n'avons rien à faire. Alberto a ajouté que les divergences que Suzanne et les italiens ont avec Chaulieu et qui reposent sur le parti et la DDP sont des divergences personnelles, mais il affirme que la position que défend Chaulieu n'est aucunement en contradiction avec les principes fondamentaux de la Gauche.

Suzanne est absente de Paris pour le moment. Toutefois j'ai affirmé ma position qui est celle-ci : je pense fermement que les divergences avec Chaulieu sont des divergences sur les questions fondamentales défendues par la Gauche. Question du Parti et qu'un regroupement avec cette organisation ne clarifiera rien du tout bien au contraire mais ne fera qu'augmenter la pagaille et la confusion donc je suis contre cette fusion.

Chazé s'est fait l'interprète des positions de Chaulieu et a affirmé que dans la nouvelle organisation qui se formera avec Chaulieu, il valait bien mieux pour tout le monde que les tendances "bordiguistes" n'y soient pas exprimées.

Position avec laquelle les camarades italiens sont d'accord. Camille, Gaspard sont partisans d'une fusion large englobant les positions "bordiguistes".

Voici en définitive le dénouement de la crise qui s'approche. j'attends avec impatience le retour de Suzanne pour savoir qu'elle est sa position. Pour moi la question est bien angoissante car maintenir une position intransigeante c 'est la fin de la vie organisationnelle. D'autre part faire des concessions et rentrer chez Chaulieu ne peut rien avancer, m'éclaircir les positions.

Je te donne en hâte les problèmes qui me préoccupent et qui préoccupent les camarades italiens. Peut-on prétendre à constituer une organisation, Suzanne, moi et Alberto aidés des camarades italiens de Paris ?

Je pense pour le moment que même cette perspective d'isolement est plus souhaitable qu'une fusion avec Chaulieu. **Je m'arrête là en espérant bientôt une réponse de vous**.

Les camarades italiens ont l'intention de faire une déclaration comme quoi ils sont membre du Parti italien et qu'ils se refusent à tout compromis avec d'autres organisations ne représentant pas les idées fondamentales de la Gauche.

Je m'excuse d'avoir mis des informations et des idées au fil de la plume mais au fond c'est le seul moyen de dire ce que l'on pense dans une situation aussi lamentable.

Bien amicalement à vous deux

Mothé

Lettre de Pierre Lanneret à Lucien du 28 février 1950

Cher Lucien,

Tu vas juger sévèrement ma conduite. J'ai laissé deux mois s'écouler avant de répondre à ta lettre amicale. En dehors du facteur temps et fatigue (cela va beaucoup mieux et j'espère retrouver une capacité normale de travail bientôt), ce qui m'a arrêté c'est surtout la conviction qu'il y avait beaucoup de choses à dire et que la tâche était malaisée. Tâche rendue difficile surtout par votre éloignement de la vie de la FF et aussi par des expériences différentes.

Hier c'est tenu la quatrième et dernière réunion avec le groupe socialisme ou Barbarie. La prochaine réunion avec S ou B sera consacrée à définir les modalités pratiques de l'unification des deux groupes et à rédiger une déclaration politique. Je précise tout de suite, qu'à moins d'un bouleversement de dernière heure des positions de certains camarades, il ne s'agit pas d'une unification totale. Se sont déclaré pour l'entrée, ou plutôt l'unification avec S ou B : André, Camille, Chazé, Gaspard, Marcel, Maurice, Néron et Véga - plus nos sympathisants. Daniel est encore dans l'expectative. Sont opposés : Frédérique, Mothé et les camarades italiens (bien que la position de certains copains soit encore assez conciliante). Côté Fraction nous règlerons la question officiellement sans perdre de temps avec le maximum de correction en ce qui concerne les questions argent et matériel. Côté S ou B nous avons insisté pour maintenir (?) l'affiliation officielle à la GCI (ce qui dans l'état actuel de nos forces et surtout des relations internes ne signifie pas grand-chose) la continuation et la l'intensification de la liaison et de la discussion. Nous avons déjà demandé, (à l'unanimité de la FF) la venue rapide d'un responsable du parti à Paris. Non pour dans notre débat, mais dans un but d'information et de discussion politique. Voici, en somme, la dernière information. Ce qui est plus difficile en tenant compte surtout des difficultés mentionnées plus haut, c'est de justifier notre position, ma position. Je vais essayer de la **résumer**.

Premièrement : nous ne sommes pas influencés surtout par la question d'efficacité (nombre accru, revue). S ou B n'est pas plus fort que nous numériquement bien qu'il ne compte pas de poids morts (pas d'interprétation péjorative mais une constatation) et nous affrontons la scission de la FF. en ce qui concerne la revue nous ne nous illusionnons pas sur son efficacité et sa viabilité. Nous ne sommes d'ailleurs pas partisan de cette formule de publication. D'autre part tu dois, sur la simple base de notre passé et évolution politiques nous laver du pêché de reniement politique en égard à des faiblesses d'expression et d'activité, …

Je ne nie pas par contre que notre "entrée" à s ou B ne nous donnera pas des facilités d'expression, et surtout des possibilités de développement en clarifications idéologiques. Cela compte, mais n'est pas un élément déterminant ni un argument politique. Et surtout les possibilités de clarification, etc. réelles ne dépendent pas des gros cerveaux de S ou B (il y en a ailleurs !), mais d'un accord politique minimum.

Deuxièmement : je réfute dans ce point une affirmation (relevée dans une de tes lettres) sur l'inanité des discussions avec S ou B. c'est un peu présomptueux mais c'était néanmoins compréhensible de la part des camarades marseillais. Dans la bouche de certains parisiens c'est grotesque. "Il n'y a rien à en tirer, ils ne peuvent pas discuter, ils n'oseraient pas, etc."

(Ernest et autres dixit). Affirmation de Sectaires prétentieux et stériles. En réalité nous avons tenu trois réunions.

A/ Consacrée aux perspectives, question économiques, etc. **Effondrement, débâcle de la FF. Frédérique elle-même n'a rien trouvé à rétorquer**. 2 mois après, après une compilation des prophètes et voyage a Bruxelles elle ne peut opposer que des doutes et réticences **parfaitement normales dans ce domaine**. Le sérieux, le caractère marxiste de leurs raisonnements et leur justesse d'ensemble sont acquis. Les notions de perspectives dont on se gaussait il y a trois mois ont maintenant droit de cité dans la FF !!!

B/ sur le parti. Domaine où leurs contradictions dans l'expression étaient flagrantes. Je dois dire que tous les textes qu'ils nous ont envoyés étaient très inférieurs à leurs interventions. Domaine où nous sommes "armés". Nous avons soutenu le combat et il n'y a pas eu de vainqueur. Le heurt (qui subsistera encore certainement) provient surtout de formation, d'origine, de traditions différentes entraînant des formulations différentes. N'oublions pas non plus que le rapport entre parti et classe est un phénomène dialectique et que - chacun peut, à juste titre, insister sur la promiscuité de l'un ou l'autre facteur. L'essentiel est de reconnaître le caractère dialectique du phénomène et de se garder des deux interprétations extrêmes qui sont aussi dangereuses l'une que l'autre. S ou B se tient, en substance, dans ce juste milieu.

Nous avons longuement bagarré avec eux sur cette question des conseils (?) qui est un de leurs chevaux de batailles et qu'ils présentent avec une formulation assez équivoque. Après longue discussion, il ne subsiste pas de divergence véritable. Ils (?) un caractère d'originalité ou une importance démesurée à un phénomène depuis longtemps enregistré par nous.

C/ Sur la DDP. La divergence s'est manifestée dans le groupe, avant même la réunion de Chaulieu. Elle a eu pour principaux protagonistes Frédérique et Véga. Frédérique présentant un texte qui ne (?) rien , mais qu'à réclamer la constitution d'un gouvernement du parti et à réduire les Soviets à des organes d'information et d'enregistrement. Véga s'est violemment élevé contre cette position soutenu par nous. Si nous combattons tous les adversaires de la Révolution bolchevique et affirmons notre solidarité avec leur action, cette solidarité et cette compréhension ne doivent pas nous faire ériger en théorie ce qui a été en réalité des manifestations du recul de la DDP et des expédients, chose reconnue à maintes reprises par Lénine et L. D.

D'autre part la place me manque pour te relater toutes les bêtises et même les mensonges des camardes italiens dans cette discussion. Je leur ai demandé si on était chez Staline (?) ou chez Bordiga, à les voir falsifier l'histoire pour arranger leur petit comportement.

Nous avons observé la discipline devant S ou B, c'est-à-dire que chacun a débité sa petite histoire. Nous avons poussé, Véga et moi, l'abnégation jusqu'à déclarer que des tendances visant (?) à la théorisation d'un (?) gouvernement légal et constitutionnel du parti (position que Chaulieu reprochait à Frédérique) n'existait pas chez nous. Mais on ne nous a pas pris au sérieux.

3/ Je dois terminer cette lettre, me réservant le devoir, le droit et aussi le plaisir de t'informer un peu. Il y a, dans la désagrégation de la FF, des facteurs qui existaient bien avant que la revue S ou B vienne hâter celle-ci. Je pense à la sclérose des copains italiens, qui les fait se rebeller par tous les moyens contre tout ce qui veut bouleverser leurs habitudes et leur quiétude sur le plan physique ou intellectuel, à une formation assez spéciale de Frédérique,

etc. Mais il y a aussi u autre facteur que je ne saurai définir. Peut-on taxer l'aveuglement, la bigoterie de position politique ? Chaulieu a donné le coup d'épaule qui a ébranlé un édifice qui ne tenait en réalité que par la volonté de quelques copains. (?) aurait mis plus longtemps à s'apercevoir du désastre. Ce qu'on taxait de suivisme, de timidité ou de traditionalisme c'est révélé 100 fois plus grave.

Ce qui est grave ce ne sont pas tant la carence de la Gauche que le refus de reconnaître celle-ci. Il y ait des raisons pour être (?) et ceux qui ont un choix (?) sur certains points ait péché souvent sur des questions plus importantes.

Car, je regrette, mon cher Lucien, mais il y a une carence. Laisse un peu la critique de l'antifascisme ou du front unique. Critiques justes, mais critiques contingentes par rapport au retard qui était et est le nôtre dans : 1) La critique de l'évolution de l'I.C. et surtout de la Russie. 2) Notre retard ou notre absence dans l'étude du capitalisme d'Etat et des perspectives. 3) Notre momification dans certaines questions comme la DDP, où nous répétons parfois des formules justes et (quatre mots illisibles) situation particulière alors que même les critiques de L.D. Trotsky offraient des perspectives de discussion infiniment vastes.

Il ne s'agit pas d'un reniement du bordiguisme, mais de son développement. Pour certains copains, il s'agit de le figer dans ses aspects rétrogrades. Je laisse de côté le soin de savoir où sont les vrais orthodoxes. Pour moi Lénine et les Thèses de Rome ne permettent pas les falsifications des épigones.

Je ne m'illusionne pas sur le succès de cette lettre, destinée à t'informer et non à te convaincre. Je voudrais simplement te faire sentir qu'il ne suffit pas de nous traiter d'"activistes" et de célébrer la nouvelle virginité de la FF pour résoudre le problème. Si tu veux m'écrire fais-le en écrivant à notre ami Daniel à l'occasion.

Bien amicalement

Camille

Lettre de la Fraction Française au PCInt du 03 mars 1950

Paris le 03 mars 1950

La Fraction Française au P. C. Inter d'Italie.
Chers camarades,

La crise politique et organisationnelle de la Fraction Française est arrivée à son point d'éclatement.

Après le cycle de discussions avec le groupe "Socialisme ou Barbarie", les positions politiques au sein de la Fraction se sont précisées.

Un groupe de camarades estime qu'il n'y a pas de divergences fondamentales entre les positions de "S ou B", précisée au cours des discussions, et leurs propres conceptions. En ce

qui concerne les perspectives et les tâches de l'avant-garde, ces dernières ont été exprimées pour l'essentiel dans le texte "Perspectives et tâches" (ci-joint) et avec lequel le groupe "Socialisme ou Barbarie" s'est déclaré d'accord.

Quant au rôle du parti révolutionnaire dans la lutte des classes, ses rapports avec la classe ouvrière, sa fonction dans la dictature du prolétariat ainsi que l'organisation de celle-ci, cette tendance manifeste son désaccord avec une certaine conception existant, sur ce sujet, dans la Gauche ; bien que cette conception ne soit pas clairement exprimée par une analyse critique de la IIIe Internationale et de la révolution russe (qui seule aurait pu la justifier), elle n'en existe pas moins et domine aujourd'hui la vie politique de la Gauche elle-même. Elle se concrétise dans les formules "Gouvernement du parti", "dictature du parti" et n'est en réalité que la reprise pure et simple des positions prises par les bolcheviks en Russie sous la pression d'une situation défavorable, positions qui ont été érigées en dogmes par l'Internationale dans la période de la bolchevisation.

Ces camarades estiment qu'une telle position n'est qu'un aspect de l'attitude générale de la Gauche – et en particulier du parti italien – qui, au lieu de représenter un effort d'analyse de la situation actuelle, et sur cette base, de dépassement des formulations et analyses périmées, traduit, au contraire, une cristallisation sur ces dernières qui se reflète dans toute son orientation. Ils affirment, en conséquence qu'il est impossible de poser la question de l'adhésion du groupe "S ou B" à la GCI dans la mesure où celle-ci non seulement n'a pas pris position sur les problèmes fondamentaux de l'époque actuelle, mais semble, au contraire, nier leur existence même.

Ce groupe de camarades pense que l'effort de discussion, clarification et d'analyse ne doit pas être subordonné à des questions, aujourd'hui formelles, d'organisation, et que, sur le plan français et international, un travail commun avec le groupe "S ou B" ne peut que faciliter ces tâches. Ils proposent donc à la Fraction Française de se joindre à "S ou B" sur la base d'une déclaration politique commune et sous condition de l'ouverture d'une large discussion internationale avec le parti italien sur tous ces problèmes. Ces camarades se proposent donc de faire dans un document ultérieur une critique des positions existant dans la Gauche et plus haut mentionnées.

Ces camarades tiennent à se délimiter des conceptions exprimées par le camarade Lastérade et qui traduisent un retour à une interprétation non marxiste des rapports de classe, tout comme celles que le camarade Chazé défend dans la mesure ou il proclame son accord avec le courant des communistes de conseils hollandais. Cette précision, nécessaire pour vous qui n'avez pas suivi de près la vie de la Fraction, est, estiment-ils, tout à fait superflu au sein du groupe français lui-même.
Les camarades italiens, la camarade Frédérique et peut-être deux ou trois camarades français se refusent à adhérer au groupe "S ou B". Ils motivent ainsi leur position :

1/ L'analyse du capitalisme d'Etat comme économie non mercantile.

2/ L'imprécision persistante concernant les rapports de la clase dominante dans les pays de capitalisme classique avec celle des démocraties populaires, la tentation de voir dans cette dernière une troisième classe.

3/ La formulation du contenu économique de la révolution comme "passage à la gestion directe des ouvriers", l'escamotage du rôle dirigeant du parti dans la dictature.

4/ L'interprétation idéaliste de l'évolution du mouvement ouvrier comme passage de l'aliénation – dans la délégation au parti et aux directions en général – à l'affirmation des masses en tant que telles – le parti devenant alors "moyen auxiliaire de lutte".

5/ La perspective apocalyptique de la barbarie, considérée comme régression absolue des forces de production, renaissance de l'esclavage dans la forme moderne et généralisée des camps de concentration succédant à l'instauration de "l'Etat bureaucratique absolu"

(Ceux)sont les principales positions du groupe "S ou B" qui leur semblent empêcher un travail commun.

Considérant que la discussion internationale, l'effort critique vis-à-vis de l'économie et de la société qui se sont dégagées de la contre-révolution russe, l'analyse du capitalisme moderne en général, la doctrine de la dictature du prolétariat et de la révolution socialiste, n'ont pas été mis à jour par rapport aux évènements historiques des dernières décades au sein de la Gauche, ils attirent l'attention du parti italien sur le caractère purement négatif de leur refus d'adhérer au groupe "S ou B" et sur la nécessité de porter une bonne fois à la discussion internationale les problèmes débattus depuis plusieurs mois en France à l'occasion des rapports avec ce groupe.

Certains de ces camarades – dont la camarade Frédérique – ne se seraient opposés à une adhésion des camarades du groupe "S ou B" – adhésion individuelle, mais ne comportant pas l'abandon par ces camarades de leurs conceptions actuelles.

Tous les camarades des deux tendances estiment absolument indispensable et urgente l'ouverture d'une discussion avec le parti italien sur l'ensemble des problèmes soulevés.

C'est en vue de cette discussion et pour vous exposer amplement les problèmes et les positions prises, que la Fraction Française a décidé à l'unanimité des camarades de vous proposer l'envoi à Paris d'un ou deux délégués **dans le plus bref délai**.

Elle a décidé, également à l'unanimité, de payer le voyage aller et retour d'un délégué ainsi que tous ses frais de séjour et insiste sur le caractère urgent de ce voyage. Pratiquement, cela veut dire : si votre délégué peut venir demain qu'il n'attende pas après-demain, en tout cas pas le mois prochain. Nous attendons votre réponse que nous espérons rapide.

Salutations communistes, Pour la F. F (signé) Véga

Perspectives et tâches

Le processus de concentration du capitalisme.

La deuxième guerre mondiale et la période qui a suivi n'ont pas apporté de solution à la crise permanente du système capitaliste, dont l'ouverture coïncide avec la guerre de 1914 – 1918. la contradiction fondamentale entre les nécessités du développement des forces productives et les formes capitalistes de cette production a été au contraire portée à un degré inouï de violence : l'exacerbation des contrastes de classe, des difficultés économiques, des luttes impérialistes en sont les manifestations permanentes ;

Sous leur poussée se poursuit dans le monde le processus de concentration économique et politique dont les formes concrètes traduisent l'effort de la classe dominante pour maîtriser ces contrastes, ces difficultés et ces luttes. C'est ainsi que nous assistons à une osmose entre l'appareil d'Etat, les groupes capitalistes privés en Occident, à une étatisation radicale du secteur privé en Orient. Cette transformation entraîne le développement d'une bureaucratie exploiteuse qui se substitue progressivement à l'ancien patronat. Son rôle est de gérer les forces de productions, donc la force de travail elle-même au travers des syndicats étatisés. La propriété bourgeoise devient "propriété d'Etat", c'est-à-dire "propriété collective" de la bureaucratie. Il y a là l'accomplissement d'une tendance fondamentale qui s'est vérifiée tout au long du développement de la société capitaliste.

Sur le plan mondial, elle se manifeste par la tendance à la disparition des unités nationales en tant qu'impérialismes même mineurs au profit des deux grandes puissances : USA et URSS.

La lutte entre les deux blocs impérialistes et sa signification.

La lutte entre les deux blocs, lutte militaire en dernière analyse, vise à l'appropriation des sources de matières premières, des instruments de production et de la force de travail exploitable à l'échelle mondiale, se substituant à la lutte concurrentielle du capitalisme classique.

Si l'évolution de la société vers le capitalisme d'Etat se vérifie dans les deux secteurs, le rythme et les voies qu'elle emprunte y sont forts différents pour des raisons historiques, économiques et même géographiques. C'est dans cette différence-là que les propagandes de guerre respectives cherchent leur justification.

Mais en aucun cas ce conflit ne peut être interprété par des marxistes comme lutte entre deux classes : bourgeoisie – bureaucratie.

Si la bureaucratie est appelée à remplacer de plus en plus la bourgeoisie classique, et si une telle transformation rencontre la résistance de larges couches bourgeoises, cette dernière est au fond de même nature que celle qui s'est manifestée à chaque nouvelle étape de l'évolution capitaliste et qui n'a empêché ni l'apparition et le développement des trusts, des monopoles, ni des nationalisations. Dans les pays les plus arriérés économiquement et sous la pression impérialiste de la Russie, la neutralisation puis la disparition de la bourgeoisie propriétaire s'est effectuée violemment. Mais dans les pays les plus avancés, ce sont les groupes capitalistes les plus influents qui accélèrent la fusion Capital – Etat (USA) ou qui, en en acceptant l'inéluctabilité, essayent de s'y adapter (Angleterre).
La rivalité USA – URSS n'est donc point une rivalité bourgeoisie – bureaucratie, elle oppose deux Etats exploiteurs pour une appropriation exclusive de la plus-value extorquable au prolétariat et aux autres classes exploitées.

Perspective du bloc occidental.

La réorganisation du monde occidental tentée par l'Amérique depuis la guerre – Plan Marshall, Plan de développement des pays arriérés, Pactes économiques et militaires, etc. – a prouvé qu'elle ne pouvait pas résoudre le problème de la poursuite d'une activité normale (accumulation croissante) des pays satellites. Cela n'est pas dû seulement à un manque de coordination, de planification effective, etc. Le secteur occidental comprenant des pays

hautement industrialisés, la question de la planification de leur production ne peut se poser, pour la plupart d'entre eux, que sous la forme d'une limitation de cette production que le groupe le plus puissant – les USA – leur imposera. C'est ce qui arrive déjà aujourd'hui et qui ne peut que s'accentuer.

En ce qui concerne les Etats-Unis eux-mêmes, la production de guerre sera de plus en plus le moteur de l'activité économique, activité d'où seront à peu près exclus les autres pays du bloc.

Le bloc russe.

Dans le bloc russe aussi nous avons assisté à l'intégration des différentes économies nationales dans un ensemble plus vaste, ensemble qui est dominé par la puissance et les intérêts du capitalisme d'Etat russe. Avec des différences importantes toutefois : non seulement le processus s'est effectué beaucoup plus rapidement (alors qu'en Occident il n'est encore qu'à ses débuts), mais d'une part cette intégration s'est faite sur la base d'une étatisation totale des économies respectives, de l'autre il ne se pose pas actuellement pour ce secteur de problème de limitation de la production ; cela ne prouve ni l'excellence, ni la "regrettable nécessité" du capitalisme d'Etat. Ce fait ne découle nullement de la solution de la contradiction fondamentale du capitalisme dans les cadres d'un régime d'exploitation. Dans sa lutte pour sa propre conservation, pour l'accroissement de ses privilèges, la bureaucratie, soumise à la pression des impérialismes ennemis et, au sein de l'URSS elle-même, de forces sociales adverses, a été obligée de développer les forces de production à un rythme extrêmement rapide, d'étendre sa domination, d'accroître ainsi son potentiel militaire. Elle a bénéficié pour cette œuvre des avantages de son régime policier, de son organisation centralisée de sa production planifiée, de la simplification par rapport aux capitalismes occidentaux du mécanisme d'appropriation du surtravail et de son accumulation. Mais l'industrialisation elle-même n'a été possible que parce que la Russie était à la fois une région extrêmement arriérée et un ensemble très vaste de territoires possédant des richesses naturelles exploitables et une main-d'œuvre abondante.

La bureaucratie a procédé ainsi à une véritable colonisation intérieure, comparable, sous certains rapports, à la colonisation et à l'industrialisation de l'Amérique du Nord. Mais son œuvre colonisatrice s'est étendue, à la faveur de la dernière guerre, bien au-delà de ses frontières. Dans sa lutte pour "rattraper et dépasser l'Amérique", elle s'est attaquée aux rachitiques bourgeoisies de l'Est européen, dont la guerre avait déjà fortement désorganisée l'appareil économique et étatique. Utilisant le prolétariat comme masse de manœuvre, elle a trouvé ses cadres dans une partie de l'ancienne bureaucratie policière et militaire, dans la bureaucratie syndicale et politique "ouvrière", dans les nouvelles hiérarchies créées par les mouvements de la résistance et comprenant souvent des membres de l'ancienne classe dominante. Mais le succès de cette entreprise n'a été possible que parce le capitalisme était très peu développé (exception faite de la Tchécoslovaquie). C'est cette même raison qui explique à la fois l'étatisation et l'intégration brutale de ces territoires dans le complexe économique russe.

Là se trouve aussi l'explication de la poursuite du développement des forces de production dans ces pays. La production russe suffisant à peine à assurer le maintien et l'accroissement du potentiel de guerre, la consommation de la classe dominante et les besoins les plus élémentaires des exploités, il ne se pose pas de problème de limitation de la production des pays satellites. L'URSS dispose à son gré (bien que l'exemple Tito montre que non sans peine) des économies des Etats du glacis qu'elle rançonne consciencieusement et dont le

développement sert à assurer la base matérielle des bureaucraties "nationales" et à accroître la force militaire du bloc.

La situation se présenterait tout autrement si des territoires hautement industrialisés entraient dans l'orbite russe ou si, hypothèse irréalisable, la situation de guerre froide se prolongeant, le potentiel industriel de la Russie arrivait à un stade de maturation semblable à celui que l'Amérique connaît actuellement.

Mais le fait même qu'aujourd'hui le développement de l'appareil productif de ces pays soit orienté par les besoins de la lutte contre l'Occident montre bien que le bloc oriental pas plus que le bloc occidental n'échappe à la crise permanente du capitalisme, crise qui se manifeste essentiellement par l'hypertrophie d'une production non consommable – celle des engins militaires – et par la destruction de l'appareil productif au cours de la guerre elle-même.

Les conditions objectives du socialisme.

La question a été posée de savoir si en régime de capitalisme d'Etat, les conditions de la révolution prolétarienne et du socialisme continuaient d'exister.

Examinant l'exemple le plus achevé de ce régime en Russie, certains ont conclu à la disparition de la lutte des classes, à la transformation du prolétariat en une classe d'esclaves concentrationnaires et … à la poursuite du développement des forces productives sur cette base, la bureaucratie ayant ainsi tout résolu !

Cette position non seulement est défaitiste, mais elle conduit inévitablement à soutenir les mouvements et les pays prétendument anti-totalitaires ou à des positions réactionnaires anarchisantes.

Il est certain que l'organisation en capitalisme d'Etat entraîne des modifications importantes dans les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, dans ses rapports même avec la classe des exploiteurs. La disparition du marché libre du travail, de la libre concurrence entre salariés, des organismes de défense des ouvriers remplacés par les syndicats étatisés, de la grève légale ou tolérée, des possibilités de déplacement libre de la main-d'œuvre, est un fait indéniable.

Mais ce qui caractérise la condition prolétarienne, différencie le prolétariat des autres classes exploitées, ce n'est pas qu'il puisse vendre librement sa force de travail ou que le prix de celle-ci s'établisse par le jeu de l'offre et de la demande et sa valeur par la valeur des produits nécessaires à son entretien et à sa reproduction, libertés toutes relatives même en régime capitaliste classique.

C'est sa concentration dans les endroits de travail, le fait qu'il emploie – et qu'il est de plus en plus **le seul** à employer – les engins de la production moderne, qu'il s'assimile sa technique, que ses conditions de vie, ses besoins et ses rapports avec la classe dominante s'uniformisent de plus en plus, qui caractérise le prolétariat. Or, rien de tout cela ne disparaît en régime de capitalisme d'Etat. Aucune nouvelle classe n'apparaît dans celui-ci avec une fonction productive et seul le prolétariat, de par sa position dans la production, a intérêt à réaliser l'organisation collective de celle-ci que le développement de l'industrie et de la technique réclame et qui reste la condition de la poursuite de la civilisation.

L'existence des camps de concentration en Russie est déterminée avant tout par les conditions de la "colonisation" russe. La pénurie d'équipement technique et les nécessités en main-d'œuvre pour la mise en valeur des territoires non exploités suffisent à expliquer, dans le cadre historique et politique de la Russie des plans quinquennaux, la création des armées concentrationnaires et point n'est besoin de recourir à des explications idéalistes sur la volonté diabolique de la bureaucratie.

Il est par ailleurs évident que ce ne sont pas les concentrationnaires à peine nourris et vêtus qui assurent la marche des usines modernes ou celles des kolkhozes mécanisés. Les conditions de la production moderne sont incompatibles avec la généralisation du phénomène concentrationnaire.

Il est donc tout à fait faux de parler d'esclavage et de disparition du prolétariat ; il est également faux de parler de la disparition de la lutte des classes. Que cette lutte ne se manifeste pas en Russie sous les aspects classiques que nous connaissons, qu'elle soit étouffée par l'appareil de répression, cela ne signifie pas qu'elle n'existe pas et surtout qu'elle n'ait pas de raison d'exister. L'antagonisme des deux classes prolétariat/bureaucratie, l'exploitation de l'un par l'autre, est une raison suffisante pour l'existence d'une lutte des classes.

Il n'est pas, bien sûr, un motif suffisant pour affirmer que les conditions objectives de la révolution prolétarienne existent et s'accroissent. Ces conditions résident, non seulement dans la capacité du prolétariat à gérer la production, mais encore dans l'impossibilité pour la classe dominante d'assurer à la fois le développement des forces productives et le maintien de son régime d'exploitation. C'est ce qu'on appelle "la crise permanente", la "décadence", etc. Mais cette crise ne se présente pas sous la forme d'une faillite radicale et soudaine du régime entraînant une sorte de démission collective de la classe exploiteuse. Elle se vérifie dans l'accentuation de toutes les contradictions, amis aussi dans les efforts désespérés de la classe dominante pour les maîtriser. Elle se manifeste par le totalitarisme politique et économique, par l'inégalité du développement économique et le ralentissement de son rythme ; elle se manifeste surtout par le cycle infernal de guerres ouvert en 1914.

Or, pas plus le capitalisme d'Etat que le capitalisme classique ne sont capables de le résoudre, car elle dérive de l'appropriation et du caractère mercantile de cette appropriation du surtravail des masses par une minorité privilégiée et de plus en plus parasitaire, qui est la négation même de l'organisation collective de la production et qui est commune au deux formes.

L'Etat mondial et la barbarie.

La poursuite de la concentration capitaliste, la perspective de son accélération, a soulevé dans des milieux très divers la question de la possibilité et du fonctionnement d'un Etat mondial totalitaire.

Certains ont conclu ainsi au rôle progressif d'une bureaucratie qui aurait détruit le fonctionnement mercantile de l'économie, la propriété privée, unifié le monde et éliminé par la même "la source" des rivalités impérialistes et donc de la guerre. Ainsi la bureaucratie, ne pouvant pas utiliser pour sa propre consommation la masse croissante de surtravaux, serait progressivement amenée à redistribuer ce surtravail au prolétariat, c'est-à-dire à rétribuer celui-ci d'après la quantité de travail fourni et non d'après ses besoins élémentaires de conservation et de reproduction. Elle réaliserait donc les conditions même du socialisme et cela sans autres difficultés.

La stupidité et le caractère réactionnaire de cette théorie sont bien évidentes : une production qui serait à la fois capitaliste et socialiste, une classe dominante essentiellement parasitaire, qui détruirait l'exploitation et la contrainte qui seules justifient son existence ; un prolétariat croissant en nombre, en culture, en puissance, mais inexistant en tant que force sociale révolutionnaire.

On peut au contraire affirmer que, dans la mesure où cet Etat mondial se réaliserait, la classe dominante ne pourrait se maintenir au pouvoir et sauvegarder ses privilèges qu'en détruisant les conditions même du socialisme, c'est-à-dire en arrêtant la croissance des forces productives, et en maintenant ainsi, par la pénurie de l'exploitation, les bases de sa propre existence. C'est ce qu'on appelé la perspective de "barbarie".

Mais il ne peut pas y avoir de "barbarie planifiée" et l'hypothèse d'un Etat mondial barbare est inconcevable.

L'Etat mondial n'est possible qu'en tant que manifestation ultime de la concentration politique et économique, concentration qui est déterminée par la croissance des forces productives et un haut degré de technicité et qui ne peut se maintenir sur la base d'une économie stagnante ou plutôt en régression. D'ailleurs il est tout aussi impossible d'affirmer que la bureaucratie serait capable d'imposer cette stagnation à l'échelle internationale que de prévoir les conséquences économiques et sociales d'une désagrégation de l'Etat bourgeois.

Aujourd'hui on ne peut aborder un tel sujet que pour démolir les stupidités de la théorie qui présente la bureaucratie comme progressive. On ne peut en aucun cas fonder une ligne d'action révolutionnaire sur une telle "perspective".

Non seulement il est impossible de l'approfondir scientifiquement, mais elle suppose qu'on exclut d'avance toute possibilité d'intervention victorieuse du prolétariat dans la marche de la société à la concentration mondiale.

Pour l'avant-garde, une perspective doit être l'effort d'analyse qui, mettant à nu les rapports réels des classes et les tendances fondamentales qui se manifestent dans une période donnée permet de déceler dans leur évolution **les possibilités de lutte** de la classe exploitée et de déterminer ainsi les tâches de l'avant-garde elle-même.

La classe ouvrière et l'évolution du capitalisme.

Par son organisation toujours plus totalitaire, qui réclame – et réalise au travers des partis et syndicats "ouvriers" – l'adhésion du prolétariat aux objectifs de ses propres exploiteurs, le capitalisme a réussi, en cette période d'après-guerre, à maintenir celui-ci dans les limites du régime. Il n'a pas pour autant réussi à atténuer l'antagonisme capital – travail. Utilisée pour des buts impérialistes, déformée au point d'être presque méconnaissable, la lutte des classes s'est pourtant manifestée et souvent avec une ampleur et une violence caractéristiques de la puissance et du rôle du prolétariat dans la société moderne.

Cependant, à aucun moment, la classe ouvrière n'est arrivée à se dégager de l'emprise des idéologies de la classe dominante ; ses fractions les plus actives politiquement ont fait jusqu'à présent une expérience surtout négative : si elles n'attendent plus rien de la société bourgeoise classique c'est parce qu'elles attendent tout du capitalisme d'Etat.

Le contenu réel de l'adhésion de la majorité des ouvriers à la politique des exploiteurs n'est pas différent selon qu'il s'agit de l'un ou l'autre des blocs impérialistes, car la nature et les tendances profondes de ces deux blocs ne sont pas plus différentes.

Au fond, et quelles que soient les formes de la propagande officielle, la classe ouvrière adhère aux nationalisations étatiques, aux "programmes sociaux", aux planifications étatiques, en somme à tout ce qui constitue le capitalisme d'Etat et qui, entraînant la disparition de la propriété et du propriétaire, apparaît à ses yeux comme transformation socialiste ou progressive de la société.

Cette mystification s'accompagne, dans le domaine idéologique, de l'autre mystification, sur la "forme nouvelle de démocratie", "démocratie populaire" ici, "démocratie anti-totalitaire" là et qui n'est en réalité pas autre chose qu'une habile conversion en idéologie **totalitaire** de l'idéologie démocratique traditionnelle.

Cependant, il n'y a rien ni de permanent ni de "fatal" dans cette adhésion de la classe ouvrière : tout comme le prolétariat des pays du glacis fait aujourd'hui l'expérience du "socialisme" stalinien, celui des pays occidentaux fera celle des mesures planificatrices et totalitaires des démocraties atomiques, expérience qui ne pourra pas être concluante.

Dans l'évolution des deux blocs impérialistes subsisteront pourtant les différences de forme et de rythme. Il y aurait donc là un terrain favorable à l'action et à la propagande des partis staliniens.

En réalité, elles rencontreront, dans des larges couches ouvrières, une hostilité croissante. Cette hostilité sera déterminée non seulement par le fait que les mesures sociales, économiques et politiques dans les deux blocs présenteront, malgré tous les efforts des dirigeants, des caractères frappant d'identité, mais aussi par la politiquement du stalinisme vis-à-vis de la classe ouvrière.

Dans la mesure où se précisera le prochain conflit militaire, l'action des partis staliniens deviendra elle-même de plus en plus militaire. L'utilisation des revendications ouvrières perdra son caractère pseudo-réformiste qu'elle conserve encore aujourd'hui, l'action anti-américaine prendra le pas sur les revendications économiques et les luttes seront déclenchées sans souci de leurs possibilités, dans le simple but du sabotage permanent. C'est d'ailleurs là un phénomène qui se vérifie dès aujourd'hui et dont les effets sont déjà visibles.

Ceci ne signifie naturellement pas que les travailleurs rompront automatiquement avec le stalinisme, qu'ils reprendront l'offensive sur un terrain de classe. Mais dans la mesure où cette lutte de classe se manifestera, ce sera en dehors des organisations syndicales et même contre elles.

En ce qui concerne les pays du glacis, les réactions actuelles de bon nombre d'ouvriers sont déjà perceptibles, en particulier dans les secteurs les plus industrialisés comme la Tchécoslovaquie : il s'agit non seulement d'une désillusion complète, mais d'une résistance obstinée à la surexploitation planifiée de la bureaucratie.

La signification et les tâches de l'avant-garde.

Nous avons affirmé plus haut que les conditions objectives du socialisme continuaient d'exister et de s'accroître, que la lutte des classes se manifesterait encore dans la prochaine période. De ceci ne découle ni l'inéluctabilité du socialisme ni celle d'une lutte **révolutionnaire** du prolétariat.

Le socialisme suppose la destruction préalable de l'Etat de la classe dominante, destruction opérée dans une situation de crise par l'action organisée du prolétariat.

Mais les conditions même de l'exploitation à laquelle elle est soumise font que la conscience de son propre rôle, des buts et des moyens de sa lutte ne peut être acquis par la majorité de la classe avant la révolution même. Dans tout autre situation, c'est seulement une minorité de celle-ci qui peut arriver à cette conscience. Dans la mesure où cette minorité apparaît, formule et précise son programme, s'organise, elle est rejointe par les meilleurs éléments de la classe. Il y a là le signe d'un profond changement dans la position de cette dernière face au régime exploiteur.

Si la formation de cette avant-garde n'est pas indépendante, mais est, au contraire le fruit même de la lutte de classe, elle n'en découle pas automatiquement. Ni la "croissance du prolétariat en nombre et en culture" ni leur résistance à l'exploitation ne supposent ni une prise de conscience des ouvriers ni leur lutte révolutionnaire. La manifestation d'une progression de la classe vers la lutte révolutionnaire c'est essentiellement la formation et le développement à l'échelle internationale de l'avant-garde organisée en parti.

Si cette possibilité ou non de constitution d'une telle avant-garde ne peut être démontrée que par l'expérience pratique de la lutte, ce qu'on peut pourtant déjà affirmer aujourd'hui c'est qu'elle ne pourra avoir lieu que dans la mesure où seront saisis par les groupes révolutionnaires les problèmes essentiels de la période historique actuelle.

La formation du mouvement communiste d'après 1914 n'a été possible que dans la mesure où les Gauches marxistes, Lénine en particulier, mettent à nu l'évolution réelle du capitalisme de leur époque et avaient formulé le programme et la tactique correspondante.

De la même manière, la reconstruction de ce mouvement communiste aujourd'hui ne peut être, sur le plan idéologique, que le résultat d'une analyse critique du capitalisme d'Etat, d'un dépassement des positions du passé et ne correspondant pas à la situation (actuelle).
Se fondant sur l'évolution réelle du régime, l'avant-garde devra montrer comment la disparition de la propriété privée, les nationalisations, la planification étatique, sont des mesures réalisées par le capitalisme lui-même et qui ne peuvent être revendiquées comme des mesures socialistes. En liaison avec une critique approfondie de la révolution russe, elle rejettera les conceptions concernant le développement de la révolution prolétarienne et les mesures sociales, politiques et économiques de la dictature du prolétariat qui ont été érigées en dogmes par suite de la "bolchevisation" de l'Internationale et qui ne sont en fait qu'une théorisation de la situation de recul dans laquelle la révolution s'est trouvée peu d'années après 1917. de la même manière elle devra rejeter les positions qui, en réaction à cette théorisation nient le rôle du parti de classe dans la lutte révolutionnaire et celles qui, l'admettant formellement, tendent à lui dénier toute une série de réserves, d'hésitations, tout rôle de direction effective de cette lutte.

L'avant-garde devra également rejeter comme ne correspondant plus à la période historique actuelle toute une série de formulations de la IIIe Internationale, dont la critique a d'ailleurs

déjà été faite dans le passé, en particulier par le courant de la Gauche Communiste italienne. Cette formulation concernant aussi bien la tactique d'alliances avec d'autres formations politiques, que les programmes dits transitoires, les mouvements d'indépendance nationale ou coloniale, la défense des "libertés démocratiques" contre la "réaction", etc.

Reprenant et développant la critique de la démocratie faite par Lénine, mais surtout en insistant sur la transformation totalitaire de cette démocratie, l'avant-garde devra également rejeter toute forme de parlementarisme ou de participation "révolutionnaire" aux élections. Sur quelque terrain que ce soit, elle défendra une position résolument anti-collaborationniste et combattra donc toute participation à un organisme étatique quelconque (comité d'entreprise, de "gestion", organisme de culture, de loisirs, etc.).

La transformation des syndicats en organismes de contrôle et de gestion de la force de travail par l'Etat sera le fondement de son attitude de dénonciation de cet appareil bureaucratique. Par sa critique théorique et politique,par sa participation aux luttes ouvrières l'avant-garde s'emploiera à soulever devant les ouvriers le problème de la reconstruction de leurs organismes de classe et appuiera toutes les initiatives qui, dans ce sens, ce feront jour dans la classe.

En ce qui concerne la formulation d'une tactique de lutte du prolétariat, il est bien évident qu'elle ne pourra se faire que dans la mesure où le déroulement de la lutte des classes dans les conditions du capitalisme (ou dans l'évolution vers ce régime permettra d'en dégager les éléments essentiels).

Lettre du PCInt à la Fraction Belge et au Groupe de Marseille[78] *(Traduction Jean-Pierre Laffitte)*

Le P.C.Int.
à la Fraction Belge et
au Groupe de Marseille

Chers camarades,

Lorsque le délégué italien appelé à Paris a pu se rendre compte sur place de la situation de la Fraction Française parisienne, il s'est aperçu qu'elle était beaucoup plus complexe que ce qu'elle pouvait sembler d'après les documents que vous avez également reçus. En effet, il était clair que, d'une part, une partie de la Fraction, celle qui est constituée d'éléments activistes et d'une formation politique moins solide, était irrésistiblement attirée par le charme du nouveau groupe "Socialisme ou Barbarie", soit parce que celui-ci possède une revue et quelques contacts avec des usines, soit parce qu'il se présente avec une vision simplifiée et facilement assimilable des problèmes politiques généraux et de l'évolution du régime capitaliste, et que, d'autre part, le noyau plus étroitement de gauche de la Fraction professait cependant un attachement inchangé à la Gauche Internationale, mais qu'il subissait les répercutions d'une situation difficile et qu'il ne réagissait pas avec suffisamment de décision et de clarté face à l'offensive des autres. La Fraction, dans son noyau le plus sain, avait dans un premier temps réagi avec justesse en plaçant les "dissidents" devant l'alternative de rompre de

[78] Lettre non datée, mais semble chronologiquement trouver sa place à cet endroit. NDE

façon définitive et sans ambiguïté ou de soulever à l'intérieur de l'organisation les divergences de principe réelles ou présumées, et en déclarant qu'il était impossible d'envisager une fusion avec le groupe "Socialisme ou Barbarie" en raison de divergences politiques et idéologiques insurmontables; mais 1°) elle n'a pas été ferme dans la défense de ces positions, 2°) elle était obsédée par la peur de l'isolement dans lequel elle en serait venue à se trouver (pratiquement, la FF se serait réduite à Frédérique et à un Français, peut-être deux : les Italiens font bande à part); c'est pourquoi elle est passée, en l'espace de très peu de jours, à l'élaboration d'une lettre adressée à "Socialisme ou Barbarie" que vous connaissez vous aussi, et qui, bien que proposant un document de la Gauche comme base d'un accord, envisageait l'éventualité d'une fusion organique.

Le parti a pris, dès le début, la position que la Fraction avait elle-même prise, à savoir une position de force. Mais le délégué s'est trouvé à Paris dans l'impossibilité de compter sur la décision des camarades "orthodoxes" de suivre cette ligne. Le point de vue du Parti fut réaffirmé; il tenta de faire comprendre aux camarades que l'inexistence d'une délimitation politique générale entre "Socialisme ou Barbarie" et nous ne serait pas une condition suffisante pour justifier un travail en commun, et que cette délimitation existe aussi bien sur le terrain politique que sur le terrain idéologique; mais le délégué a dû se convaincre que l'unique solution possible était celle de laisser les camarades trouver leur voie par eux-mêmes, en réservant au parti et à la G.C.I. tout jugement sur l'issue de la crise. La proposition de Frédérique fut d'élaborer un document politique qui pourrait servir aux camarades de la seule Fraction ("orthodoxes" et "dissidents") afin d'éclaircir leurs divergences politiques : ce document aurait dû, à cet effet, toucher les points les plus épineux de ces divergences – rôle historique de la Gauche, fonction du Parti dans la dictature prolétarienne, concept de la "bureaucratie" (négation de son caractère de classe) –. C'est sur ces points que les divergences, si elles existent, auraient été précisées : si, au contraire, un accord avait été trouvé, alors ce même document aurait été soumis à "Socialisme ou Barbarie" pour qu'il soit accepté comme document commun à proposer à l'approbation de la G.C.I..

Il est clair que, de cette façon, les camarades sont placés – et le délégué italien en a pris acte – devant une responsabilité précise : rompre ou non avec la Gauche, tandis que le Parti et les Fractions se réservent tout jugement sur le résultat final. Pour notre part, la réserve est explicite dans ce sens qu'il n'est pas de question de céder sur ces points, et que l'alignement sur "Socialisme ou Barbarie", dans l'état actuel des choses, est impossible. Nous sommes parfaitement certains que cette fermeté existera dans le noyau de la FF.. Il serait toutefois absurde d'en faire peser la charge sur les quelques camarades restants : il est de notre devoir de reconnaître que ces camarades ont été trop peu aidés politiquement et idéologiquement par nous dans la phase la plus délicate de leur vie de groupe, et qu'ils se reprendront dans la mesure où nous leur donnerons des armes critiques et de la nourriture idéologique pour qu'ils se sentent solides dans l'affrontement avec les autres courants, plus habiles et subtils dans le maniement de la polémique. C'est pourquoi nous vous invitons à réagir, du moins pour l'heure, non pas avec des condamnations et des désapprobations mais avec un travail constant d'assistance. Le parti s'est proposé de soumettre à un examen critique attentif le matériel de "Socialisme ou Barbarie" et de prendre ouvertement position contre lui : les documents vous seront transmis et, dans l'intervalle, un document rédigé par Amadeo est déjà parti pour Paris. Il sera essentiel que notre action soit harmonisée à l'échelle internationale.

Pour le moment, nous vous transmettons le texte de la lettre que nous avons écrite aux camarades de la FF. afin de raffermir chez eux le sens de la responsabilité qu'ils assument et les inviter à exprimer franchement et sans ambiguïté leur point de vue. La crise du groupe

parisien ne sera pas résolue par des interventions formelles, mais seulement par des interventions politiques. Il faut la laisser mûrir et l'aider à exploser. De quelque façon qu'elle se conclue, c'est une bonne chose que la clarification se fasse.

Nous aurions plaisir à connaître votre avis, de sorte que l'action se déroule de manière unitaire.

Saluts fraternels, pour le Secrétariat

Lettre de Daniel Dumartheray à Lucien Laugier du 26 mars 1950

Dimanche 26 mars 1950

Chers amis,

Submergés que nous sommes par les textes, les polémiques et surtout par la rapidité des prises de positions face à la crise de la FF, je n'ai guère eu le temps de répondre à ta lettre du 23/02. D'autre part, je crois que tu as reçu l'essentiel sinon la totalité des textes, résolutions, lettres, etc. en présence puisque ta dernière lettre au groupe que nous a lue ce matin Mothé fait état de ces documents. Dans ces conditions, tu es tenu au courant des mouvements d'opinion ! Je vais cependant essayer de te mettre sur ce papier quelques conclusions :

Tu auras vu qu'un groupe de camarades parmi lesquels Alberto, Camille, Gaspard, partisans de l'entrée dans le groupe Chaulieu, ceci sans demander auparavant à ce groupe un accord sur les positions historiques de la Gauche, avaient parallèlement conclu à la mort politique de la FF. en dehors de critiques parfaitement justifiées à l'adresse du Parti italien (conservatisme des positions prises en son temps face à l'I.C., trop souvent même refus d'accorder une importance aux problèmes actuels du capitalisme d'Etat) ces camarades obnubilés par l'adresse de Chaulieu, son audace théorique, sa facilité d'expression, sa nouveauté même, en sont venus à considérer comme nuls les principes d'action de la GCI comme sa filiation historique de luttes et d'expériences. En résumé ces camarades en sont arrivés à confondre les positions politiques issue de l'expérience de la lutte des classes et de la tradition de lutte de la Gauche Italienne, même si celles-ci présentent aujourd'hui des insuffisances, des lacunes et même des erreurs d'appréciation, avec des études théoriques, sorte de contribution purement intellectuelle à l'étude des phénomènes d'évolution de la société capitaliste, laquelle peut parfaitement se concevoir à l'intérieur des cadres d'une organisation existante, pourvu que celle-ci soit politiquement révolutionnaire et dispose d'une plate-forme politique précise. Les dits camardes, tout en se retranchant derrière les traits "négatifs" de la Gauche Italienne, s'avèrent incapables de dresser eux-mêmes une critique de ces positions, aussi bien d'ailleurs que le groupe Chaulieu. Alors quoi ? Où cela mène -t-il de scissionner, si le minimum pour une scission n'est pas donné, c'est-à-dire le désaccord politique sur une série de questions principielles. Ce n'est pas le cas. Pour notre part (Mothé, Suzanne et les Italiens) nous reconnaissons l'impossibilité pratique de mener un quelconque travail d'avant-garde à Paris avec nos seules forces. D'autre part, nous ne voyons, dans la confusion actuelle des idéologies de Chaulieu, qu'une solution : admettre le groupe Chaulieu dans la GCI, sous réserve de l'accord de celui-ci sur les bases de la plate-forme politique du Parti italien, publiée en 1945. A l'intérieur d'une même organisation, il sera possible de déterminer si le groupe "S ou B" est constitué par des fumistes, des "académistes" ou des camarades de bonne volonté, égarés sur les routes de la recherche scientifiques (hypothèse la moins redoutable). Il est bien entendu que notre position nous est dictée par 2 données **de fait**. La situation extrêmement confuse

dans laquelle nous nous trouvons par la faute des entristes dans le groupe Chaulieu et aussi par le fait que nous avons été incapables, les uns et les autres de clarifier les positions principales de la Gauche et de les développer par l'étude des phénomènes économiques du capitalisme d'Etat.

Les divers points que tu soulevais dans ta lettre du 23 février sur l'impossibilité d'un compromis quelconque avec Chaulieu provenaient surtout de l'éventualité dans laquelle nous accepterons comme théorie politique les conceptions de ce groupe, alors que ces conceptions sont en quelque sorte périphériques et ne peuvent, en aucun cas, être considérées comme délimitatives des autres groupes. Quant à la question de la DDP elle fait aussi partie des problèmes, à mon avis, qui ne peuvent être résolus que dans une période où le prolétariat organisé se posera de tels problèmes. On ne peut actuellement donner que des indications générales sur tel ou tel sujet sans risque au-delà de tomber dans la pure fantaisie.

Enfin en ce qui concerne l'accusation des camarades "entristes" de n'être que des partisans d'une Eglise, d'une chapelle, la meilleure réponse leur esst fournie par eux-mêmes qui craignent de demander au Grand Homme Chaulieu d'accepter les bases politiques de la Gauche. C'est eux-mêmes et en particulier Camille qui a cette idée schématique de l'Organisation formelle et concentré de l'avant-garde. Si, comme le dit Alberto, on ne peut considérer aucun groupe comme détenteur de la continuité révolutionnaire (en France) et que la formation de cette avant-garde sera constituée par un dépassement politique, et bien alors, c'est précisément ce que nous reprochons à Chaulieu, c'est de n'avoir pas pris de positions politiques au sens de classe prolétarienne et de ne pouvoir, malgré toutes ses théories, opposer quelque chose de sérieux à la Gauche Italienne.

Je crois que l'affaire est assez claire et pour mon compte, après une période de confusion, je parviens à voir clair et à tirer les seules leçons qui s'imposent à un militant face à des entourloupettes jésuitiques et à des manœuvres trotskystes dans le fond et dans la forme.

C'est sur cette profession de foi que je clôturerai cette lettre en regrettant l'absence de l'un de vous lors des discussions.

Lettre de la Fraction Française à "socialisme ou Barbarie" datée fin mars 1950

La FF.
au groupe
Socialisme ou Barbarie.
Chers camarades,

I. - La série de discussions qui ont eu lieu entre nos deux groupes s'est conclue d'une façon que nous considérons comme préjudiciable au développement d'une organisation d'avant-garde en France et à son travail international.

Votre proposition de travail commun a amené notre groupe au bord de la scission, alors que les divergences surgies ne concernaient pas en fait le principe même de ce travail, mais le problème politico-organisationnel qu'il posait.

En effet, une partie de nos camarades a décidé individuellement de quitter la Fraction pour adhérer à votre groupe. Dans la mesure où :

1 Les conditions d'une délimitation commune politique entre la Fraction et votre groupe n'existent pas.

2 La constitution d'une organisation commune devait avoir pour base les **principes politiques** qui délimitent les forces révolutionnaires des forces opportunistes et non pas une contribution particulière de courant au travail théorique de l'avant-garde en général.

3 Les camarades qui quittaient la Gauche ne considéraient pas les thèses présentées par vous dans **Socialisme ou Barbarie** et dans la discussion commune divergent de celles de la Gauche ou que les divergences existantes puissent être dès maintenant tranchées nous avons refusé cette solution du problème du travail commun entre nous comme fausse et confuse.

II. - Nous rappelons que la discussion s'est engagée entre nos deux groupes à la suite d'une déclaration dans laquelle vous affirmiez qu'il n'existait pas entre nous de divergences sur les principes politiques généraux (internationalisme : rejet de la défense de l'URSS - de l'antifascisme - de la tactique "progressive" d'appui aux mouvements d'indépendance nationale - de revendications des gouvernements "ouvriers" - d'appui aux mesures du capitalisme d'Etat - Affirmation de la nécessité du parti de classe, rejet du procédé "entriste" ou de bloc dans sa formation).

Il avait été également admis que l'exigence **d'unité** qui se pose à l'organisation révolutionnaire ne pouvait concerner que ces principes et non point tout l'ensemble des interprétations qu'elle doit constamment donner des faits économiques et sociaux et de la théorie marxiste elle-même. La conception erronée (et qui n'a jamais eu cours dans les périodes d'une vie politique saine de l'avant-garde internationale) du monolithisme idéologique avait donc été nettement écartée.

III. - Les conséquences qui en résultent pour nous sont les suivantes ;

1 L'effort théorique que vous avez accompli dans votre progressive délimitation et votre rupture finale avec les positions **politiques** du trotskysme doit être considérée comme **contribution** à la critique révolutionnaire dans la phase actuelle du capitalisme.

2 En tant que telle, elle doit être débattue au sein de l'organisation nationale et internationale fondée sur les principes fondamentaux précédemment énoncés, mais elle ne peut constituer **la base** de cette organisation.

Cela signifie que s'il n'est pas question que vous vous insériez dans un "monolithisme" défini par l'ensemble des textes de la Gauche comme condition du "travail commun", il ne s'agit pas davantage pour nous de rompre avec la Gauche sur la base de vos thèses particulières.

IV - La reconstruction de l'avant-garde révolutionnaire nationale et internationale, après une crise politico-idéologique et une désorganisation sans précédents, rassemblera, si elle parvient

à se réaliser, des expériences très diverses, ce qui exclut la perspective d'un "monolithisme idéologique". Par contre il est clair que ces diverses expériences ne peuvent contribuer à cette reconstruction que dans la mesure où elles confluront dans une **plate-forme politique maxima**, qui n'est autre que celle que la Gauche n'a cessé de défendre et qui a été la seule affirmation politique de la classe tant face à la dégénérescence de la IIIe Internationale, que des essais de reconstruction de l'avant-garde, que l'influence dominante du trotskysme ruina dans tous les pays à l'exception de l'Italie. la constitution dans la lutte du Parti Communiste Internationaliste dans ce pays sur la base d'une telle plate-forme est malheureusement une **expérience unique** et elle constitue la "contribution" de notre courant à la reconstruction de l'avant-garde internationale.

Les révolutionnaires marxistes ont toujours insisté sur l'exigence du développement de la conscience théorico-critique du mouvement politique par l'étude de la structure de la société capitaliste à chaque phase et des expériences prolétariennes qui lui répondent. Mais cette étude a toujours considéré comme **œuvre de parti** et non point travail académique. Ceci ne doit pas seulement être reconnu en principe : l'appliquer aujourd'hui c'est ou bien définir une plate-forme **politique nouvelle** ou bien reconnaître que les principes de la Gauche historiquement acquis par une dure lutte de fraction au sein de la IIIe Internationale constitue bien le point de départ pour la reconstruction de l'organisation révolutionnaire tant en France qu'internationalement.

V - L'expérience particulière du groupe **Socialisme ou Barbarie** a consisté à prendre conscience au sein de la section française de la IVe Internationale "que depuis sa fondation formelle, le problème fondamental pour celle-ci avait été celui de sa constitution ; qu'il n'a jamais été résolu et que la solution résidait dans la recherche d'une base idéologique autonome". Cette recherche accomplie par le groupe **Socialisme ou Barbarie** en tant que fraction du PCInt (trotskyste ! NDE) n'a pas conduit au redressement de celui-ci, mais à la sortie de cette fraction, qui **politiquement** représenta la rupture avec tout l'arsenal de positions "intermédistes" par où s'est exprimée la dépendance du trotskysme vis-à-vis du stalinisme ; point central de l'appréciation donnée par le groupe S ou B de la nature du trotskysme.

La question n'est pas de savoir si la fraction Sou B serait où non arrivée à la même rupture sans l'existence du courant dit "bordighiste" ; cela ne peut intéresser que des vanités de groupes ou de chefs dont le mouvement doit être radicalement purgé.

La question est de savoir si, par cette rupture, la fraction Sou B oui ou non rejoint les **principes politiques** qui ont caractérisé la Gauche Communiste et l'ont nettement délimitée tant du trotskysme qu'à plus forte raison du stalinisme ou si elle a une **plate-forme originale** à présenter.

A cette question, la FF répond négativement, sur la base du matériel écrit et oral présenté par le groupe socialisme ou Barbarie, ce qui définit et la possibilité de la constitution d'une organisation commune et la forme politico-organisationnelle à lui donner.

VI - Les considérations précédentes admises, les conditions du travail commun peuvent être précisées dans les termes suivants :

1 La base de la nouvelle organisation réside dans les principes politiques énoncés dans la plate-forme du Parti Communiste d'Italie et défendus par

la FF quand elle a eu la possibilité d'une expression écrite. Sur la base de ces principes, une déclaration politique est élaborée immédiatement. La nouvelle organisation prévoit et réclame une constitution effective du BI (Bureau International, NDE) pour une discussion internationale des problèmes soulevés par **Socialisme ou Barbarie**.

2 La Fraction Française et le Parti Communiste Internationaliste d'Italie reconnaissent que cette discussion correspond à la nécessité :

1 De définir la "politique programmatique" dont la plate-forme se contente de dire qu'elle est celle de "L'Etat et la Révolution" alors que des divergences existent au sein de l'organisation sur les conclusions à tirer de cette œuvre de Lénine.

2 De développer "l'appréciation historique que le parti donne des principaux évènements de l'histoire mondiale depuis la fin de la première guerre impérialiste" que la plate-forme ne fait qu'effleurer et qui n'a pas donné lieu à une littérature politique suffisante.

Si vous acceptez ces conclusions, une réunion commune pourra être convoquée pour examiner les questions pratiques : nom du groupe - organisation interne, etc. qui ne peuvent soulever de difficultés.

Salutations communistes.

Pour la FF

Lettre de Daniel Dumartheray à Lucien Laugier du 24 avril 1950

Mes chers amis,

Seuls les ennuis personnels sur lesquels je ne veux pas m'étendre aujourd'hui m'ont empêché de répondre plus tôt au mot de Lucien demandant des informations sur ce qui se passait à Paris et sur les conclusions des discussions avec le groupe Chaulieu.

Le mot de Lucien est arrivé en même temps que le camarade Bruno du PCI d'Italie. Celui-ci n'est resté que trois jours, pressé de rentrer à Milan, du fait de tâches personnelles à résoudre. Il a déclaré, à propos de votre demande de passage d'un camarade italien à Marseille, vous avoir écrit, en vous annonçant la visite de Demetrio.

Nous avons eu beaucoup de discussions personnelles avec lui et 4 réunions de groupe (dont deux du groupe non entriste). Il a eu également une entrevue avec Chaulieu. Cette dernière entrevue n'a porté que sur des problèmes généraux de la bureaucratie, du parti et de l'attitude de la Gauche. En particulier, ont été réfutés les arguments de Chaulieu concernant de

prétendues positions du parti italien, exprimées dans le numéro 5 - 6 de "Socialisme ou Barbarie". J'espère, entre parenthèses, que vous êtes en possession de cette revue. Sinon écrivez-moi.

Je ne vous ferai pas un récit détaillé des réunions de groupes ,mais je vais essayer de dégager les idées les plus importantes qui ont animé la discussion.

Lors de la première réunion, Alberto, reprenant les thèmes de son texte "Perspectives et Tâches" a développé ses opinions sur les changements profond intervenus dans la société capitaliste depuis 30 ans. A savoir : importance croissante de la bourgeoisie traditionnelle dans des sphères géographiques de plus en plus larges, rôle du stalinisme non plus comme élément de décomposition de la classe ouvrière, mais comme tenant des aspirations de la bureaucratie en tant que classe à s'emparer du pouvoir. De plus, il a exprimé une opinion sur la dictature du prolétariat que je pense pouvoir résumer de la façon suivante : Alors que dans la période pré-révolutionnaire, le prolétariat est amené à la conscience de ses buts finaux par l'exploitation, donc par des raisons économiques et où le parti représente avec le maximum de netteté la conscience du prolétariat, la période post-révolutionnaire voit le seul problème de la conscience du prolétariat comme moteur de la révolution. En somme, 2 remarques à faire : d'abord, ce raisonnement admis, le matérialisme historique s'avère faux dans la période post-révolutionnaire puisque le prolétariat n'agit plus sous la pression des évènements économiques, mais s'anime d'un bloc par une "conscience". Tu vois tout de suite le rôle du parti diminué en fonction de la montée de cette conscience. Deuxièmement, cette façon de voir répond à cette préoccupation idéaliste d'éviter les "Cronstadt" par la remise entre les mains du prolétariat tout entier du pouvoir. Je pense en outre, sur ce problème de la dictature du parti, puisque c'est de cette accusation que nous sommes abreuvés par les "entristes" qu'il s'agit d'un divorce entre parti et classe, que par conséquent c'est n'avoir rien compris aux conceptions de la Gauche qui fait du Parti l'instrument exclusif et en quelque sorte le baromètre de la conscience de la classe. Comme le disait Bruno, il existe une circulation constante entre les 2 éléments de ce même corps : le prolétariat. Je ne suis pas non plus d'accord lorsqu'Alberto parlant de la période présente les mots d'ordre de la bureaucratie syndicale ouvrière comme étant des phénomènes de la conscience "avant terme" de la bureaucratie dirigeante. Une classe ne peut acquérir sa conscience que par l'exercice du pouvoir.

La deuxième réunion s'est passée entre les non entristes et le délégué du parti italien. Nous avons exposé chacun notre manière de résoudre les problèmes soulevés par l'attitude des autres camarades, partisans d'une entrée immédiate chez Chaulieu, sans qu'il y ait possibilité d'une clarification politique. Bruno a expliqué que le fond des conceptions de Chaulieu, d'origine scientifique, ne manqueraient pas de se concrétiser dans des positions politiques et qu'alors seulement pourrait s'effectuer une délimitation politique justifiant une fusion, ou une rupture des groupes. Il faut donc parvenir a convaincre les camarades impatients de dire en quoi leurs positions ne sont plus celles de la Gauche et pourquoi. Par ailleurs il est évident que le groupe Chaulieu présente, disons des "germes" d'une position anti-marxiste, intellectualiste, mais ces positions ne sont pas encore claires.

Pour ma part, je suis persuadé que des divergences existent entre Chaulieu, Alberto et quelques-uns de nos camarades sur la DDP, sur le rôle du Parti, et les positions du parti italien et les nôtres. Mais le problème reste de les mener au jour, de les éclaircir, ce qui n'était guère le moment dans toutes ces discussions où les animosités personnelles, les méfiances, les manœuvres et surtout l'incompréhension manifestée par les camarades italiens des réactions

inorganiques des "entristes". C'est assez difficile d'exposer ces différences de sensibilité politique même faite dans des époques radicalement opposée. Vous me comprendrez sans peine. Il est inutile de s'étendre là-dessus sans risquer de tomber dans les analyses psychologiques plus ou moins discutables.

En conclusion, le camarade italien est reparti, convaincu, nous l'espérons, de la nécessité urgente d'une large discussion dans le parti sur les problèmes politiques qui n'ont pas, selon leurs propres expressions "donné lieu à une littérature suffisante, pas plus qu'à une discussion approfondie". En outre, et tu le verras par la lettre ci-jointe, les problèmes de la DDP sont, dans le parti italien, cause d'un manque d'unité, comme tu le dis d'ailleurs.

(…)

Lettre de la C. E. du PCInt à la Fraction Française du 25 avril 1950 (Traduction de Jean-Pierre Laffitte)

Le C.E. du P.C.Int. d'Italie
à la FF.

Chers camarades,

Si les réunions qui ont été tenues à Paris par votre groupe en présence de notre délégué n'ont pas entraîné la clarification que nous souhaitions, elles vous ont mis cependant – avec votre décision de rédiger un document politique qui, en actualisant les positions politiques de l'ancienne Plate-forme sur la base de celles prises par la suite par la G.C.I., concerne certains des points qui ont été les plus discutés dans le groupe parisien – face à la responsabilité d'éclaircir de manière précise les divergences entre les deux courants de la FF. portant sur le concept de bureaucratie et sur celui de la dictature du prolétariat dans ses rapports avec la fonction irremplaçable du parti de classe. Vous avez, en définitive, pris la responsabilité de faire la lumière en vous-mêmes et avec vos forces sur des problèmes d'intérêt fondamental, et le Parti vous rappelle au sens profond de cette responsabilité, de même qu'il a cherché à le faire par le passé dans ses efforts pour replacer la discussion dans les termes et dans le cadre de la C.G.I..

La décision que vous avez prise n'aura de signification et de valeur politiques que si les équipes ont la force d'aller au fond de leurs positions et si, ni d'un côté ni de l'autre, elles ne sacrifient pas à des considérations et à des préoccupations contingentes et locales l'exigence supérieure de la clarté et de la délimitation politiques. Nous sommes convaincus que, sur ces deux points avant tout, la délimitation est nécessaire et inévitable; de les clarifier fera du bien aux camarades quel que doive être le sort futur de l'organisation de la FF.; les noyer dans le compromis signifierait pour vous vous exclure d'une tradition politique et organisationnelle qui s'est toujours détournée courageusement du compromis.

Pour notre part, nous réservant tout jugement sur le résultat final de vos discussions, nous accomplirons un effort parallèle, en souhaitant que nos solutions coïncident avec celles qui seront élaborées par au moins une partie de la FF., et indépendamment de la question de vos rapports finals avec S. ou B., question qui est pour nous secondaire et qui, comme du reste notre délégué lui-même vous l'a fait remarquer, ne pourra être résolue sur le seul terrain

de la délimitation politique parce qu'elle empiète sur l'évaluation d'orientations idéologiques et de positions générales de principe. C'est pourquoi le parti vous demande de soumettre à son examen le document que vous élaborerez avant de le présenter à tout autre groupe politique afin d'harmoniser de manière unitaire nos prises de position.

Notre souhait est que vous parveniez à émerger de cette atmosphère de confusion et des préoccupations de nature secondaire qui ont caractérisé la dernière phase de la vie de votre organisation, pour accepter franchement la responsabilité de décisions qui, tout en étant politiques, pourront aussi se traduire par des décisions organisationnelles concernant la FF. encore existante et la C.G.I.. C'est à ce courage politique que nous invitons, en ce moment décisif, **tous** les camarades de la FF..

Fraternellement, pour le C.E.

Milan, le 25 avril 1950.

Lettre de Vega à Lucien du 25 juin 1950.

Dimanche 25 juin 1950

Cher Lucien,

Reçu vos lettres. Pourquoi je n'ai pas répondu ? L'exploitation capitaliste privée … hélas !
D'abord travail politique en vue du "pastis", comme tu dis si mal - puis travail et emmerdements de toutes sortes.

Ma boîte a fait faillite, je suis resté une semaine sans boulot et je viens de trouver autre chose : même salaire mais 48 h au lieu de 44 (soit 9 heures par jour plus le samedi matin) - c'est en banlieue, d'où une heure de plus de métro : je me lève à 6h30, pars à 7h et rentre chez moi le soir à 19h. tu vois que je n'ai pas beaucoup de temps disponible.

Suzanne a été malade : complication rénale vraisemblablement - elle va mieux depuis qu'elle suit un traitement à l'hôpital - très fatiguée cependant - passe ses examens ces jours-ci.

Pas de vacances pour moi cette année - Suzanne cherche un endroit où aller … sans argent ; des histoires de famille l'empêcheront probablement d'aller chez ses parents (dernière ressource).

Tableau sombre ; seule touche claire : ma santé semble être excellente (restriction : mes cheveux s'envolent).

Je regrette que tu voies la crise de la Fraction et les évènements politiques comme un mauvais film, je refuse aussi le rôle de "traître". J'ai sans doute une bonne part de responsabilité dans tout ceci (qui n'a rien à voir avec les "coups de poignards dans le dos") : j'ai essayé de concrétiser sur le terrain politique le malaise que la plupart des camarades ressentaient depuis longtemps. Nous nous sommes expliqués là-dessus. Nous nous sommes efforcés de dégager les problèmes politiques, les divergences même, de l'amas de confusion, de prétentions, de sectarisme, de "patriotisme", de conservatisme et même de mauvaise foi où les camarades "orthodoxes" les noyaient depuis longtemps. Et nous en avons tiré les conséquences pratiques. C'est ce que tu appelles le pastis.

En conclusion : nous pensons que la Gauche se trouve à un tournant décisif : ou bien elle s'engagera dans la voie d'une discussion sérieuse des problèmes théoriques et politiques, de la situation actuelle et des perspectives, c'est-à-dire d'une clarification et d'une mise à jour de ses positions, ou bien elle se réduira à l'état d'une secte et perdra toute signification révolutionnaire réelle.

Les principaux points d'une telle discussion et clarification sont, à notre avis les suivants :

1/ **L'évolution du régime capitaliste** : transformations structurelles (économiques et politiques), transformation de la classe dominante, modifications des rapports entre les classes ; Signification historique du capitalisme d'Etat russe : analyse de ses caractères. Signification du stalinisme.

2/ **Le rôle du prolétariat dans la perspective historique**.

Définition de cette perspective en liaison avec le développement des conditions objectives du socialisme et de la révolution prolétarienne.

Perspective politique immédiate : la formation et les tâches d'une avant-garde internationale.

3/ **Le programme de lutte prolétarien**.

Critique historique de la IIIe Internationale ; dépassement des positions soient déjà erronées à l'époque soit ne correspondant plus à la période actuelle. D'où : étude sérieuse de **toute** l'œuvre de Lénine (et non de telle ou telle partie).

4/ **Le programme socialiste**.

Analyse critique de la révolution et de la contre-révolution russes.

Le programme socialiste dans la perspective moderne : développement des forces de production, de la concentration, des formes totalitaires, de la technique et ses conséquences dans le prolétariat.
Ceci n'a évidemment rien à voir avec la répétition mécanique de formules et de phrases (même si elles sont extraites des "Thèses de Rome"). Une telle répétition se traduit à l'égard des problèmes soulevés par ces quatre points par le triste résultat :

1er point : a part quelques constatations superficielles sur la concentration économique et politique, absence de toute analyse sérieuse. Transformation de la classe dominante ? Point ; la bourgeoisie est toujours la même. La bureaucratie ? simple instrument comme il y a un siècle. Capitalisme d'Etat ? Pas de réponse. Russie ? Capitalisme d'Etat (mais qu'est-ce donc que ce dernier ? Pas de réponse) la bureaucratie russe ? "La bureaucratie russe n'est pas une classe ; elle est au service du capitalisme mondial !!! (Bordiga) - d'où : il n'y a donc pas de classe dominante en Russie ? - Le stalinisme ? "Centrisme, opportunisme, etc." : Accusé d'être nationaliste italien, français, chinois, américains, etc., au service de la bourgeoisie, tantôt critiqué comme démocrate rétrograde tantôt comme totalitaire.

Conclusion : absence d'analyse, de positions. Dans la mesure où l'on dit quelque chose : positions contradictoires, confusion, absurdités (Cf. bureaucratie russe).

Second point : Absence de position ; aucune perspective, sauf, parfois appréciations défaitistes (Cf. plusieurs éditoriaux de "Battaglia").

Troisième point : Maintien des critiques faites à l'époque, mais aucune critique d'ensemble, cohérente (article de Vercesi dans "Prometeo" interrompu). Revendication du "léninisme" sans définir ce que l'on entend par là : d'où pas de critique des conceptions "léniniennes" sinon "léninistes" sur la tactique ("Maladie infantile", question coloniale, paysanne, etc.). Position fausse sur le parlementarisme et … "noyautage" de toute discussion à ce sujet dans le parti. Pas de discussion **théorique** sur la question des organismes de masse, mais solutions empiriques.

Quatrième point : aucune analyse sérieuse de la révolution russe. Revendication de conceptions théoriques ("dictature du parti") directement rattachées au recul de la révolution russe et, de manière générale, dépourvues de toute valeur révolutionnaire en dehors du cadre et de l'époque (où, de toute façon, elles ne furent théorisées que par les staliniens et non par Lénine).

En général, la question du programme socialiste pas du tout abordée sinon par la répétition de formules soit fausses soit ne correspondant pas à l'évolution du régime capitaliste. Aucun travail sérieux et aucune orientation dans ce sens.

Il s'agit là non de "théorie pure" ou de discussions de professeur ou autres choses de ce genre, mais de la base même d'une organisation révolutionnaire : si l'on ne répond pas à tout cela, si l'on n'a pas de position ou les positions sont fausses, qu'est ce qu'on peut bien vouloir faire ? dire qu'il y a des exploiteurs et des exploités ? Même pas, puisqu'on est pas capable d'identifier les premiers ! Je voudrais bien voir la tête d'un ouvrier russe auquel on dirait que la bureaucratie n'est pas une classe qui l'exploite, mais un simple instrument au service du capital mondial !

Je ne prétends pas que la Gauche (le parti italien en fait) ne soit pas capable de dépasser la sclérose actuelle ; non plus que tout ce que nous disons soit valable, mais le problème n'est pas du tout de juger le parti italien ou d'affirmer que Chaulieu et nous avons découvert des choses formidables. Le problème est de comprendre ce qui se passe et, l'ayant compris, de le dire aux ouvriers en leur indiquant ce qu'il faut faire pour changer le monde ; le problème est donc de former une avant-garde, on ne peut rien comprendre et rien expliquer sur la base des positions actuelles de la Gauche (parti italien). On peut le faire sur la base des positions de "Socialisme ou Barbarie" (même si elles sont fausses ou confuses sur tel ou tel point). C'est pour cela que nous avons décidé de travailler avec ses camarades. Si nous étions en Italie ? nous aurions certainement posé tous ces problèmes au sein du parti. Pourquoi ? Parce-que ce que nous disons aujourd'hui se trouvait déjà en puissance dans ce que la Gauche disait il y a vingt ans, par ce que la fidélité au marxisme, l'intransigeance révolutionnaire sont incompatibles avec la sclérose et que la situation actuelle "d'immobilisme" du parti ne peut être qu'un épisode dans la vie du courant marxiste en Italie.

Mais nous ne sommes pas des militants du parti italien. Si nous attachons une grande importance au "bouleversement" des positions actuelles (ou plutôt : au manque de positions) du Parti italien, il n'en reste pas moins que notre activité politique se déroule en France et avec le "matériel humain" qui est ici. Nous pensons que nous rendrions un piètre service si nous nous limitions au rôle de correspondant de "Prometeo" en France.

Nous n'avons pas liquidé la Fraction : la Fraction ne pouvait plus vivre sur l'apport (le manque d'apport) du parti italien - en tant que groupe révolutionnaire en France, elle continue dans le groupe "S ou B" ; en tant que Fraction de la GCI … elle n'a jamais existé - dans la mesure où la GCI elle même n'a jamais existé. Le problème n'est pas de feindre de croire à un organe international sur le papier, c'est d'en créer un. Mais cela ne peut se faire sans une longue discussion politique internationale, sans un travail préalable de confrontation et de discussion **au sein** de chaque organisation (sans en nier le grand intérêt, nous ne tenons pas à discuter uniquement avec le camarade Bordiga ou avec les positions du camarade Bordiga défendues par Maffi, nous pensons que peut-être d'autres camarades du parti italien diraient des choses aussi intéressantes si les problèmes étaient discutés).

Je pense que tu ferais bien d'abandonner toute explication psychologique ou de "formation" des camarades pour expliquer leur attitude. C'est vraiment regarder les choses par le petit bout de la lorgnette ! a moins d'être tombé du berceau sur les thèses de Rome ce que Camille prétend être le cas de Suzanne) on est bien venu de quelque part à la Gauche - et cela n'explique pas grand chose. Sans compter que dans ce cas précis : 1/ ce que nous disons n'a rien à voir avec la littérature CR ou RKD. 2/ sur sept camarades "dissidents", trois seulement ont appartenu aux CR, ce sont ces trois camarades-là qui les premiers les ont quittés. 3/ sur trois camarades parisiens "orthodoxes", deux ont appartenu aux CR. Puis, simple hypothèse : je pense que dans pas bien longtemps ces trois camarades-là travailleront avec nous dans le groupe "S ou B".

Lettre de Vega à Lucien du 06 août 1950.

Cher Lucien,

Reçu ta lettre - reçu celle de Yolande.
"Si on tient compte de mon surmenage, de mes soucis", "effort d'objectivité", … ma parole, c'est un Procès !

J'admets ques les quelques lettres que je vous ai envoyées étaient quelconques - je vous en ai expliqué les raisons : bon sang ! est-ce donc si difficile à comprendre ou croyez-vous que je raconte des histoires ?

il n'y a pas de procès à faire et je me fiche de "l'objectivité" de Yolande si elle n'est pas capable de comprendre ceci : que je travaille comme un nègre, que je bouffe mal, que je ne puis me permettre de rater ce stage, que je n'ai pas une minute de libre, que … etc.

Quant à vos lettres, elles ne seront jamais indigestes, à moins que vous ne deveniez idiots - ce que je ne crois et ne souhaite pas - elles me font toujours plaisir et bien souvent m'enlèvent le plâtre du cerveau - je suis seul au milieu de formules et de cons - est-ce clair ? Pourquoi voulez-vous tout compliquer ? Ecrivez-moi le plus souvent, le plus possible - quand j'ai une lettre de Suzanne, de vous, je suis content, est-ce encore clair ?

Lu le numéro 3 de la revue de Chaulieu - très intéressant. Ci-jointes : trois copies et un original de lettre de Suzanne à ce sujet (rends-moi l'original). Je suis d'accord avec elle.

Il s'agit d'une bataille politique à mener qui peut être vitale pour le groupe. On ne peut considérer le groupe Chaulieu comme une organisation homogène, mais comme un agrégats de tendances - les unes assimilables, les autres, … là est le problème. Il n'est donc pas question de nous fourrer, tête baissée, dans un "rassemblement" quelconque - la question est : saurons nous assimiler les meilleurs éléments **en nous dépassant nous-mêmes** (la Gauche Internationale) ?

Il y a une critique à faire - celles de leurs positions démocratiques, de leur conception du parti et de ses rapports avec la classe, **mais il y a aussi à apprendre** : leur travail d'analyse du capitalisme moderne, des conditions de lutte pour le prolétariat dans la période actuelle.

Lettres de Suzanne Voute citées dans la lettre de Vega ci-dessus

Lettre du mois de mai 1950

Reçu une lettre d'Italie : demandent échange régulier de correspondance ; s'engagent à commencer dès mai - de plus : un article mensuel sur la situation en France - la collaboration à Prometeo. Dès passé l'examen (23,24,25 mai) reprendrai l'article sur l'économie russe, dont j'ai déjà plusieurs pages.

Réunion de CE avant-hier : assez triste. Camille s'aperçoit de notre carence intellectuelle maintenant : c'est Chaulieu sans doute qui le déplace de son activisme. Je pensais qu'il n'avait tenu qu'à nous de nous engager sur la voie d'une revue (mais pas techniquement comme "socialisme ou Barbarie", bien sûr) et me remémorais les engueulades sur les articles "trop théoriques" : enfin, pas possible de demander une logique à un Camille Le pire, c'est qu'il découvre une "maturation" au-dehors et **indépendamment** de la fraction. Là j'ai mis les "pieds dans le plat", disant qu'il n'y avait pas de maturation sur une ligne allant vers des positions marxistes, Chaulieu et ses copains se définissant sur une position divergente de la nôtre de façon assez claire, primo. Secundo, qu'il n'était pas dit du tout que nous n'ayons été pour rien dans l'évolution même du groupe Chaulieu : je trouve au contraire des choses qui me semblent venir directement de nous et qui en tous cas diffèrent sensiblement des déclarations révisionnistes orales, dans l'affirmation : "qu'il faut reposer les problèmes à partir du point où Marx et ses successeurs l'on fait et se placer dans une tradition, ne pas toucher aux positions marxistes avant que les évènements sociaux ne les aient rendues clairement caduques".

Dit également qu'une des raisons essentielles du ralentissement du travail politiques était la désorganisation pratique, et "flétri" les fameux partisans de l'appareil technique, qui en quelques années n'avaient même pas su mettre sur pied une ronéo. Montré la formation d'un moyen présentable d'impression comme l'essentiel. Avons renoncé pour l'instant aux idées de grandeur de Gaspard qui voulait toute une imprimerie et nous barbait avec l'histoire d'un local (qu'on ne peut trouver qu'avec des sommes considérables). Nous sommes rabattus sur l'achat d'une presse à épreuves qui restera provisoirement chez Daniel. En effet, le système avec lequel nous avons imprimé la feuille sur la guerre coûtait vraiment trop d'efforts matériels aux camarades, engloutissaient un nombre considérable d'heures et a été ainsi reconnu non-viable. Cette presse coûtera 50 000 f rances environ, mais cela en vaut la peine, vraiment.

Lettre du mois de Juillet 1950

"… à l'occasion de la dernière réunion de groupe où j'étais, j'ai sorti ce que j'avais sur le cœur avec assez de vivacité : Camille et sa fiabilité ont subi une attaque en règle. C'était au sujet de Chaulieu que ce cher ami semble considérer comme la seule issue : "si nous ne discutons pas au plus vite avec ce groupe nous sommes fichus". La CE avait pris la stupide décision de demander aux camarades de discuter individuellement avec Chaulieu, "car l'organisation n'était pas mûre en tant que telle pour le faire". J'ai rappelé ces gens à leurs convictions, ou plutôt aux convictions que l'appartenance à la Fraction leur supposait, refait un curriculum politique de la fraction Chaulieu et montré que sur le terrain strictement politique, sinon scientifique, nous avions tous les éléments pour prendre position et que ceux qui le déniaient n'étaient que des défaitistes et des girouettes assez lamentables, si on considérait leur affectation du léninisme par ailleurs.

Suis tombée aussi sur Chazé qui avait pris sous son bonnet rien moins que de demander une entrevue à Chaulieu en son nom personnel, ce qu'il justifiait en disant "que le moment était venu" de tenter d'orienter Chaulieu et que craignant que l'organisation ne condamne injustement celui-ci sous le prétexte qu'il sort du trotskysme et "constatant" que les contacts avaient été mal pris (?), il avait voulu amorcer ainsi un contact officiel. Ce qui revient à forcer la main à l'organisation en fonction d'une appréciation d'ailleurs complètement fausse de ses sentiments envers Chaulieu. Je lui ai passé un savon, évoquant les réactions qui n'auraient pas manqué si un quelconque camarade, Mothé ou André par exemple, avait agi comme lui et lui reprochant non seulement de n'avoir jamais exprimé une opinion concrète sur la façon dont ces contacts devaient être pris, mais encore de n'avoir jamais assisté aux réunions de l'an dernier avec Chaulieu et les autres groupes et d'avoir manifesté, au contraire, un certain mépris pour l'ordre du jour qui avait été fixé à cette occasion.

Chaulieu m'a envoyé un mot me demandant une entrevue chez lui ; j'en ai fait part à l'organisation en précisant que je discuterai **personnellement** avec lui autant qu'il le voudra, mais que je refuserai absolument à envisager des mesures organisationnelles quelconques dans ces conditions ; car je trouve un peu fort qu'au lieu de s'adresser à l'organisation, il m'envoie des invitations privées.

Je te raconterai tout à l'heure la conversation, j'y vais cet après-midi, …

Lettre du mois de Juillet 1950

"Je continue avec le compte-rendu bref de la discussion avec Chaulieu.

M'a accueillie en me demandant ce que nous pensions de leur revue et quelles étaient nos perspectives en tant que groupe - a précisé ce dernier point, sur ma demande, de la façon suivante : envisagions-nous un travail commun avec eux, une discussion de groupe à groupe.

Ai répondu en précisant J'ai indiqué d'abord loyalement que les réactions étaient différentes au sein du groupe. Mais que pour moi et la majorité nous pensions ainsi : bonne revue d'une part - organisation encore indéfinie du point de vue politique - Pourquoi ? - contradiction entre déclarations orales de l'an dernier et écrits - contradictions entre les écrits mêmes de la revue. "Socialisme ou Barbarie" : pas de plate-forme politique. Reste à définir l'apport

original du groupe Chaulieu, puisqu'il a entendu se définir comme totalement original par rapport à la Gauche.

En particulier : critique de la Gauche et du trotskysme, seule façon de se définir, car on ne naît pas du jour au lendemain, armé de pied en cape d'un programme et sans se situer dans une tradition.

Nos perspectives : continuer notre travail - attendre la maturation du groupe Chaulieu pour pouvoir se rendre compte de ce qu'il est, non en tant que comité de rédaction mais en tant que groupe politique.

Nous n'envisageons qu'une seule sorte de discussion de groupe à groupe : celle que l'on engage à un degré suffisant d'affinité politique pour la constitution d'une organisation unique. Rejetons discussions académiques ou de simple information, leur préférant le travail intérieur.

La réponse Chaulieu : sur le premier point : n'ont pas prétendu à une originalité totale, ni a avoir achevé leur élaboration. Font une différence entre parti en Italie et fractions - mais trouent que même en Italie on n'a pas compris et étudié l'évolution moderne du capitalisme - le considèrent comme un phénomène non de hasard mais propre de ce courant, à racines profondes dans son idéologie (cela ressemblait à du Chazé !)

Deuxième point : pourtant considèrent que nous sommes le seul groupe avec qui travailler (les autres, Munis, Mousso, Marc, anars, s'étant progressivement éliminés de cette perspective, Chaulieu ayant surestimé les possibilités de regroupement révolutionnaire). Penser que la pluralité des fractions, un moment admise par eux, c'est une perte d'énergie et **est pour la fusion** après échange de documents, discussions et conférence - ne voit pas dans nos positions respectives d'obstacle politique fondamental à cette fusion.

Insistait pour avoir une date pour la prise de contact. Ai répondu qu'il leur fallait écrire à notre organisation et que pour moi rien ne pressait, car nous attendions de voir leur plate-forme ou au moins leur critique des "croûtes politiques" que nous sommes, pour savoir s'il y avait possibilité de mener à bien le travail dans une organisation commune.

A accepté. Lui ai dit que Chazé avait demandé à le voir. M'a demandé si je pensais utile qu'il le voit - ai répondu que je ne le pensais pas et que le mieux était de procéder le plus correctement possible du point de vue organisationnel. A acquiescé : le groupe va recevoir une lettre officielle.

A part cela, Chaulieu moins antipathique que les autres fois - on sent qu'ils ont dû mettre de l'eau dans leur vin, politiquement et organisationnellement.

Politiquement, l'important est qu'ils soient revenus de ce que nous leur reprochions surtout : la prétention de constituer une tradition à partir de leur scission de 1949 avec le trotskysme !
Ce qui reste le plus douteux dans tout cela : leur émancipation du trotskysme (Chaulieu m'a dit occasionnellement, par exemple, **qu'au moment où le problème s'est posé**, au IVe congrès de l'I.C., la tactique du front unique était sans doute juste)

Pour le reste, les divergences ne sont certainement pas pires qu'avec Chazé ou Pierre chez nous.

Lettre du mois d'Août 1950

"… j'ai été à la réunion du groupe hier soir. Nous avons décidé la publication immédiate, en texte ronéoté, de :

1/ Nature, fonction et rôle du parti dans la lutte de classe.

2/ Force, violence et dictature - un chapitre nouveau a été ajouté par moi à celui que tu as reçu (chapitres IV et V)

ambiance molle. Toute éclopée que je suis, j'ai l'impression que je les ai tous un peu réveillés. Camille est revenu de ses folies 'chauliennes" et pour la première fois l'ambiance était assainie à ce sujet : il est vrai que Chazé qui a vu Chaulieu est partisan, d'après Pierre, du regroupement rapide enfin du Chazé,…"

Lettre de Lucien à Bruno Maffi du 17 octobre 1950[79]

Cher Bruno

~~A la fin de mon séjour à Paris, j'avais pensé t'en envoyer par écrit un bref compte-rendu mais il m'a semblé préférable, au contact de la complexité de la situation, d'attendre ta venue à Marseille pour l'exposer de vive voix. Piccino m'a fait part de ton désir d'avoir des informations fraîches sur l'ambiance parisienne avant ton départ d'Italie. Je reviens donc à mon intention primitive en formant toutefois quelques réserves sur mon interprétation des divers points de vue que j'ai pu relever, on ne pourra le vérifier qu'après de sérieux échanges de vue et seulement à l'aide de textes précis.~~

Je te transmets une impression générale, souvent intuitive, donc sujette à caution, mais qui, dans l'ensemble, semble correspondre à la réalité en ce sens qu'elle confirme bien des prévisions que nous avions déjà faites ici. Dans le groupe parisien, il s'agit, comme tu as pu le constater par toi-même, d'une faillite de la conviction révolutionnaire, du moins dans la mesure où, pour nous une telle conviction doit se baser avec les positions de la Gauche et ne saurait se confondre avec les perspectives aventureuses prodiguées par le groupe S.B. Celui-ci, affirmant péremptoirement l'éclosion de la Révolution avec la 3ème Guerre mondiale impérialiste, a redonné de l'élan à nos camarades qui, axés durant les dernières années sur l'espoir de la Révolution avant la guerre, étaient retombés de leur enthousiasme dans la torpeur et le découragement au contact de la dure réalité du cours réactionnaire. Chaulieu leur éclaire de nouveau l'horizon révolutionnaire en leur promettant des formes inédites d'action de classe ; l'activisme traditionnel de la majorité de la fraction ne fait en définitive que changer d'objet : du domaine de l'agitation propagandiste, il passe dans l'aventurisme théorique. Le fait que les camarades s'acharnent à répéter la nécessité "d'affirmer que les conditions objectives de la Révolution subsistent" prouverait qu'ils ont réellement douté des possibilités révolutionnaires du prolétariat et qu'ils voient dans les positions de la Gauche une attitude défaitiste.

[79] Lettre manuscrite de Lucien, nous avons conservé les parties rayées de ce courrier. NDE

Mais je voudrais bien me garder d'être trop sévère et de limiter par là l'importance de la portée de la crise actuelle de l'avant-garde.

Il faut au contraire s'efforcer d'éclairer un certain nombre d'aspects de cette "faillite de conviction". Grâce aux deux réunions de la Fraction auxquelles j'ai assisté et à celle de S.B. que j'ai suivi en "auditeur", ainsi qu'à des discussions avec Frédérique, Vega, Mothé, Daniel et Ernest, je me suis efforcé de dégager quelques-unes des nécessités immédiates.

1- J'ai d'abord fait une constatation générale qui confirme la réalité d'un état de fait déjà pressenti : les diverses formules lapidaires, dont on a fait un si grand usage dans la Gauche internationale et par lesquelles l'effort théorique de l'immigration italienne a concrétisé toute une série d'expériences politiques ("pas de parti révolutionnaire sans théorie révolutionnaire" - "pas de conscience sans parti", etc.) n'ont pas été assimilées - ou seulement de façon superficielle - aussi bien par les camarades qui les acceptaient implicitement ou formellement que par ceux qui les ont "boycottées" pendant des années et ont attendu S.B. pour déclarer ouvertement qu'ils les trouvaient abstraites et incompréhensibles.

2- L'opinion des camarades français - particulièrement celle des entristes - n'a guère évolué à la faveur de l'expérience récente en ce qui concerne les points de principe touchant au problème des rapports entre organisations, des critères de scission politique, etc. Ceux qui sont allés chez Chaulieu trouvent normal d'avoir rompu avec la Gauche communiste simplement en raison d'une prétendue stagnation théorique des fractions de gauche et du P.C.I. ils ont l'intention de "continuer" chez S.B. leur activité de "tendance" sans que les événements de ces dernières années les aient convaincus de la nécessité d'une cohérence et d'une responsabilité politique : lors de la réunion de S.B. à laquelle j'ai assisté, ces camarades ont réagi assez vigoureusement aux positions développées par Chaulieu en vue de l'éditorial du prochain numéro de la revue qui doit, selon les intentions de son auteur, prendre une position claire et "engagée" sur les problèmes politiques et les perspectives du moment.

Ils ont fait remarquer assez judicieusement ce qu'il y avait d'aventureux dans l'anticipation que Chaulieu faisait des conditions de la lutte de classe dans le cours de la prochaine guerre, le silence qu'entretenait cette perspective sur les problèmes politiques en dehors de la sphère de la "domination bureaucratique". Enfin des réserves louables ont été faites par ces camarades concernant le rôle assigné par Chaulieu au "partisanat" au cours du prochain conflit. Mais ces critiques n'ont eu aucune portée de délimitation politique, et alors que les "entristes" se proposaient tout simplement de passer au vote sur l'exposé de Chaulieu (peut-être avec l'arrière-pensée de le battre "démocratiquement"), c'est celui-ci qui a fait figure d'élément le plus politiquement conscient en leur rappelant que leur adhésion à S.B. impliquait qu'ils étaient d'accord sur l'essentiel des textes publiés dans la revue au sujet des questions contestées et en disant qu'on ne pourrait aller plus avant sans discuter à fond des divergences aussi profondes. Cette absence du sens de la délimitation politique n'est pas particulière aux entristes, elle paraît se faire jour jusque dans l'opinion de Frédérique lorsqu'elle accepte de porter les divergences entre S.B. et la Gauche sur le terrain spécifique de Chaulieu en remettant à la discussion le problème du programme économique de la phase transitoire. Sur cette question de délimitation, les camarades italiens eux-mêmes semblent ne pas avoir d'opinion bien arrêtée puisqu'ils admettaient l'éventualité de la venue de Chaulieu à la Gauche pourvu qu'elle se fasse sur la plate-forme du P.C.I., sans trop s'attacher à ce que cette appellation pouvait avoir de purement formel et en oubliant les principes souvent rabâchés concernant "l'adhésion individuelle et non l'intégration de groupe, etc."

3- ~~Il y a parmi les diverses positions qui constituent à nos yeux l'acquis de la Gauche, quelques points essentiels contre la confusion qui entoure l'interprétation de celle-ci, acquis qui n'ont jamais été totalement assimilés par la totalité de la fraction française ou que ceux qui les avaient jusque-là admis, rejettent aujourd'hui.~~

3- Les quelques points suivants, parmi l'acquis de la G.C., sont ceux sur lesquels règnent une telle confusion que quelques camarades vont jusqu'ici contester qu'ils constituent réellement des positions de la Gauche :

- La notion de recul prolétarien est remise en cause en même temps que la restriction de la conscience de classe aux quelques minorités révolutionnaires. La plupart des camarades ne paraissent pas établir de distinction entre le rôle historique et révolutionnaire du prolétariat et son attitude première dans la phase actuelle où l'opportunisme l'intègre de plus en plus profondément à la société bourgeoise tant sur le plan organique qu'idéologique.

Nos divergences sur ce point en ce que nous pensons qu'on ne peut parler de prolétariat que dans la mesure où il réagit sur les forces économiques et sociales dans un sens de profonde modification, alors que ces camarades retombent dans une clarification statique du prolétariat, d'après son rôle dans la production, et que la conséquence de cette position se retrouve dans l'affirmation de S.B. selon lesquels la phase de dégénérescence était objectivement nécessaire et que le problème de la Révolution est un problème d'évolution "subjective" du prolétariat avec comme corollaire la limitation des conditions objectives de la lutte révolutionnaire aux conditions économiques générales et au spectacle de la "gestion bureaucratique" de la société, sans tenir compte du rapport de force politique et idéologique et du développement concret des luttes avec les alternatives de possibilités de rupture et d'asphyxie de toute velléité de lutte. De cette conception à l'affirmation que le développement des luttes est fonction de l'activité propagandiste de l'avant-garde il n'y a qu'un pas que les éléments les plus activistes de la fraction ont allègrement fait alors que les autres paraissaient y glisser insensiblement…

- Sur la dictature du parti la confusion n'est pas moindre. Les camarades les plus solidement attachés aux positions de la Gauche se dérobent devant la notion de la dictature du parti ; ils hésitent à reconnaître la nécessité d'une hégémonie ~~politique~~ complète de la position politique de classe dans la phase transitoire. On se contente en général de "souhaiter" que le parti conserve la direction des organismes de masses, qu'il ne se produise pas de divorce entre le parti et la classe, etc. sans avoir le courage d'affirmer que l'intervention résolue et responsable du parti dans tous les aspects de la vie sociale et politique ainsi que la discussion de tous les problèmes sur le plan des conceptions politiques du parti sont les conditions indispensables pour éviter ce divorce et conserver à l'Etat prolétarien son orientation de classe. Je dois reconnaître que le récent texte communiqué, extrait du Soviet de Naples, se tient à des généralités sur la question et se trouve bien inférieur à "Force et violence" (qui n'a d'ailleurs pas été de suite approfondi à Paris). Sur cette question une nette prise de position internationale s'imposerait.

4- Le cheval de bataille reste, à Paris, la question du "programme économique" transitoire.

Sans nier qu'un effort sérieux serait nécessaire sur toutes les questions qui doivent trouver leur solution dans une analyse théorique de l'évolution du capitalisme moderne, j'ai essayé de mettre en garde les camarades parisiens contre le danger qu'il y aurait, dans la situation actuelle, de faire du "programme économique" de la phase transitoire la clef de voûte de l'orientation et du regroupement de l'avant-garde.

Avec Frédérique, nous avons franchement divergé sur cette question. Non seulement je ne pouvais lui faire un développement cohérent sur des problèmes que je n'avais pas travaillés mais je n'ai pu lui faire part que d'arguments tout intuitifs pour renforcer une réserve vis-à-vis des conditions qu'elle établit dans la question de l'évolution de la crise politique de la fraction. Tout me laisse croire qu'elle en subordonne le dénouement à une victoire du PCI sur le plan théorique à l'élaboration, de la part du parti italien, de positions convaincantes qui devront rallier tous les dissidents.

En désaccord sur cette manière de refaire une plate-forme et un ciment politique du groupe, je n'ai également pas partagé le choix du "terrain" de combat et de polémique, pour la bonne raison que je n'appréciais pas la façon dont elle posait le problème théorique. A mon avis, il ne s'agit pas d'établir a priori un principe dans les rapports de la phase transitoire (la rétribution des ouvriers selon la valeur du travail effectif) d'après lequel seront défini une planification et une politique de l'Etat (ou des Etats prolétariens) mais au contraire de déterminer, en fonction de la rapidité d'extension de la Révolution, des possibilités économiques des territoires conquis par le prolétariat, une planification et une politique donnant aux ouvriers le maximum de richesses matérielles et des formules de répartition de ces richesses les plus aptes à supprimer les caractères de la vieille économie et à renforcer les bases sociales de la Révolution. Ce problème doit être abordé mais en tant que taches d'organisation solidement établies sur les principes tirés de l'expérience historique ; il ne doit pas être la plate forme tournante pour orienter et définir une base politique des groupes de l'avant-garde.
Je n'ai malheureusement pas le temps matériel de poursuivre cette discussion à cause du départ de Frédérique, de même que je n'avais pas les éléments théoriques pour m'opposer à la perspective, trop schématique, à mon avis, développée tant par cette camarade que par les autres et ceux de S.B. sur le développement du capitalisme d'Etat. L'impossibilité d'écrire à Frédérique à …. Retardera cette discussion….(…)

5- ~~Il serait injuste d'accabler les camarades parisiens et de leur imputer la totale responsabilité de la situation actuelle. Il conviendrait de mieux considérer la crise comme une expression de malaise général dont souffre le mouvement ouvrier tant dans ses efforts pratiques pour se libérer de l'écrasante pression bourgeoise que dans les tentatives de l'avant-garde de définir les caractéristiques de la phase historique actuelle. Pour ce qui est particulier à la fraction française, on ne peut pas tomber dans l'explication psychologique, s'attarder à personnaliser les responsabilités.~~

6- Plutôt que de s'appesantir sur les responsabilités individuelles dans la crise actuelle de la fraction française, il vaut mieux considérer celle-ci sous son aspect général et constater que, à un degré bien moindre, elle a affecté tous les camarades de la Gauche, y compris le P.C.I. On sent aujourd'hui (c'est sans doute une conséquence normale des événements sociaux de ces dernières années) que la perspective de déborder le stalinisme sur le terrain des luttes et des grèves a eu, même dans le parti stalinien, ses adeptes. Les efforts théoriques de la série d'articles de Battaglia (Sul fil del tempo) et de Prometeo démontrent également que le parti n'a pas pu effectuer l'approfondissement et les corrections nécessaires des recherches entreprises entre les 2 guerres par Bilan. Le groupe français dont la composition était dangereusement hétéroclite, a forcément subi l'influence de cette carence générale ; ce qui ne justifie nullement l'initiative aventureuse que sa majorité a eue avec S.B. mais prouve que la formation d'une avant-garde en France est à reprendre dans ses bases mêmes. Nous souhaiterions qu'un effort du PCI dans le sens d'une prise de position claire et ferme sur les

questions fondamentales de la dictature du prolétariat, en éliminant toutes les confusions qui subsistent, renforce toutes les tentatives qui peuvent être faites ici pour maintenir une fraction de gauche.

7- Avant de prendre contact avec les camarades parisiens, je pensais qu'une "délimitation politique" avec S.B. devait être immédiatement réalisée. Je n'ai pas changé d'avis sur cette nécessité, mais les diverses réunions m'ont montré quelle fragile base matérielle devait supporter cet effort, combien étaient peu verbeux sinon inexistants ceux qui nous suivaient sur les positions radicales que nous voulions développer sur la dictature du prolétariat. Et enfin Frédérique a montré qu'elle ne plaçait pas là le centre de la délimitation mais que sa propre position sur la question découlerait en quelque sorte du résultat de son enquête et de sa recherche sur le "programme économique"… Par contre, Daniel (et dans une mesure beaucoup plus instable Mothé) sont à peu près pénétrés des divergences qui nous séparent de S.B. au moins sur le plan d'une perception générale et intuitive axée surtout sur les méthodes et principes organisationnels. C'est une base mais numériquement très réduite, à laquelle les Italiens de Paris n'apportent guère qu'un soutien moral, et de plus dont la stabilité est - tout au moins pour Mothé - conditionnée à l'issue de la discussion sur le "programme économique" et à l'attitude de Frédérique. Il n'est donc pas matériellement impossible de donner corps immédiatement à une délimitation sérieuse de ce qui subsiste de la fraction vis-à-vis de S.B. et nous avons décidé avec D.Mothé et Ernest un échange de textes et de points de vue destinés à préparer dans un proche avenir une prise de position catégorique sur la question, dans le cas où la majorité des "survivants" ne suivrait pas, nous n'aurons plus que la possibilité de "prendre nos responsabilités" (c'est peut-être un peu emphatique !) tout seul.

~~Il a été admis avec ces 3 camarades que les échanges observeraient le plan suivant auquel j'ai attaché une grande importance en ce qui concerne la "hiérarchie" des points abordés :~~
~~1° examen des divergences avec S.B. sur : consience-parti-classe~~
~~2° ‘ " sur la D.D.P. (principe politique-rôle du parti) liaison des problèmes politiques …~~
~~3° ……..’ ‘ sur la nature de la "bureaucratie", perspectives relativement à une évolution…~~
~~4° esquisse des questions à soulever dans l'étude de l'évolution du capitalisme - capitalisme d'Etat.~~

Lettre de Lucien à Bruno Maffi d'octobre 1950[80].

a) Le retard que j'ai mis à t'écrire la dernière fois t'a fait rater le voyage à Marseille que nous avions projeté. Je dois m'en excuser en invoquant la prolongation de mon séjour à Paris et les tracas d'emménagement qui m'ont absorbé. Je le regrette d'autant plus qu'une longue discussion aurait été très utile pour envisager ce qui doit être tenté pour le sauvetage du groupe français.

~~La situation demeure, en effet, précaire, d'une part le désarroi qui se développe dans le courant "S ou B" risque de réveiller le goût des camarades parisiens pour les regroupements hâtifs. Frédérique de passage à paris voulait prévenir l'absorption des éléments sains de ce groupe, Chaulieu compris…d'autre part l'espoir que nous avions placé dans un effort de~~

[80] Lettre manuscrite de Lucien. Les parties rayées ont été conservées. NDE.

~~discussion en vue d'une délimitation avec SB s'avère présomptueux car les camarades parisiens semblent y avoir renoncé en éprouvant l'orientation préconisée par Fred qui poserait comme objectif " en critique des positions du PCI sur la bureaucratie " et avec l'influence désagrégante des critiques acerbes des " dissidents " ce n'est pas être trop pessimiste que de prévoir une fin déplorable à cette tentative de délimitation de la " fraction française " vis à vis de la Gauche italienne…mais devient nébulosité générale idéologique préparant une fusion organique avec "S ou B".~~

~~e~~) aussi longtemps que les désaccords demeuraient sur le terrain abstrait de la méthodologie de SB le mal pouvait être conjuré avec l'attitude conciliante adoptée par Fred vis à vis des conceptions de Chaulieu sur le partisanat, la confusion gagne le terrain politique et sur un point que nous pouvions considérer comme un des plus fermes appuis de la gauche et comme l'expérience d'autant plus vivace qu'il reposait sur une expérience vécue. La théorie de Chaulieu sur le maquis que j'avais vivement attaqué lors de mon séjour à Paris, auprès de tous les camarades est désormais considérée comme de deuxième ordre et presque justifiée (…)
On est je crois arrivé à un point où les mesures concrètes d'organisation, de regroupement peuvent déterminer pour une longue période toute l'orientation des noyaux d'avant-garde en France et il n'est pas nécessaire d'être très expérimenté en la matière pour percevoir que consciemment ou non le déplacement qui s'y fait en faveur du problème soulevé par Fred (à la suite d'Albert et de Chaulieu) vise à discréditer les positions classiques sur le parti…l'expérience russe… Que les camarades parisiens - Fred comprise - nourrissent l'espoir d'une position intermédiaire entre celles de "S ou B" et celles que l'émigration italienne avait déjà définis, ne change rien à la réalité d'une polarisation de toutes ces réactions à la dégénérescence stalinienne, soit vers les conceptions libéro-ouvriéristes, soit vers celles qui conduisent aux points de base développés dans "Force et violence" et tous les articles de Prometeo et de Battaglia. Visiblement on répugne à Paris à accepter intégralement ces derniers.(…)

Théorique de l'avant-garde et que l'orientation des parisiens dépendait de l'intervention de celle-ci - transposition sur le plan de la lutte armée et du problème du défaitisme du volontarisme équivalent à la négation totale du " cours réel " qui a conduit les ouvriers à déverser leurs velléités de lutte contre l'exploitation dans le massacre impérialiste. Cette attitude conciliatrice de Fred vis-à-vis des conceptions qui sont parmi celles que la gauche a le plus combattues est d'autant plus ahurissante que la condamnation - tout au moins formelle - représente un des leitmotivs dans la période de formation (…)

Arrivé à ce niveau la décomposition théorique de la fraction française est telle qu'on se demande de quelle sorte d'effort pourrait bien influer sur le groupe dans un sens de reprise et de redressement. Nous avons décidés :

- avec les moyens du bord, nous tenterons la critique de SB, de remettre à sa place véritable le problème soulevé par les parisiens concernant le " programme économique dans la phase transitoire " et nous essaierons de préciser la nature et le rôle politique des " bureaucraties " mais tu devineras aisément ne serait-ce qu'à la lecture du texte ci-joint, combien nous aurions besoin d'une aide théorique, non pas tellement en ce qui concerne le " fond " des points développés - sur lesquels nous serions reconnaissants aux camarades du PCI de formuler toutes les critiques nécessaires - mais pour la forme et l'étoffe de la critique, un texte plus ferme et mieux conçu aura le poids de la polémique et de clarification indispensable si l'on veut que quelque chance subsiste de voir revivre un jour une fraction française de la gauche.

En plus d'une aide substantielle de la part du PCI et d'une participation à la polémique qui corresponde étroitement aux questions soulevées, il semblerait nécessaire que la modeste ébauche de discussion installée que nous voudrions amorcer sorte du cadre du travail de secrétariat qui t'incombe et qui, outre qu'il ne peut dépasser matériellement une certaine ampleur, ne peut aller jusqu'au fond des problèmes abordés et refléter intégralement nos propres discussions internes. Nous souhaiterions donc vis à vis de cette question une position moins intransigeante que la mienne …

Je crois pourtant qu'aucun doute n'est possible quant à la caractérisation politique du groupe SB d'après l'attitude sur ce point : d'après Chaulieu le maquis aurait eu une orientation révolutionnaire si une évolution circonstantielle suffisante s'était manifestée alors dans le prolétariat (…)

Nous serions heureux également d'avoir des renseignements plus complets sur la vie théorique du PCI, sur l'évolution de la discussion dans le parti, concernant les problèmes - tel la question syndicale, l'inanité des débats à gauche des staliniens - sur lesquels l'unanimité ne semblait pas s'être réalisée ces deux dernières année ".

Lettre de Lucien Laugier à Suzanne Voute du 10 octobre 1950.

Chère Frédérique

Avant de regagner mes pénates je vais te communiquer rapidement quelques impressions sans trop savoir quand et comment elle te parviendront.

J'ai assisté à une réunion chez Chaulieu. Très satisfait de cette soirée : j'ai eu la confirmation que les points de vue et positions que je leur attribuais étaient, dans l'"ensemble conformes à la réalité ; si j'ai bien interprété l'intervention d'Alberto, elle exprimait la crainte que le schéma d'éditorial pour le prochain numéro de la revue - qui était soumis à ce moment à l'appréciation du groupe - ne fasse croire que S ou B considère que la classe bureaucratique comme une classe poursuivant son action autonome en vue de son propre avènement, ainsi que tu le dis dans ta réponse à Maffi, lorsque tu définis le point de vue de Chaulieu sur la question.

D'autre part Camille a manifesté des réserves louables (à mon avis) et des critiques pertinentes tant sur la question du "partisanat", invoquée dans les perspectives de l'éditorial, que sur l'imprécision des points ayant très au rôle du parti dans la formation de l'avant-garde. Il faut malheureusement regretter que toutes ces objections restent dans le cadre habituel des critiques stériles et qu'il semble bien qu'aucun de ceux qui les ont formulées ne réalise qu'elles contredisent l'affirmation "qu'il n'y a pas de divergences entre Chaulieu et la Gauche". Tout au moins il serait souhaitable, qu'avant de mettre en cause la Gauche, on reconnaisse que le fait de tenir un pareil langage et de constater après qu'on n'est pas d'accord, prouve que malgré que les divergences ne s'expriment pas encore politiquement et justement parce qu'on n'a pas su trouver le terrain où Chaulieu serait mis en demeure de les exprimer lui-même, il existe une position de la Gauche, que peut-être on n'a pas encore bien assimilée.

Une réunion a au lieu également avec Daniel et les camarades italiens où nous avons repris la discussion de ta réponse à Bruno, plus exactement la première partie, celle que tu as consacrée à la polémique sur la classe dominante dans le capitalisme d'Etat, car nous n'avons pas eu le

temps matériel d'aborder la seconde question que tu soulevais concernant le texte de Bordiga sur le "programme économique …". Les camarades italiens semblent s'arrêter à une préhension générale du phénomène politique d'exploitation dans ce régime, se rattachant à l'appréciation selon laquelle la bureaucratie n'est pas une classe au sens marxiste du mot. Pour mon compte, je crois que le critère de Chaulieu, qui a aussi ta préférence, basé sur la possession des moyens de production comme caractéristique de domination politique et sociale, n'est pas suffisant en raison même de l'évolution de la propriété elle-même qui tend a émerger complètement de l'ancien cadre, **y compris**, bien que part une démarche plus prudente **dans les pays de capitalisme traditionnel**. La clef du problème me paraît résider dans l'aboutissement d'une recherche - telle celle amorcée par "Propriété et capital" - visant à établir quelques perspectives centrales dans le domaine de l'évolution générale du capitalisme, **considéré comme un tout**, et dont le schéma ne saurait être figé à l'avance sur la stricte structure du capitalisme d'Etat russe. Cette prudence dans l'élaboration des perspectives du régime doit, à mon avis, être confirmée par la considération de ce qui pourrait advenir au cours de la prochaine guerre, dans le cas d'un démantèlement partielle ou total des démocraties populaires. Cette éventualité, outre qu'elle réduirait effectivement à zéro la théorie de Chaulieu sur la "bureaucratie classe autonome", et qu'elle tracerait du processus mondial de bureaucratisation (ou plutôt qu'elle le continuerait avec des voies cette fois-ci réellement indépendantes de la mystification stalinienne - fichant également par terre la "prise de conscience par les masses du rôle de la bureaucratie chère à Chaulieu, qui ne peut se concevoir à mon avis que sur le rôle politique du stalinisme - un schéma bien plus complexe que celui de Sou B, cette éventualité semble contredire l'identification de la classe dominante russe avec l'appareil d'Etat ; en effet on ne peut penser que la bureaucratisation du régime soit interrompue par une défaite russe, dans une certaine mesure la base sociale, dans le cas d'une relative stabilisation et bien entendu en l'absence de toute action révolutionnaire , serait constituée par toute cette clique de directeurs politiques et techniciens, ce qui impliquerait que l'assise la plus profonde du capitalisme d'Etat doit être recherchée dans ces couches et non dans l'appareil policier et militaire.

Evidement il ne s'agit pas de tabler sur une éventualité qui ne saurait remplacer une analyse politique, on doit tout de même être incité à beaucoup de prudence en attendant que cette analyse soit faite. Celle-ci en définitive peut seule trancher la question en même temps qu'elle doit seule déterminer les problèmes de programme économique dans la phase transitoire qu'il me paraît dangereux de définir comme devant déterminer des "**principes**" préalables et inconditionnels .

La deuxième partie de ta lettre, celle que tu as consacrée au texte de Bordiga nécessiterait un examen approfondi en raison des difficultés mêmes des problèmes soulevés, je voudrais t'en dire quelques mots, sans préjudice d'un plus sérieux "mûrissement". Il semble s'y manifester - j'en ai du moins plus l'intuition que la certitude - une contradiction entre le rejet que tu fais par ailleurs de la conception de Chaulieu sur la classe bureaucratique "autonome" et les formes que tu définis comme constituant la ligne moderne d'une éventuelle restauration contre-révolutionnaire, c'est-à-dire le "maintien d'une économie d'Etat". cette restauration ne peut être effective qu'en présence d'une **base sociale**, laquelle serait dans ce cas cette "bureaucratie" qui ne peut être conçue (à moins d'admettre les positions de Chaulieu) que comme une sorte d'excroissance de couches bourgeoises ou petites-bourgeoises, ou leur renaissance sous des formes hybrides encore mal définies dans l'Etat actuel de la recherche.

Lettre de Lucien à Daniel Dumartheray du 28 novembre 1950.

(postée le 03/12/1950)

Cher Daniel,

Je me rappelle maintenant que dans ma surexcitation j'ai négligé de répondre à un passage important de ta lettre, dans lequel tu relevais que la qualification "d'opportunisme"concernant S ou B n'était pas suffisante et négligeait l'aspect original de la théorie de Chaulieu en tant qu'altération du matérialisme historique. Une autre de tes idées que je n'ai pas traitée : la "carence" théorique du PCInt concernant l'évolution du capitalisme.

En attendant avec impatience que tu me communiques les impressions promises, je crois utile de me compléter sur les deux points ci-dessus, ce qui me permettra peut-être de préciser la position que nous avons prise avec Piccino sur la question concrète de la délimitation du noyau survivant de la Fraction et par voie de conséquence, la tâche générale qui lui incombe.

1/ Je n'ai pas ignoré la méthodologie originale de S ou B, la façon de théoriser de ce groupe qui, oscillant entre ce qu'Engels critiquait sous la dénomination de "matérialisme mécaniste" (ou vulgaire) et l'idéalisme de Rosa Luxemburg, différencie Chaulieu du trotskysme traditionnel. Mais c'est le terrain politique, **l'attitude** réelle devant les problèmes du moment qui doit nous intéresser surtout (d'autant plus que se manifeste cette tendance au "regroupement" à tout prix). La question du partisanat - tu m'excuseras d'y revenir - est l'exemple concret du comportement opportuniste que je critiquais, car lorsqu'il faut sortir de la spéculation et de la dissertation la frontière n'est pas tellement élastique entre la rigueur et l'aventure, il fallait bien qu'à un moment ou à un autre Chaulieu fasse un faux pas. Si celui du "partisanat" n'est pas édifiant pour l'avant-garde parisienne cela prouve simplement qu'on a condamné **l'effet** de la tactique du maquis - qui a conduit le prolétariat à la reconstruction nationale et à l'union sacrée - sans en comprendre les causes profondes. Ce n'est pas pas hasard qu'Alberto et même Suzanne (qui me paraît avoir perdu toute "indépendance" théorique) attribue une valeur positive à tous les phénomènes (tels les "comités d'entreprises", une certaine autonomie technique des ouvriers dans le pseudo socialisme de l'après Libération, etc.) en disant qu'ils prouvent la nécessité pour la bourgeoisie d'inclure le prolétariat dans la gestion de la machine sociale, alors qu'il faudrait dire que cette inclusion est la **preuve** de la défaite prolétarienne. Ce qui est terrible dans la discussion actuelle c'est son absence de rigueur, toutes ces infiltrations sournoises, qu'elles concernent la soi-disant valeur positive d'une lutte de classes qu'on reconnaît pourtant ne pas être révolutionnaire, ou l'utilisation révolutionnaire des maquis que l'on flanque quand même de la tradition internationaliste, ou encore qu'elles est trait à cette bureaucratie qui n'est pas une classe agissant sur le développement des forces productives mais qui serait quand même une classe au sens marxiste du mot, toute cette équivoque estompe et efface les seules choses valables que l'on a dites depuis la formation de la FF et qu'on a probablement plus rabâchées qu'assimilées. Il serait tout de même extraordinaire que Chaulieu, en partant d'une mauvaise méthode (dixit Frédérique) aboutisse à des conclusions valables ou puisse trouver sa place dans un regroupement qui prétendrait à des conclusions exactes, sans faire, politiquement, amende honorable de sa méthode (et une méthode c'est à l'origine, l'interprétation d'un certain nombre d'expériences), pieds nus et corde au cou. Mais peut-être ne devrait-il pas être seul à faire ça : there is the rub !

2/Parlons de la "carence" théorique du PCI : cela me fait sourire quand j'essaie péniblement de

défricher les finesses de "sul filo del tempo" et que j'y soupçonne force idées susceptibles d'éclairer nos lanternes palotes. Mais passons, on doit reconnaître que pour ceux qui ne lisent pas l'italien ou s'y cassent les yeux comme moi, il n'existe pas grand-chose en français - Propriété et Capital, chapitre I mis à part - pour remplir cette tâche. Tout d même on doit préciser : quels sont ces "nouveaux rapports entre les classes" dont parlent tant les révisionnistes ? S'agit-il de rapport entre la bourgeoisie, les "bureaucrates" d'une part et le prolétariat ? Seraient-ils par hasard changés ? S'agit-il des rapports entre les "bureaucrates" et les bourgeois ? Alors il faut être net : croira-t-on que la "bureaucratie" lutte à mort contre le capitalisme ? Mais alors on est bon pour Chaulieu, mais … Chaulieu n'est pas bon pour la Gauche.

Lettre de Vega à Lucien Laugier du 11 avril 1951

Paris le 11 avril 1951

Cher Lucien,

J'ai là, sur la table, une lettre que je t'ai écrit le 23 février. Eh bien : je ne sais pas pourquoi je ne l'ai pas envoyée. Au fait, je te l'envoie. Bien que tout ce que je dis à Yolande me semble maintenant complètement stupide, … Tant pis !

J'ai appris par Daniel que vous aviez un enfant, un garçon. Martine disait l'autre jour : si nous ne faisons pas de recrues, nous faisons au moins des enfants, …

J'espère qu'il ressemblera à son père par certains côtés, à sa mère par d'autres : ainsi il sera presque parfait. Comment s'appelle -t-il ? Naturellement , il est très beau et déjà intelligent ; dans quelques semaines il commencera à sourire - et il sourira surtout à son père (c'est ainsi que cela se passe toujours) et son père en sera enchanté et il pensera : c'est peut-être parce que c'est un garçon (c'est ainsi que cela se passe toujours).

Quant à moi, je ne vais pas bien du tout. Troubles du système neurovégétatif en novembre (ce qui pourrait expliquer l'espèce d'air idiot que Yolande m'a trouvé lors de votre séjour ici), grippe en janvier, troubles idem, puis depuis mi-février, crises de névrite bras et épaule gauche extrêmement douloureuses et qui m'ont obligé à arrêter le travail depuis plus d'un mois. En novembre, le médecin disait : hypersensibilité du système nerveux aggravée par le manque de sommeil ; préoccupations, fatigue, abus du tabac. Régime à suivre : grand air, sommeil, exercice physique. Je suis parti faire du ski en janvier après la grippe. Cela allait très bien tant que j'étais dans les montagnes. Je suis rentré et névrite qui se déclare. Mais est-ce une névrite ? Au fond, personne n'en sait rien et tous les médicaments que j'ai avalés ne m'ont absolument rien fait. Je commence à croire qu'il s'agit d'une sorte de protestation intransigeante de mon organisme contre la vie à la ville. Mais que faire ?

La vie politique suit son train-train. Nous avons longuement discuté des perspectives, tracé des directives générales pour la période de guerre qui approche. Les dernières grèves ont réveillé un peu les camarades - nous sommes intervenus chez Renault et dans le mouvement des cheminots. Très modestement et très confusément aussi hélas ! Nous sortirons dans un mois un nouveau numéro de la revue ; un éditorial sur les perspectives et un article -

résolution sur la question du parti et de la direction révolutionnaire en général - je crois que ces deux textes clarifieront sensiblement notre figure politique en liquidant une fois pour toute les "spontanéistes - vaseux" (qui foutront vraisemblablement le camp).

Mais cela n'est qu'un aspect du problème. Et l'autre c'est le découragement, la fatigue de beaucoup de militants et qui ne sont pas directement en rapport (quoi que tu puises en penser) avec leurs positions politiques. C'est d'ailleurs une maladie qui atteint "l'avant-garde", dans le sens le plus large du mot et dont l'évolution internationale constitue la base objective.

Il y a aussi un problème de "matériel humain" qui peut finir par rendre stérile tout progrès théorique et politique précédent. Et ne sois pas mécaniste en objectant que les deux sont liés, car cela n'est vrai que de manière très générale et n'explique ni ne résout telle situation concrète.

Le décalage gigantesque entre nos forces et les tâches d'un réel mouvement politique prolétarien reste entier. Notre isolement aussi. Il n'y a pas de résonance de la propagande belliciste dans la majorité de la classe ouvrière, mais pas de réaction non plus contre elle. Sensation d'impuissance totale chez les ouvriers non staliniens et une sorte d'inquiétude, de malaise chez beaucoup de ces derniers, mais qui ne dépassera ce stade que par la force des faits, …"têtus". Et ces faits, c'est la guerre.
C'est la conscience de ce décalage et de la perspective inévitable de guerre qui décourage les gens, qui suscite les abandons et les disparitions - non telle ou telle virgule (ou même plus que virgule) des positions théoriques. Ceci pour répondre à ce que tu ne peux pas manquer de penser (tel que je te connais : "bilaniste" impénitent - tu croyais que j'allais dire "bordiguiste" ? Non, non : "bilaniste" !).

Mais toi-même que penses-tu des perspectives de guerre ? De leur répercussion sur la vie des groupes ? Sur le parti italien par exemple ? Quelles perspectives de travail pendant le conflit ? quelles décisions à prendre ou quels conseils à donner aux militants ?

En attendant, il y a toujours à faire. Et même les récentes grèves sont un signe de vie de la classe et offrent des possibilités d'intervention et d'explication.

Et que penses-tu de la grève générale à Barcelone et en Catalogne ? J'ai eu des bonnes informations par mes camarades du POUM et cela a vraiment été … magnifique. Après tant d'années, de morts, de tortures, de faim, de désespoir, de mensonges, ces centaines de milliers de prolétaires qui arrêtent les usines manifestent dans les rues, ouvrent les bouches, enfin ! crient tout haut ce qu'ils disaient tout bas, crachent sur le régime, les patrons, les flics, les curés. Et des milliers de jeunes ouvriers qui n'ont pas connu la période précédente de luttes sociales, mais qui luttent contre la police, brûlent les trams, les voitures, attaquent la mairie et, orateurs improvisés, haranguent des dizaines de milliers de manifestants, retrouvent les mots qu'on croyait perdus !

N'est-ce pas magnifique et - quel que soit le niveau de "conscience" du mouvement - encourageant pour nous en tant que preuve de la vitalité de la classe ?

Mais tu vas penser que je deviens lyrique parce qu'il s'agit de l'Espagne.

Bon, écris, écrivez tous les deux. Salut à Piccino - comment va-t-il ?

Alberto

PS : Réflexion faite, je ne vous envoie pas la lettre dont il est question au début - pas intéressante.

Lettre de Lucien Laugier à Daniel Dumartheray du 15 mai 1951

Cher Daniel,

Je complète, sur le plan politique, ma lettre de ces derniers jours. Après ces longs intervalles de silence, j'espère que nous parviendrons tous deux à faire un travail modeste mais suivi.

Tout d'abord je suis impatient de connaître la façon dont vous compter publier le bulletin, la nature générale du contenu, son objectif, etc. Dans la situation présente du groupe, on ne peut être trop difficile sur les critères de travail, il faudrait cependant essayer de voir où l'on va afin de ne pas tomber dans le genre éclectique et intermittent dont les derniers efforts des Belges nous ont donné l'exemple. Voilà donc ce que j'en pense, étant bien entendu qu'il s'agit uniquement de données théoriques dont la réalisation doit tenir compter des conditions concrètes :

1/ Le Bulletin publie des textes divers orientés dans le cadre le plus large, comme celui dans lequel s'est tenu la Fraction durant ces dernières années. Cette hypothèse - que je redoute hélas comme la plus "réalisable" dans l'état actuel du groupe - peut tout juste être défendue comme effort minima, "expression de survie et de vivotement" en quelque sorte. Elle présente par contre le gros inconvénient de laisser subsister la confusion actuelle et peut-être de l'accentuer.

2/ Solution problématique : le bulletin est un organe de discussion dans lequel seront abordées toutes les divergences de ces derniers mois. Mais cela exige un effort de tous, sur le plan théorique et surtout que Suzanne accepte de saisir le taureau par les cornes et de purger tous les points sur lesquels nous sommes (je parle de Piccino et de moi, tout au moins) en désaccord. De plus, la solution est insuffisante si elle ne s'accompagne pas d'un effort dans le but de permettre une certaine "accessibilité" à la seule partie du prolétariat qui est susceptible de trouver quelque intérêt à notre littérature et qui groupes les quelques ouvriers ayant conservés une certaine vitalité et les stalinisants de la base en velléité de rupture avec leur parti.

La meilleure solution serait donc théoriquement de trouver un genre de moyen terme entre le journal de vulgarisation et le strict "bulletin intérieur". Même si l'on devait se résoudre à ne publier que ce dernier, il faudrait aboutir à "compléter" la discussion : les quelques lignes que Mothé m'a envoyées et dans lesquelles il me parle de son accord avec le texte que j'ai fait sur le texte de Bordiga, de même que votre "unanimité" à vouloir le publier semblerait indiquer qu'une révolution se dessine à Paris dans le sens de reconsidérer plus favorablement l'attitude que nous préconisons ici, depuis des mois, ou tout au moins à accepter comme bases les considérations qui constituaient la justification de notre point de vue dans les questions des rapports avec S ou B (même peut-être si cet accord ne va pas jusqu'à nos conclusions

d'ensemble). Les conditions seraient près d'être réunies pour discuter, après l'accord sur les prémisses de la validité des conclusions. Malheureusement nous n'arrivons pas à connaître, à Marseille, jusqu'où "vous êtes de notre avis" et à partir d'où vous ne nous suivez plus ; situation pernicieuse en ce sens que nous pensons défavorables à une future reconstitution d'un réel groupe les équivoques sur tous les points qui n'ont été qu'imparfaitement débattus, et qu'il serait particulièrement dangereux de ne prendre qu'une partie d'un ensemble de positions qui, pour nous, constitue un tout.

En te mettant encore une fois à contribution je compte sur toi pour que tu fasses un petit tableau sommaire de "l'opinion" des camarades et que tu me dises, puisque tu parles encore de "groupe" quel est son actuel degré de vitalité. Je t'ai déjà dit que j'avais écrit à Suzanne sans qu'elle me réponde : j'avais pensé nécessaire de tenter encore une fois de reprendre la discussion en ne considérant les "cabrioles" antérieures sur lesquelles je m'étais acharné - peut-être sans trop de discernement - que comme des "accidents" qu'il y avait peut-être quelque chance de réparer. Je me demande si cet espoir de la voir réagir n'est pas utopique et prétentieux de ma part et ceci pose le problème de savoir s'il est encore possible de faire quelque chose avec l'unique effectif de vous deux et des italiens de Paris. Donne ton avis là-dessus : de l'effort qui sera fait dépendent peut-être les quelques possibilités qu'il reste, sinon de "refaire" des groupes, du moins de profiter du fait que 1 ou 2 sympathisants d'hier ont pu dans une certaine mesure vérifier la véracité de nos pronostics politiques, et que 2 ou 3 autres semblent également leur accorder quelque crédit, pour développer une modeste ambiance un peu plus compréhensive que le climat général dses milieux ouvriers.

J'espère que tu pourras m'éclairer là-dessus et que mon acharnement à faire quelque chose correspond à un désir identique des "survivants".

Lettre de Daniel Dumartheray à Lucien Laugier du 21 septembre 1953

Chers amis,

La lettre de Lucien me donne l'occasion ainsi qu'à Marianne, non seulement de dissiper tout malentendu dû à l'absence de nouvelles de notre part, mais aussi à justifier notre attitude générale dans l'ambiance parisienne : justification non seulement dans le sens personnel des contacts individuels, mais qui se rattachent, je pense, à une vision entièrement différente de celle exprimée dans ta lettre. J'essaierai d'exprimer avec le plus de précision possible et en évitant les équivoques, ce qui constitue les raisons de notre attitude. Enfin, si sur le plan de la critique la violence est sinon désirable, du moins admissible (le tempérament freinera les expressions les plus audacieuses), il reste clair que la seule valeur de cette lettre réside dans l'amitié, l'estime et l'accord politique général que j'ai avec toi.

Il est complètement faux de parler des camarades qui ont quitté la Fraction comme des gens ayant cessé d'être des véritables communistes. Il ne s'agit pas-là d'une position préfigurant une thèse "démocratie ouvrière" après la Révolution, mais tout simplement de combattre un non-sens. En l'absence d'une organisation ayant prouvée sa valeur révolutionnaire (comme en Italie où les dissidents sont doublement criminels). Les réactions individuelles des militants, avec tout ce que ce mot comporte d'illusions perdues, d'amertume devant les impasses, les traîtres pour ne pas parler des imbéciles sont un éléments de faiblesse bien explicable pour un groupe en formation et pour les éléments qui le tentent. D'autre part que je sache et c'est un point important, aucun reproche grave ne peut être fait à aucun des ex si l'on tient compte de

la gravité de la crise traversée par la Fraction, des caractères et des faits en présence. Mothé auquel on peut faire grief d'être puéril et donc inconscient, Alberto qui est passé maître dans la mauvaise foi lors des discussions et qui en souffre, Gaspard élément ouvrier tourmenté et inconséquent, sont à mon avis un des moments de la crise du mouvement d'avant-garde, mais en font partie intégrante, étant des éléments sains. Où une situation comme la présente se prolonge et qu'ils soient perdu , c'est possible, mais il n'est pas temps de figer si sévèrement des militants dont le problèmes central reste la révolution. Le mode de vie personnel qu'il soit "bohême" ou "phalanstérique" comme tu l'entends n'est pas à discuter, et je ne tiens pas à ouvrir une polémique sur ce point avec toi, car il est vraisemblable que des jugements subjectifs que tu portes ou peux porter sont entièrement entachés par tes propres répugnances, complexes ou arbitraires. Qu'il me suffise de t'assurer que dans la période assurés politiquement et ouverts qu'ils ne le sont sur le terrain privé), je peux donc t'assurer que les comportements que nous voyons et auquel nous participons autour de nous constituent des réponses satisfaisantes, compte tenu des questions posées. Ceci dans le domaine affectif, de solidarité, de l'éducation, des loisirs et, vu même sous l'angle professionnel (absence de continuité dans le milieu du travail n'est un défaut que pour un trotskyste). Les questions d'un prétendu "patrimoine commun" d'une "complicité", d'un muet "échanges de vues" et d'une "confrontation tacite" relèvent de la plus haute fantaisie ou d'un esprit torturé par les méthodes policières appliquées à la politique. Allons, d'une part, je me refuse à vivre en masturbation permanente dans une tour d'ivoire et d'autre part, la construction d'une organisation exclut toute exclusive et **individuellement** exige de passer l'éponge. le bloc monolithique de pensée du Parti n'est atteint qu'après un long travail et reste un édifice toujours à faire. Il ne se conçoit d'ailleurs que dans le cadre d'une situation d'éveil et d'action qui appelle par ailleurs une circulation d'idées et d'échanges dans toutes les parties du corps révolutionnaire du parti, comme correctif et comme prolongement. Nous en sommes loin.

Bien entendu, il est vrai, et je ne crois pas que nous y manquions, les contacts personnels exigent une critiquent au jour le jour des attitudes opportunistes que nous rencontrons parmi ceux qui ont été dans la même organisation que nous. Il est au reste regrettable que de tels contacts n'existent pratiquement pas.

Un dernier mot, l'attitude inflexible adoptée, si absolument indispensable sur le plan politique ne doit pas faire oublier les choses et les gens. C'est-à-dire qu'elle ne doit pas évidemment expliquer les fautes politiques par des explications psychologiques, mais surtout ne pas être empreint d'une volonté de "défouler" des années de prétendue soumission à Paris. Ceci dit pour répondre à Piccino qui semblait à Paris établir les jalons de la "route du mal" qu'aurait suivi le groupe à Paris depuis sa formation. Pour moi, et je ne crois pas vouloir être "défensiste parisien", le bilan négatif du groupe doit être imputé en partie presque totale à la situation passive et non au manque de formation bordiguistes de la pensée des camarades. Il est d'ailleurs à remarquer que cet échec prouve une nouvelle fois que la construction d'une organisation ne dépend pas d'une application de remèdes pharmaceutiques et dans l'inoculation par des vaccins abstraits, des positions activistes, anarchistes ou plus généralement opportunistes.

En résumé, l'ambiance à Paris si elle doit être considérée comme la source des malentendus existants avec vous, se résume à une grande paresse, une absence d'approfondissement des et n'a rien à voir avec des motifs sentimentaux : ces derniers, s'ils existaient, ne pourraient que concourir à nous éloigner de toute position politique et à sombrer dans les regrets de la "belle époque". En réalité, les positions défendues autour de nous sont des expressions fragmentaires, individuelles où les conceptions de Chaulieu ne sont qu'un arrière-plan des

plus confus et ne font même que gêner l'exposition que nous tentons au hasard de rares conversations, de notre critique. Il serait préférable d'avoir des partisans assurés de la "démocratie ouvrière" que ces défenseurs de la nouveauté sans conviction.

J'écris à Christian par lettre séparée une critique de son projet de rapport des discussions à Paris. D'autre part je t'adresse une lettre sur le bulletin avec lequel je suis entièrement d'accord. il est évident qu'il est à peu près impardonnable de notre part d'avoir négligé le moindre travail même de critique des "Sul filo del tempo". Bravo de l'avoir accompli.

Concernant Suzanne, je crains bien que je sois mis dans l'impossibilité de compter sure son travail car elle paraît d'une santé nerveuse très fragile et préoccupée par un concours d'entrée dans l'enseignement technique.

Où en est votre projet de visite à Paris ?

Très impressionné par les qualités de Christian, sa maturité, son esprit critique avisé et sa capacité d'étude et de concentration. Suzanne aussi a insisté sur la nécessité d'avoir des gens ayant du caractère et une personnalité affirmée comme lui.

Tout compte fait j'enverrai à Christian la lettre sur le bulletin et je mets cette lettre au courrier.

Nous avons réunion vendredi avec les Italiens et Suzanne et j'impose comme ordre du jour la discussion sur le bulletin que tous les camarades ont eu. Mothé, Alberto et Gaspard, un camarade palestinien en ont reçu chacun un. Seul Gaspard a déclaré qu'il ne voyait aucun intérêt à le lire !

PS : Je crois que je reviendrai encore sur les questions soulevées par ta lettre car il n'est venu à l'esprit qu'un développement est nécessaire car ils peuvent se pepétuer à partir de positions et "d'ambiance" mais aussi sur la façon de concevoir un travail d'organisation et la manière de poser les problèmes.

Annexes

Les textes suivants sont toujours extraits des archives de Lucien Laugier, ils ont été remis au propre dans le désordre, ils ne se rattachent pas à un thème particulier. Ils sont "orphelins". Nous les proposons pourtant car ils renseignent sur l'activité de la FF dans divers domaines.

Résolution sur la question syndicale (avril 1948)

I/ Les derniers mouvements de grèves et de manifestations en France et en Italie contresignent une évolution internationale nettement constatée ces mois précédents vers la cristallisation de deux blocs impérialistes, destinés à s'affronter dans une 3e guerre mondiale.

Le tournant des PC, passant conjointement en France et en Italie du légalitarisme anti-grève des années de gouvernement à l'agitation revendicatrice, s'encadre logiquement dans le cours qui va des discussions sur le Plan Marshall et de la création du Kominform à l'échec de la

conférence de Londres en passant par les incidents de Bulgarie, de Pologne et de Roumanie et par la guerre qui continue à se développer en Grèce.

La signification impérialiste et non de classe que la direction stalinienne a imprimée aux grèves de novembre 1947 en France se manifeste concrètement par :

a/ **L'encadrement politique** : les revendications ont été reliées, non à la subversion du régime capitaliste, mais à la lutte d'indépendance nationale vis-à-vis de l'impérialisme américain et à la défense de la République contre les forces de "droite". De plus, le mécontentement de la classe ouvrière devant la répression gouvernementale a été dirigé non contre la bourgeoisie et son Etat, mais contre une fraction de ceux-ci : le "Parti américain" et en particulier contre l'ex-collègue du gouvernement : le PS.

b/ **L'organisation** : la substitution de la tactique du mouvement par vagues à celle de la grève générale ; le maintien des relations avec le gouvernement attestant que la direction ne se souciait pas d'assurer une efficacité pratique à la lutte.

c/ **Les méthodes d'action** : telles que le déclenchement artificiel et contraint de débrayages, les falsifications des votes et les sabotages pour masquer le désaccord entre le PC et une fraction importante de la classe ouvrière.

d/ **L'interprétation réformiste** des revendications ouvrières : par exemple les 25 % d'augmentation respectant la hiérarchie des salaires et favorisant les couches supérieurs des salariés.

II La participation de larges couches du prolétariat à un mouvement d'orientation, de méthodes et de conséquences nettement anti-prolétariens s'explique par son intolérance aux conditions de vie imposées par la reconstruction bourgeoise, et par son incapacité momentanée à relier les revendications économiques à la lutte révolutionnaire.

Pour ce dernier point, les récents mouvements de grèves sont la rançon de la période précédente de grèves éparses, lesquelles, dans la mesure où elles trouvèrent une expression politique, se fourvoyèrent dans l'anti-stalinisme ou l'anti-tripartisme pour les bons soins respectifs de courants socialistes, syndicalistes, anarchistes ou trotskistes.

C'est un fait que l'intervention sur la base de l'action directe, des courants d'opposition dans des grèves qu'ils visaient à utiliser à des fins politiques (gouvernement PS-PC-CGT ou gouvernement sans les communistes) ou syndicales (redressement de la CGT ; développement de la CNT) n'a pas mené à une fracture de classe entre prolétariat et bourgeoisie.

De plus, l'évolution des mouvements revendicatifs passant de l'anti-stalinisme à une sujétion de fait aux manœuvres impérialistes de Moscou TOUJOURS SOUS LE SIGNE DE L'ACTION DIRECTE que celle-ci ne constituait pas une base suffisante pour la formation d'une unité classiste de lutte ou pour un regroupement révolutionnaire de forces.

Cela dit convaincre la Fraction de l'erreur commise avec sa propagande pour les Comités d'action qui, en l'absence des moindres cadres politiques de classe ne pouvaient qu'emprunter le langage dominant de l'opposition, menant à une impasse l'effort de lutte indépendant manifesté par le prolétariat.

III/ Dans la phase actuelle qui se caractérise par le passage du PC dans les rangs des défenseurs de l'action directe, la Fraction doit plus que jamais repousser la position qu considère que dès l'instant où il présente des revendications économiques, il a authentiquement un caractère de classe.

Sa position devant les dernières grèves, comme devant celles qui suivront dépend au contraire du rapport politique des forces qui s'y manifeste, c'est-à-dire du cours - prolétarien ou impérialiste - dans lequel elles s'encadrent.

Au temps du Manifeste déjà, Marx constatait que la lutte des salariés pour l'aménagement de leurs conditions de vie dans les cadres du capitalisme n'était pas encore la lutte de cette classe fondamentale de la société, le prolétariat, dont le but est la disparition de tout salariat.

Lénine a développé cette idée en affirmant que laissée à elle-même la classe ouvrière ne pouvait passer de la première à la seconde lutte qu'en développant le rôle du Parti dans le passage de la divergence d'intérêts des catégories à la lutte historique des classes.

Bordiga enfin a condensé ces conceptions du mécanisme de la lutte de classes qui constituent l'apport essentiel du marxisme dans la formule : une classe vit quand vivent une doctrine et une méthode d'action.

Notre époque donne une force inégalée à ces affirmations doctrinales en nous montrant une formidable concentration de la résistance bourgeoise dans des organismes étatiques nationaux et internationaux qui rendent impossible le moindre "aménagement des conditions de vie des salariés" et, corrélativement, en nous fournissant la preuve que la lutte salariée - comme ce fut le cas en 1936 - peut se relier et servir directement des fractions impérialistes.

La Fraction doit trouver dans ces affirmations la force de couper court à tous débats qui marqueraient une hésitation sur le caractère impérialiste de mouvements revendicatifs manœuvrés par des forces politiques ennemies ; elle évitera ainsi l'erreur de chercher les conditions permettant au prolétariat de se défendre contre les empiètements grandissants du capitalisme ailleurs que dans L'OUVERURE DE LA CRISE REVOLUTIONNAIRE et L'INTERVENTION HEGEMEONIQUE DU PARTI DE CLASSE qui ne sera permise qu'avec celle-ci.

La Fraction doit à tout prix parvenir à une position cohérente sur ses points afin de se dégager du fétichisme des regroupements d'impuissance pratique et de confusion politique ; de comprendre qu'il n'existe aucune ligne, même qualitative, de continuité entre ces "fronts uniques" même localisés dans l'usine et les nouvelles organisations de masse qui surgiront de la rupture de l'équilibre social et s'accompagneront de la liquidation de toutes les idéologies intermédiaires et périmées.

En conséquence, elle axera sa lutte non sur la constitution de comités quelconques d'action, sans efficacité sociale du fait du rapport de forces dot par ailleurs les forces du parti de classe ont tout intérêt à affronter sur une position indépendante un éventuel renversement et sans efficacité politique du fait de l'hétérogénéité ou de la limitation de leur base mais sur le développement des forces actuelles du parti révolutionnaire marxiste, en ne craignant pas de dire à la classe ouvrière qu'il s'agit de la seule possibilité de poursuivre la lutte de classe qui,

autrement, comme dans le dernier conflit, ira dénaturant jusqu'à n'être plus qu'un appoint et un élément de la lutte impérialiste.

IV/ De ce qui précède s'ensuivent les conclusions politiques suivantes :

a/ La Fraction appuie tout effort des salariées de défendre leurs conditions de vie immédiate, si elle se trouve dans des conditions pratiques de le faire.

b/ Etant donné que dans la phase actuelle, les forces politiques qui autrefois donnaient la suprématie à la lutte immédiate sur la lutte révolutionnaire sont devenues les agents directs de l'impérialisme, la Fraction refuse tout partage des responsabilités au sein de quelques organisations de direction du mouvement que ce soit. Autrement dit, en cas d'élections locales à un comité de grève, elle soumet sa participation à l'acceptation de la part de ce comité ET de son interprétation des revendications ouvrières du moment ET de sa critique politique à la direction centrale.

c/ Face à la récente scission syndicale, la Fraction n'a pas à inviter les ouvriers à faire une discrimination de principe entre la CGT stalinienne et le syndicat Force Ouvrière. Si le dernier a été anti-revendicatif dans les récents mouvements ce fut pour des raisons tactiques du même ordre que celles qui ont conduit la première à se porter à la pointe du combat : les deux organisations ont ceci en commun de représenter les fractions impérialistes au sein de la classe ouvrière : l'une le Parti russe, l'autre le Parti américain.

d/ La Fraction admet également que le même souci de propagande conduise des militants à adhérer à la CNT à cause de circonstances locales (influence anarchiste majoritaire dans le domaine syndical).

Mais il y a tout d'abord lieu de remarquer que les possibilités d'adhésion sont limitées par les bases mêmes du syndicat anarchiste qui exige une adhésion doctrinale à l'idéologie anarchiste.

En tous cas, et comme celle-ci s'est révélée dans l'énorme majorité des cas être pratiquement complémentaires des influences bourgeoises et impérialistes au sein du mouvement ouvrier (Espagne, 1936), la Fraction ne peut considérer ni inviter de quelque manière que ces oit à considérer la centrale syndicale anarchiste (laquelle de son propre aveu à d'ailleurs plutôt des caractères d'une organisation de direction idéologique que d'une organisation unitaire de masse) comme une étape intermédiaire vers des organismes classistes de masse.

e/ En ce qui concerne les Comités d'action, la question ne peut plus se poser dans les mêmes termes ; critique de principe d'une part ; participation pratique (SANS RESPONSABILITES) aux fins de propagande, de l'autre. en effet, tandis que les centrales syndicales sont des réalisations indépendantes de notre volonté, les dits comités supposent notre initiative.

Or, outre qu'une telle initiative doit correspondre à des possibilités concrètes d'action qui iront s'amenuisant dans la préparation du nouveau conflit, elle irait en désaccord avec les considérations de principe de la Fraction sur la fonction des divers courants subversifs du mouvement ouvrier et de la tactique des regroupements.

Si dans la situation d'une part, la préparation des militants isolément considérés de l'autre, permettent à la Fraction (outre la propagande de sa presse légale ou illégale) des initiatives sur les lieux du travail, celles-ci ne peuvent consister que dans la formation de fractions d'usines

sur la base de son propre programme. (le texte se termine ici, il semble complet malgré la fin abrupte)

Coup d'œil sur l'activité syndicale

(Texte non daté, mais de 1954 sans aucun doute et non signé, je pense qu'il a été rédigé par Christian Audoubert).
Il manque les notes, simples références à des publications de "l'école émancipée" et à "la vérité", elles seront ajoutées ultérieurement après paramétrage du document.

A peine la grève générale de 24 heures du 28 avril s'est-elle terminée sur un demi-échec que l'agitation semble reprendre chez les fonctionnaires : le gouvernement distribue quelques misérables centaines de francs d'augmentation mensuelle aux bases catégories et en accorde plusieurs milliers aux cadres et à l'armée.

Devant ce qu'ils ont qualifié de "dérisoire aumône" des syndicats ont réagi, et en premier lieu, celui des instituteurs, la Fédération postale CGT ; Se sont également consultés pour rejeter les propositions gouvernementales et envisager une "action" diverses fédérations de fonctionnaires de Force Ouvrière. Il ne s'agit pas pour l'instant que d'un simple remue-ménage dans les superstructures syndicales et il n'affecte encore que le secteur public, mais il n'est pas exclu, si certaines catégories de fonctionnaires se décident à agir, que les ouvriers, dont les conditions de vie et de travail ne cessent de s'aggraver, répondent à leur tour à des initiatives identiques.

Une reprise générale de l'agitation ouvrière ne devraient pas surprendre en une période où la pression patronale et la dégradation des salaires appellent les travailleurs à une lutte permanente qui ne doit ses interruptions et ses phases de "calme plat" qu'aux conséquences de la désastreuse gestion syndicale, incapable de décider une action qui ne soit pas un échec, de lancer un mot d'ordre qui ne soit pas une nouvelle source de découragement. En dépit de ce sabotage effectif de l'action ouvrière, l'immobilité finit toujours par céder à l'impérieux besoin de défense, notamment dans les catégories les plus exploitées et dans celles dont les droits acquis sont le plus directement menacés par les compressions budgétaires du gouvernement. On assiste alors à des grèves imprévues qui secouent la torpeur de toute une corporation et qui semblent même sur le point de déborder les organisations syndicales qui, elles, sont définitivement acquises aux impératifs de la conservation sociale et, pour cette raison, n'envisagent l'action qu'avec beaucoup de circonspection et ne l'admettent que dans la mesure où elle peut apporter un appui à la stratégie parlementaire et électorale des partis opportunistes, ou simplement assurer la conservation et la raison d'être des sinécures syndicales.

Le danger d'une telle situation, pour les milieux d'avant-garde révolutionnaire, c'est qu'avec ces soudaines explosions et son radicalisme illusoire, elle fausse les données réelles du rapport des forces aux yeux de tous ceux qui par tempérament ou par formation, par tradition ou par absence de principe, sont enclins à surestimer les possibilités de spontanéité des masses et à négliger la condition indispensable à une reprise de classe : l'existence d'un authentique parti révolutionnaire prolétarien. Pour ces éléments chaque vague de grèves succédant à une période de stagnation devient le signal indiscutable du "réveil du prolétariat", et on voit alors de petit groupe de tradition et d'idéologie différentes se rallier derrière les mêmes recettes – les seules, à leur avis, qui puissent guérir les maux dont souffre le

mouvement ouvrier – de l'unité d'action des organisations syndicales ou de l'auto organisation des masses. Ces panacées classiques, les plus exigeants sur le plan de la théorie les justifient par la découverte de "nouveaux phénomènes historiques" et révisent en conséquence le programme de classe et la théorie du prolétariat ; les plus simplistes se contentent de les étayer par les lieux communs traditionnellement sur "les méfaits de la politique dans les syndicats"et "l'absence de démocratie" ; les uns se disent marxistes, les autres se réclament de l'anarchie ou du syndicalisme révolutionnaire, mais tous croient à la "conscience" des masses et à "l'efficacité de l'union". C'est cette attitude qui constitue, sous ses multiples aspects et étiquettes **l'activisme**.

Des activistes, on en rencontre partout chez les staliniens, chez les chrétiens et même, quoique dans une moindre mesure, à force Ouvrière. Mais l'activisme qui nous intéresse ici c'est celui des anti-staliniens et des anti-réformistes ; pour les voir à l'œuvre nous avons choisi les syndicats qui, depuis deux ans, sont en conflit latent avec l'Etat patron,et, pour cette raison, constituent le point de mire des "agitateurs". Ce sont les syndicats des instituteurs et celui des postiers.

Dans la corporation enseignante, dont l'action revendicative ne peut prendre l'ampleur et l'acuité qu'elle revêt dans l'industrie, les transports ou les communications, il peut paraître abusif à première vue de parler "d'activisme" ; on ne voit guère comment, en effet, pourraient y trouver une base d'appui ceux qui ont fait de "l'action directe" leur cheval de bataille. Mais s'il n'est pas possible, à cause de cela d'y soumettre leur position théorique à l'épreuve des luttes effectives, du moins peut-on y mesurer ce que valent, dans le combat idéologique, des arguments qui sont communs à tous les activistes, et qui englobent, entre autres, l'importance de "l'unité d'action" et la possibilité "d'éduquer les masses" par la lutte économique.

Par la nature même de la profession de leurs membres,les syndicats d'instituteurs sont appelés, plus que les autres, à prendre position sur des problèmes d'ordre politique et idéologique qu'il est plus malaisé à leurs dirigeants de dissocier de la revendication économique que ce ne l'est pour ceux des autres syndicats. De plus nous y voyons se manifester la dernière tendance qui survive à l'extinction du vieux et glorieux syndicalisme révolutionnaire, dont l'idéologie présente des analogies notoires avec le "bagage" des divers courants activistes. Nous avons donc ici une bonne occasion de vérifier qu'entre l'éclectisme activiste et le syndicalisme traditionnel il existe une réelle continuité, et nous pourrons vérifier une fois de plus l'impossibilité d'une sérieuse délimitation entre révolutionnaires et réformistes sur la base de cette indécise plate-forme.

La même chose se constate chez les postiers, mais ce n'est plus sur le terrain de la courtoise confrontation idéologique, comme chez les instituteurs ; les activistes y sont dans leur élément naturel, l'agitation, et c'est sur ce terrain qu'on peut les juger, c'est-à-dire dans les positions prises au cours des luttes et dans les interprétations qu'ils ont données de ces évènements. Les grèves d'août et de décembre, qui, pour une bonne part, sont imputables à l'initiative des activistes, et dont toute la presse "d'avant-garde" donna des échos élogieux, y voyant un "réveil de classe" général, démontrèrent, en réalité que l'intervention forcenée des éléments "révolutionnaires" dans de tels mouvements, loin de réaliser leur but classique de radicalisation de l'agitation ouvrière, les à entraîner, au contraire à confondre leur position avec celles des syndicats qui dupent et trahissent les travailleurs.

"L'unité d'action", qui est le dénominateur commun de tous les regroupements anti-staliniens et anti-réformistes dans les syndicats et les luttes ouvrières, fait de l'activisme, non pas une

tendance fortuite ou une interprétation incorrecte de la tactique révolutionnaire, mais un produit direct de la décomposition du mouvement prolétarien, une "intention" imprécise qui reprend à son compte les pires contrefaçons de la stratégie communiste,ramenée au niveau des plus banales manœuvres opportunistes, et les plus vieux préjugés de l'idéologie anarcho-libérale du siècle dernier. Parmi ces préjugés il en est un qui renferme à lui tout seul tous les mensonges de la société de classe et qui permet aux agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat d'opposer à la volonté ouvrière toutes les duplicités possibles et inimaginables ; c'est celui de la sacro-sainte "volonté de la base". C'est sur ce préjugé que repose notamment toutes les illusions entretenues au sujet de la situation privilégiée du syndicat de l'enseignement, lequel a réussi à éviter le dilemme qui, en son temps, opposa ailleurs les tendances staliniennes et réformistes de la CGT unifiée des lendemains de la "Libération". Ce syndicat se sauva de la scission par l'autonomie et cela lui vaut d'être considéré comme le plus "démocratique", et ce d'autant plus qu'il compte en son sein une opposition.

Disons tout de suite que cet état de choses n'est pas dû à une plus grande sagesse de ses dirigeants ou à leur souci de la "démocratie", mais que cela découle de l'équilibre, en son sein des deux tendances qui s'y livrent un combat courtois mais ininterrompu. Dans l'alignement totalitaire des syndicats de collaboration de classe selon la division politique à l'échelle nationale et internationale du monde capitaliste, cette exception est une de celle qui confirme les règles. Ce qui prouve que ce syndicat, pour être "autonome" n'e est pas moins, comme tous les autres, dépendants des forces organisées de sauvegarde de la société bourgeoise, c'est le fait que les staliniens et réformistes, qui dans les autres organisations, dissimulent leur identique conformisme social derrière une rivalité qui calque celle des partis politiques du feu tripartisme, se retrouvent ici sur une plate-forme revendicative typiquement réformiste : revendication des "réformes de structure" de la "modification du circuit de distribution", de la "réforme fiscale", etc.

Il est intéressant de noter que le seul syndicat où cohabitent démocratiquement plusieurs tendances est justement celui où l'unanimité est la plus complète sur le **fond** d'orientation revendicative ; mais il est encore plus important de souligner, comme preuve de l'inexistence actuelle de tendance constituée à base classiste dans les syndicats que la minorité syndicaliste adhère aux principales lignes de ce programme réformiste. Les anarchistes pourront chanter dans leur presse les louanges des "syndicalistes révolutionnaires", relever qu'ils ont refusé de voter le rapport moral et de suivre la majorité sur la lutte contre la CED ; il ne pourront pourtant nier que la majorité syndicaliste a accepté le mot d'ordre anti-ouvrier du salaire minimum interprofessionnel garanti et qu'elle n'a pas craint la contradiction criante qu'il y a dans le fait de prôner "l'unité des exploités face à la bourgeoisie et à l'Etat" et en même temps de réclamer l'application d'un "statut" qui, non seulement divise les fonctionnaires et ouvriers en accordant aux premiers les 120 % du minimum vital, mais de plus a pour but, selon l'exposé des motifs de la loi, de renforcer l'autorité de ce même Etat. Voilà où conduit le souci de "coller" à l'action revendicative : à réduire les principes, à n'être plus que de simples phrases, comme, sur un autre problème de manière toute aussi creuse, l'internationalisme de ces syndicalistes se ramène à la revendication platonique, et riche seulement d'illusions réformistes, de "l'allègement des budgets de guerre et la réduction des profits capitalistes".

A l'attention de ceux qui croient que la conscience de classe peut se développer indépendamment du programme et de l'organisation politiques, il sera peut-être de quelque intérêt de voir comment s'y prennent ces syndicalistes qui, eux-aussi, confient ce soin à la lutte économique et à l'activité syndicale. Il se trouve justement que la fonction sociale des enseignants consiste précisément à "former des consciences", mais il s'agit bien entendu d'une

formation **bourgeoise**, car dans la société capitaliste, l'enseignement public est tout entier fondé sur l'idéologie de la classe dominante et il serait absurde de vouloir y soustraire les jeunes cerveaux des élèves avant que le prolétariat ait pris le pouvoir. Si les instituteurs sont, par profession, destinés à inculquer à l'enfance tous les préjugés et tous les mensonges de l'idéologie bourgeoise (à ce sujet il faut être clair : **c'est l'Etat de classe** qui dirige l'enseignement public) une telle mission ouvre théoriquement une belle contre-partie possible pour les révolutionnaires : celle de dénoncer froidement et sans répit, dans les congrès syndicaux, dans la presse, auprès des enfants et des familles, toute l'imposture d'une éducation prétendument "neutre" prodigué dans les écoles. Occasion superbe, en uyn mot, de dévoiler le caractère de classe de l'instruction publique, et que les enseignants, à la grande époque du syndicalisme ne manquèrent pas de mettre à profit en attaquant de front le militarisme, le colonialisme et les plus odieuses manifestations du système capitaliste. Aujourd'hui, en pleine décomposition des syndicats ouvriers, c'est au moins une tentative dans ce sens qu'on serait en droit d'attendre de la part de ceux qui se disent "révolutionnaires" et qui de plus croient encore en la possibilité de "redresser" et de rénover le mouvement syndical. Or, il ne le font pas ou très mal ; mais ce qui est encore plus grave, ils partagent avec leurs adversaires réformistes cette tare héritée de la période révolue ou le prolétariat et la bourgeoisie luttaient côte à côte contre les survivants du féodalisme : la défense de la laïcité. Lorsque les instituteurs reprennent aujourd'hui cet objectif, il ne s'agit pas d'un simple anachronisme, mais d'une attitude véritablement opportuniste ; aujourd'hui le mot d'ordre de la défense de l'école laïque est dépourvu de tout sens de classe et l'agitation sur ce thème est tombée au niveau de la basse politique parlementaire et de la chicane à des fins électoralesques pour la dispute des "subventions". En acceptant d'entrer dans cette querelle sordide pour la répartition des deniers publics entre établissements scolaires de l'Etat et établissements "privés", la minorité syndicaliste bloque avec la majorité et accepte, explicitement d'ailleurs les arguments qu'utilise cette dernière et qui ne sont que de purs mensonges idéologiques empruntés à l'arsenal bourgeois.

La responsabilité des ces "révolutionnaires" est d'autant plus grande que l'hostilité des instituteurs à l'égard de l'école libre à des bases objectives : toute la part du budget qui est consacrée à l'enseignement privé fait défaut à l'enseignement public qui manque de crédit, de matériel, de place, et par là porte un préjudice réel aux salariés de l'école laïque, les menaçants de réduction de postes et de compression d'effectifs. Faute d'une solide position de classe ces derniers sont donc facilement portés à tomber sur ce terrain de la concurrence avec l'école libre et par là de faire de la publicité en faveur de l'école publique bourgeoise. Faisons grief aux syndicalistes de tomber eux aussi dans le panneau en adoptant sur le fond le point de vue de la majorité réformiste qui présente les revendications du corps enseignant, non pas sur le terrain des rapports entre salariées et Etat - patron, mais en invoquant à l'appui le rôle "progressif" de l'école laïque et sa "mission sociale", en se référant à "l'intérêt public" pour défendre le beefteak des instituteurs. Nos syndicalistes révolutionnaires parlent eux-aussi de "l'école laïque, bien de la Nation", et c'est là la tare congénitale de l'anarchisme et du syndicalisme : pour eux ce qui fut progressif autrefois l'est encore aujourd'hui. Pour le marxisme, ce qui fut autrefois révolutionnaire mais bourgeois est toujours bourgeois mais a cessé depuis longtemps d'être révolutionnaire ; il s'agit d'introduire la notion de classe : la bourgeoisie ne dispense pas l'instruction dans un but philanthropique, mais pour disposer d'une force de travail apte à devenir rapidement qualifiée. Après s'être historiquement servi de l'appui du prolétariat pour l'extirpation du féodalisme – et pour cela elle lui a donné l'instruction gratuite – elle se sert aujourd'hui de ce même enseignement pour cacher aux travailleurs la nécessité objective de la révolution prolétarienne en empoisonnant le cerveau des fils d'ouvriers avec sa morale hypocrite et son histoire falsifiée. Lorsqu'on parle de

l'instruction officielle, il ne s'agit donc pas d'un "bien public", mais d'une arme – et des plus dangereuses – aux mains de la bourgeoisie capitaliste, d'une forme particulière, et des plus profondes, de l'assujettissement des classes laborieuses à la dictature du capital. C'est là un point sur lequel des révolutionnaires dignes de ce nom ne doivent faire aucune concession, surtout lorsqu'ils se targuent, comme les minoritaires de l'enseignement, de "rendre plus claire et plus lucide la conscience de classe des travailleurs de l'enseignement et des travailleurs en général".

En passant des instituteurs aux postiers nous passons du domaine des discussions théoriques à celui de la brutale expérience. Les oppositionnels de l'enseignement se réaient incapables de se délimiter de la majorité réformiste ; les activistes qui ont soutenu, dans la grève des postiers d'août 1953, les directions syndicales, et qui ont même suppléé à l'organisation du mouvement ne se souciaient pas, eux, de développer la "conscience de classe", mais uniquement de l'efficacité de la grève. Sur ce terrain-là, pas davantage que sur celui des formulations, ils n'étaient capables de se dissocier des appareils syndicaux. Au contraire en leur apportant leur effective collaboration, ils contribuaient, du même coup, à masquer les tribulations des centrales rivales et à cachet aux yeux de la masse la trahison qui se préparait et qui éclata au grand jour lorsqu'en plein milieu de l'action, les syndicats abandonnèrent la lutte sans rien avoir obtenu. Dès lors comment des courants politiques dont le principal souci est la recherche des "formes autonomes" d'action ouvrière ont-ils pu voir dans cette grève une reprise prolétarienne ? Ils se sont plu à vanter la "combativité" des masses et à applaudir à l'unité que les travailleurs ont su "imposer" aux organisations syndicales. Dans toute la presse qui a chanté les louanges de cet événement, pas une voix ne s'est élevée pour constater que les grévistes n'ont même pas réussi à obtenir une représentation directe de la base tant sur le plan local que national. Personne n'a voulu voir que cette fameuse unité des trois syndicats représentait en réalité leur meilleur instrument pour tromper jusqu'au bout les travailleurs.

Il ne serait d'aucun intérêt de reporter ici, un an après les divers faits qui démontrent que cette sorte de consortium des organismes syndicaux eut pour cause directe le souci de chacun d'eux de se ménager le plus de prestige moral dans le mouvement et celui d'éviter les responsabilités de l'inéluctable échec. Est édifiante à ce sujet l'attitude de la Fédération Postale (CGT), tout autant préoccupée de "dépolitiser" la grève et de lui ôter tout aspect de radicalisme afin d'être à l'unisson des deux autres centrales, que le souci de ces dernières de rétablir au plus tôt les "relations normales" avec le gouvernement et l'administration. C'est cette frousse commune qui garantissait cette "unité" tant vantée, mais c'était une unité sur le dos de la grève et des grévistes. Comme leurs compte-rendus bien plus documentés et détaillés que ne pourrait être le nôtre, nous porte à le croire, les différents courants anti-staliniens (anarchistes, trotskystes et autres) qui ont parlé en termes élogieux de cette grève devaient forcément y compter quelques représentants ; nous constatons qu'ils n'ont pas élevé la voix pour y accomplir le seul travail valable, du point de vue révolutionnaire, et que nous avons tenté à la mesure beaucoup plus réduite de nos possibilités, celui qui consistait à dénoncer cette unité de trahison et cette grève comme une spéculation éhontée sur le dos de la misère et du mécontentement des travailleurs de la base.

De cette petite enquête qui n'avait pas d'autre but que de montrer l'uniformité de comportement entre majorités et minorités syndicales, entre stalinien-réformistes et adversaires des syndicats, quelle conclusion en tirer ? rien qui ne soit nouveau pour ceux qui, comme nous, sont convaincus que la "conscience" des travailleurs n'échappe pas aux vicissitudes de la lutte de classe et qui ne croient pas que les ouvriers soient à même de

pouvoir, **seuls**, par une expérience empirique et fragmentaire, parvenir à la **correcte** identification des organisations politiques et syndicales qui les trahissent.

Nous constatons avant tout que les différents courants activistes – quelles que soient leur argumentation et la tradition dont ils se réclament, mais particulièrement ceux qui se disent "marxistes" – n'ont jamais réussi, à cause de leur éclectisme politique et de leur "démocratise", qu'à tomber dans toutes sortes de "**front unique**" avec les forces organisées et disciplinées de l'opportunisme. Que cette déchéance soit commune aux milieux "d'opposition" que nous avons examinés, un écho récent vient à point nous le confirmer. Il nous est donné par l'hebdomadaire trotskyste "La Vérité" :

"Pour le 25 mai, aux sociétés savantes, le Comité permanent pour les Assises Nationale d'Unité d'Action Syndicale avait convoqué un grand meeting rassemblant des militants syndicaux et des militants ouvriers de divers courants".

L'article nous apprend ensuite que divers militants bien connus (syndicats autonomes : 2, militants ouvriers trotskystes de chez Renault : 1, secrétaire de section départementale du Syndicat Autonome des Instituteurs : 1, et plusieurs responsables CGT) ont engagé un "fraternel débat sur l'unité" avec le secrétaire national de la Fédération Postale CGT (aujourd'hui promu membre suppléant du bureau du PCF). Ils lui ont exposé la nécessité d'une "représentation démocratique à tous les échelons" ; le secrétaire de la Fédération Postale, sans s'engager sur la question de la "représentation démocratique" a donné son accord de principe sur la nécessité de l'unité et a été "fraternellement applaudi par l'assistance".

La composition hétéroclite de cette "conférence" donne bien une image édifiante de ce qu'est l'activisme : une attitude d'esprit, une conception d'activité qui ne se soucie ni de programme, ni de démarcation politique, ni d'étude des phénomènes d'évolution des structures syndicales. Une seule préoccupation l'anime : agir, agir n'importe quand, n'importe comment et avec n'importe qui. Cette préoccupation, un des délégué de la conférence l'a exprimé dans une formule heureuse : "refuser l'unité d'action, a-t-il dit, c'est refuser l'action". Nous pouvons lui retourner la formule de telle sorte qu'elle montre bien à quel point une telle attitude est la définitive renonciation à arracher le prolétariat de l'emprise des forces de trahison : "Accepter l'action – dans les conditions présentes et à l'échelle de responsabilités de groupe – c'est accepter l'unité d'action avec les forces pourries de la dégénérescence ouvrière". Démarcation politique et spéculations théoriques ne sont de votre part que pur verbiage du moment où vous les manifestez sur le terrain de la "confrontation fraternelle" avec les représentants attitrés des partis renégats à la cause ouvrière et des syndicats de collaboration de classe ; votre "lutte" n'est en définitive que "la démocratie des idées". Nous qui voulons conduire le combat sur la base du rigoureux programme de classe, nous nous séparons et des chefs syndicaux auxquels nous refusons tout appui, y compris celui de la participation "physique" au travail syndical et de l'organisation des actions revendicatives, et de vous qui bloquez avec eux. A nos yeux vous n'avez qu'une originalité, celle de **subir** de la façon la plus désastreuse – en prolongeant le monopole opportuniste sur les masses -, le rapport des forces que vous prétendez renverser.

Et c'est pour cette raison que, dans la très modeste mesure où nous pourrons décocher quelques coups à l'adresse de la décomposition opportuniste, nous vous coucherons chaque fois sur notre ligne de tir, car aussi longtemps que vous cimenterez l'action des travailleurs aux cadres des syndicats de collaboration de classes et aux partis de la dégénérescence ouvrière, il y aura encore de beaux jours pour le capitalisme et pour les maquignons de l'agitation ouvrière.

Révolution "en retard" et tactique du prolétariat.

Le présent schéma a simplement pour but de condenser les positions déjà exprimées dans articles et réunions, de les préciser, afin d'éviter toute confusion. Une telle répétition est rendue nécessaires re par les diverses objections qui leur ont été faites[81]. Contrairement à ce que pensent nos "détracteurs", on ne serait aller de l'avant dans le travail politique sans poser le cadre rigoureux des problèmes touchant à la question nationale/coloniale et aux conditions d'intervention du prolétariat.

Quelques "points de base".

Le marxisme étudie les phénomènes de transformation sociale, non pas comme le produit de la "volonté" ou de la "conscience" des individus ou des classes, mais comme l'expression du **conflit entre les forces productives et les rapports de production** (Préface à la critique de l'économie politique, voir note 1en fin de texte).

Les révolutions sont donc des manifestations objectives dont la signification historique est donnée – plus que par la **volonté** de ceux qui y participent, ou leur **intérêt direct dans la production** – par le **mode de production qu'elles tendent à instaurer**. Toutes les révolutions sociales qui se sont historiquement succédées ont obéi à cette règle, notamment les grandes révolutions bourgeoises (voir note 2 en fin de texte). C'est d'ailleurs là un grand point de divergence avec entre le marxisme et l'anarchisme, ce dernier persistant à croire que les méfaits du capitalisme découlent de ce que la grande révolution de 1789 " a trahi son idéal", alors que l'économie mercantile – qui a porté au degré présent l'exploitation de classe – était la seule issue possible de ce formidable mouvement. Les classes qui, au cours de l'histoire, ont pris la tête des successives révolutions ont pu jouer ce rôle parce "qu'en s'émancipant elles émancipaient toute la société" ; mais jusqu'à l'apparition du prolétariat sur la scène historique, chaque classe révolutionnaire n'a émancipé la société que d'une manière partielle, dans le cadre de la division du travail, de la division en classe et de la propriété privée personnelle ; ce fait se traduit notamment par la persistance de l'Etat ("Les sociétés qui se sont mues jusqu'ici dans l'antagonisme de classe avaient besoin de l'Etat, c'est-à-dire d'une organisation de la classe exploitante" (Engels)). Seul le prolétariat, parce qu'il est lui-même la négation de la propriété, peut abolir la propriété, émanciper la société. La venue du prolétariat sur la scène, ses premières manifestations en tant que classe signifient que le principe de cette émancipation est posé, et il figure effectivement dans son **programme** et sa **théorie**.

Mais le prolétariat ne se manifeste en tant que classe que dans certaines conditions.

1/ D'abord il est évident que pour qu'il intervienne en propre il faut qu'il **existe**, c'est-à-dire non seulement qu'il ait atteint son parti, et agisse selon **son programme** ("la lutte du prolétariat moderne se manifeste et se généralise comme lutte politique avec la formation et l'activité du parti politique de classe" – Thèses pour le programme de la Gauche communiste). Si ces conditions sont réunies pour tous les pays "civilisés", il existe encore bien des régions et des cas où elles ne se présentent pas encore : les ouvriers s'y présentent non seulement

[81] Les critiques les plus virulentes émanent du groupe de Paris. Peu importent ici leur manque d'objectivité ; ce qui compte c'est qu'elles expriment une situation bien définie et qu'elles ont des échos et similitudes parmi divers courants politiques et syndicalistes prétendument "extrémistes".

comme une catégorie sociale minoritaire (elle l'est toujours), mais très peu nombreuse, mal distincte encore des autres couches de travailleurs, notamment de la paysannerie. Ces cas se présentent : - dans le temps à l'orée des révolutions bourgeoises (XVIIIe & XIXe siècles) ; - dans l'espace, dans les régions à développement économique faible, dans les pays "arriérés" (colonies, Afrique du Nord, proche et lointain orient), dans les secteurs encore plus vastes où les structures féodales, pré-féodales et semi-féodales constituent un obstacle : pas toujours au développement industriel en certaines places et lieux, mais au réseau d'échange et de circulation des produits (Russie d'avant 1917 ; voir trots sur le rôle des villes en Russie).

2/ Ensuite certaines conditions sont nécessaires pour qu'il intervienne dans un sens décisif. Nous entendons par **sens décisif** celui qui pose le **problème du pouvoir** : dès que le prolétariat intervient en tant que tel, il pose effectivement ce problème : voir les mouvements du début du XIXe siècle, mal orientés, mal définis, mais incontestablement **révolutionnaires, anti-constitutionnalistes**. Ces conditions sont **l'existence d'une crise politique et sociale**, lorsque les forces productives entre en conflit avec les rapports de production. De telles périodes de "révolution sociale" se sont ouvertes en Europe au moment des grandes révolutions bourgeoises ; en 1789 le prolétariat embryonnaire ne se manifeste que timidement et sans programme et organisation autonome (encore qu'il ait, en la personne de Babeuf, conçu une audacieuse anticipation) ; mais dès 1848 il tente la double révolution, laquelle consiste à abattre le féodalisme à côté de la bourgeoisie et à se retourner ensuite contre celle-ci. Cette tactique pose le délicat problème de l'alliance avec les autres classes exploitées, notamment la petite paysannerie, et celui ddes conditions de la dissociation du bloc des classes que la bourgeoisie a entraîné dans sa lutte pour son **propre** programme (paysans pauvres contre riches, salariés agricoles contre agrariens et contre les capitalistes de la terre prompts à se lier avec les ci-devants propriétaires fonciers ; complexe problème de la lutte de classes à la campagne). Mais une telle alliance trouve des conditions objectives, non seulement dans le prolétariat agricole, mais aussi, sous certaines conditions, dans les petits paysans. Dans ces grandes vagues révolutionnaires, la paysannerie joua d'ailleurs un grand rôle en tant que facteur décisif "de masse" :

"Il est curieux que dans les trois révolutions de la bourgeoisie, la paysannerie fournisse les armées pour soutenir les combats et qu'elle soit la classe qui doive être ruinée par les conséquences économiques de sa victoire" (au sujet de la révolution bourgeoise en Angleterre") ; "… Sans cette "yeomanry" (petits propriétaires libres des campagnes) et sans l'élément plébains des villes, jamais la bourgeoisie livrée à ses propres forces n'aurait pu continuer la lutte jusqu'à la victoire, …, pour que ces conquêtes de la bourgeoisie, qui étaient mûres et prêtes à être moissonnées, puissent être assurées, il fallut que la révolution dépassât de beaucoup le but – exactement comme en France en 1789 et comme en Allemagne en 1848. **Il semble que se soit là une des lois d'évolution de la société bourgeoise**." (Engels ; "Socialisme utopique ou socialisme scientifique").

C'est nous qui soulignons la dernière phrase, elle implique déjà une différence entre le **contenu** économique et social de la révolution bourgeoise et les forces déployées, leur radicalisme, la violence des classes qui s'y déchaînent. Cette donnée est indispensable, concernant les "révolutions en retard" pour comprendre comment la révolution anti-féodale peut être dans la phase impérialiste un élément de déflagration révolutionnaire internationale. Faute de ce groupement de toutes les classes en infériorité politique derrière l'objectif de la révolution,la révolution bourgeoise en Allemagne (1848) a échoué.

3/ Après la vague révolutionnaire de la première moitié du XIXe siècle – la tentative de

double révolution du prolétariat ayant échoué, et même la révolution bourgeoisie tout court en Allemagne, le dispositif européen du féodalisme n'en est pas moins disloqué. Dans l'aire européenne continentale, le capitalisme tend à se développer, souvent sans exiger le vaste déploiement de forces qu'Engels appelait "révolution démocratique jusqu'au bout".le capitalismes diffuse en créant, par les guerres d'unification nationale ou la rectification diplomatique des frontières, les bases du marché intérieur de l'industrialisation, de la transformation de la propriété féodale en propriété foncière puis capitaliste ; c'est-à-dire qu'il réalise les Etats nationaux de la bourgeoisie (le "risorgimento" en Italie, le "reich" en Allemagne). Dans cette période de stabilisation du capitalisme, l'achèvement de l'instauration du mode bourgeois de production déclenche une série de guerres d'indépendances nationales que le prolétariat a soutenues (les guerres "progressives" de Lénine, c'est-à-dire, celles "faites par la classe opprimée contre celle qui l'opprime, par les esclaves contre les esclavagistes, par les paysans serfs contre les propriétaires fonciers, par les salariés contre la bourgeoisie" ; et également celles qui "… malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les tortures, …, furent utiles au développement de l'humanité et aidèrent à détruire les institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (l'autocratie, le servage)". Mais le prolétariat, sans parler des **garanties** idéologiques et politiques qu'il imposait (et qui exigeraient à elles seules une étude historique) ne soutenait pas inconditionnellement n'importe quel mouvement d'unification nationale et n'importe quelle bourgeoisie. Le parti de classe, alors constitué sous la forme "Association internationale des Travailleurs", plaçait toujours en premier le critère de l'effective action de la transformation productive sur les forces économiques et celui de l'unité et de la persistance historique du mouvement politique du prolétariat (à noter que les préoccupations de "défense de la démocratie" n'ont jamais été, dans la bonne acceptation du terme, que préoccupation des **conditions de lutte** de la classe ouvrière ; le terme de "démocratie" étant toujours d'ailleurs impitoyablement identifiée sous **son jour de classe** ("plus le régime de la Russie sera démocratique et plus vigoureux, plus rapide et plus large sera **le développement du capitalisme**" (Lénine ; Notes critiques sur la question nationale). Les analyses et critiques successives des "adresses" de l'Internationale au sujet de la guerre franco-allemande de 1870 (voir le texte traduit : "Socialisme et Nation") montrent comment avec les préoccupations propres à la bourgeoisie nationale (voir également le cas de la Norvège et de la Suède dans les notes critiques de Lénine sur la question nationale, voir note 3).

4/ Le prolétariat ne pouvait rester indifférent devant ces problèmes de liquidation des survivances féodalistes à travers la constitution d'Etats nationaux. Et il ne l'est pas resté. On réfutera sans peine, à ce sujet, toute insinuation tendant, par un parallèle entre cette attitude historique de la classe ouvrière en face de la question "nationale" et l'actuelle argumentation des staliniens de justifier la présente débauche patriotique et nationaliste des partis "ouvriers" : il suffit de constater que la position prolétarienne avant la dégénérescence des partis et syndicats était régie par une orientation internationale ; à la belle époque de la deuxième internationale, les socialistes se souciaient fort peu, en face des conflits entre Etats de savoir quel était "l'agresseur", ils encourageaient la victoire de qui était susceptible de faire faire un bond au développement des forces productives et à la maturation des conditions de la future révolution prolétarienne : "Par exemple ; si demain le Maroc, déclarait la guerre à la France, l'Inde, à l'Angleterre, la Perse ou la Chine, à la Russie, ce seraient des guerres "justes", "défensives", quel que soit le premier agresseur, et tout socialiste montrait de la sympathie pour la victoire des Etats opprimés, dépendants, ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits, sur les "grandes" puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices" (Lénine, "Le socialisme et la guerre") – (à confronter avec l'actuelle position conciliatrices des staliniens sur les révoltes d'Afrique du Nord).

Quoique assujetti à une position de **soutien** à l'égard des bourgeoisies nationales de ces Etats opprimés, le prolétariat, dans cette phase historique se distinguait cependant avec rigueur de toutes les autres classes sociales intéressées à des titres divers à cette "émancipation" du pays :
- par le radicalisme de son action, et parce qu'il ne se laissait pas influencer par l'idéologie bourgeoise, identifiant nettement la **nature** et portée du mouvement : guerre du peuple, c'est-à-dire, dans la terminologie marxiste, lutte **bourgeoise** ; guerres dont l'issue victorieuse devait développer le mode **capitaliste** de production, c'est-à-dire une forme d'exploitation **encore plus dure**, et **non le paradis idylliaque vanté par les porte paroles de la bourgeoisie combattante** ; mais aussi mode de production qui porte à leur paroxysme les contradictions économiques et leur expression sociale dans la lutte de classe, en même temps qu'ils développent en nombre et en "conscience" la masse mondiale des prolétaires.

De plus, avec le développement "diffus" du capitalisme dans une aire géographique donnée (l'Europe par exemple, dans sa partie occidentale) et la réalisation de l'unité nationale des divers Etats, **comme condition même de survie** des dynasties et familles régnantes, après que toute restauration féodaliste ait été rendue impossible (notamment sur la question des privilèges de l'ex-aristocratie foncière), les sommets de la bourgeoisie tendent à substituer à l'action radicale populaire la **transaction** avec les classes et les forces de l'ancien régime. Historiquement la bourgeoisie cesse d'être, selon l'expression de Lénine ("Deux tactiques") **conséquente** ; la bourgeoisie des pays opprimés (la Pologne, l'Ukraine par exemple) échange **contre la reconnaissance de ses propres privilèges de classe**, et contre la réalisation des réformes économiques (unification des poids et mesures, réseau de transports, etc.) les revendications démocratiques de la petite bourgeoisie, que le prolétariat – selon le schéma défini plus haut appuie, mais essentiellement dans le sens d'amplifier sa propre action de classe et de pousser à leur plus haut degré les contrastes sociaux (suffrage universel, assemblée constituante, etc.). Le mouvement ouvrier est ainsi appelé, en face de la défection de la bourgeoisie, à la "pousser" en avant, à la suppléer ; en Russie tsariste notamment, les bourgeoisies allogènes préfèrent traiter avec le tsarisme et derrière lui avec le capital grand russe, ce qui se manifeste par une série de revendications (autonomie culturelle, par exemple) dont Lénine devait âprement combattre les reflets de l'aile réformiste de la social-démocratie (voir "Notes critiques sur la question nationale").

On a ici un exemple caractéristique du fait que la fidélité à la position prolétarienne n'est pas une question de référence formelle aux grandes lignes tactiques définies par les textes fondamentaux du marxisme, mais une étude serrée des **conditions historiques véritables** auxquelles ces lignes doivent s'adapter : devant le problème de la révolution bourgeoise en Russie, les opportunistes étaient en fait ceux qui se réclamaient de la plus grande orthodoxie, …, mais en réalité, toute scolastique : "puisque la révolution à faire est bourgeoise, elle est pure affaire de la bourgeoisie, le prolétariat doit se constituer en force légale d'opposition au sein du parlement". Lénine opposait que la bourgeoisie russe n'est pas **conséquente** : ELLE NE PEUT PAS ET NE VEUT PAS renverser le tsarisme par la révolution armée ; prolétaires et paysans, alliés en une dictature démocratique doivent faire cette révolution. (voir note 4).

Al'aube du XIXe siècle la ligne générale internationale de l'action prolétarienne se définit donc ainsi, en raison du développement pris par le mode de production capitaliste et par le rôle pris par les différentes couches de la classe bourgeoise :

Aire "occidentale" (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord) : rupture de tout pacte d'alliance entre prolétariat et bourgeoisie : **le capitalisme est définitivement instauré**, la bourgeoisie a

montré être prête (1871) à pactiser avec les forces de conservation féodaliste plutôt que de subir les déflagrations et remous que comporte l'irruption de la petite bourgeoisie et du prolétariat sur la scène politique, **ce dernier se révélant mûr pour exercer sa propre dictature** (Commune de Paris).

Aire d'Europe orientale et aire asiatique (Russie d'Europe et d'Asie, proche et lointain Orient) : le prolétariat doit porter appui à tout mouvement pour le renversement des structures féodalistes et pré-féodalistes qui "contrarient" le développement économique. Mais dans ce vaste secteur la bourgeoisie capitaliste, ou bien est peu développée, jouant un rôle dérisoire (petit commerce, artisanat : en Orient) ou liée par son absence de poids historiques et par la forme du développement économique, à l'autocratie (Russie : le mouvement bourgeois libéral a manqué ses objectifs dans la première moitié du XIXe siècle, le capitalisme s'y est développé sous l'initiative de la monarchie et en accord avec le grand capital occidental qui n'a pas hésité – pour défendre ses investissements – a renflouer les tsars au moment des plus grandes crises).

Cette lâcheté et cette impuissance de la bourgeoisie russe apparaissent en toute lumière au moment de la révolution de 1905, de laquelle le prolétariat sort battu mais aguerri et préparé à la victoire de 17, pour laquelle existent, non seulement les conditions objectives de combativité des ouvriers russes et le poids des masses paysannes aux revendications insatisfaites et impossibles à satisfaire sans que se déclenchent toute l'énergie révolutionnaire contenue dans ces "révolutions bourgeoises en retard" **mais également la clarification théorique des conditions historiques des voies présentes du développement des forces productives**. Ces conditions ne sont plus celles de la première moitié du XIXe siècle où une seule grande puissance dominait le commerce mondial sous couvert de la "libre concurrence", tandis que les autres Etats en étaient encore à démêler leurs difficultés internes, en luttant pour l'instauration de la domination de la classe bourgeoise, et procédaient laborieusement à l'industrialisation et aux réformes de type capitaliste. Au seuil du XIXe siècle : "Le capitalisme a développé la concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les consortiums et les trusts, les unions de capitalistes milliardaires, et presque tout le globe a été partagé entre ces "puissances du capital", sous forme de colonies en enveloppant des pays étrangers par mille liens d'une exploitation financière. A la liberté du commerce et de la concurrence se sont substituées les tendances au monopole, à la conquêt de terres pour faire valoir les capitaux, pour exporter les matières premières, etc. De libérateur des nations, le capitalisme est devenu un puissant oppresseur". (Lénine : "Le socialisme et la guerre). C'est l'IMPERIALISME. Dès lors les alternatives du développement historiques ne seront plus que : guerre ou révolution. Dès lors la tactique du prolétariat, toujours unitaire dans sa ligne générale historiques, mais aux faces diverses selon les secteurs envisagés (à capitalisme développé ou "retardataire") **devient unitaire dans son mot d'ordre général** : de même que tout les Etats sont solidaires contre les masses révolutionnaires, de même la lutte révolutionnaire est régie par une stratégie unique : **la révolution permanente** ; le prolétariat lutte pour sa **dictature mondiale**, il appuie les couches de la population qui, dans les pays arriérés (et dans eux seuls, peuvent exister de tels mouvements "populaires", c'est-à-dire non intégralement prolétariens) luttent sur un plan anti-constitutionnaliste, MAIS C'EST TOUJOURS SOUS SON EXCLUSIVEDIRECTION MONDIALE, C'EST TOUJOURS POUR INSTAURER LA DICTATURE REVOLUTIONNAIRE ET NON AU PROFIT DE L'INSTAURATION DU POUVOIR BOURGEOIS là où celui-ci n'a pas encore vu le jour.

Mais cette position unitaire concerne le **plan politique** et non celui de l'économie ; le mot d'ordre intéresse le **pouvoir politique** et non les mesures sur la production qui peuvent être

très différentes selon qu'il s'agit d'un pays industrialisé ou d'un pays "retardataire". En d'autres termes il s'agit bien d'un **saut**, mais politique, par-dessus l'étape bourgeoise, c'est-à-dire que la lutte internationale du prolétariat n'assigne pas aux masses travailleuses d'un pays arriéré ou d'une colonie l'objectif de l'insurrection **pour le pouvoir bourgeois** et la **démocratie parlementaire** – au sein de laquelle le parti des travailleurs lutterait ensuite pour l'amélioration de la condition économique des exploités et la reconnaissance des partis et des syndicats exerçant ce rôle, mais elle assigne aux masses travailleuses LA PRISE DU POUVOIR et l'exercice de leur DICTATURE.

Spécifions dictature des masses travailleuses et même de la paysannerie pauvre,car, économiquement celle-ci est tout autant victime de l'exploitation : en effet il existe encore bon nombre de pays où industrie et commerce sont très peu développés, comme conséquence même de la plus dépravatrice des exploitations coloniales : ce n'est pas un hasard si le colonialisme français ne trouve en face de lui et en révolte que des armées de paysans ou de terroristes, au lieu d'important contingents ouvriers et des mouvements de masse. De même en l'absence de tout mouvement classiste de paysans ou de salariés, l'organisation internationale du prolétariat appuiera, chez les peuples de couleurs, tout mouvement contre l'impérialisme blanc, à la condition expresse qu'il soit insurrection armée et non revendication du système démocratique et de ses méthodes (Voir dans "Orient" les positions du Congrès de Bakou, 1920).

Suivant les caractéristiques, même de la **phase impérialiste**, les mots d'ordre d'une telle ligne unitaire mondiale du prolétariat ne se posent que dans la perspective d'une **crise révolutionnaire internationale** ; non pas qu'une telle attitude de prolétariat soit susceptible de "pause" et de trêve, mais parce qu'il serait absurde de la "proposer" aujourd'hui, en pleine phase de contre-révolution. Dans la Russie de 1917, c'était déjà en liaison avec la crise de la première guerre impérialiste que s'est produit l'ébranlement de la superstructure de la Russie tsariste, pourtant "chaînon le plus faible" de l'impérialisme. Aujourd'hui une crise identique affectant les grands centres impérialistes serait également nécessaire pour offrir avec la reconstitution internationale des forces politiques du prolétariat, une perspective d'intervention révolutionnaire des masses : le problème ne se pose pas de savoir si la "fracture" qui la permettra surviendra d'abord dans les zones "déprimées" (pays arriérés, colonies) ou au cœur des métropoles ; il suffit de poser que les deux aspects sont intimement liés : sans reprise du mouvement prolétarien dans les métropoles les velléités de révolte des masses de couleur exploités et opprimées ne peuvent se radicaliser, mais sans généralisation de la crise de régime – dont les problèmes coloniaux révèlent aujourd'hui les lézardes – l'action ouvrière en Europe et en Amérique ne put retrouver sa voie autonome.

Dans la perspective d'une crise révolutionnaire internationale on trouvera donc, **dans la stratégie unitaire mondiale du prolétariat** divers objectifs (dont la cadence et la simultanéité en un assaut général représentant un des éléments déterminant de victoire) : - dictature du prolétariat dans les pays avancés ; - dictature des masses exploitées (alliance paysannerie – prolétariat) dans les pays arriérés et coloniaux ; appui général des mouvements révolutionnaires armés **anticonstitutionnalistes**, dans les pays assujettis à la domination blanche.

A ces objectifs politiques correspondent sur le plan économique : - dans le premier cas les mesures économiques du socialisme inférieur (voir bulletin international et note 5) ; -dans les deux autres, le développement des forces productives, avec les inévitables étapes : constitution d'Etats nationaux (donc marché national,mercantilisme), accumulation

impersonnelle (capitalisme d'Etat), en un mot **transformation des moyens de production en capital**.

Le verrouillage des "étapes en retard" du mercantilisme, du marché national et de l'accumulation impersonnelle dans le cadre de la perspective générale qui doit surmonter ces "liquidations de la dette à, l'égard du passé" est garanti par la direction unitaire du mouvement, la victoire dans les pays avancés et la conséquente suppression en leur sein du mercantilisme. Le socialisme effectif des pays abrégera les phases transitoires dans les secteurs arriérés.

Cette **perspective générale révolutionnaire** et ces mots d'ordre de dictature de classe, la dégénérescence de la IIIe Internationale les a définitivement répudiés ; on peut même dire que la stratégie imposée par le centre de l'I.C. aux ouvriers chinois en 1927, lesquels luttaient alors pour le pouvoir et les soviets, en même temps qu'elle condamnait toute perspective immédiate de reprise révolutionnaire internationale, sonnait le glas du mouvement politique issue d'Octobre 17 : tandis que la contre-révolution stalinienne se démasquait en envoyant dans les prisons et les camps de concentration la vieille garde bolchevique, le centrisme donnait ouvertement sa démission en tant que force internationale axée sur la révolution prolétarienne mondiale : il affirmait le "**socialisme possible dans un seul pays**", procédait à la "bolchevisation" de l'Internationale, c'est-à-dire l'épurait de tous les éléments révolutionnaires et poussait vers le capitalisme les avances qui devait aboutir au retour de chaque PC national sur le patriotisme, l'union sacrée, la guerre pour la défense de la démocratie et, aujourd'hui le prêche de la pacifique "convivance".

Sur le **plan historique**, la cassure est donc indiscutable et nette entre l'Internationale authentiquement communiste et révolutionnaire et l'actuelle politique stalinienne. Revenant sur le pacte déchiré en 1871 entre la bourgeoisie et le prolétariat, déclarant le capitalisme de nouveau "progressif", promulguent l'union sacrée, la défense de la démocratie et de la production nationale, les PC "occidentaux", à l'instar de leur frère russe, se sont ravalés au niveau politique, en économie et en idéologie, au niveau de quelconques partis petits-bourgeois ou opportunistes ouvriers (les seconds n'étant, en pratique et en théorie, qu'une réédition des premiers à l'usage de la clientèle travailleuse). Chose claire et nette, parfaitement visible dans n'importe quelle "action" ou n'importe quel mot d'ordre de ces partis.

Mais sur le **plan géographique**, d'aucuns pensent que la démonstration n'est pas aussi évidente : on y voit le stalinisme se poser en champion de l'indépendance nationale des peuples de couleur. En face de l'analyse léniniste qui dénonce la veulerie des "bourgeoisies nationales" dans la tâche d'émancipation des peuples de couleur, peut-on dire qu'une "nouvelle force historique" intervient pour secouer le joug impérialiste ? De cette supposition à celle qui admet le développement d'une classe ni capitaliste, ni prolétarienne sur les ruines du mouvement ouvrier, il n'y a qu'un pas que des syndicalistes, des anti-staliniens et certains trotskystes ont allègrement franchi.

C'est là qu'il importe de bien remettre les facteurs en ordre et d'appeler à la rescousse les données fournies au début du présent texte et concernant la définitions des révolutions :

Les révolutions nationales asiatiques sont de type capitaliste. Il ne s'agit pas de type d'économie transitoire liquidant les tâches de la révolution bourgeoise "en retard" pour le saut vers les premières mesures du socialisme, selon les perspectives d'Octobre 17 en Russie par exemple. De cette dernière perspective les révolutions asiatiques se séparent : - par leur

revendication générale de "coexistence pacifique" s'opposant à la révolution internationale ; -par le caractère du pouvoir : démocratie populaire et non dictature du prolétariat ou des masses exploitées ; -par leur direction politique : mouvement qui, en dépit de certaines allusions jacobines n'a de "communiste" que le nom, érigeant en "réalisations socialistes" ce qui n'est que pur capitaliste (coopératives agricoles, industrialisation, mercantilisme, recherche des marchés extérieurs).

1/ Elles sont des **révolutions bourgeoises**, même si, dans ces pays, la bourgeoisie se révèle faible et "inconséquente" et si les conditions historiques ont empêché son développement. Comme on l'a dit plus haut :la révolution se définit par le **mode de production qu'elle tend à instaurer** par le pouvoir de classe qu'elle prépare, indépendamment de la volonté des masses qui la réalisent. Le mode de production qui s'instaure ou se développe en Chine et en Orient en général est le mode **bourgeois** capitaliste, dont l'occupation colonialiste ou la domination du capital étranger ont créé, à leur corps défendant, les prémisses économiques et dont les sinuosités du cours politique, après avoir, pendant des décades rendu impossible toute unité nationale, ont offert, au lendemain du deuxième conflit mondial la possibilité. Les prémisses économiques, intensifiées par l'impulsion aux forces productives occasionnée par les deux guerres mondiales, stimulées par le blocus militaires, trouvaient cependant leur origine et leur source dans la **décomposition des modes féodalistes** de production au contact au fur et à mesure que se développait le marché mondial. Le développement russe donnait, le siècle dernier, un exemple identique d'une telle décomposition des économies pré-capitalistes et fournissait en même temps la vérification de la position marxiste contre la position "populiste" :lorsque le serf affranchi doit consacrer une partie de son temps au travail salarié, le stade mercantile est inévitable, ce qui est aujourd'hui le cas général, en présence de la conquête générale du globe par le capital.

2/ Mais aussi des **révolutions populaires** et non des "réformes de sommet", et ceci à cause, d'une part de la présence de capitalismes déjà stabilisés et intéressés à la dispersion économique et politique, à, l'état de vassalité et de colonies des nations non encore arrivées au stade de l'Etat national (c'était le cas du Japon par rapport à la Chine jusqu'à la révolution de Mao), d'autre part à cause de l'énorme masse paysanne qui les pousse et qui fut elle-même mise en branle par la lancée de la révolution russe d'Octobre, laquelle réalisa la première "dislocation" du dispositif capitaliste – impérialiste en Asie, de même que la révolution de 1789 en France avait disloqué le dispositif européen du féodalisme (sur ce point, on verra plus tard la traduction d'un article de "Il Programma" sur le rôle de la Russie en Chine) ("La Chine fut divisée et réduite à l'impuissance par les 2 grandes puissances du Japon et de la Russie, sauf de 1917 à 1927"). Ainsi, si la révolution prolétarienne a échoué en Russie, la révolution capitaliste qui s'y est bel et bien accomplie a donnée une forte impulsion aux mouvements de révolution nationale – populaires en Asie.

3/ Au fur et à mesure du développement de ce continent désormais tiré de sa torpeur, doivent se vérifier **les répétitions des grands faits caractéristiques de la genèse du capitalisme** dans la sphère occidentale , sauf qu'il se produiront sans aucun doute à un rythme plus rapide (l'expropriation de la petite paysannerie se réalise sous la forme coopérative et kolkhoze **avant** que l'ensemble de la classe moyenne ait acquis le droit formel à la propriété du sol) exigé par les conditions propres à la phase impérialiste (âpreté de la lutte pour les marchés, exigence des dumping comme condition de la "descente" sur le marché – voir les affirmations de Staline citées dans "Dialogato", concernant la Chine et la Tchécoslovaquie). Pour s'instaurer le capitalisme exige la lutte de la paysannerie en vue de son affranchissement ; mais à peine le féodalisme est-il abattu que la classe paysanne se voie à son tour

économiquement expropriée par le capital (les usuriers et les hypothèques). Le mode bourgeois de production se développe ainsi sur une continuelle destruction de cette propriété privée sur laquelle il s'est fondé ; au fur et à mesure de son expansion, le processus devient de plus en plus rapide et le délai plus court entre l'expropriation des féodaux et celle de leurs expropriateurs, les paysans pauvres. A propos de la Russie, Trotsky voyait déjà dans la restriction des délais dans la phase contemporaine du capitalisme la source de puissants heurts sociaux ; en Orient une identique restriction ne peut manquer d'avoir des résultats semblables.

4/ Au sujet des mouvements d'indépendance nationale d'Orient nous avons donc deux aspects qui ne sont qu'en apparence contradictoires : - d'une part des mouvements qui sont intégralement "coupés" de la révolution mondiale et de l'objectif unitaire du prolétariat ; - d'autre part ces mêmes mouvements qui réalisent la révolution bourgeoise, quoique sous étiquette falsifiée du "socialisme". C'est la nature même des révolutions bourgeoisies qui, par leur caractère national, revêtent des aspects contradictoires de radicalisme en face de l'ennemi extérieur et, à peine l'Etat national constitué, se posent en rivales des autres tentatives non encore à terme, telle la révolution nationale chinoise qui sacrifie aujourd'hui celle d'Indochine contre sa reconnaissance "de jure" par l'impérialisme. L'histoire du capitalisme offre déjà des exemples de pareilles contradictions : l'Angleterre capitaliste se coalisant avec la réaction féodale européenne contre la jeune république française, sa rivale commerciale. L'important au sujet des révolutions nationales d'Asie est de correctement les identifier comme d'authentiques révolutions capitalistes ; ces dernières ne peuvent manquer de reproduire les contradictions inhérentes à la forme nationale, c'est seul le regroupement des puissances en deux blocs, au moment de la guerre froide qui a pu donner le change, un instant, sur la possibilité qui aurait été offerte au stalinisme de surmonter, à travers une nouvelle guerre sainte "prétendue de lutte entre capitalisme d'Etat et capitalisme monopoliste", les contradictions indissolublement liées à la nature nationale et mercantile des jeunes régimes d'Asie. L'illusion – si illusion il y a eu – fut d'ailleurs de courte durée : la campagne de "coexistence pacifique" nous vaut de revoir le vrai visage des révolutions bourgeoises incapables de sortir de ce cadre national qui les caractérise.

Notes et références :

Note 1 : passage de "Introduction à la critique de l'économie politique", à retrouver et citer les pages (nde).

Note 2 : Moteur, acteurs et troupes des révolutions (notes et passages extraits de "Fiorite primavere del capital", "Il Programma Comunista", numéro 4 du 19 février au 4 mars 1953).

La révolution bourgeoise, dont l'expression la plus parfaite se trouve dans celle de 1789 en France, ne fut pas faite par les "penseurs" (Voltaire, Diderot, morts avant et d'ailleurs non bourgeois), ni par les bourgeois, qui, à cette époque étaient les négociants, les marchands, les banquiers et les "maîtres" des premières manufactures, tous appelés à être les bénéficiaires du nouveau mode de production. Elle fut faite par ceux qui, en tant que catégorie sociale, n'avaient rien à gagner à la transformation : garçons de boutique, ouvriers des premières manufactures, soldats sans emploi, transfuges de la noblesse. Les paysans eux-mêmes n'y participèrent guère et même, dans certains cas, sont contre-révolution monarchique

(Vendée)D A noter ce caractère spécifique de la Révolution française ; en Angleterre, par contre les petits propriétaires libres jouèrent un grand rôle dans la révolution bourgeoise de 1683 ; la particularité de la "forme" française est peut-être due à des conditions historiques caractéristiques, donnant un tour particulièrement "plébéen" à l'insurrection à cause de la centralisation qui a toujours fait de Paris le cœur de la Révolution).

Ce fait que la révolution fut faite par ceux à qui elle ne devait rien (ou pas grand chose) rapporter contredit-il l'interprétation marxiste de la révolution comme manifestation de la lutte de classe ? Non, mais à condition de ne pas mettre "entre le fait déterminant de l'économie et l'objectif des actions collectives le fait de conscience et de volonté". (ce dernier) "… n'est pas exclu ou renversé mais seulement rangé à sa place. Les vrais bourgeois et capitalistes, arrivés au pouvoir, et voyant se développer de façon fantastique leur propre emprise, avec l'accroissement de la production et de la consommation, après les années de crise et d'alternative politique, défendront la victoire révolutionnaire avec lucidité et initiative. Ils donneront ainsi de leur plein gré et avec conscience une partie de leur propre argent pour ceux qui continueront à combattre les armes à la main et pour l'organisation des nouvelles armées permanentes recrutées par la conscription obligatoire. Mais tous les autres révolutionnaires auront combattu en grande partie avec une volonté et une conscience fausse et en dehors de la réalité. Les intellectuels croyaient sérieusement aux revendications égalitaires et philanthropiques et à la défense d'une nouvelle "civilisation" ; la masse du peuple, jusqu'aux couches les plus ignorantes et les plus troubles réagissaient physiquement à la misère sans avoir la notion de leur origine et du moyen de l'éliminer".

Donc ce qui importe c'est bien de mettre en avant les conditions matérielles et les données du conflit entre les forces productives et la superstructure politique, juridique. Lorsque nous aurons à juger la valeur de l'idéologie de l'époque et la phraséologie des révolutionnaires d'alors nous lui accorderons le mérite d'avoir impulsé des mouvements formidables, mais nous nous garderons bien de tomber dans leurs illusions. Selon le passage fameux cité ci-dessus nous "distinguerons soigneusement la révolution matérielle des conditions économiques et les formes idéologiques dont les hommes en ont été instruits".

"Selon le déterminisme marxiste ce sont les vieilles formes de production qui subissent le heurt des nouvelles **forces** de production surgissant avec violence. Il y a misère et faim, mais le pouvoir constitué ne veut pas y remédier avec les moyens de nouvelles ressources : commerce intérieur et d'outremer, production associée, bon marché de la main d'œuvre immobilisée par les règlements corporatifs dans les villes et par la servitude dans les campagnes ; et il ne veut pas que de tels changements portent atteinte aux intérêts des classes au gouvernement et menacent leurs privilèges. Mais le vieil organisme a désormais rendu chronique le déséquilibre entre production et consommation ; la démographie fait son œuvre, et la font également de ville à ville, de campagne à campagne. La désorganisation sociale et la rareté des produits qui, pour des populations clairsemées, ne constituaient pas des causes de misère et de nouveauté, sauf en des lieux et périodes particuliers de la société médiévale, atteignent un niveau intolérable qui soulève la vague de mécontentement contre le gouvernement au pouvoir, ses institutions et ses offices ; et tout cela est renversé. La forme de domination féodale qui était supportable avec d'autres rapports entre populations, production et besoin, et quelquefois déterminait un équilibre plausible entre les avantages du centre et ceux de la masse, ne peuvent plus désormais ressurgir. Ouverte la brèche, toutes les forces productives, jusqu'alors compressées, y passeront suivant un mode irrésistible. La nouvelle organisation aura été rendue possible par la critique des précurseurs et par la lutte des insurgés, ais elle ne correspondra pas aux descriptions des premiers et aux illusions des

seconds ; elle obéira plutôt aux lois économiques correspondant au stade de développement général technique qui – en général – n'est connu qu'en partie par les hommes cultivés et ne peut pas du tout être connu des travailleurs manuels de cette époque".

Note 4 : sur les critères d'orientation du parti international prolétarien dans la question des problèmes des "unités nationales". Le cas de la Suède et de la Norvège.

Contre Rosa Luxemburg qui néglige l'importance de la séparation de la Norvège, Lénine soutient l'importance de ce principe, notamment pour le prolétariat du pays qui opprime, dans ce cas pour la classe ouvrière e la Suède : voir Lénine "Œuvres Complètes" tome 10, pages 153 à 155.

Par ailleurs,Lénine répondant toujours à R. Luxemburg, laquelle avait critiqué le principe de la "séparation" comme sans importance pratique, est conduit à formuler clairement le fait que le prolétariat, au sein de la société bourgeoise, maintient son autonomie de classe, justement par des lignes de principes : blabla.

Résolution sur le texte "La formation du parti de classe" du camarade Lucain.

(adoptée à l'unanimité à la réunion de la FF du 9 janvier 1949).

I/ Ce texte, soumis à la discussion au sein de la FF, pose le problème de la "Formation du parti dans les conditions actuelles".

Pour l'auteur, ce problème réside en ceci :

"Jusqu'ici le dilemme guerre - révolution excluait la possibilité de la formation du parti" : or nous vivons une situation d'évolution vers la guerre et nous voyons vivre en Italie une organisation politique de classe.

"Dans la période libérale, le parti naissait d'une crise économique évoluant organiquement vers la faillite de l'Etat ; aujourd'hui grâce à l'intervention étatique et à l'appui des ouvriers de l'Etat, la crise n'évolue plus vers cette faillite, mais le parti se forme quand même". Il s'agit donc de trouver "les raisons historiques de cette "contradiction" et de découvrir dans le mécanisme de la société décadente les perspectives de la formation du parti".

Les conclusions de l'auteur à ce sujet consistent en ceci :

1/ "si le parti peut se former dans les conditions réactionnaires actuelles, cela vient de ce que les réformes de structure, l'intervention étatique dans le domaine économique, créeront les conditions d'une clarification politique".

2/ Comme c'est l'Etat qui par ses mesures pratiques et sa démagogie empêche la crise économique, désormais permanente, de déboucher dans une crise révolutionnaire, la condition préalable à l'éclatement de celle-ci et donc à la constitution du parti de classe en tant que force historique déterminant le cours des évènements, est une faillite de l'Etat.

A l'aide de ce simple raisonnement , l'auteur construit deux schémas de révolution - l'un valable pour la période qu'il appelle "libéraliste" (!), l'autre, pour la phase actuelle du totalitarisme :

a) crise économique → mouvements ouvriers → assaut révolutionnaires → faillite et chute de l'Etat.

b) crise économique → faillite de l'Etat → explosion révolutionnaire.

II/ La discussion de la FF a abouti à la conclusion que le problème posé par le camarade Lucain était un faux problème :

a/ Jamais dans le mouvement ouvrier n'a été discuté pour établir "**les conditions de la formation du parti de classe**". Lucain invoque bien à tort les bolcheviks qui auraient établi que "la formation du parti ne pouvait se faire n'importe quand, à n'importe quel moment … (qu'elle) exigeait l'ouverture d'une crise révolutionnaire au sein de la société capitaliste".

Si on relit "Que faire ?", non seulement on s'aperçoit que les problèmes discutés sont tout autres - **rôle** du parti, programme, perspectives, stratégie - mais que Lénine considère la formation du parti comme un problème **pratique** - volonté, organisation, clarification théorique - et si peu comme un problème théorique qu'il va jusqu'à affirmer qu'"une poignée de révolutionnaires décidés auraient suffi à retourner la Russie " dans la période des grèves de la fin du XIXe siècle, affirmation qui n'a évidemment qu'un caractère polémique.

De même, la scission des Gauches de la IIe Internationale d'avec la droite et le centre se produit comme conséquences de l'expérience de la trahison social-démocrate : les documents qui l'accompagnent concernent la doctrine, le programme, les perspectives, la tactique, mais non "les conditions objectives de la formation du parti". Au 1er Congrès Spartakiste, le discours de Rosa Luxemburg dit assez clairement qu'"il ne s'agit pas de compter si notre vie suffira (pour réaliser la révolution - c'est-à-dire **rencontrer** les conditions de la révolution), mais de **savoir ce qui doit être fait**".

Si l'on considère Marx face à la Ligue des Communistes, au Parti ouvrier français (dont il critiqua durement certaines parties du programme) ou au parti d'Eisenach, formé par la fusion des lassaliens et des marxistes, la même conclusion s'impose : ce qui est débattu c'est des questions de doctrine, d'action pratique, de programme ; jamais la détermination "scientifique" des conditions objectives de développement du Parti.

La plate-forme du PC Inter. d'Italie ne procède pas autrement lorsqu'elle laisse absolument de côté la question de savoir "s'il existe les conditions de la formation du parti", affirmant seulement :

"**Si** dans la désagrégation et la fragmentation actuelles de tous les intérêts collectifs et de groupe, une nouvelle cristallisation de forces politiques combattant ouvertement, est encore possible en Italie, la renaissance du Parti prolétarien révolutionnaire pourra alors déterminer une situation nouvelle".

b/ On aurait tort d'opposer à cette critique qui concerne la **méthode** du camarade Lucain, les débats entre la Gauche italienne et le trotskisme entre 1927 et 1939. La Gauche s'est présentée à l'époque non comme un prophète affirmant que "les temps n'étaient pas venus", mais comme un groupe politique défendant un certain corps de programme, une certaine appréciation des forces en présence, une certaine conception des méthodes organisationnelles

à employer pour un regroupement international des forces de gauche, enfin une certaine perspective de la situation.

En conclusion, nous considérons comme une erreur de base du document de reprocher au PC Inter. d'Italie de n'avoir pas examiné au Congrès "le problème de la formation du parti" : un tel problème n'est pas du ressort de l'analyse scientifique, mais de l'action et de l'expérience concrète. Il **n'existe pas** en tant que problème théorique.

III/ Ceci dit, les autres critiques à faire au document du camarade Lucain sont d'importance secondaire.

a/ L'opposition faite par Lucain entre "les conditions de la formation du parti d'hier et d'aujourd'hui", sous lesquelles il entend les caractères de la crise est fausse :

Historiquement, les crises de 1848, 1870, 1905 n'ont pas abouti - et ne pouvaient pas aboutir - à la chute de l'Etat, considéré du point de vue de classe, mais à sa réforme.

Historiquement , la crise actuelle (suite "organique" des défaites de 1917 - 1927) se relie "organiquement" à la crise de régime dont surgirent les nouvelles révolutions prolétariennes.

b/ Il est faux également de prétendre que la formation des cadres du parti dans la période libérale se rattachait à "l'aggravation du déséquilibre entre la production et la consommation" ; si cela signifie la crise de surproduction, il est clair qu'on ne peut y rattacher la formation ni de la Ie Internationale, contemporaine de la Commune, ni de la IIe , contemporaine de la révolution de 1905, ni de la IIIe Internationale, contemporaine de la révolution russe : autant de phénomènes historiques dot l'origine ne coïncide pas avec "l'aggravation du déséquilibre entre la production et la consommation" (et en tous cas ne peuvent s'y réduire) et qui ne peuvent être présentés comme le simple épanouissement d'une série de grèves économiques.
La fausseté de ce critère apparaît avec une netteté particulière si on l'applique à la Russie de la fin du XIXe siècle, 1905, 1907, laquelle, comme le dit Trotsky se caractérise par un "développement indigent" du capitalisme et non par l'expansion des forces de production qui fait apparaître le "déséquilibre" dont par Lucain et entraîne les crises de surproduction.

La conception communiste est que le parti trouve sa base dans l'existence de la structure capitaliste, de son développement antagonique et dans la lutte de classes. Ce n'est vraiment pas la peine de chercher une autre formule pour aboutir à un économisme caricatural.

c/ Le même schématisme conduit Lucain à chercher dans des "facteurs historiques nouveaux" l'explication de l'existence d'une organisation de classe en Italie dans des "conditions réactionnaires".

"L'évolution vers la guerre excluait jusqu'à aujourd'hui une telle existence" nous dit Lucain.

Tout d'abord quel droit -t-on de tirer une loi de caractère mathématique de ce qui s'est passé, en effet, pour le conflit de 1939 ?

Comme si dans l'histoire du Mouvement Ouvrier, les périodes révolutionnaires n'avaient été des moments exceptionnels ! Comme si les Internationalistes qui se sont succédées n'avaient nécessairement dû traverser des périodes réactionnaires ! Comme si en particulier les groupes de gauche de la IIe Internationale ne s'étaient pas développés dans les conditions éminemment

réactionnaires de l'âge exceptionnel capitaliste ! comme si "l'évolution vers la guerre" de 1914, au lieu "d'exclure" la survie des gauches n'avait vu leur renforcement dans la lutte contre les social-patriotes, et par exemple en Allemagne, leur constitution en organisation autonome en pleine guerre (Ligue spartakiste en 1916).

Il est d'ailleurs doublement surprenant de voir Lucain proclamer qu'une "loi historique" a été démentie par la naissance du PCInter. D'Italie : car seul l'avenir permettra de juger de son importance historique : il n'est pas exclu, en effet que les conditions futures ne lui permettent que d'avoir été une courageuse parenthèse (que l'on pense, dans une autre période historique, au sort du chartisme). En réalité, pour comprendre sa formation il suffit de se référer à l'histoire du mouvement ouvrier italien (luttes de classe, tradition politique).

d/ L'explication de Lucain à ce qu'il croit être un problème vaut d'ailleurs le reste : le parti pourrait aujourd'hui vivre (contre toutes les lois jusqu'ici valables - dixit Lucain) même dans des situations réactionnaires parce que … "l'intervention étatique crée les conditions d'une clarification".

Comme si la société bourgeoise, l'économie capitaliste n'avaient pas constamment produit, en raison même du caractère antagonique de leur développement, les "conditions d'une clarification", comme si ce n'était pas la base de l'existence et de l'action du parti à toutes les époques !

Aussi, ces "conditions de clarification" ne commencent à devenir intéressantes qu'aux moments privilégiés où elles deviennent "conditions de révolution". Où est la contradiction de l'économie dirigée ? Où sont ses limites objectives ? Voilà ce qui nous aurait intéressé pour les perspectives du mouvement politique prolétarien.

E/ Au lieu d'aborder ce problème qui est de l'ordre de l'ana lyse économique, le camarade Lucain nous fabrique ce schéma d'où il ressort que tant que l'Etat conservera sa puissance, le prolétariat ne pourra pas bouger : "A l'époque dirigiste une période révolutionnaire ne peut s'ouvrir **qu'après** la faillite de l'Etat, non la précéder comme la phase la phase libéraliste". Mais on trouve immédiatement une contradiction à cette affirmation, car l'Etat perd sa puissance une fois atteinte les "limites objectives" de l'accumulation, lesquelles contrairement au qualificatif employé) résident non dans le mécanisme économique … mais dans le soutien des ouvriers !
Cela nous ramène au premier schéma - "dépassé" selon Lucain - : que la faillite de l'Etat est consécutive à une "vague de fond" de la lutte de classes.

Ainsi, le problème des conditions objectives, économiques, de la crise révolutionnaire dans la phase totalitaire actuelle n'est même pas abordé, d'une part - et d'autre part le texte laisse l'impression que, contrairement à ce que l'on avait cru "dans la phase libéraliste", la révolution ne surgira pas des coups du prolétariat à l'Etat, mais de l'effondrement préalable de cet Etat : auquel cas la nécessité d'un parti de classe est extrêmement problématique !

CONCLUSION.

La méthode du camarade Lucain se caractérise par un schématisme, un mépris des faits et une scolastique que nous regrettons de trouver dans un document de la Gauche.

Le problème de "la formation du parti" n'est pas en tant que problème théorique. Tout au plus cette formulation équivaut-elle à prendre sous un mauvais angle l'autre problème des contradictions et des limites objectives de l'économie totalitaire. Pour le reste, ce que nous avons à préciser ce sont notre doctrine, nos positions critiques via à vis des forces en présence, les formes de notre action. A tous ces égards, le document de Lucain constitue un apport nul. Mais il y a plus grave : le "schéma" des révolutions futures que nous donne le texte révèle une conception défaitiste que l'on retrouve, tant chez les défenseurs de la démocratie contre le totalitarisme, que dans cette tendance hétéroclite qui prétend que le prolétariat n'a plus aucun rôle à jouer dans la société totalitaire et prévoit l'instauration "automatique" du socialisme par épuisement de la phase dirigiste actuelle : cette conception est l'impossibilité de la lutte des classes au sein de la société totalitaire, l'Etat qui gouverne celle-ci devant préalablement faire banqueroute pour que sa reprise soit possible. Il reste à comprendre comment un quelconque regroupement de forces serait possible si l'on arrivait à une telle désagrégation sociale sans que le prolétariat ait retrouvé le chemin de la lutte révolutionnaire. En fait le "schéma" de Lucain nous laisse, non la perspective d'une révolution, mais une nouvelle barbarie où aucun effort reconstructif ne serait plus possible.

Dans une telle perspective, on ne comprend plus la possibilité ni même la nécessité du parti de classe, dont une des tâches primordiales s'est révélée être la direction de la lutte prolétarienne dans la phase de la lutte politique révolutionnaire et de l'assaut à l'Etat. dans ces conditions, l'affirmation finale du camarade Lucain, selon laquelle les Fractions doivent continuer leur lutte à l'extérieur pour le triomphe du communisme, nous apparaît purement verbale et en aucune façon étayée par le reste de document.

"Où en sommes-nous ?" ("Internationalisme" numéro 41, janvier 1949,extrait)

"Que deviennent dans tout cela les tendances gauchisantes du trotskysme ? comme l'on sait, il y avait au moins deux tendances gauchistes cristallisées au sein du parti français : celle de Gallien et celle de Chaulieu, mais aucune ne parvenait à achever sa maturité et à dépasser le trotskysme. Elles pouvaient bien porter une critique partielle et partiellement valable, comme par exemple le rejet de la défense de l'URSS, mais quant au fond, elles restaient prisonnières de l'idéologie trotskyste et du programme transitoire. Cela vient confirmer le postulat maintes fois énoncé par nous, qu'un courant révolutionnaire ne peut prendre naissance au sein d'un organisme qui a cessé d'être un organisme de classe du prolétariat. Toute velléité de la pensée révolutionnaire se trouve rapidement étouffée dans ce milieu, et dégénère. A leur tour, les mouvements organisés au sein de telles organisations, portent en eux et reproduisent l'essence anti-prolétarienne du programme initial. C'est seulement dans un milieu politique propre à lui, c'est-à-dire à l'extérieur des organisations non prolétariennes que lez courant révolutionnaire peut se former et se développer.

C'est pourquoi on ne peut garder qu'une attitude extrêmement réservée à l'égard de la tendance gauchiste de Gallien, qui vient de rompre avec éclat en plein congrès avec le parti trotskyste. Cette tendance qui depuis longtemps a rejeté la défense de l'URSS analysée par elle comme du capitalisme d'Etat, continue, par ailleurs, à se réclamer des positions fondamentales du trotskysme : la lutte aux côtés des peuples opprimés, l'action syndicale pour les revendications économiques, la participation aux campagnes électorales et le "parlementarisme révolutionnaire", le Front unique entre tous;les partis se réclamant de la classe ouvrière, les mots d'ordre démocratiques, etc.

Dans tout cet arsenal de lutte du mouvement ouvrier passé, qui ne correspond plus en rien à la nouvelle période nouvelle du capitalisme, qui dans la situation présente, ne peut pour autant servir que d'un moyen supplémentaire d'enchaînement du prolétariat au Capitalisme d'Etat, la tendance Gallien, tout comme le trotskysme orthodoxe, voit toujours un levier pour l'action révolutionnaire du prolétariat. Tout comme le trotskysme officiel, la tendance Gallien ne voit pas les profondes modifications intervenues par l'évolution récente du capitalisme.

Elle ne voit pas et ne sait pas analyser la réalité et se contente de faire entrer cette dernière dans ses schémas puisés dans le passé. Sourde et aveugle elle persiste à voir présentement, dans ce cours accéléré vers la troisième guerre mondiale un mouvement révolutionnaire croissant dans tous les pays, et répète derrière le trotskysme officiel, toutes les sottises sur le travail dans les grandes masses, et la constitution immédiate d'un parti révolutionnaire. Sur le plan international, la tendance Gallien se rattache à tout un courant du trotskysme animé par G. Munis et qui compte les sections mexicaines, espagnole, italienne et de l'Amérique latine, Natalia Sedova, la veuve de Trotsky semble également y adhérer. Ce courant n'est donc pas complètement séparé, même organiquement du trotskysme, puisque par bien des sections, il se rattache à la IVe Internationale.

Le sort de la seconde tendance gauchiste du parti trotskyste français, celle de Chaulieu est bien plus lamentable encore. Plus forte en nombre que la première, elle est cependant plus faible sur le plan international. Sa particularité est son appréciation de la société russe comme du collectivisme bureaucratique, et sa théorie sur les trois forces historiques en présence : le capitalisme, le prolétariat et la bureaucratie l'apparenterait dans une certaine mesure à la WP des Etats-Unis, mais bien des positions politiques l'en différencient et font qu'elle reste isolée et à l'intérieur de la IVe Internationale. Après avoir préconisé le redressement des partis trotskystes et préparé ensuite sa rupture avec ce parti en France, la tendance Chaulieu s'est finalement assagie. En fait elle s'est liquéfiée. Une patie de ses membres s'est retirée purement et simplement de l'organisation et de toute activité, l'autre partie avec Chaulieu en tête y demeure emprisonnée, prenant sa part de responsabilité politique dans la nouvelle direction du parti, prouvant son degré avancé de corruption et de décomposition idéologique.

"Salut à "Socialisme ou Barbarie"" ("Internationalisme", numéro 43, juin-juillet 1949)

Le premier numéro d'une nouvelle revue révolutionnaire intitulée "Socialisme ou Barbarie" vient de paraître en France.

Dans la situation sombre où se trouve actuellement le mouvement ouvrier en France aussi bien que dans le monde, situation de cours de guerre où les rares groupes révolutionnaires – expression de la vie et de l'état de conscience de la classe prolétarienne – qui grâce à un constant effort idéologique et une volonté farouche d'agir subsistent encore , s'amenuisent et faiblissent un peu plus chaque jour, situation où la presse révolutionnaire se réduit à quelques petits bulletins périodiques et ronéotypés, la parution d'une nouvelle revus imprimée "Organe de critique et d'orientation révolutionnaire" constitue un événement d'importance que tout militant ne saurait que saluer et encourager.

Quel que puisse être l'ampleur de nos divergences avec les positions de "Socialisme ou Barbarie" et quelle que puisse être à l'avenir l'évolution de cette revue, nous devons, sur la

base des positions fondamentales et l'orientation générale présentées, exprimées dans ce premier numéro, considérer le groupe dont la revue est l'organe comme un groupe indiscutablement prolétarien et révolutionnaire. C'est-à-dire que nous saluons son existence, et suivrons avec intérêt et sympathie son effort et son activité ultérieurs. La sympathie révolutionnaire étant avant l'attention des positions politiques, nous entendons examiner sans parti-pris, et avec le plus grand soin, les idées émises par "Socialisme ou Barbarie", les analyser au fur et à mesure de leur développement, en critiquer ce qui nous semblerait erroné et le cas échéant leur opposer les nôtres propres. Cela s'entend dans un but non d'une vaine polémique de dénigrement – chose devenue hélas trop courant entre les groupes et qui nous répugne profondément – mais – si vive que puisse être parfois la discussion – exclusivement dans le but de confrontation et de clarification des positions.

"Socialisme ou Barbarie" est l'organe d'une tendance qui vient de rompre avec le parti trotskyste, la tendance Chaulieu – Montal. C'est une tendance politique connue dans les milieux de militants en France. Nous avons parlé de cette tendance à plusieurs reprises, et encore tout récemment[82], et pas précisément dans ddes termes très tendres. Cela nécessite peut-être une explication supplémentaire de notre part.

Examinant le mouvement trotskyste en France et constatant qu'il se trouvait une fois de plus et pour la nième fois en état de crise, nous posions la question d. nous répondions catégoriquement non, et pour la raison suivante : Le trotskysme qui fut une des réactions prolétariennes dans l'I.C. au cours des premières années de sa dégénérescence n'a jamais dépassé sa position d'opposition malgré sa constitution formelle en Parti organiquement séparé. En restant attaché aux PC – qu'il considère comme toujours des partis ouvriers – où a triomphé le stalinisme, le trotskysme se rattache à se dernier dont il est l'appendice. Il est lié idéologiquement au stalinisme et le suit comme son ombre. Toute l'activité du trotskysme depuis 15 ans le prouve. Depuis 1932/33 où il a soutenu la possibilité de triomphe de la révolution prolétarienne sous la direction stalinienne en Allemagne jusqu'à la participation à la guerre 39-45, à la résistance et à la Libération en passant par le front populaire, l'antifascisme et la participation à la guerre en Espagne, le trotskysme ne faisait rien d'autre qu'emboîter le pas du stalinisme. A la suite de ce dernier, le trotskysme a encore puissamment contribué à introduire dans le mouvement ouvrier les mœurs des méthodes d'organisation et des formes d'activités (bluff, intrigues, noyautage, insultes et manœuvres de toutes sortes) qui sont autant d'éléments actifs de corruption et de destruction de toute activité révolutionnaire. Cela ne veut pas dire que des ouvriers révolutionnaires un peu éduqués, ne puissent se fourvoyer dans ses rangs. Au contraire. Mais en tant qu'organisation, en tant que milieu politique, le trotskysme loin de favoriser la formation de la pensée révolutionnaire et partant des organismes (fractions et tendances) l'exprimant, est le milieu organique de leur pourrissement. C'est là une règle générale valable pour toute organisation politique étrangère au prolétariat, s'appliquant au trotskysme comme au stalinisme et vérifiable dans l'expérience. Nous connaissons le trotskysme depuis 15 ans en crise perpétuelle, avec scissions et unifications, suivies de scissions et de crises, mais nous ne connaissons pas d'exemples qu'elles aient été suivies d'une formation, d'une tendance révolutionnaire véritable et viable. C'est que le trotskysme ne sécrète pas en son sein le ferment révolutionnaire. Au contraire il l'annihile. Le ferment révolutionnaire a donc pour condition de son existence et développement la nécessité d'être hors des cadres organisationnels et idéologiques du trotskysme.

[82] "Internationalisme", numéro 41, janvier 1949, article "Où en sommes-nous ?".

La constitution de la tendance Chaulieu-Montal au sein de l'organisation trotskyste et précisément après que celle-ci est trempée jusqu'aux cheveux dans la deuxième guerre mondiale, la résistance et la libération nationale, ne pouvait nous inspirer, à juste raison, une grande confiance à son égard. Cette tendance s'est constituée sur la base de la théorie du collectivisme bureaucratique en URSS et en conséquence le rejet de toute défense de cette dernière. Mais quelle valeur pouvait avoir cette prise de position contre la défense de l'URSS qui s'accordait dans la pratique avec la cohabitation dans une organisation dont le plus clair de l'activité résidait concrètement dans la défense du capitalisme d'Etat russe, et la participation à la guerre impérialiste ? Non seulement la tendance Chaulieu-Montal trouvait possible sa cohabitation dans cette organisation, mais elle participait activement à tous les échelons, à cet activisme typique du trotskysme fait de bluff et de mystification, à toutes ses campagnes électorales, syndicales et autres surenchères. De plus, on ne pouvait pas ne pas être défavorablement impressionné par le comportement de cette tendance à l'intérieur de l'organisation, comportement fait de manœuvres, de combinaisons, de compromis douteux, visant davantage à s'emparer de la direction du parti qu'à œuvrer au développement de la conscience de ses militants. Les hésitations prolongées des tenants de la tendance à quitter l'organisation, acceptant encore, au dernier congrès (été 1948) de se faire élire au Comité Central, dénotent à la fois leur inconséquence politique, leur illusion sur un redressement possible de l'organisation trotskyste, leur esprit manœuvrier et finalement leur incompréhension totale pour ce qui est des conditions organisationnelles et politiques indispensable à l'élaboration de la pensée et d'une orientation révolutionnaires.

Le jugement d'ensemble porté par nous sur cette tendance, dans un de nos récents numéros d'"Internationalisme", aussi sévère qu'il fut, était absolument fondé. Nous devons toutefois porter un correctif concernant son caractère définitif. La tendance Chaulieu n'est pas liquidée, comme nous le pressentions, mais a trouvé la force, avec un long retard certes, de rompre avec l'organisation trotskyste et de se constituer en groupe autonome. Malgré le lourd héritage qui pèse sur ce groupe, ce fait constitue une donnée nouvelle – ouvrant des possibilités à son évolution ultérieure. L'avenir seul nous dira dans quelle mesure il constitue un apport à la formation du nouveau mouvement révolutionnaire. Mais dès à présent on doit leur dire qu'il ne saurait s'acquitter de cette tâche qu'à la condition préalable de se débarrasser complètement et au plus vite des tares qu'il a héritées du trotskysme dont se ressent encore le premier numéro de leur revue.

Il n'est pas dans notre intention de faire aujourd'hui une analyse approfondie et détaillée des positions du groupe "socialisme ou Barbarie" … Nous y reforestations une prochaine fois. Nous nous bornerons aujourd'hui à constater à la lecture de ce premier numéro, que ce groupe est en pleine évolution, et que ses positions ne sont rien moins que fixées. Cela d'ailleurs ne saurait être retenu comme un reproche à son adresse ; au contraire. Ce groupe semble plutôt tendre à se dégager de sa position fixe d'une troisième classe : la bureaucratie, et de la double antithèse historique du capitalisme : le socialisme et le collectivisme bureaucratique. Cette position qui fut autrefois son unique raison d'être, aussi bien dans le domaine de la recherche théorique que dans celui de l'action révolutionnaire pratique. C'est parce qu'il semble aujourd'hui abandonner, quoique partiellement et d'une façon confuse cette conception d'une opposition historique entre l'étatisme et le capitalisme, et considérer l'étatisation plutôt comme une tendance inhérente au capitalisme dans la période actuelle, que ce groupe parvient à saisir plus correctement le problème du mouvement syndical présent , de son intégration nécessaire à l'appareil de l'Etat.

Signalons une étude extrêmement intéressante de A. Carrier sur le cartel des syndicats autonomes où par sa plume, le groupe Socialisme ou Barbarie[83] exprime pour la première fois "notre position sur le caractère historiquement révolutionnaire du syndicalisme comme arme révolutionnaire contre le régime d'exploitation".

Cependant on saurait quelque peu surpris d'apprendre, après une aussi nette déclaration historiquement révolutionnaire du syndicalisme, que cette position de nous (Socialisme ou Barbarie[84]) amène pas au refus de participation à toute vie syndicale. La raison de cette attitude pratique en contradiction de toute l'analyse faite du mouvement syndical est aussi formulée : "nous allons où sont les ouvriers, non seulement parce qu'ils y sont pour ainsi dire physiquement, mais parce que **là ils luttent avec plus ou moins d'efficacité, contre toutes les formes d'exploitation**". Par ailleurs, on justifie la participation aux syndicats par : "Nous ne nous désintéressons pas des questions revendicatives. Nous sommes convaincus qu'il existe en toute circonstance des mots d'ordre revendicatifs corrects qui, sans résoudre le problème de l'exploitation, assurent la défense des intérêts matériels élémentaires de la classe, défense qu'il faut organiser quotidiennement contre les attaques quotidiennes du Capitalisme". Et cela après avoir, avec des chiffres à l'appui,démontré que : "Le capitalisme est arrivé au point où il ne peut plus rien donner, où il ne peut **que reprendre**. Non seulement toute réforme est impossible,mais le niveau même de misère ne peut être maintenu. **Dès lors la signification du programme immédiat change**".

Toute cette étude sur "Le cartel d'unité d'action syndicale" par ailleurs extrêmement intéressante, est en plus une analyse valable du syndicalisme dans la période présente, une manifestation encore plus saisissante de l'état de contradiction dans laquelle se trouve le groupe "Socialisme ou Barbarie". L'analyse objective de l'évolution du capitalisme moderne vers l'étatisation, de l'économie et organisations économiques des ouvriers (analyse qui est celle des groupes dit ultra-gauche, et dont nous sommes) se complète avec la vieille traditionnelle attitude subjective de participation et d'action dans les organisations syndicales, attitude héritée du trotskysme et de laquelle on n'est pas encore bien dégagée.

Une bonne partie de ce numéro 1 de "Socialisme ou Barbarie"est consacrée à la polémique contre le PCI (trotskyste). Cela se comprend fort bien. La sortie d'une organisation politique, à laquelle tout un passé de militants et de convictions se rattache, ne se fait pas sans une certaine crise d'ordre affectif, et sans certaines récriminations personnelles, tout cela est dans l'ordre des choses. Mais cette fois nous assistons à une polémique et à un ton de polémique hors de proportion et hors de mesure.

Nous pensons à cet article de Chaulieu : "Les bouches inutiles" ; il s'agit de laver un membre du groupe, Lefort, des accusations portées contre lui par "La vérité". On comprend très bien quelle vive indignation a dû provoquer cette sorte "d'accusation" pleine de sous-entendus hypocrites et allusions malveillantes. Mais Chaulieu n'est pas parvenu à garder un certain niveau et dans sa réplique, il n'a fait que se plaire dans une regrettable grossièreté et vulgarité. Les jeux de mots sur les initiales de Pierre Franck, sont touts justes dignes de l'esprit d'un galopin de lycée, et n'ont vraiment pas de place dans une revue révolutionnaire. Une fois de plus nous sommes ici en présence d'une manifestation de cette décomposition qui empeste depuis des années la vie du mouvement ouvrier. La reconstruction d'un nouveau mouvement révolutionnaire a aussi pour condition :la libération de cette tradition pestiférante importée

[83] L'auteur de l'article a écrit ici "Socialisme et Barbarie".
[84] Même remarque que la note précédente.

avec le stalinisme, et entretenue entre autres, avec le trotskysme. On n'insistera jamais assez sur l'importance de cet "aspect moral"qui est un des fondements d'un travail révolutionnaire dans l'immédiat et dans l'avenir. C'est pourquoi nous étions si désagréablement impressionnés de trouver cette polémique malodorante s'étaler dans les colonnes du premier numéro de "Socialisme et Barbarie". Remarquons que pris dans le feu de la polémique, Chaulieu et ses amis ont oublié de répondre à une des questions de fond qui a fait éclore cette polémique, à savoir la possibilité de poursuivre la recherche des problèmes révolutionnaires au travers n'importe quelle revue , qui veut bien vous offrir ses colonnes.

Nous avons dans "Internationalisme" abordé déjà cette question et la conclusion à laquelle nous sommes arrivés est négative. Il existe aujourd'hui un problème angoissant d'absence des moyens d'expression pour la pensée révolutionnaire. Chaque militant révolutionnaire pesant, éprouve ce sentiment d'étouffement et ressent cette nécessité de briser avec l'imposition du silence auquel il est condamné. Mais au-delà d'un problème subjectif, c'est un problème politique en relation avec la situation. Il ne s'agit pas de se soulager en déposant ses pensées n'importe où, mais de faire de sa pensée une arme efficace de la lutte de classe prolétarienne. Le fort, Chaulieu et leurs amis se sont-ils demandés quel est le résultat d'une collaboration à des revues littéraires, philosophiques ; genre "Les Temps Modernes" de Sartre ? En plus de l'élaboration (?) révolutionnaire conscience ou non, mais inévitable de sa pensée, une telle collaboration accréditée auprès des militants, une revue, un courant idéologique en face de qui la plus grande réserve politique et idéologique est nécessaire[85]. Au lieu de clarifier en distinguant les courants, on ne fait qu'augmenter la confusion. Il faut soi-même ne rien comprendre au problème au problème des conditions de la recherche révolutionnaire, que de faire de Sartre et de sa revue, dont l'application politique de sa philosophie se fait au niveau du RDR ; le lieu et le milieu de la discussion sur le rôle joué par Trotsky et le trotskysme dans la dégénérescence de l'Internationale communiste. La recherche théorique révolutionnaire ne soit pas être sujet de conversation de salon, ni servir aux littérateurs de "gauche" en mal de thèmes. Aussi pitoyables que soient les moyens d'expression du prolétariat révolutionnaire, c'est uniquement dans ce cadre que se fait l'œuvre d'élaboration de la théorie de la classe, travailler et améliorer, développer ces moyens d'expression seule voie pour le militant, pour rendre sa pensée-action efficace. Chercher à se ternir des moyens d'expression autres que ceux des organismes de sa classe dénote toujours une tendance intellectualiste et petite bourgeoise. Le fait que ce problème ait été complètement négligé dans la polémique faite par "Socialisme ou Barbarie"prouve qu'il n'a même pas été saisi, sans parler déjà de sa solution, et dans quel sens, ceci aussi est, à notre avis, très significatif.

Avant d'entreprendre l'examen critique des positions défendues par le groupe "Socialisme ou Barbarie", nous croyons qu'il est nécessaire de s'arrêter un instant sur un autre point, qui est lui aussi hautement caractéristique : la manière de se présenter de ce groupe. On aurait tort de considérer cet aspect comme une chose sans importance. L'idée qu'on a de soi-même et l'appréciation qu'on porte sur les autres groupes sont intimement liées aux conceptions générales que l'on professe. C'est souvent cet aspect qui apparaît comme le meilleur révélateur de la nature d'un groupe. Il est en tous cas un terme indispensable permettant de saisir immédiatement et sur le vif la conception profonde d'un groupe.

Voici deux passages extraits de l'article de tête du premier numéro de la revue, article constituant en quelque sorte, le credo, la plate-forme politique du groupe.

---

[85] Phrase peu claire, le mot qui suit "En plus de" est difficilement lisible et semble conditionner le reste de la phrase.

Parlant du mouvement ouvrier actuel, et après avoir constaté la complète aliénation des masses aux idéologies anti-ouvrières, la revue écrit :

"Seul semblent surnager, dans ce naufrage universel, de faibles organisations telle que la "IVe Internationale", les fédérations anarchistes, et les quelques groupements dits "ultra-gauche" (Bordiguistes, Spartakistes, Communistes de Conseil). Organisations faibles, non pas à cause de leur maigreur numérique – mais avant tout par leur manque de contenu politique et idéologique. Relent du passé beaucoup plus qu'anticipation de l'avenir, ces organisations se sont trouvées absolument incapables déjà de comprendre le développement social du XXe siècle, et encore moins de s'orienter positivement face à celui-ci".

Et après avoir énuméré la faiblesse du trotskysme et de l'anarchisme, l'article continue quelques lignes plus loin :

"Enfin les groupements "ultra-gauches" soit cultivent avec passions leurs déformations de chapelle, comme les Bordiguistes, allant parfois jusqu'à rendre le prolétariat responsable de leur propre piétinement et de leur incapacité soit, comme les Communistes de Conseil se contentent de tirer de l'expérience du passé des recettes pour la cuisine "socialiste" de l'avenir. Malgré leurs prétentions délirantes, aussi bien la "IVe Internationale" que les anarchistes et les ultra-gauches ne sont en vérité que des souvenirs historiques, des croûtes minuscules sur les plaies de la classe, vouées au dépérissement sous la poussée de la peau neuve qui se prépare dans la profondeur des tissus.". "Socialisme ou Barbarie", numéro 1, page 9.

Voilà ce qui concerne les autres tendances et groupes existants. On comprend qu'après un jugement si sévère, une condamnation sans appel des autres, l'on se présente soi-même en ces termes :

"En nous présentant aujourd'hui par le moyen de cette revue, devant l'avant-garde des ouvriers manuels et intellectuels, nous savons être les seuls à répondre d'une manière systématique aux problèmes fondamentaux du mouvement révolutionnaire contemporain ; nous pensons être les seuls à reprendre et à continuer l'analyse marxiste de l'économie moderne, à oser sur une base scientifique le problème du développement historique du mouvement ouvrier et sa signification, à définir le stalinisme et en général la bureaucratie "ouvrière", à caractériser la troisième Guerre Mondiale, à poser enfin à nouveau, en tenant compte des éléments originaux créés par notre époque, la perspective révolutionnaire. Dans des questions de telle envergure, il ne peut s'agir ni d'orgueil, ni de modestie … Nous pensons que nous représentons la continuation vivante du marxisme dans le cadre de la société contemporaine. Dans ce sens, nous n'avons nullement peur d'être confondu avec tous les éditeurs de revues "marxistes", "clarificateur", "hommes de bonne volonté", discutailleurs et bavards de tout acabit. Si **nous** posons des problèmes, c'est que **nous** pensons **pouvoir les résoudre**". (Soulignés par nous).

Voilà un langage où la prétention, la flatterie sans borne de soi, n'a d'égal que l'ignorance dans laquelle ils se trouvent en ce qui concerne le mouvement révolutionnaire, les groupes et tendances, leurs travaux et leurs luttes théoriques dans ces dernières trente années. L'ignorance explique bien des choses, mais elle ne saurait justifier et encore moins servir de titre de gloire. De quel titre le groupe "socialisme ou Barbarie" s'autorise-t-il à parler avec une telle désinvolture du passé récent du mouvement révolutionnaire, de ses luttes internes, et des groupes, dont le seul tort est d'avoir posé avec quelques dix ou vingt ans d'avance les problèmes que dans son ignorance il croit avoir découvert aujourd'hui. Le fait d'être venu à la

vie politique récemment au cours des années de la guerre, et encore au travers de l'organisation politiquement corrompue du trotskysme, dans le bourbier duquel il a pataugé jusqu'en 1949, ne saurait être invoqué comme certificat d'honneur, comme une garantie de maturité politique. L'arrogance du ton est un témoignage de plus de l'ignorance facilement constatable de ce groupe qui ne s'est pas encore suffisamment libéré du mode de pensée et de discussion du trotskysme. Car s'il en était autrement, on s'apercevrait facilement que les idées qu'il énonce aujourd'hui, et qu'il considère comme son œuvre originale, ne sont pour la plupart qu'une reproduction plus ou moins heureuse des idées émises par les courants de gauche de la IIIe Internationale (Opposition ouvrière russe, spartakistes d'Allemagne, Communistes de Conseils de Hollande, la Gauche Communiste d'Italie) depuis et au cours des vingt-cinq dernières années.

Si au lieu de se contenter de bribes de connaissance, et souvent seulement de ouï-dire, le groupe "Socialisme ou Barbarie" s'était donné la peine d'étudier plus à fond les documents nombreux mais difficiles à trouver, de ces courants de gauche, il aurait peut-être perdu de sa prétention à, l'originalité, mais aurait assurément gagné en profondeur.

Il aurait tout aussi évité bien des sottises et des tâtonnements. Ce qu'il aurait perdu en morgue, il l'aurait largement compensé en connaissance et en sérieux.

Est-ce à dire que ces courants dans le passé ou les groupes qui les continuent à ce jour ont apporté les réponses définitives aux problèmes posés au mouvement ouvrier dans la période présente ? Non point. Ce serait même leur faire injure que de leur attribuer pareille prétention. Leurs travaux théoriques peuvent et doivent être dépassés. Mais ce dépassement ne peut se faire qu'à partir des travaux de ces courants et non pas en partant de n'importe où, et surtout pas à partir du trotskysme. L'étude, l'assimilation et la critique de ces travaux sont la condition indispensable de tout nouveau pas en avant.

Depuis 1917, le capitalisme est entré dans une phase nouvelle de son existence, sa décadence. De profondes modifications structurelles économiques et politiques s'ensuivent dans la société qui posent devant le prolétariat de nouveaux problèmes et de nouvelles conditions pour sa lutte révolutionnaire. Ces problèmes historiques nouveaux étaient nécessairement demeurés inconnus à Marx et aux théoriciens marxistes du passé. C'est en s'efforçant de comprendre les données de la nouvelle période que les révolutionnaires pourraient efficacement intervenir et aider le prolétariat à agir en vue de sa tâche historique d'émancipation de l'humanité. Cet effort, les groupes révolutionnaires l'accomplissent depuis 25 ans, à l'écart des activités tapageuses, stériles et nuisibles des trotskystes de tout acabit. En orientant et maintenant leur effort dans cette direction, ces groupes ont apporté une réelle contribution indispensable à l'action ultérieure du prolétariat.

Loin d'être des croûtes du passé, ils sont des pionniers dont l'enseignement doit servir de guide aux révolutionnaires d'aujourd'hui, qui comme eux,doivent s'efforcer d'apporter à leur tour une contribution à l'élaboration du programme de la révolution.

Il est temps de cesser de considérer le mouvement ouvrier comme une foire ou;les divers groupes se font concurrence. Nous souhaitons et espérons que "socialisme ou Barbarie" se libérera au plus vite de cet esprit que nous regrettons d'y trouver encore. Alors seulement, il paraît être un apport réel au mouvement. C'est dans cet espoir que nous allons suivre l'activité ultérieure du nouveau groupe "socialisme ou Barbarie".